INSTITUT KURDE DE PARIS

Bulletin de liaison et d'information

N°494

MAI 2026

La publication de ce Bulletin bénéficie de subventions du Gouvernement français et de la Mairie de Paris

– – – – –

Ce bulletin paraît en français et anglais
Prix au numéro : France: 6 € — Etranger : 7,5 €
Abonnement annuel (12 numéros) France : 60 € — Etranger : 75 €

Périodique mensuel
Directeur de la publication : Mohamad HASSAN
Numéro de la Commission Paritaire : 659 13 A.S.
ISBN 0761 1285

INSTITUT KURDE, 106, rue La Fayette - 75010 PARIS
Tél. : 01- 48 24 64 64 - Fax : 01- 48 24 64 66

www.fikp.org
E-mail: bulletin@fikp.org

Bulletin de liaison et d'information
de l'Institut kurde de Paris
N° 494 mai 2026

SOMMAIRE

- IRAN : NI GUERRE NI PAIX AVEC LES ÉTATS-UNIS, MISÈRE ET RÉPRESSION À L'INTÉRIEUR
- TURQUIE : LE PARTI RÉPUBLICAIN DU PEUPLE DÉCAPITÉ
- IRAK : LE PARLEMENT FÉDÉRAL APPROUVE UN GOUVERNEMENT INCOMPLET
- SYRIE : DÉSIGNATION DE 8 KURDES AU « PARLEMENT » SYRIEN

IRAN :
NI GUERRE NI PAIX AVEC LES ÉTATS-UNIS, MISÈRE ET RÉPRESSION À L'INTÉRIEUR

L'épreuve de force entre le régime iranien et l'administration Trump s'est poursuivie tout au long du mois de mai où des annonces de « progrès importants dans les négociations » voire d'« accord imminent » ont alterné avec des menaces de reprise de frappes massives et quelques échanges de tirs de missiles.

En Iran, en l'absence du nouveau « guide suprême », invisible depuis le début de la guerre, le pouvoir effectif serait exercé par une bande de généraux issus des Gardiens de la révolution prônant une ligne dure de confrontation, selon une enquête publiée dans le New York Times du 21 mai. Se considérant et se déclarant « victorieux », ils veulent poursuivre la guerre jusqu'à ce que toute la région du Golfe soit libérée de toute présence américaine.

Pour eux, le détroit d'Ormuz, qui est une voie de navigation internationale au même titre que le détroit de Gibraltar par exemple, appartient définitivement à l'Iran. Ils ont d'ailleurs annoncé le 18 mai la création d'un organisme iranien chargé de la gestion d'Ormuz, qui sera soumis à péage (Libération, 18 mai). Ils envisagent même de taxer les utilisateurs des câbles télécoms sous-marins du détroit d'Ormuz. Ces puissantes artères de fibre optique sous-marine, sont vitales pour le bon fonctionnement d'Internet et de secteurs sensibles, comme l'énergie ou la banque, rappelle Le Monde dans son édition du 22 mai.

Face à des généraux belliqueux en quête de gloire et de martyre, ne se souciant guère du sort de la population, des personnalités politiques considérées comme « modérées » et « pragmatiques » tels le président de la République Massoud Pezeshkian ou le président du Parlement semblent être mises à l'écart et le ministre des Affaires étrangères Abbas Araghchi réduit à un simple rôle d'exécutant.

La rhétorique guerrière iranienne, appuyée par ses attaques épisodiques de drones et de missiles vers certains pays du Golfe, semble avoir produit un certain effet sur quelques-uns d'entre eux. Ainsi, l'Arabie saoudite tente de se tenir à distance (RFI, 11 mai), le Qatar veut jouer les médiateurs mais les Émirats arabes unis restent convaincus qu'il faudra tôt ou tard faire face au défi militaire iranien.

La stratégie du président Trump

reste confuse. Il ne cesse de revendiquer sa « victoire totale », menace de rayer l'Iran de la carte s'il n'obéit pas à des conditions de paix dans tel délai, puis rétropédale pour « donner à la paix une nouvelle chance ». Les marchés, très sensibles à ces déclarations, font le yo-yo et cette position maintes fois réitérée de « tenez-moi ou je vais faire un malheur » n'impressionne guère les Iraniens.

Il n'en reste pas moins que le double blocus du détroit d'Ormuz, iranien et américain, inflige des dégâts économiques considérables à l'Iran dont les exportations de pétrole ont été divisées par dix depuis le début du blocus. Les échanges commerciaux par voie terrestre via la Turquie et le Pakistan se poursuivent mais sont loin de répondre aux besoins de ce pays de 92 millions d'habitants qui souffre de plus d'un manque criant de devises et de moyens de payer ses importations.

Les salaires, en raison de la chute considérable de la monnaie iranienne, le rial, par rapport au dollar américain, sont devenus trop faibles pour le modeste pouvoir d'achat de la grande majorité des Iraniens et les produits importés inaccessibles.

Comme le rapporte le quotidien La Croix dans son reportage daté du 26 mai, « pour de nombreux Iraniens, la valeur du rial est l'indicateur le plus évident du déclin économique de leur pays. Il y a dix ans, un dollar américain s'échangeait contre environ 32.000 rials. Aujourd'hui, il avoisine 1,8 million de rials, presque le double du taux enregistré fin février, avant le début de la guerre ».

Selon les médias iraniens, au moins un million d'emplois ont déjà été perdus directement à cause de la guerre indique le quotidien catholique, sous un titre éloquent : « En Iran, un quotidien devenu hors de prix pour la population ».

Face au mécontentement croissant des Iraniens et afin d'étouffer dans l'œuf toute velléité de soulèvement ou d'opposition, le régime intensifie la répression. Les villes jugées sensibles ou rebelles comme celles du Kurdistan, du Baloutchistan et les grandes métropoles comme Téhéran, Mashhad, Tabriz sont quadrillées par des milices et par des Gardiens de la révolution.

Faute d'accès à Internet, réservé à une élite de professionnels pro-régime, les informations relatives à la répression circulent peu et il est encore difficile d'établir un bilan, même provisoire.

Voici un résumé des informations collectées et documentées par des ONG de défense des droits humains, notamment Hengaw, et compilées par Washington Kurdish Institute.

Selon les statistiques publiées début mai, au moins 26 personnes ont été exécutées en Iran durant le mois d'avril, dont 14 prisonniers politiques. Hengaw a également indiqué qu'au moins 30 personnes arrêtées lors des manifestations de janvier 2026 avaient été condamnées à mort et que plusieurs d'entre elles auraient déjà été exécutées en secret. Les Kurdes figurent parmi les groupes les plus touchés par cette répression.

L'un des faits les plus graves signalés en mai est l'exécution secrète de plusieurs prisonniers politiques kurdes. Hengaw a rapporté que les autorités iraniennes ont exécuté des détenus kurdes sans informer leurs familles à l'avance et sans leur remettre les corps après l'exécution. Les cas de Naser Bakrzadeh et Mehrab Abdollahzadeh ont suscité une vive inquiétude : leurs familles se sont vu refuser la restitution des dépouilles, ce qui constitue une atteinte supplémentaire à la dignité des victimes et aux droits de leurs proches.

Le 21 mai, Hengaw a également signalé l'exécution secrète de deux autres prisonniers politiques kurdes, Ramin Zaleh et Karim Maroufpour, dans la prison de Naqadeh.

Fin mai, Hengaw a rapporté la mort de deux frères kurdes, Meisam Veisi et Mojtaba Veisi, dans la province de Kermanshah. Selon l'organisation, les forces des Gardiens de la révolution ont encerclé leur habitation et ouvert le feu sans avertissement préalable. Les autorités iraniennes ont présenté une version différente des faits, affirmant que les deux hommes étaient armés et avaient tiré sur les forces de sécurité.

Ailleurs en Iran, le 4 mai, trois hommes ont été exécutés à Mashhad : Mehdi Rassouli et Mohammad Reza Miri, accusés d'être des agents du Mossad impliqués dans les émeutes de janvier et responsables de la mort d'un membre des forces de sécurité, ont été pendus. Un autre opposant, Ebrahim Dolatabadi, accusé d'être l'un des principaux instigateurs des émeutes de janvier, a lui aussi été pendu à Mashhad (AFP, 4 mai).

Le 11 mai, un ingénieur, Erfan Shakourzadeh, âgé de 29 ans, accusé de liens avec le Mossad et la CIA, a été pendu (Le Figaro, 11 mai).

Le 25 mai, un homme présenté comme l'un des « meneurs » locaux des manifestations de janvier dernier, Abbas Akbari, a été pendu. Il était accusé d'avoir ouvert le feu dans la rue sur les forces de sécurité dans la ville de Naïn (Le Monde, 25 mai).

Au Kurdistan, les arrestations se sont multipliés tout au long du mois de mai. À Boukan, Asti

Mohammadi, âgée de 67 ans, a été arrêtée lors d'un raid nocturne le 11 mai. Des agents du ministère du Renseignement ont pénétré dans son domicile sans mandat, saisi des effets personnels et l'ont transférée dans un centre de détention sécuritaire à Ourmia. Elle a été privée de tout contact avec sa famille, d'assistance juridique et de ses médicaments, tandis que ses proches n'ont reçu aucune information sur les accusations portées contre elle ni sur son état de santé.

Dans la même ville, Seyyed Ali Ghoreishi, chanteur de musique folklorique kurde âgé de 66 ans et connu pour son rôle dans la préservation du patrimoine musical kurde, a été arrêté le 11 mai après une perquisition sans mandat à son domicile. Plusieurs jours après son arrestation, il demeurait détenu au secret, sans accès à un avocat ni possibilité de contacter sa famille. Un autre habitant kurde, Amir Yousofi, originaire du village de Salamat dans le district de Boukan, a été arrêté le 9 mai par les services de renseignement et transféré le lendemain vers un centre de détention à Ourmia pour interrogatoire. Aucun chef d'accusation n'a été rendu public.

À Piranshahr, plusieurs arrestations similaires ont été signalées. Mani Abdollahzadeh a été arrêté avec violence dans le village de Darbakeh après un raid sans mandat à son domicile. Abdollah Nabizadeh, du village de Chiane, a été arrêté le 4 mai dans des circonstances comparables et transféré vers un lieu inconnu. Shahram Pasupish, également originaire de Chiane, a été arrêté le 13 mai lors d'une opération similaire. Sabah Bivareh, 23 ans, du village de Kelekin, a été arrêté le 14 mai et transféré vers un lieu non divulgué. Vahed Soltani, 21 ans, du village de Khorenj, a été arrêté le 8 mai et détenu sans accès à un avocat, sans visites familiales et sans possibilité de communiquer avec l'extérieur.

Dans la province d'Ilam, plusieurs civils kurdes ont également été visés. Mohammad-Reza Faryadi, originaire de Sarableh, a été arrêté le 13 mai sans mandat. Malgré les démarches de sa famille, aucune information n'a été communiquée sur son lieu de détention ou son état de santé.

Arshia Qeysarbeigi, également de Sarableh, a été arrêté le 5 mai lors d'un raid à son domicile. Selon des informations rapportées, il aurait été placé à l'isolement et soumis à de graves actes de torture, subissant notamment des fractures à la mâchoire, au nez et aux dents. Il aurait ensuite été accusé d'« inimitié envers Dieu » et de « corruption sur terre », accusations passibles de la peine de mort en Iran.

À Dehloran, Abbas Mamousi a été arrêté le 14 mai et transféré dans le quartier de quarantaine de la prison centrale d'Ilam. Son arrestation aurait été liée à des expressions de satisfaction après l'annonce de la mort du Guide suprême iranien. Le 21 mai, Ali Eskandari, 41 ans, a également été arrêté lors d'un raid sans mandat à son domicile et conduit vers un lieu inconnu.

Dans le village de Kuseh Kahriz, près de Mahabad, les services de renseignement des Gardiens de la Révolution (IRGC) ont arrêté Ehsan Khorramabad, âgé de 17 ans, ainsi que Mikaeil Dudkanlou Milan, surnommé « Shouresh », après avoir pris d'assaut leurs domiciles.

À Naqadeh, Mamand Khodadadi a été maintenu au secret après son arrestation, sans accès à un avocat ni contact avec sa famille. Alan Hekmatirad, enseignant d'anglais kurde arrêté en avril, a été transféré en mai à la prison de Naqadeh après un passage dans un centre sécuritaire à Ourmia. Son matériel informatique et plusieurs livres avaient été confisqués lors d'une perquisition à son domicile.

La répression a également touché des personnalités culturelles et éducatives. Forouzan Nojavan, enseignante d'anglais, blogueuse et directrice d'un institut linguistique à Ourmia, a été arrêtée le 13 mai sans mandat puis transférée à la prison centrale d'Ourmia. Sa détention a été prolongée et elle n'a pas pu choisir librement un avocat.

À Téhéran, Majid Karimi, écrivain, poète et enseignant bénévole de langue kurde originaire de Quchan, a été arrêté le 14 mai. Son téléphone et son ordinateur portable ont été saisis lors de la perquisition. Lors des interrogatoires, il aurait été accusé de collaboration avec des partis politiques kurdes.

À Javanrud, le chanteur kurde Amir Sobhani a été arrêté le 18 mai après une descente des forces de sécurité à son domicile. Il a ensuite été transféré à la prison centrale de Kermanshah, connue sous le nom de Dizelabad.

La pression sur les activités culturelles kurdes s'est accentuée. À Boukan, des artistes, chanteurs, musiciens et propriétaires de centres musicaux auraient reçu des menaces de la part des institutions sécuritaires après l'arrestation de Seyyed Ali Ghoreishi. Ils auraient été avertis de ne plus interpréter de chansons épiques ou identitaires kurdes, qualifiées de « contre-révolutionnaires » par les autorités. Ces pressions s'inscrivent dans un contexte plus large touchant la musique, la langue et l'identité kurdes.

Le recours à la peine capitale a connu une forte augmentation en mai Mehrab Abdollahzadeh, prisonnier politique kurde arrêté lors du soulèvement « Femme, Vie, Liberté », a été exécuté secrète-

ment à la prison centrale d'Ourmia sans notification préalable à sa famille ni à ses avocats. Les autorités ont refusé de restituer son corps.

Le 21 mai, Ramin Zaleh et Karim Maroufpour ont également été exécutés en secret à la prison de Naqadeh après avoir été condamnés pour « rébellion armée » en lien avec leur prétendue appartenance au Parti démocratique du Kurdistan d'Iran (KDPI). Leurs familles n'ont pas été informées à l'avance et n'ont pas pu leur rendre une dernière visite.

Enfin, à Mashad, le frère du célèbre avocat kurde défenseur des droits humains, Alkordi, emprisonné, Javad Alkordi a été condamné le 17 mai 2026 à 10 ans de prison.

À signaler aussi que Mme Narges Mohammadi, lauréate du Prix Nobel de la paix, a été hospitalisée en urgence le 2 mai. Selon son avocate, son état serait sérieux, elle serait « entre la vie et la mort ». « C'est la première fois qu'on dit qu'il y a un danger de mort. Aujourd'hui il faut agir avant que ce soit trop tard », a, de son côté, insisté le responsable Moyen-Orient de Reporters sans frontières (RSF), Jonathan Dagher (Le Monde, 5 mai).

Les démocrates iraniens traversent une période particulièrement difficile et douloureuse, dans un pays sans perspective, désillusionné.

TURQUIE : LE PARTI RÉPUBLICAIN DU PEUPLE DÉCAPITÉ

Une cour d'appels d'Ankara a, le 21 mai, invalidé, au motif d'irrégularités, l'élection de la direction du CHP et de son chef, Özgür Özel, lors du congrès de ce parti en novembre 2023. La cour ordonne en outre le retour à la tête de la principale formation de l'opposition de son ancien leader Kemal Kılıçdaroğlu, l'homme aux 13 défaites électorales tombé en disgrâce dans les rangs des membres et des sympathisants.

Quelques semaines auparavant, le président Erdogan avait écrit sur son compte X : « La démocratie turque aura l'opposition qu'elle mérite ». Grâce à une justice instrumentalisée et aux ordres, c'est désormais chose faite. Le parti fondé en 1923 par Mustafa Kemal Atatürk et, jusqu'en 1946, parti unique, est désormais brisé dans son élan vers le pouvoir qui s'était notamment concrétisé par des victoires électorales lors des élections municipales de mars 2024 où il avait emporté, avec le soutien du parti pro-kurde DEM, toutes les grandes métropoles du pays, y compris Istanbul, Ankara et Izmir, infligeant au parti présidentiel AKP sa plus lourde défaite depuis son accession au pouvoir en 2003.

La vengeance est un plat qui se mange froid, comme dit le dicton. Battu dans les urnes, le gouvernement a mobilisé son appareil judiciaire et les médias à ses ordres, pour discréditer puis démanteler systématiquement le vieux parti en s'en prenant à ses leaders les plus populaires. Le maire élu d'Istanbul a été arrêté le jour même où sa candidature à l'élection présidentielle était annoncée. Poursuivi pour « corruption », il croupit depuis dans la tristement célèbre prison de Silivri ainsi que plusieurs dizaines de membres de son équipe municipale. Depuis, 24 autres maires du CHP ont été démis et 22 incarcérés. 85 mairies ont changé de mains par nomination d'administrateurs, destitution ou changement de conseils municipaux (Le Monde, 22 mai). Le pouvoir met bon nombre de maires CHP élus devant un choix draconien : démissionner de leur parti et rejoindre l'AKP ou faire face à des poursuites judiciaires et aller en prison.

Le chantage a fonctionné et nombre de maires CHP ont tourné casaque pour garder leur poste. D'autres ont résisté et ils sont soit déjà destitués et embastillés, soit en voie de l'être. Par le biais d'une justice instrumentalisée, le pouvoir a pu ainsi retourner les résultats des urnes qui lui étaient défavorables. Il retrouve aussi à la tête du CHP son opposant préféré, « l'éternel loser », que le président turc aime tant rudoyer et « puncher » dans ses discours électoraux.

Le 24 mai, des centaines de policiers antiémeute ont pris d'assaut le siège du CHP à Ankara. Des policiers casqués et équipés de boucliers sont entrés de force dans les locaux, cassant portes et fenêtres, pour déloger par la force le leader du CHP Özgür Özel, son équipe de direction et des centaines de leurs partisans qui s'étaient enfermés dans ce bâtiment pour le défendre. Les dirigeants élus, pour la plupart députés, se sont alors dirigés vers le Parlement.

Le 30 mai, devant une foule immense rassemblée au centre d'Ankara, Özgür Özel, 51 ans, a dénoncé un « coup d'État » manigancé par le pouvoir et fustigé « les autocrates au pouvoir » qui ont attaqué son parti et le système démocratique tout entier. L'ancien maire d'Istanbul a aussi, sur son compte X, dénoncé « un coup dur pour le CHP, un coup dur pour la Turquie, un coup dur pour la démocratie ».
Le même jour, devant le siège du CHP, Kılıçdaroğlu s'adressait à une poignée de collaborateurs et quelques centaines de fidèles, lisant un texte écrit où il condam-

nait la direction du parti qui lui a succédé et la corruption qui selon lui se serait généralisée. Il a promis la convocation d'un congrès pour élire une nouvelle équipe, sans donner de date précise.

La principale formation de l'opposition turque est désormais plongée dans une crise existentielle. Les deux camps en conflit semblent irréconciliables. Au congrès de novembre 2023, Özgür Özel avait été élu avec 812 voix contre 536 à Kemal Kılıçdaroğlu, soit une avance importante de 276 voix. Depuis, le rapport de force n'a cessé d'évoluer en faveur d'Özgür Özel qui peut compter sur le soutien de 111 députés sur les 138 que compte le CHP. Son rival en a moins de 20, quelques députés préférant pour l'heure rester neutres.

Selon un sondage de l'Institut Konda, seuls 5 % des électeurs du CHP sont favorables au retour de Kılıçdaroğlu à la tête de leur parti (Le Monde, 31 mai). Le seul moyen de sortir de l'impasse actuelle serait d'organiser un nouveau congrès pour renouveler la direction du parti. Pour cela il faudra recueillir des signatures auprès des délégués à travers le pays. Une autre option consisterait à forcer la tenue d'un congrès dans un délai de 45 jours par une démission collective du conseil du parti. 35 des 57 membres de ce « parlement » du parti soutiennent Özgür Özel qui doit en convaincre 3 ou 4 autres pour atteindre les deux tiers de voix nécessaires pour parvenir à un vote sur une démission collective.

Élu président du groupe parlementaire du CHP à l'Assemblée nationale turque, Özgür Özel mobilise son équipe pour explorer à fond les deux pistes afin de convoquer un congrès dans les meilleurs délais. Son rival, Kılıçdaroğlu, cherche à gagner du temps, à utiliser jusqu'au bout les moyens juridiques que la justice turque met à sa disposition, ainsi que les moyens logistiques et financiers qu'il contrôle désormais en tant que chef « légal », à défaut d'être légitime, du CHP, sous le regard malicieux du président Erdogan, passé maître dans l'art de l'ingénierie et de la manipulation politiques.

Le CHP qui était resté silencieux lorsque le pouvoir destituait les maires kurdes élus après chaque élection municipale depuis 2016 découvre avec amertume que les procédés de diabolisation et de liquidation politique des opposants ne sont plus réservés aux partis d'opposition kurdes mais désormais à toute forme d'opposition politique, sociale, syndicale, intellectuelle par un régime affaibli, contesté, qui se « poutinise » de plus en plus.

Cependant, cette « poutinisation » ébranle la fragile confiance des investisseurs étrangers dont l'économie turque a tant besoin. Le jour de la décision judiciaire révoquant la direction du CHP, le ministre turc des Finances, Mehmet Şimşek, était à Londres pour une réunion avec de potentiels investisseurs. Celle-ci s'est soldée par un fiasco et la bourse turque a clôturé en baisse de 6,1 %, suscitant en moins de deux heures 14 milliards de dollars de pertes. Lors de l'arrestation du maire d'Istanbul Ekrem İmamoğlu, les marchés avaient également réagi avec une forte baisse et la Banque centrale avait dû injecter en quelques jours environ 40 milliards de dollars pour soutenir la livre turque qui décrochait. Un euro vaut actuellement plus de 53 livres turques alors qu'il valait 2 LT en 2010.

Pour donner le change, le pouvoir consent parfois à faire quelques gestes d'apaisement. Ainsi, les 576 manifestants arrêtés lors de la célébration du 1er mai ont été relâchés plus tard. Un journaliste de la Deutsche Welle, Alican Uludağ, a été remis en liberté conditionnelle le 21 mai, trois mois après le début de sa détention à Istanbul. Il reste cependant poursuivi pour « insulte au président » et « diffusion publique de fausses informations ». Le président turc qui avait pris, le 22 mai, un décret ordonnant la fermeture de l'université Bilgi d'Istanbul, réputée libérale, est revenu deux jours plus tard sur sa décision qui avait suscité un tollé général dans le monde universitaire.

Sur le front kurde, le « processus » de « paix » et du désarmement du PKK s'enlise. Quelques déclarations des uns et des autres mais aucune mesure concrète à noter. Deux membres de la direction du PKK à Qandil, Mustafa Karasu et Serdar Avesta, ont déclaré qu'aucun progrès réel ne serait possible tant que le statut de leur chef, Abdullah Öcalan, ne serait pas clarifié et qu'il ne disposerait pas des conditions nécessaires pour travailler librement.

En réponse, le chef du Parti de l'action nationaliste (MHP), extrême droite, Devlet Bahçeli, initiateur du « processus », a proposé qu'Abdullah Öcalan joue un rôle officiel de « coordinateur du processus de paix et de la transition politique ». Sans la reconnaissance d'un statut officiel d'Öcalan, il sera impossible d'avancer, affirme-t-il.

Dans ce savant partage de rôles où Bahçeli joue le rôle du gentil partenaire, l'AKP continue de défendre une approche de fermeté exigeant le désarmement du PKK avant toute réforme légale dont le contenu éventuel et le calendrier restent inconnus.

La députée du parti pro-kurde DEM, Gülistan Kılıç Koçyiğit, constate que le processus « marque une pause, mais pas un arrêt complet » et juge « irréaliste » l'exigence gouvernementale d'un désarmement total immédiat du PKK sans avancées démocratiques réelles.
Le 24 mai, une délégation du DEM

a rendu visite à Öcalan dans sa prison d'İmralı. Elle a rendu public le 25 mai le message du chef du PKK qui met en garde contre tout nouveau retard dans le conflit kurde. « Il est bien sûr important que tout ce qui est entrepris le soit sur une base légale. Mais prolonger l'attente ne produit que des risques. Nous n'avons pas de temps à perdre », affirme notamment Öcalan qui ajoute : « Une réglementation légale nous fera entrer dans une véritable construction politique (...). La démocratisation est un besoin vital et le succès du processus nous rapprochera de cet objectif. »

Réagissant à l'actualité politique, il dénonce le chaos survenu le jour de cette visite, le 24 mai, au siège du CHP : « Est-il concevable, en démocratie, de pénétrer au siège d'un parti en enfonçant sa porte à coups de masse ? Les pratiques et les événements qui visent le Parti républicain du peuple sont liés à l'absence de démocratie » (AFP, 25 mai).

Certains députés kurdes mettent en avant la question des droits linguistiques et culturels des 26 millions de Kurdes en Turquie. Pour eux, le fameux « processus » ne peut se limiter au désarmement du PKK et à des mesures d'accompagnement.

Pour la députée DEM de Şırnak, Newroz Uysal Aslan, le statut accordé à la langue kurde déterminera en grande partie le sort du « processus » lui-même. Elle affirme que son parti a présenté plusieurs propositions visant à supprimer les restrictions frappant les journaux, les livres, la musique, les universités, les hôpitaux, les tribunaux, les financements culturels et les services publics en langue kurde.

« Les droits linguistiques kurdes ne peuvent être réduits aux émissions de la chaîne publique TRT Kurdî ou à quelques cours optionnels, puisque l'enseignement dans la langue maternelle et la reconnaissance officielle du kurde restent toujours absents », souligne la députée qui rappelle que le kurde continue d'être désigné dans les minutes du Parlement comme « une langue autre que le turc » ou remplacé par des points de suspension, ce qui démontre que les politiques de négation linguistique se poursuivent.

On apprend par ailleurs qu'à la prison de haute sécurité de Sincan n° 2 d'Ankara, plusieurs détenus ont signalé que leur correspondance en kurde était bloquée à moins qu'ils paient des frais de traduction. L'association des détenus a saisi les associations de défense des droits de l'homme, estimant que ces restrictions affaiblissent encore davantage les rares moyens de communication dont disposent les prisonniers soumis à un régime d'isolement strict.
Dans ce paysage politique sombre, la population kurde a trouvé un motif de réjouissance dans les performances du club de football de Diyarbakır, Amedspor. Malgré ses moyens financiers modestes, les multiples obstacles dressés sur son chemin et les campagnes de racisme anti-kurde qui le visent lors de ses déplacements, Amedspor a validé le 2 mai son billet pour la 1re division, une victoire qui va bien au-delà du football et touche toute la communauté kurde au cœur.

« À peine le match terminé, une clameur a résonné de ville en ville dans le sud-est du pays comme dans les grandes villes de l'ouest, telle Istanbul où la communauté kurde très présente a défilé sous les bannières aux couleurs rouge et verte du club et du drapeau kurde », écrit l'AFP dans une dépêche du 2 mai.

« Toute la ville est dans la rue », témoigne le correspondant de l'AFP à Diyarbakır où Amedspor est « un trésor de famille ». Selon le président du club, Nahit Eren, Amedspor est plus qu'une simple équipe de football : « c'est une identité, des couleurs, des valeurs et des prises de position ».

Selon la députée du parti DEM, Ceylan Akça, « qu'il gagne ou non, le club continuera d'être le ciment des Kurdes dispersés dans la région et à travers le monde ».

Ancien footballeur, le président turc a tenu lui aussi sur X à « féliciter de tout cœur Amedspor qui représentera notre Diyarbakır la saison prochaine en Süper Lig et mes frères kurdes » (AFP, 2 mai).

IRAK :
LE PARLEMENT FÉDÉRAL APPROUVE UN GOUVERNEMENT INCOMPLET

Le Premier ministre irakien désigné le 27 avril par le Cadre de la coordination, alliance des partis chiites majoritaires au Parlement, disposait d'un délai légal de 15 jours pour former son cabinet. C'est ce qu'il a réussi à faire au terme de longues tractations avec ses partenaires chiites, les partis kurdes et les factions arabes sunnites.

Le 14 mai, quatorze membres du nouveau gouvernement, qui doit compter vingt-trois ministres, ont obtenu la confiance de la majorité absolue du Parlement. Les autres portefeuilles ministériels seront attribués au fur et à mesure des résultats des négociations en cours et, une fois pourvus, ils devront être soumis un à un au vote de confiance et de ratification du Parlement.

La majorité des ministres ayant été approuvés par le Parlement dans les délais prévus par la Constitution, le nouveau gouver-

nement fédéral irakien est constitutionnellement investi et légitime. La répartition des postes ministériels suit généralement un usage bien établi. Le Premier ministre Ali al-Zaidi, chiite, aura deux vice-premiers ministres : l'un kurde, proposé par le Parti démocratique du Kurdistan (PDK), l'autre arabe sunnite issu de l'une ou l'autre des deux coalitions arabes sunnites. Le poste de ministre des Affaires étrangères revient à Fouad Hussein, du PDK, qui occupait déjà cette fonction dans le gouvernement sortant. Le PDK obtient aussi le Ministère des municipalités, du logement et de la reconstruction.

Un Kurde proposé par l'Union patriotique du Kurdistan (UPK), Khaled Shwani, est nommé ministre de la Justice tandis qu'une autre Kurde, Serwa Ebdulwahîd issue du Parti Nouvelle Génération, allié de l'UPK, devient Ministre de l'Environnement.

La coalition arabe sunnite Taqaddum (progrès) obtient les ministères de l'Education et de l'Industrie, les ministères du Pétrole, de l'Electricité et de l'Agriculture sont attribués à l'autre coalition arabe sunnite, l'Alliance Azem tandis que les autres portefeuilles sont partagés par les divers partis chiites.

Le programme gouvernemental de M. Zaidi a été présenté aux élus mais pas encore rendu public. Dans un contexte régional conflictuel où le détroit d'Ormuz reste toujours fermé, l'Irak, dont l'économie est très dépendante de ses exportations de pétrole, aura beaucoup de mal à boucler son budget et à faire face à ses dépenses de fonctionnement comme le paiement des salaires. Le nouveau gouvernement est de plus soumis à de fortes pressions américaines pour qu'il désarme les milices chiites pro-iraniennes que Washington considère comme des organisations terroristes. Elles n'ont cessé d'attaquer les bases militaires américaines et les installations civiles et diplomatiques en Irak, au Kurdistan et dans les pays voisins. Les États du Golfe exigent également le désarmement de ces milices qui bombardent à coups de drones et de missiles des cibles à l'intérieur de leur territoire.

Bagdad semble prendre très au sérieux les menaces de sanctions de Washington. Le 5 mai, un haut responsable américain a déclaré que les États-Unis ne reprendront les transferts financiers en Irak et leur assistance en matière de sécurité que lorsque Bagdad aura pris des "mesures concrètes" contre les milices armées pro-iraniennes (AFP, 6 mai). La reprise du soutien américain suppose "l'expulsion des milices terroristes de toute institution étatique, la coupure de leur financement par le budget irakien et le refus du versement de salaires à leurs combattants", précise ce haut responsable cité par l'AFP (6 mai). Selon ce dernier, les installations américaines en Irak ont subi plus de 600 attaques depuis le début de la guerre avec l'Iran et "certains éléments de l'État irakien ont continué d'assurer une couverture politique, financière et opérationnelle à ces milices terroristes".

Le mois dernier, les États-Unis avaient suspendu la livraison de dollars à Bagdad ainsi que des programmes de coopération militaire afin de forcer l'Irak à démanteler les milices pro-iraniennes.

De son côté, le président français s'est entretenu le 3 mai avec le nouveau Premier ministre irakien Ali al-Zaidi, dont la tâche sera "décisive pour l'avenir de l'Irak, dans un contexte régional particulièrement exigeant". Selon le président Macron, "un Irak stable, souverain et pleinement acteur de son destin est essentiel pour la sécurité du Moyen-Orient comme de l'Europe".

Dès sa prise de fonctions, le nouveau ministre irakien du Pétrole, Bassem Muhammed Khudair, a affirmé, le 16 mai, que les exportations de pétrole de l'Irak par le détroit d'Ormuz ont quasiment été divisées par dix en avril par rapport aux mois d'avant-guerre. "L'Irak exportait auparavant 93 millions de barils par mois via le détroit d'Ormuz, mais en avril nous n'en avons exporté que 10 millions, à cause de la guerre", a-t-il ajouté (AFP, 16 mai).

L'Irak exportait auparavant quelque 3,5 millions de barils par jour et les revenus des exportations de pétrole représentent 90 % des recettes budgétaires de l'État. Privé de ressources, l'Irak a lancé une noria d'environ un millier de camion-citerne par jour vers le port de Banias de la Syrie afin de poursuivre ses exportations, mais les volumes restent très modestes par rapport à ceux permis par la voie maritime. Il utilise aussi l'oléoduc reliant le Kurdistan au port turc de Ceyhan pour exporter environ 250.000 barils par jour.

L'autre événement majeur du mois a été la découverte dans le désert irakien d'une base secrète établie par Israël pour mener certaines de ses opérations contre l'Iran. L'affaire a été révélée par le Wall Street Journal, le 9 mai. Selon le quotidien américain, Israël avait construit ce poste militaire clandestin avec l'aval des États-Unis peu avant la guerre contre l'Iran. La base abritait des forces spéciales et servait de plateforme logistique pour son armée de l'air.

Elle comprenait également des équipes de recherche et de sauvetage positionnées pour porter assistance aux pilotes israéliens abattus.

Des sources sécuritaires irakiennes ont confirmé l'information à l'AFP le 10 mai : "Des forces israéliennes ont établi une base sur une piste d'atterrissage

désaffectée, construite par Saddam Hussein, dans le désert de Nadjaf", dans le sud du pays, mais "il n'y a plus de forces sur place". Un autre responsable irakien a confirmé à l'AFP la présence sur le site d'hélicoptères CH-47 Chinook, du matériel, notamment un radar, aurait été laissé sur place. L'Irak a protesté auprès de la coalition internationale de lutte contre Daech et affirme que « ces questions ont été réglées par l'État irakien (...) la voie diplomatique a été l'approche stratégique privilégiée » (Le Monde, 12 mai).

Le Parlement irakien a convoqué les ministres de la Défense et de l'Intérieur pour avoir des explications. L'opinion arabe et l'Iran qui n'ont eu de cesse ces dernières années d'accuser injustement le Kurdistan d'abriter des installations israéliennes découvrent des bases militaires secrètes israéliennes dans le désert de Nadjaf, à quelques encablures des lieux saints chiites.
Le Kurdistan a subi en mai, malgré le cessez-le-feu, 21 attaques de drones et de missiles qui ont fait 9 blessés dans les camps des partis kurdes iraniens. Les attaques ont été annoncées et revendiquées par des Gardiens de la révolution iraniens qui affirment "frapper des groupes liés aux États-Unis et à Israël".

Trois des principaux partis kurdes iraniens en exil au Kurdistan irakien ont démenti le 19 mai les accusations de l'Iran selon lesquelles ils auraient essayé de faire entrer en Iran "une importante cargaison d'armes et de munitions américaines". "Les informations sur des expéditions d'armes sont complètement fausses et ne servent que de prétexte à l'Iran pour poursuivre ses attaques de drones et de missiles sur le Kurdistan", a déclaré un porte-parole (AFP, 19 mai). Depuis le début de la guerre, le Kurdistan a subi 856 attaques de drones et de missiles d'Iran et des milices chiites pro-iraniennes.

Par ailleurs, le procès devant la cour d'appel irakienne de Russafa de l'un des pires exécutants de la campagne génocidaire d'Anfal, Ajaj Ahmad Hardan al-Tikriti, a suscité une vive émotion au Kurdistan, remuant des plaies encore vives de cette terrible période. 26 survivants ont témoigné devant la cour contre ce tueur et violeur en série qui officiait dans la sinistre prison de Nugra Salman. Pour un résumé de ces témoignages voir Rudaw du 7 mai dans notre revue de presse.

La situation politique au Kurdistan reste bloquée. L'UPK qui s'est alliée à la troisième formation parlementaire, Nouvelle Génération, revendique la formation d'un gouvernement de coalition où cette nouvelle alliance qui dispose de 38 sièges obtiendrait la moitié des postes ministériels, l'autre moitié devant revenir au PDK qui a 39 sièges au Parlément du Kurdistan qui en compte 100. Les pourparlers devraient reprendre en juin.

SYRIE :
DÉSIGNATION DE 8 KURDES AU « PARLEMENT » SYRIEN

Dans le cadre de l'intégration progressive des Kurdes aux institutions civiles et militaires du nouveau régime syrien, des comités locaux formés par une Autorité électorale nommée par Damas ont « élu » le 24 mai 11 « députés » dont 8 Kurdes et 3 Arabes pour représenter au futur « Parlement » syrien les territoires à forte majorité kurde comme la province de Hassaké, Kobané, Qamishli et Dêrik.

Le collège électoral comprenant 200 membres à Qamishli a désigné 4 « députés », celui de 198 membres de Hassaké a désigné 3 « députés », celui de 100 membres de Kobané 2 « députés » et celui de Dêrik 2 « députés ». Selon plusieurs témoignages certains candidats auraient été désignés avant même le début du vote.

Les partis kurdes syriens se sont tenus à l'écart de cette consultation singulière en ne présentant pas de candidats. Ils ont tous rejeté, le 25 mai, dans un communiqué, la désignation comme députés de « ces personnes ne représentant qu'elles-mêmes », dénonçant « une logique d'exclusion et de marginalisation » (AFP, 25 mai). Ils réclament l'organisation dans les meilleurs délais d'élections parlementaires au suffrage universel qui devraient permettre à la population kurde d'être représentée au prorata de son importance numérique par environ 40 députés sur un total de 210 membres du futur Parlement syrien. Seul un Parlement élu au suffrage universel direct peut se prévaloir de légitimité démocratique et populaire. Ce point de vue est également partagé par les minorités druze, arménienne, syriaque et alaouite du pays.

Le nouveau régime syrien, issu d'un coup de force et soutenu par une coalition disparate de milices islamistes, cherche ainsi à se donner un vernis de légitimité populaire tout en refusant le risque d'organiser de véritables élections. C'est ainsi qu'en octobre dernier une Haute commission électorale créée par le président syrien par intérim avait mis en place des comités locaux regroupant au total moins de 5000 "grands électeurs" proches du régime qui ont "élu" les deux

tiers des 210 membres du "Parlement" du régime. Les régions à majorité kurde et druze avaient été exclues de ce processus "pour des raisons de sécurité". La région druze de Soueida refuse d'ailleurs toujours la tenue d'un tel scrutin sur son territoire.

Le futur "Parlement" comptera 140 membres désignés par des comités locaux et 70 membres qui doivent être nommés directement par le président par intérim al-Charaa. Le mandat de ce "Parlement" désigné est de deux ans et demi, renouvelable. Aucun calendrier n'est avancé pour une éventuelle transition démocratique passant par l'élection d'une assemblée constituante chargée d'élaborer une nouvelle constitution. Le nouveau régime se contente d'une "Déclaration constitutionnelle" sommaire accordant l'essentiel des pouvoirs exécutif, législatif et judiciaire au président par intérim.

C'est dans ce contexte particulier que les représentants kurdes multiplient les réunions avec les dirigeants de Damas pour la mise en œuvre progressive des accords kurdo-syriens du 29 janvier dernier sur l'intégration de leurs forces et de leurs institutions civiles. Une bonne partie des déplacés du canton d'Afrin a pu regagner ses foyers. Leurs maisons, leurs commerces et leurs terres sont encore parfois occupés par des miliciens arabes qui exigent des rançons, des "compensations" pour partir. Les litiges et contentieux sont légion. Selon un responsable kurde local, Fouad Mannan, cité dans un reportage du Monde du 6 mai, il resterait encore 10.000 familles déplacées en attente de retour.

La question de la libération de près de 300 prisonniers de guerre kurdes n'a guère avancé en mai, celle de l'intégration éventuelle des unités de protection des femmes non plus. Les forces kurdes contrôlent encore un poste frontalier avec le Kurdistan irakien et le camp de Roj où sont détenus des proches des djihadistes de l'État islamique. Les pays concernés rechignent toujours à rapatrier leurs ressortissants. Mais après maints démêlés, un groupe de 13 Australiens, quatre femmes et neuf enfants, suivi d'un autre de sept femmes et neuf enfants ont pu finalement regagner leur pays en mai (AFP, 26 mai). Les autorités australiennes n'ont procédé à aucune arrestation à l'arrivée de ces épouses et enfants de Daech, se contentant d'une fouille de leurs effets personnels et de leurs téléphones. Des investigations pourraient avoir lieu ultérieurement.

En l'absence des forces kurdes et de la surveillance aérienne américaine, les cellules dormantes de Daech se manifestent çà et là par des attaques. Le 11 mai, deux soldats syriens ont été tués et d'autres blessés dans « une attaque perpétrée par des inconnus » contre un car militaire sur la route reliant Ras al-Aïn/Serê Kaniyê, sous occupation turque, à la localité d'Aïn Issa (AFP, 11 mai).

Quelques jours plus tôt, le 2 mai, l'armée jordanienne avait déclaré avoir "mené une opération de dissuasion visant plusieurs sites utilisés par des trafiquants de drogue et d'armes" le long de la frontière syro-jordanienne dans la province à majorité druze de Soueida. Selon la télévision publique syrienne, l'armée jordanienne a "probablement ciblé un quartier général contenant des armes et des drogues contrôlées par des groupes rebelles dans le village de Shabba, à Soueida", sans préciser de quels "groupes rebelles" il s'agissait (Le Monde, 3 mai).

À signaler aussi la visite du général Mazlum Abdi à Erbil où il a été chaleureusement reçu par le président Nechirvan Barzani le 27 mai. Au cours de leur entretien, le chef des forces kurdes syriennes a exprimé "ses remerciements et son appréciation pour le soutien constant du président Barzani et des leaders de la Région du Kurdistan pour les droits des Kurdes et d'autres composantes en Syrie". Le président Barzani, de son côté, a souligné "la nécessité du dialogue et de la compréhension entre les partis kurdes syriens afin de régler leurs problèmes avec Damas" (Rudaw, 27 mai).

Le Monde 01 mai 2026

En Turquie, au moins 550 manifestants arrêtés à Istanbul lors de rassemblements du 1er Mai

Des milliers de manifestants ont rejoint les célébrations de la Journée internationale des travailleurs en Turquie, malgré des déploiements en nombre de policiers à Ankara et à Istanbul, entièrement verrouillée par les forces de l'ordre.

Des milliers de manifestants ont rejoint les célébrations du 1er-Mai en Turquie, vendredi, malgré des déploiements en nombre de policiers à Ankara, la capitale, et à Istanbul, entièrement verrouillée, où 550 personnes au moins ont été arrêtées.

La police intervient lors du manifestation organisée à l'occasion du 1er-Mai, à Istanbul, le 1er mai 2026. BERK OZKAN / AFP

Selon l'association des avocats ÇHD, qui s'était déployée sur le terrain et actualise ses chiffres au fil des heures, à 16 heures (15 heures à Paris) *« le nombre de personnes en garde à vue ou dont les proches soupçonnent qu'elles le sont et dont nous n'avons pas de nouvelles s'élevait à au moins 550 »* dans la capitale économique de la Turquie, où la police a fait usage de gaz lacrymogènes depuis des véhicules anti-émeute, au milieu de la foule, ont constaté des journalistes de l'Agence France-Presse (AFP). Le ÇHD a précisé attendre des informations du procureur d'Istanbul.

Des milliers de manifestants ont, malgré tout, rejoint ces célébrations, alors que force policiers avaient été déployés à Ankara et à Istanbul, cette dernière entièrement verrouillée. La police y a fait usage de gaz lacrymogènes, lancés au milieu de la foule à partir des véhicules antiémeutes, selon les journalistes de l'AFP.

Les forces de l'ordre entendaient ainsi les empêcher de rejoindre la place Taksim, haut lieu de la contestation stambouliote. Un responsable syndical, Basaran Aksu, a été arrêté alors qu'il venait de dénoncer ce verrouillage. *« On ne peut pas fermer une place aux travailleurs de Turquie*, a-t-il condamné. *Tout le monde utilise Taksim, pour les cérémonies officielles, les célébrations. Seuls les ouvriers, les travailleurs, les pauvres se voient fermer la place. »*

Des images, diffusées par la chaîne d'opposition HALK TV, montraient aussi le président du Parti des travailleurs de Turquie, Erkan Bas, sous une douche de gaz au poivre. *« Le pouvoir parle déjà trois cent soixante-cinq jours par an, laissez donc les travailleurs parler des difficultés qu'ils vivent au moins un jour par an »*, a-t-il déclaré.

Gaz lacrymogène et interventions policières

Les syndicats et associations avaient appelé aux rassemblements sous le slogan *« Pain, paix, liberté »*, alors que l'inflation officielle dépasse toujours les 30 % – et même 40 % à Istanbul, selon la chambre de commerce – et que les autorités procèdent régulièrement à des vagues d'arrestations dans les rangs de l'opposition parlementaire et de la presse.
Les deux groupes de quartiers de la rive européenne, qui affichaient leur volonté de rejoindre la place Taksim, ont été particulièrement visés. Outre les barrières métalliques dressées pour ceinturer un vaste périmètre autour des quartiers centraux de la capitale économique, un très important dispositif policier a été déployé.

Dans le quartier de Mecidiyeköy, où se sont retrouvés les militants du Parti de libération des peuples (HKP, marxiste) déterminés à marcher vers Taksim aux cris de *« USA Assassin, AKP* [parti au pouvoir] *complice »*, les policiers ont fait usage de gaz lacrymogène. Dans celui de Besiktas, près du Bosphore, entièrement cerné par les forces de l'ordre, celles-ci interviennent dès qu'un slogan fuse dans la

foule, parfois violemment, a constaté l'AFP.

A Ankara, la centaine de mineurs d'une mine de charbon qui avaient suivi une grève de la faim neuf jours durant pour réclamer le paiement de leurs salaires ont été acclamés lorsqu'ils se sont joints au cortège, particulièrement fourni et jeune.

Simultanément, un rassemblement autorisé sur la rive asiatique du Bosphore, à l'appel de confédérations syndicales, a réuni dans le calme plusieurs milliers de personnes, selon l'AFP.

Dès le début de la semaine, les autorités avaient procédé à plusieurs dizaines d'arrestations en prévision de la Journée internationale des travailleurs, notamment dans les milieux de la presse et des mouvements d'opposition au président Recep Tayyip Erdogan.

Le Monde

Ghazal Golshiri
01 mai 2026

En Iran, le secteur pétrolier sous pression, mais pas étouffé par le blocus américain

Alors que Washington parie sur le blocus maritime pour empêcher les exportations de brut iranien et faire plier le régime, les capacités de stockage dont dispose l'Iran et les paiements différés de certaines livraisons devraient atténuer l'impact à court terme de ces mesures.

Dès la fin du mois d'avril, l'administration américaine affirmait que le blocus imposé aux ports du sud de l'Iran provoquerait, sous peu, une crise majeure dans le secteur pétrolier du pays. Elle pense que cette pression pourrait conduire Téhéran à la capitulation. Selon les experts, la réalité est bien plus nuancée.

Le 22 avril, le secrétaire au Trésor américain, Scott Bessent, déclarait que les capacités de stockage de pétrole brut sur l'île de Kharg – un terminal stratégique représentant environ un quart des capacités de stockage nationales et près de 90 % des exportations de brut – seraient saturées *« d'ici à quelques jours »*. Le président américain, Donald Trump a, le 25 avril, tenu des propos plus alarmistes sur la situation pétrolière iranienne, affirmant que le blocage des exportations pourrait entraîner une explosion des infrastructures, évoquant un délai d'environ trois jours avant que cela ne se produise.
Ces déclarations sont toutefois jugées largement exagérées par de nombreux experts du secteur énergétique. L'Iran, anciennement deuxième producteur de l'Organisation des pays exportateurs de pétrole (OPEP), a considérablement renforcé ses capacités de stockage ces dernières années, en partie en réponse aux sanctions. Pour ces experts, un arrêt brutal de la production n'est ni imminent ni susceptible d'entraîner une destruction durable des capacités pétrolières du pays.

Tentative d'« exportations par rail »

L'impact du durcissement du blocus est néanmoins réel et déjà visible. Depuis le début d'avril, les exportations iraniennes de pétrole ont fortement chuté. Selon les données du cabinet d'analyses Kpler, elles sont tombées à environ 567 000 barils par jour, contre 1,85 million de barils par jour en moyenne en mars, et environ 2 millions de barils par jour avant le lancement de la guerre par les Etats-Unis et Israël. La production, qui s'élevait de 2,7 à 2,8 millions de barils par jour avant l'escalade, pourrait tomber de 1,2 à 1,3 million de barils par jour d'ici à la mi-mai, si le blocus se maintient, selon Kpler.

Au cours de la dernière décennie, l'Iran a développé de nouvelles infrastructures de stockage et mis en place plusieurs mesures afin de réduire sa vulnérabilité. *« Téhéran utilise notamment le stockage flottant sur pétrolier. Le pays a déjà remis en service des réservoirs anciens ou partiellement désaffectés. Il a également recours à des installations improvisées dans des hubs comme Ahvaz et Assalouyeh et tente, de manière limitée, des exportations par rail vers la Chine »*, explique au *Monde* Umud Shokri, stratège en énergie et chercheur invité senior à l'université George-Mason.

Sous l'effet du blocus, les stocks terrestres iraniens ont augmenté d'environ 4,6 millions de barils, pour atteindre près de 49 millions de barils. Kpler estime la capacité totale théorique du pays de 90 à 95 millions de barils. Les 17 ou 18 pétroliers qui sont actuellement utilisés comme stockage flottant dans le golfe Persique représentant une capacité additionnelle estimée de 30 à 33 millions de barils, selon Homayoun Falakshahi, responsable de l'analyse pétrolière chez Kpler. *« Cela permet à l'Iran de disposer d'une capacité totale équivalente à vingt-cinq à trente jours de production, sur la base d'un rythme normal d'exportation d'environ 1,8 million de barils par jour »*, explique l'expert.

Certaines analyses ont évoqué la possibilité que l'arrêt des puits iraniens provoque des dommages irréversibles ou des explosions des infrastructures pétrolières. Mais ces scénarios sont contestés. Robin Mills, chercheur sur l'énergie, rappelle dans un article publié sur le site du Center on Global Energy Policy (université Columbia, Etats-Unis) que l'Iran a déjà interrompu, puis relancé, sa production à plusieurs reprises, notamment après l'accord nucléaire de 2016 et après la pandémie de Covid-

19. Selon lui, ces interruptions ne conduisent pas à des dommages structurels durables.

Pour autant, la remise en service des puits fermés reste une opération complexe. *« Il s'agit,* soutient M. Falakshahi, *d'un processus coûteux, nécessitant des investissements importants et des conditions techniques spécifiques pour relancer la production. »* Un problème pour l'Iran, limité par les sanctions internationales.

Autre limite au pari d'un étranglement économique : le blocus maritime imposé par Washington n'est pas totalement hermétique. Cinq pétroliers ont récemment réussi à le contourner en passant par le sud, via Oman, offrant une marge de manœuvre à l'Iran, bien que limitée. Selon M. Falakshahi, ces itinéraires suggèrent une surveillance américaine davantage concentrée sur la zone de Chabahar, dans le sud-est du pays.

La Chine, principale destination du brut iranien

Bien que l'Iran affirme avoir diversifié ses voies d'exportation face aux restrictions, ces possibilités restent limitées dans leur portée. Selon Hamid Hosseini, porte-parole de l'Union des exportateurs de pétrole iraniens, Téhéran explore, entre autres moyens, l'acheminement par rail vers la Chine. Toutefois, ce système demeure extrêmement complexe et ne permet pas de compenser les pertes de l'exportation maritime. Il impliquerait un transport initial du pétrole par pipeline jusqu'à Téhéran, suivi d'un transfert par centaines de camions vers les plateformes ferroviaires. *« Cette chaîne logistique augmente fortement les coûts pour des volumes très limités, estimés à environ 50 000 barils »*, souligne M. Falakshahi.

D'après Kpler, les cargaisons de pétrole iranien mettent généralement environ deux mois pour atteindre les ports chinois, principale destination du brut iranien, en raison de circuits de contournement complexes destinés à éviter les sanctions. Une fois les cargaisons livrées, les paiements sont souvent différés d'environ deux mois supplémentaires, ce qui allonge fortement le cycle de liquidité pour Téhéran, tout en retardant les effets du blocus américain sur l'économie iranienne.

Par ailleurs, environ 190 millions de barils sont actuellement stockés sur des pétroliers à l'échelle mondiale. Dont, explique M. Falakshahi, près de 120 millions de barils se situent dans les eaux proches de la Chine et de Singapour, *« soit l'équivalent d'environ deux mois d'exportations iraniennes en matière de revenus »*. Dans ce contexte, Kpler considère que l'impact complet du durcissement des restrictions sur l'économie iranienne ne se matérialiserait qu'avec un décalage d'environ trois à quatre mois.

The New York Times

Farnaz Fassihi
May 1, 2026

In Packed Cafes, Iranians Yearn to Escape War's Wreckage

Cafes and coffee shops give Iranians affordable places to talk about their hopes, fears and the cost of living as well as to seek company in uncertain times.

Three weeks into a fragile cease-fire with the United States, Iranians are seeking to reclaim fragments of normal life. For many eager to connect with one another, cafes have emerged as the focal point of social gatherings in Tehran and many other Iranian cities.

Men and women, young and old, pack the coffee shops that dot the sprawling capital. Friends, families and colleagues crowd at tables and bar stools that spill onto the sidewalks. They gather at all hours of the day and late into the night.

They sip espressos, cappuccinos and Persian tea infused with cardamom. Sometimes they share a piece of cake. These are tough economic times and many people have been laid off. Many say they are running through their savings as they struggle with a collapsing currency and rampant inflation.

But a cup of coffee is still affordable and cafes provide escape, if only for a few fleeting hours, said a dozen Iranians who frequent them. Cafes allow Iranians a place to collectively process the five weeks of war with the United States and Israel and the wreckage in its wake.

The windows of a cafe in Tehran were taped last month. Airstrikes create pressure waves that can shatter windows, and people tape the glass to keep shards from flying.

"Cafes are the place I feel connected to society," said Nassim, a 40-year-old writer, in an interview over the telephone from Tehran. "Everyone is trying to get through the day and not think too far ahead," she added.

Nassim said she goes to cafes in central Tehran at least three times a week to meet with friends. She lives at home with her parents, like many adult Iranians who can't afford to live on their own, and seeing friends at cafes, she said, gives a sense of independence.

As everyone interviewed for this story, Nassim asked that her surname not be published out of fear of retribution for talking to foreign media.

Nassim said the conversations she is having and overhearing are almost all about the war. "You hear people talking about not having

hope, and about struggling financially because they have lost their jobs."
With few other options to gather, Iranians have taken to visiting cafes to either escape or discuss the war for a few hours.

Iranian law bans smoking in indoor public spaces, but it is allowed in practice in establishments with open-air seating, like many cafes.

Iranians don't know if the U.S. and Israeli airstrikes are over for good or if more are on the horizon. They don't know whether the cease-fire will lead to a permanent peace. It's also unclear whether the country's new hard-line Revolutionary Guard leaders can reach a deal with the United States or whether sanctions and, now, a sea blockade will cause even more economic hardship.

The government has restricted internet access since the start of the war, and for the many Iranians who used to pass the time scrolling through social media, that diversion too has been disrupted.

Mehran, a 37-year-old businessman, said he meets his friends at a cafe every night after dinner with his wife and son. "Going to the cafe every night has become my coping mechanism, it's the place I can let loose from all the pressures," Mehran said in a telephone interview.

Options for casual gatherings are limited. There are no bars because alcohol is banned. Restaurants are expensive. And hosting at home has become too pricey as a culture that expects maximum hospitality confronts inflation hovering at 60 percent.

Patrons at a cafe spilling out onto the sidewalk this month in Tehran.

So cafes, with their casual vibe, and low-cost options, have become all the rage. In leafy upscale neighborhoods in northern Tehran, coffee is served amid colorful modern sculptures and art pieces hanging on the walls. In central Tehran, small cafes line the streets with stools and tables on the sidewalks. In downtown, tables are set in the gardens of old historical homes under fruit trees.

Cafe culture's popularity transcends political, economic and social demographics. Hassan, 28, is a loyal supporter of the Islamic Republic government. He has attended rallies in support of the war, waving flags and chanting slogans. But almost always, before and after the rallies, he and his friends end up in a cafe.

"I go to the cafes all the time, after work you want to meet friends and drink something and chat," said Hassan in an interview. "Where else are we going to go? Cafes are the most popular place right now." He said sometimes they play backgammon and chess at cafes while other people play cards.

Cafes throughout Tehran and other Iranian cities have become crucial hubs for Iranians grappling with a struggling economy and a deadly war.

Tehran has large populations of street cats, and cafes often tolerate — and sometimes adopt — them.

The tradition of socializing in coffeehouses in Iran dates back to the 16th century, when *qhaveh-khaneh* or "coffeehouse," provided a resting place for pilgrims returning from Mecca, Saudi Arabia, or tradesmen traveling the Silk Road. Coffeehouses in ancient cities, like Isfahan, Tabriz and Shiraz, also served as intellectual and social gathering places for mostly men. Often a 'naghl,' or storyteller, recited fables from the Shahnameh, the Book of Kings, with dramatic theatrical performances to entertain audiences sipping rich dark coffee.

These days, the storytellers are the people themselves, reciting their woes, hopes and anxieties to one another.

"Cling to life in the most beautiful way possible," wrote Susan Chelcheragh in a social media post with a video of herself and friends singing in a courtyard cafe in Tehran this week. "I love being here, with all its flaws and virtues." Ms. Chelcheragh, 35, lives in Tehran and is a homemaker, she said in a text message, adding, "because of high prices, family gatherings are limited to small numbers, over tea at a cafe."
Being able to sit with friends and family in a cafe has helped some Iranians grapple with the uncertainty surrounding their country.

Anne Bernas
02 mai 2026

«Internet Pro» en Iran: quand le régime réserve le web à une élite

En Iran, la coupure d'internet se prolonge, mais pas pour tous. Les autorités ont mis en place un système permettant à une partie seulement de la population de surfer sur le web. Une décision qui fait craindre que cette situation discriminatoire s'ancre dans le temps.

Il y a eu le mouvement vert en 2009 contre la réélection de Mahmoud Ahmadinejad, celui de 2019 contre la hausse des prix du carburant, les manifestations après la mort de Mahsa Amini en 2022, les frappes américaines de juin 2025, les manifestations de fin 2025, la répression sanglante **début 2026**, et, enfin, la guerre déclarée par les États-Unis et Israël le 28 février. Autant d'événements qui ont conduit les autorités iraniennes à asseoir leur contrôle sur les communications, internet et les réseaux sociaux, mais jamais au niveau atteint aujourd'hui : plus de soixante jours de coupure, la plus longue depuis celle du printemps arabe en Libye où la connexion internet a été perdue pendant près de six mois.

Mais, notait mi-avril l'ONG de surveillance de la cybersécurité NetBlocks, « les figures du régime et les influenceurs figurant sur liste blanche publient librement sur les réseaux sociaux tandis qu'ils réduisent au silence une population de 90 millions de personnes qu'ils prétendent servir ».

Internet Pro, pour certaine élite uniquement

Cette liste blanche n'est pas publique et nul ne sait le nombre de personnes qui y sont inscrites. Parallèlement à cette liste blanche, Téhéran, qui ne dément pas l'existence de cette sélection d'internautes, instaure désormais l'Internet Pro, une connexion facturée au forfait. Si l'Internet Pro et la liste blanche représentent la même chose, une sélection des navigateurs, l'Internet Pro englobe plusieurs niveaux de priorité. Ce système remet fondamentalement en cause le concept de « neutralité du net » dont le but est d'éviter un internet à plusieurs vitesses et qu'internet soit ouvert, garantissant ainsi la libre circulation des contenus sans favoriser certains flux au détriment d'autres flux.

« Très fréquemment, analyse Kavé Salamatian, professeur en informatique à l'université Savoie Mont-Blanc et spécialiste de l'Iran et des réseaux internet, cette stratégie est appliquée au niveau économique : si vous payez plus cher, vous avez un débit plus élevé, donc vous avez accès à des services que d'autres n'ont pas. Maintenant, le faire à l'échelle d'un pays, qui ne serait donc pas à l'échelle d'une entreprise ou d'un seul opérateur, c'est plus ou moins nouveau. Mais la question principale est : comment le régime iranien peut l'implémenter ? Les autorités ont mis en place un système de contrôle fin du trafic internet en Iran qui leur permet, par exemple, de couper l'accès à internet à une partie de la rue et de ne pas couper à l'autre partie de la rue. Ce contrôle fin peut être aussi appliqué à des catégories d'utilisateurs.

À lire aussiEn Iran, une chape de plomb numérique recouvre un quotidien marqué par les bombes et la répression

Depuis un mois, les prétendants à Internet Pro doivent présenter non seulement leurs papiers d'identité, mais aussi des documents professionnels ou des recommandations. Chefs d'entreprises, commerçants, mais aussi médecins, universitaires, professeurs etc. peuvent donc procéder à leur enregistrement pour avoir accès à internet. Isna, agence de presse iranienne proche du gouvernement, présente Internet Pro comme « une solution experte qui offre une connexion stable pour les activités professionnelles ».

Lors d'une conférence de presse le 10 mars dernier, Fatemeh Mohajerani, porte-parole du gouvernement iranien, confirmait l'information : « Des mesures ont été mises en place pour donner plus de moyens aux personnes qui peuvent faire entendre davantage notre voix ».

L'Iran, à l'instar du Pakistan, de la Russie ou de la Birmanie, est de ces pays qui imposent de lourdes restrictions vis-à-vis de l'accès à internet pour des questions de « survie » de leur régime. Et dans ces États, l'internet « à deux vitesses » est légion depuis plusieurs années et les adresses IP sont souvent scrutées par les autorités.

Un pari risqué

Mais contrôler internet est un pari risqué. S'il réduit le « risque sécuritaire d'internet », un risque supposé dans le cas des États totalitaires, un risque réel dans le cas d'un pays qui est en guerre, ce contrôle réduit parallèlement les capacités d'internet d'être le moteur et la base d'une économie du numérique, puisqu'il ne peut y avoir d'économie du numérique sans un minimum de liberté d'internet.

Des blocages qui entravent la liberté de s'exprimer pour des millions d'Iraniens, mais qui ont donc un impact économique important. Jamais une telle coupure n'a eu lieu à l'échelle d'un pays et dans une société habituellement connectée à l'internet mondial, pointe NetBlocks qui explique que les pertes financières liées à la coupure sont estimées en Iran à 37 millions de dollars par jour et quelque dix millions d'Iraniens voient leurs revenus affectés directement ou indirectement par ce blackout numérique. La mise en place d'un internet à deux vitesses permet dorénavant de diminuer le coût économique des coupures totales.

Dès lors, le problème auquel sont confrontés la plupart des régimes autoritaires est de savoir comment avoir le contrôle sécuritaire tout en ne tuant pas la poule aux œufs d'or. « Et le gouvernement iranien aussi a été confronté à cette question depuis longtemps, analyse Kavé Salamatian. Car le sujet de la censure dans le pays est une question qui, pour des raisons économiques et des arguments économiques, depuis très longtemps, est sujet à controverses. C'est un sujet politique. »

À lire aussiRépression en Iran: «Les Iraniens ont besoin de soutiens en cybersécurité»

Une sélection intenable

Aussi, si l'idée d'un tel dispositif d'internet à deux niveaux est ancien, il fait aujourd'hui craindre une « classification » de la population. « L'idée principale est de restreindre l'accès public à l'internet mondial et accorder un accès moins limité à des groupes spécifiques, sous surveillance et autorisation gouvernementale », analyse l'ONG Filterbaan qui travaille sur l'internet en Iran.

Le 12 janvier, le ministre iranien des Affaires étrangères Abbas Aragchi affirmait sur Al-Jazeera le caractère gouvernemental de la coupure d'internet : une réponse à la détection d'« opérations terroristes » initiées « depuis l'étranger ». Aujourd'hui, la raison avancée par Téhéran est simple : la « sécurité nationale ».
Depuis le début de l'année, Téhéran ne se borne ainsi plus seulement à filtrer les contenus, mais il sélectionne qui peut avoir accès à internet. Le privilège remplace dès lors le droit. Mais pour le spécialiste de l'Iran et des réseaux internet, cela ne se fera pas si facilement. Internet, aux quatre coins du monde, est devenu une commodité dont on ne peut se passer, « et la stratégie des autorités iraniennes peut marcher sur une période courte, mais pas sur le long terme ».

La faute à la guerre ?

En janvier dernier encore, « les autorités iraniennes ont mobilisé un éventail de mesures techniques facilitées par le caractère extrêmement centralisé du réseau et leur capacité à contraindre les fournisseurs d'accès nationaux placés sous contrôle étatique strict », selon Le club des juristes.

À l'heure actuelle, il est toujours extrêmement risqué d'utiliser un VPN ou les satellites Starlink, et la plupart des Iraniens n'ont accès qu'au Réseau national d'information (Nin), un réseau ultra-contrôlé en développement depuis plus de quinze ans. « Une fois que les autorités compétentes auront déclaré la situation normale, la situation d'internet changera également », a déclaré la porte-parole du gouvernement, Fatemeh Mohajerani, insistant sur le fait que le gouvernement était à l'écoute des demandes de la population et considérait l'accès à Internet comme un droit civique.

Car en mettant en place ce système d'internet à deux vitesses, les autorités créent un nouveau sujet de controverses et de dissidences au sein d'une population déjà lourdement éprouvée par la situation tant politique que géopolitique actuelle, mais surtout économique. Si la coupure internet est devenue légion depuis le début de l'année, « il est important de rappeler que, depuis trois mois que les Iraniens sont en guerre, une partie des coupures est imputable aux bombardements », affirme Kavé Salamatian.

Une situation qui permet à Téhéran de faire de la logique sécuritaire la priorité des priorités. Le pays se radicalise et toute voix dissidente à l'intérieur est étouffée. Cette guerre est aussi une opportunité pour les autorités de mettre en œuvre ce qu'elles ne pouvaient pas faire auparavant, à l'instar de cet Internet Pro. « Je crois très fortement aux lois de la physique, conclut sur une note d'optimisme Kavé Salamatian. Les Chinois ont construit la muraille de Chine au IIIe siècle. Un penseur chinois a dit qu›"aucune muraille sera plus haute que l'envie des gens de la passer". Ca veut dire que toute muraille que vous construisez a vocation à être court-circuitée. »

Chronique des médiasBlackout numérique et médiatique en Iran

Le Monde **02 mai 2026**

Turquie : les 576 manifestants arrêtés le 1er mai à Istanbul ont été libérés

Les forces de l'ordre de la mégapole turque ont empêché les manifestants de rejoindre la place Taksim, haut lieu de la contestation stambouliote, fermée aux rassemblements depuis 2013 et une vague de manifestations antigouvernementales.

Les 576 personnes arrêtées lors des manifestations du 1er-Mai à Istanbul ont été remises en liberté, samedi 2 mai au matin, a annoncé l'association des avocats ÇHD, qui s'était déployée sur le terrain la veille, et actualisait les chiffres des interpellations au fil des heures.

Dans un message posté sur X, la branche locale de la ÇHD précise que les 46 derniers gardés à vue dans deux postes de police, dont le responsable syndical Basaran Aksu, ont été libérés samedi matin après une nuit de garde à vue et un contrôle médical.
Vendredi, M. Aksu avait été arrêté alors qu'il venait de dénoncer le verrouillage de la place Taksim, haut lieu de la contestation stambouliote. *« On ne peut pas fermer une place aux travailleurs de Turquie*, avait-il condamné. *Tout le monde utilise Taksim, pour les cérémonies officielles, les célébrations. Seuls les ouvriers, les travailleurs, les pauvres se voient fermer la place. »*

Au total, la police de la mégapole a interpellé 576 personnes - 575, selon le bureau du gouverneur d'Istanbul - lors de la Journée internationale des travailleurs, principalement pour les empêcher de rejoindre cette place, fermée aux rassemblements depuis 2013 et une vague de manifestations antigouvernementales.

47 personnes interpellées en amont du 1er-Mai

Les forces de l'ordre ont fait usage de gaz lacrymogènes depuis des véhicules anti-émeute, au milieu de la foule, avaient constaté des journalistes de l'Agence France-Presse (AFP).
Malgré des déploiements en nombre de policiers à Ankara, la capitale, et à Istanbul, des milliers de manifestants ont rejoint les rassemblements du 1er-Mai en Turquie.

Les syndicats et les associations avaient appelé aux rassemblements sous le slogan *« Pain, paix, liberté »*, alors que l'inflation officielle dépasse toujours les 30 % – et même 40 % à Istanbul, selon la chambre de commerce – et que les autorités procèdent régulièrement à des vagues d'arrestations dans les rangs de l'opposition parlementaire et de la presse.

Le 28 avril, 47 personnes avaient été interpellées préventivement, en amont du 1er-Mai, dont 14 ont été placées en détention et 9 assignés à résidence, a aussi affirmé l'association.

LE FIGARO

03 mai 2026

Foot : le club kurde d'Amedspor se hisse en première division turque

Amedspor, le petit club de Diyarbakir, la principale ville en majorité kurde de Turquie (sud-est), a conquis samedi son billet pour la première division, une victoire bien au-delà du foot qui touche la communauté au coeur.

À peine le match terminé (3-3 face au club d'Igdir, ouest) une clameur a résonné de ville en ville, dans le sud-est du pays comme dans les grandes villes de l'ouest, telle Istanbul où la communauté kurde très présente a déferlé sous les bannières aux couleurs rouge et verte du club et du drapeau kurde. *«Toute la ville est dans la rue»*, a témoigné le correspondant de l'AFP à Diyarbakir, où Amedspor est un trésor de famille : à domicile, le club joue régulièrement devant 18.000 spectateurs, sept fois plus que la moyenne de la deuxième division turque.
.

La municipalité avait installé deux écrans géants dans deux parcs devant lesquels se sont massés des milliers de spectateurs dont une majorité de femmes. *«Ça fait 15 ans qu'on attendait ça ! Notre joie est immense, je l'offre à notre peuple, à tous les Kurdes»* exultait Abdurrahim Toprak, un commerçant de 26 ans. Güler Isik, une femme au foyer de 48 ans s'exprimant en kurde, affirmait : *«Nous l'avons mérité ! Que je me sacrifie pour ces jeunes, que je me sacrifie pour les joueurs»*.
Le président turc Recep Tayyip Erdogan a tenu lui aussi sur *«X»* à *«féliciter de tout coeur Amedspor qui représentera notre Diyarbakir la saison prochaine en Süper Lig (...) et mes frères kurdes»*. C'est que tous en conviennent, comme l'expliquait le président du club, Nahit Eren, cette semaine à l'AFP : *«Nous sommes plus qu'un club, plus qu'une simple équipe de football»* : *«Amedspor, c'est une identité, des couleurs, des valeurs et des prises de position»*, résumait-il.

Samedi soir, il a adressé ses chaleureuses félicitations aux joueurs et aux supporteurs. *«Nous sommes ravis de cette victoire et espérons qu›Amedspor continuera sur sa lancée et portera toujours haut les couleurs d›Amed»*. La bonne nouvelle tombe alors que le processus de paix engagé fin 2024 par les autorités avec la guérilla kurde du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK) patine. En optant il y a dix ans pour l'appellation kurde de Diyarbakir, *«Amed»*, le club a déclenché l'ire des nationalistes et doit régulièrement essuyer des insultes quand il se déplace en Turquie où les Kurdes constituent environ un cinquième des 86 millions d'habitants. Mais peu importe pour la députée du parti prokurde DEM, Ceylan Akça, une habituée des tribunes d›Amedspor : *«Qu'il gagne ou non, le club continuera d'être le ciment des Kurdes dispersés dans la région et à travers le monde»* affirmait-elle cette semaine.

Le Monde 03 mai 2026

Syrie : la télévision d'Etat parle de frappes jordaniennes sur des dépôts de drogues et d'armes dans la province de Souweïda

L'armée jordanienne a pour sa part déclaré avoir « mené une opération de dissuasion visant plusieurs sites utilisés par des trafiquants d'armes et de drogues le long de la frontière nord du royaume ».

La télévision d'Etat syrienne a fait état, samedi 2 mai dans la soirée, de frappes jordaniennes qui ont visé un dépôt de drogues et d'armes dans la province méridionale de Souweïda, majoritairement druze, dont de nombreuses zones échappent au contrôle de Damas.

La télévision publique a cité des sources locales affirmant que l'armée jordanienne avait *« probablement ciblé un quartier général contenant des armes et des drogues contrôlé par des groupes rebelles dans le village de Shahba, à Souweïda ».*

De son côté, l'armée jordanienne a déclaré avoir *« mené une opération de dissuasion visant plusieurs sites utilisés par des trafiquants d'armes et de drogues le long de la frontière nord du royaume »*. L'armée a ajouté qu'elle *« continuerait à faire face de manière proactive, décisive et dissuasive à toute menace pesant sur la sécurité et la souveraineté du royaume, et consacrerait ses capacités et ses ressources à l'affronter avec toute la force et la détermination nécessaires »*.

Des sources locales ont dit à un correspondant de l'Agence France-Presse (AFP) qu'une série de frappes aériennes avait visé plusieurs sites dans au moins cinq localités, dont l'une a touché des entrepôts dans la ville d'Arman.

L'Observatoire syrien des droits de l'homme (OSDH) a déclaré que l'une des frappes avait touché une zone proche d'une branche des forces de sécurité locales.

Une lutte régionale contre le trafic de drogue

Au cours de la longue guerre civile en Syrie qui a précédé la chute du président Bachar Al-Assad en décembre 2024, le captagon est devenu le principal produit d'exportation du pays, le commerce de ce puissant stimulant à base d'amphétamine de synthèse constituant une source de financement essentielle pour le gouvernement du président déchu.

Cette drogue de synthèse a inondé la région, et les pays voisins annoncent occasionnellement des saisies tout en demandant au Liban et à la Syrie d'intensifier leurs efforts pour lutter contre ce trafic.

La Jordanie a déjà mené des frappes dans le sud de la Syrie pour cibler des réseaux de trafic de drogue. Depuis la prise de pouvoir des nouvelles autorités islamistes en Syrie après la destitution de Bachar Al-Assad, Damas et Amman se sont engagées à combattre la contrebande de drogue à leur frontière.

Certaines parties de la province de Souweïda, frontalière de la Jordanie, sont contrôlées par des groupes armés druzes et échappent au contrôle de la Syrie, y compris la ville de Souweïda. Elles incluent les zones ciblées par les frappes jordaniennes de samedi, selon le correspondant de l'AFP.

Libération 03 mai 2026

Laurent Perpigna Iban

«Nous avons beaucoup de rêves qui nous sont interdits en Iran» : en Irak, la grande solitude des Kurdes iraniens

Malgré le cessez-le-feu régional, les Kurdes d'Iran exilés dans le pays voisin sont toujours ciblés par les drones de la république islamique. Pris dans une guerre à laquelle ils n'ont pourtant pas participé, ils estiment payer le prix d'un nouvel abandon international.

«La chute du régime, nous en rêvions la nuit : je me suis vue rentrer dans la maison familiale et embrasser ma mère, qui me manque tellement…» Mi-janvier, juchée sur un rocher au cœur des montagnes du Kurdistan irakien, Allahyari, 21 ans, confiait pudiquement ses espoirs déçus à *Libération.* C'était peu après l'écrasement du mouvement de protestation, qui avait ébranlé pendant des se-

maines le régime. Ses yeux s'étaient soudainement embués.

Le 17 avril, ils se sont fermés à jamais. Dans l'ombre des discussions sur la réouverture du détroit d'Ormuz et dans un contexte de fragile cessez-le-feu régional, plusieurs positions irakiennes de son organisation politique, le Parti démocratique du Kurdistan d'Iran (PDKI), ont été frappées simultanément par des drones kamikazes, lancés par la république islamique voisine. La jeune femme était venue en Irak chercher la liberté. C'est la mort qui l'a rattrapée.

Ce risque, elle le savait immense. Particulièrement ces temps-ci, tant, comme après chaque crise ou presque, Téhéran a pris l'habitude d'abattre son feu vengeur sur les groupes dissidents kurdes en exil. Et qu'importe s'ils n'ont pas tiré une balle durant cette séquence. Depuis les déclarations de Donald Trump, qui a spéculé sur leur entrée possible en Iran pour combattre au sol, ils sont perçus comme des traîtres à la nation.

«Les rêves qu'elle ne réalisera jamais»

Samira a été tuée. Sans avoir combattu, en plein cessez-le-feu régional, et à l'issue d'une guerre qui n'était pas la sienne. Dissimulées dans les montagnes du Zagros, qui dessinent la frontière naturelle avec l'Iran, ses amies sont inconsolables. Le débit des larmes dépasse largement celui des mots.

Bawan, 30 ans, n'était qu'à quelques dizaines de mètres de son amie lorsque le drame s'est produit. Elle se souvient avoir entendu très clairement un drone kamikaze fondre sur elles. Puis une explosion, terrifiante. Des hurlements. Et un silence lancinant, à peine perturbé par le crépitement des flammes rongeant le baraquement de Samira.

«Elle était venue ici pour vivre, pour se reconnecter avec tout ce qu'il lui était interdit en Iran. La politique, la vie communautaire en mixité, la culture…», pointe Bawan. Lors de sa rencontre avec *Libération* mi-janvier, Samira avait mis un point d'honneur à organiser, avec ses collègues, une danse collective traditionnelle. Ce *Halparke* sonnait comme la récupération d'une identité réprimée sur ses terres natales : elle l'avait apprise ici, en exil, tout comme la langue kurde.

«Nous avons beaucoup de rêves qui nous sont interdits en Iran. Je n'ai pas pleuré la mort de Samira. J'ai pleuré pour les rêves qu'elle ne réalisera jamais», poursuit Bawan, après un long silence. Autour d'elle, les sanglots redoublent d'intensité.

Ceux de Djamila, 40 ans, sont intarissables. Cette membre du PDKI expérimentée avait pris la jeune femme sous son aile, partagé la même chambre pendant des mois. Serrant sur son cœur quelques fleurs cueillies instinctivement autour d'elle, elle se souvient de leurs discussions intimes, et de leurs peurs de mourir. *«Il y a deux mois, j'avais pu parler par téléphone avec sa maman, qui m'avait demandé de veiller sur sa fille. Elle tremblait d'inquiétude…»* rapporte-t-elle, sans parvenir à finir sa phrase.

Veillées funéraires interdites

Samira n'est pas morte seule. Neda Miri, une autre membre du PDKI, est tombée à ses côtés. Azada, la sœur de cette dernière, se souvient avoir évoqué avec elle cette éventualité récemment : *«Elle était consciente que les événements régionaux jouaient contre nous, et qu'il fallait accepter ce destin.»*

La femme évoque une double peine, puisque sa sœur, comme toutes les victimes des frappes en Irak, ne peut être enterrée sur sa terre natale. En contact avec leur famille en Iran, elle évoque que ses parents ont reçu *«des appels de menaces»* des autorités, les interdisant d'organiser le moindre hommage, *«y compris dans la sphère privée».*

Civile et non-engagée auprès du PDKI, Azada a été contrainte de quitter le camp village, visé lui aussi par un drone kamikaze, où elle résidait... Un adolescent de 17 ans est mort sur le coup. Ce nouvel exil, pour le moins compliqué, se heurte à la méfiance de la population du Kurdistan irakien : *«Personne ne veut nous louer d'appartements, de peur que nous soyons à nouveau visés. Nous sommes en errance»,* regrette-t-elle.

Les hôpitaux refusent les soins

Ce sentiment de rejet, Awat aura bien du mal à s'en défaire. Ce membre du parti kurde iranien Komala, d'inspiration communiste, a vu lui aussi sa vie basculer mi-avril. Alors qu'il se trouvait dans les montagnes, un drone kamikaze a foncé sur le baraquement où se trouvait la jeune Ghazal Mawlan, 19 ans. Tous deux s'étaient mariés quelques semaines auparavant.

Il s'immerge dans ses souvenirs comme on plongerait dans un cauchemar et raconte la suite, sous le contrôle des témoins présents. Projeté au sol par le souffle mais indemne, il se relève. Se précipite auprès de sa compagne. A l'intérieur, il la trouve au sol, enroulée dans un tapis en feu, une partie du corps coincé sous un réfrigérateur. Son cœur bat encore. Il est 16h30.

Avec cinq membres de Komala, ils chargent Ghazal dans un pick-up et foncent vers un hôpital de la ville de Souleymanieh. Elle est prise en charge mais l'établissement n'a pas le matériel nécessaire pour assurer les soins. Elle est dans un état critique. Avec le docteur, ils appellent un deuxième établissement, qui ne donne mystérieusement pas suite. Ils se présentent alors à l'hôpital privé Bakhshin après un appel téléphonique : *«Ils nous avaient dit de venir. Une fois arrivés, après avoir vu nos tenues militaires, ils ont refusé de l'admettre, rétorquant ne plus avoir de place»,* raconte Awat.

Les négociations s'éternisent. Il est 20h30, le cœur de Ghazal montre des signes de faiblesse. Le docteur du premier hôpital, qui les a accompagnés, implore une prise en charge immédiate. Un nouvel hôpital est appelé où ils se rendent. Nouveau refus. *«Ghazal agonisait dans le véhicule, en face d'un hôpital qui n'a même pas ouvert sa porte. Nous pleurions toutes les larmes de notre corps et les suppliions de faire quelque chose. Ils n'ont rien fait»,* poursuit Awat.

Sa compagne est finalement admise dans un autre hôpital avoisinant. Elle succombera de ses blessures quelques dizaines de minutes après son admission, à 23 heures. *«Si les hôpitaux l'avaient traitée de suite, elle serait très certainement avec nous aujourd'hui»,* affirment ses proches en chœur.

La polémique va rapidement enfler : s'il est difficile de connaître les raisons précises des différents refus hospitaliers – manque de place ou de matériel adapté –, plusieurs organisations de défense des droits humains ont demandé une enquête aux autorités du gouvernement régional du Kurdistan (GRK), l'entité autonome kurde au nord de l'Irak, suspectant que *«des considérations non médicales auraient pu influencer les décisions relatives à son admission et à son traitement».*

«Ces comportements sont inacceptables», s'est offensé le ministère de la Santé du GRK, précisant que les soins *«ne doivent en aucun cas être motivés par des considérations politiques»*. Cependant, selon l'organisation de défense des droits humains Hengaw, pour l'heure, *«aucun dossier n'a été ouvert dans les tribunaux du Kurdistan, pas plus que d'enquêtes lancées par des ONG internationales sur l'accès aux soins».*

Contactés par *Libération*, les hôpitaux concernés n'avaient, à l'heure de la publication de cet article, pas donné suite.

«Seuls au monde»

La question des obsèques de la jeune femme a rajouté de l'huile sur le feu, des responsables locaux ayant, de sources concordantes, interdit toute veillée funéraire. *«Je ne sais pas comment ils l'ont su, mais l'Iran a mené une frappe près du petit cimetière de notre parti dans les montagnes où elle devait reposer, deux heures avant que nous n'arrivions. Nous l'avons enterrée ailleurs»,* affirme Hawjin, 27 ans, une amie proche de Ghazal.

Dans la communauté kurde iranienne, beaucoup voient derrière cette méfiance la main de fer de Téhéran, qui, depuis plusieurs années, met une pression considérable sur la région autonome du Kurdistan irakien, ainsi que sur le gouvernement fédéral. En toile de fond, la très sensible question de la présence de ces groupes, que la république islamique a juré de réduire au silence.

Alors, dans les montagnes, leurs membres vivent dispersés en petites unités pour échapper à toute surveillance aérienne, occupant des abris naturels ou des cavités rocheuses. Ils y sont terrés : les attaques de drones et de missiles se succèdent à un rythme vertigineux. Selon Hengaw, plus de vingt vagues de frappes – en moyenne, une par jour – ont été recensées contre les groupes kurdes iraniens depuis l'entrée en vigueur du cessez-le-feu, soit 190 depuis le début de la guerre, à la fin du mois de février.

Le monde, lui, regarde ailleurs. Et si les Etats impliqués dans la crise régionale assurent les arrières de leurs alliés, les Kurdes ne sont pas concernés par cette trêve, ni protégés par quelque parapluie étatique. *«Tant que nous n'aurons pas d'Etat, nous serons toujours trahis et oubliés»,* estime Djamila. Cette indifférence occidentale, Amjad Hussein Panahi, un responsable du Komala rencontré lui aussi dans un lieu secret, la juge *«profondément inquiétante». «Nous appelons l'Occident, et les nations européennes en particulier, à soutenir la lutte de notre peuple»,* exprime-t-il.

Dans les montagnes du Kurdistan irakien, les membres de ces groupes promettent néanmoins de résister : *«Notre survie dans de telles conditions exige de nous une détermination immense, mais nous n'abandonnons pas et gardons l'espoir d'une double libération : la fin de l'exil et l'affranchissement de l'environnement restrictif en Iran»,* estime un membre du PDKI. Même si le prix à payer est énorme : *«Je me sens seule au monde. Loin de ma famille, sans nation pour me protéger. Si rien n'est fait, le destin de Samira sera peut-être aussi le nôtre»,* conclut Bawan.

RÛDAW

May 03,2026

Kurdish prisoner exposes forced confession before execution by Iran

ERBIL, Kurdistan Region - Kurdish prisoner Mehrab Abdollahzadeh revealed that he was forced to confess to a crime he did not commit, according to a phone call with a rights group published after his execution by Iranian authorities on Sunday.

He was executed in northwestern Urmia early Sunday after being charged with involvement in the killing of an Iranian paramilitary officer during the 2022 "Women, Life, Freedom" protests — a claim he denied.

"‹Because you won't work with us, you have to confess to something,›» Abdollahzadeh, 28, said in a phone call with the France-based Kurdistan Human Rights Network, a copy of which was obtained by Rudaw English. He was citing an Iranian intelligence officer as telling him during interrogations.

«We know you didn't do it,» he continued, citing the officer, adding that he was forced to sign three pages of confessions.

The executed Kurdish prisoner owned a barbershop in Urmia. He was arrested one month after the anti-government protests in October 2022 before being transferred to a detention center run by the Islamic Revolutionary Guard Corps.

Abdollahzadeh had been accused of killing a member of the Basij, a voluntary paramilitary group that serves as one of the IRGC's branches, according to KHRN.

He said in the phone call that he was tortured "spiritually and physically," adding that he was also accused of Fasad-fil-Arz (spreading corruption on earth) — a charge Iranian authorities often use in cases that carry the death penalty.

"[They said] 'You have to be our guy' and they insisted I give them names," he added.

Iran has accelerated the issuance of death sentences since the outbreak of its war with the United States and Israel on February 28 — a confrontation that lasted nearly six weeks before a

ceasefire on April 8.

Last week, the United Nations confirmed 21 executions and more than 4,000 arrests since the war. Individuals detained during the 2022 protests, the January 2026 protests, and the 12-Day war with Israel in June 2025 — along with those arrested during wartime in March this year — have faced expedited legal proceedings, with charges including espionage and "collaboration with enemy."

In a statement on Friday, Amnesty International said that "the international community must not stand idly by while the Iranian authorities continue to escalate the arbitrary execution of political dissidents and protesters to instill fear."

Mehrab Abdollahzadeh

"Even the victim's family knows I am innocent," Abdollahzadeh said in the phone call, noting that he had not appeared in footage of the killing of the Basij member.

Abdollahzadeh was taken to solitary confinement on Thursday alongside two other political prisoners — Naser Bakrzadeh and Yaghoub Karimpour — who were executed on Saturday.

RÛDAW

May 3,2026

Iraq faces 'most perilous' period for press freedom since 2003: watchdog

ERBIL, Kurdistan Region - Iraq is facing one of its "most perilous" periods for press freedom since 2003, a human rights watchdog warned Sunday, citing growing legal and institutional pressure on journalists, activists, and critical voices.

"Iraq is undergoing one of the most perilous stages for freedom of the press and expression since 2003," read a report by the Iraqi Observatory for Human Rights (IOHR), an independent organization that says it is "present in all Iraqi provinces."
Journalists in Iraq face legal challenges, threats, violence, and imprisonment because of their reporting, according to Reporters Without Borders (RSF), which has also said Iraq's media landscape remains deeply polarized along political lines with limited independent journalism.

The group, on World Press Freedom Day, said Iraq is shifting from "random violence" against journalists toward the "institutionalization of repression through laws, administrative decrees, and organized judicial prosecutions." According to the report, Iraq is facing a «systematic closure of the public sphere" that "involves state institutions, influential parties, and armed groups through legal, security, and media tools aimed at silencing critical voices and forcing journalists into self-censorship or total silence."

"The reality of freedoms after the events of October 7, 2023, has witnessed a sharp and unprecedented decline, amid escalating campaigns of intimidation and harassment against journalists, activists, and bloggers, coinciding with an atmosphere of political and sectarian polarization," it added.

Iraqi and Kurdish authorities have repeatedly faced criticism from international organizations and foreign missions over their treatment of journalists and restrictive measures imposed on the press.

Speaking to Rudaw on the occasion of World Press Freedom Day, Azad Hamadamin, head of the Kurdistan Journalists› Syndicate, said, «Parties, whether in power or in opposition, should not use press freedom to serve their political agendas.»

«We have projects within the union related to press freedoms, but they are stalled due to the parliament being inactive in Kurdistan," he said.

Despite holding elections in October 2024, the Kurdistan region has failed to form a new government.

Hamadamin also pointed to what he described as improvements in press freedom in the Kurdistan Region.

"According to the report of the press freedom defense committee of the Syndicate, the situation today, according to the numbers, is better compared to previous years, and this reflects the role of journalists and the level of understanding with the authorities," he said.

However, according to RSF's 2026 World Press Freedom Index, Iraq ranked 162nd out of 180 countries, down from 155th the previous year.
Saad Maan, head of Iraq's Security Media Cell, told Rudaw that «freedom of the press is one of the crucial indicators of the path of democratic transition and state-building.»

He added that Iraq «has witnessed unprecedented media openness since 2003,» while noting that «this openness has been accompanied by security, political and sometimes legislative challenges.»

Faiza al-Azzi contributed to this report from Erbil, Kurdistan Region.

May 04,2026

Iran executes three more protesters over alleged Mossad ties

ERBIL, Kurdistan Region - Iranian authorities said Sunday they executed three more people detained during January's anti-government protests, who had been accused of working for Israel's intelligence agency, Mossad, according to Iranian state media.

The three were identified as Mehdi Rasouli, Mohammad Reza Miri, and Ibrahim Dolatabadi, and were described by the Islamic Revolutionary Guard Corps (IRGC)-affiliated Tasnim News Agency as "rioters."

Iran has executed around two dozen political prisoners since the beginning of the war with the US and Israel on February 28. Officials in Tehran have said they will carry out more executions of individuals they describe as affiliated with the enemy.

Rasouli and Miri were accused of involvement in the killing of a member of the security forces, while Dolatabadi was described as a protest leader whose actions allegedly led to the deaths of several security personnel. According to Tasnim, all three «were hanged following judicial proceedings.»

The state media did not specify when the three were hanged, though reports suggested the executions may have taken place on Sunday and the day before.

The Iran Human Rights Documentation Center (IHRDC), which promotes accountability and respect for human rights and the rule of law in Iran, cited reports from Marzieh Mohebbi, an attorney and activist based in France, who said in a Sunday post on X that two young laborers were executed in Mashhad. «According to her, both men had been detained in connection with the January protests,» IHRDC said in a post on X.

Mohebbi identified the men as Mohammadreza Miri, 21, and Mehdi Rasouli, 25, and said they were executed despite earlier assurances to their families that «their cases were under review by a clemency commission.» She added that judicial authorities had urged the families to remain silent about the cases.
She further reported that at 10:00 am on Sunday, the families were summoned to a cemetery under a pretext, where they were then informed of their sons' executions.

The US-based Human Rights Activists News Agency reported that Iran carried out 2,063 executions in 2025 - the highest figure recorded in roughly three and a half decades.

Iran's judiciary chief has said the state will show no mercy to those it describes as collaborators with enemy countries, namely the United States and Israel.

Le Monde

Elise Vincent
05 mai 2026

Comment les Etats-Unis et l'Iran contribuent au « double blocage » du détroit d'Ormuz

Lancée lundi par Donald Trump, l'opération « Project Freedom », censée permettre la reprise de la circulation dans le passage stratégique, a entraîné un regain de tensions avec Téhéran.

A peine l'opération « Project Freedom » annoncée par le président américain, Donald Trump, dimanche 3 mai, pour rétablir la liberté de circulation dans le détroit d'Ormuz, avait-elle officiellement débuté, lundi, qu'un regain de tensions était constaté entre les forces iraniennes et américaines. Cette escalade est symptomatique de la gestion de plus en plus bicéphale du passage maritime stratégique, à laquelle se retrouve suspendue l'économie mondiale depuis deux mois.

Des navires dans le détroit d'Ormuz, au large de Bandar-e Abbas (Iran), le 4 mai 2026. AMIRHOSEIN KHORGOOI/ISNA/WANA VIA REUTERS

D'après le commandement central des Etats-Unis (CentCom), deux destroyers lance-missiles de l'US Navy, des énormes bâtiments de guerre américains, ont ainsi réussi à entrer dans le golfe Arabo-Persique, mardi, après avoir franchi le détroit. Ils ont permis à deux navires marchands battant pavillon américain de passer. Cette forme d'escorte de luxe a été qualifiée d'*« aventurisme militaire »* par l'Iran.

La percée américaine a eu pour conséquence de mettre en péril le fragile cessez-le-feu en vigueur depuis le début du mois d'avril. Les Etats-Unis ont affirmé avoir détruit, lundi, six embarcations iraniennes avec lesquelles Téhéran conduit traditionnellement ses attaques navales. Des missiles de croisière et des drones auraient aussi été interceptés. Les Emirats arabes unis, alliés des Etats-Unis, ont de leur côté dit avoir contré 12 missiles balistiques, trois missiles de croisière et quatre drones. L'un d'eux a causé un important incendie sur le site pétrolier de Foujeyra, ont-ils indiqué.

Le détroit s'était déjà un peu rouvert ces dernières semaines. Une dizaine de bateaux ont franchi Ormuz, chaque jour, dans un sens ou dans un autre, d'après les évaluations convergentes de cabinets spécialisés. Certains jours, seulement trois ou cinq y sont parvenus, d'autres, près d'une vingtaine. Dans tous les cas, ces flux entrants et sortants restent très en deçà des 120 à 150 bâtiments civils qui circulaient dans le passage avant le début de la campagne militaire américano-israélienne, lancée le 28 février.

« Le problème aujourd'hui, c'est que l'on ne parle plus de blocus, mais bien d'un double blocage sélectif basé sur des critères de suivi et de discrimination propres à l'Iran et aux Etats-Unis », décrypte Louis Borer, analyste senior chez Risk Intelligence, un cabinet de conseil danois qui suit particulièrement la zone.

Une ligne de démarcation implicite

Malgré la pression américaine, Téhéran continue ainsi de « *considérer le détroit d'Ormuz comme des eaux relevant de facto de sa gestion. Tout navire battant pavillon étranger doit se coordonner avec le corps des gardiens de la révolution islamique*, rappelle M. Borer. *Dans l'ensemble, toute "ouverture" iranienne du détroit, même symbolique, reste hautement conditionnelle, limitée dans le temps et susceptible d'un revirement soudain ».*

Côté américain, le système mis en place ces dernières semaines montre, lui, une volonté d'intercepter en mer les navires jugés indésirables, à

distance du détroit, au plus tard le long d'une sorte de ligne de démarcation implicite barrant l'accès au golfe d'Oman qui conduit à Ormuz. Près d'une cinquantaine de navires ont ainsi reçu l'ordre de faire demi-tour ou de retourner vers un port iranien, d'après des chiffres communiqués par le CentCom, samedi 2 mai.

Un porte-conteneurs iranien se rendant au Pakistan a, par exemple, été saisi par les forces navales américaines, le 20 avril, à l'entrée du golfe d'Oman. Il était soupçonné de transporter des biens susceptibles d'être utilisés à des fins militaires. Lundi 4 mai, les Etats-Unis ont annoncé que les 22 membres d'équipage allaient être remis aux autorités iraniennes après leur expulsion vers le Pakistan. Le 27 avril, un autre porte-conteneurs iranien arraisonné et fouillé a, lui, été autorisé à poursuivre son voyage.
Samedi, les Etats-Unis ont aussi, par l'intermédiaire de leur Bureau du contrôle des avoirs étrangers, averti les compagnies maritimes que tout paiement versé à l'Iran en échange d'un passage dans le détroit d'Ormuz pourrait entraîner des sanctions. Il a enfin été conseillé de ne pas désactiver sa balise AIS – un système de suivi des navires en temps réel – à l'approche d'Ormuz. Cette façon de faire peut donner un faux sentiment de sécurité, car la position du navire reste visible électroniquement.

Fausses nationalités

« Aujourd'hui, il ne s'agit plus d'une question binaire de détroit ouvert ou fermé, mais plutôt d'une matrice graduée dans laquelle le pavillon, la propriété, la cargaison et les escales récentes contribuent à établir le niveau de menace qui pèse sur le navire », reprend M. Borer.

Face à cette situation, certains armateurs restent très attentistes, d'autres tentent de s'adapter. D'autant que, même au mouillage, les risques sont importants : la concentration de navires accroît les possibilités de collision ou de dérive d'ancre. Ces dernières semaines, certains équipages ont pris le risque d'annoncer de fausses nationalités, affirmant être *« chinois »* – allié de l'Iran – pour passer sans encombre. Le pavillon reflète en effet rarement la nationalité du propriétaire, la provenance du navire ou sa cargaison. *« Plusieurs ont aussi indiqué acheminer de la nourriture »*, glisse encore l'expert.

Sur le plan militaire, les Etats-Unis ont affirmé, dans la nuit de dimanche à lundi, que d'importants moyens militaires allaient être consacrés à l'opération « Project Freedom ». Dans un message sur X, le commandant du CentCom, l'amiral BradleyCooper, a annoncé la contribution de plusieurs destroyers, de 100 aéronefs et de près de 15 000 militaires à cette mission. Rien ne dit à ce stade qu'il s'agisse de troupes supplémentaires à celles qui ont déjà été annoncées en renfort à la fin du mois de mars. Environ 5 000 marines sont désormais pré-positionnés au Moyen-Orient, à bord de porte-hélicoptères transportant notamment des avions de chasse F-35. Environ 1 000 parachutistes de la 82e division aéroportée ont également été envoyés, à la fin de mars. Et deux porte-avions sont mobilisés dans la zone, soit l'équivalent de 5 000 personnes chacun, hors escorte.

Le rôle que ces troupes peuvent être amenées à jouer demeure aussi flou. *« Il y aura peut-être des discussions et de la coordination avec les acteurs du transport maritime, des échanges de renseignement, mais je ne vois pas comment les Etats-Unis peuvent mettre plus de pression navale dans la zone sans s'exposer »*, conclut M. Borer.

Le Monde

Nicolas Bourcier
05 mais 2026

En Turquie, Göbeklitepe, le « nombril » du monde, n'en finit pas de fasciner les archéologues

EnquêteCe site préhistorique témoigne d'une sédentarisation de chasseurs-cueilleurs lors de la transition du paléolithique vers le néolithique. Considéré comme l'une des plus formidables révélations archéologiques de ces trente dernières années, il donne le vertige avec ses nombreux ornements et ses statues en forme de T. Plus de 200 chercheurs travaillent encore aujourd'hui dans la région.
Il y a dans la plaine de Harran, dans ce Sud profond turc, à quelques kilomètres de la Syrie, sur une petite route sinueuse qui part de la cité antique d'Urfa (Sanliurfa), une curieuse installation d'art moderne surplombant la plus haute colline : sur 60 mètres de long et de large, tenue par des pylônes entrecroisés de bout en bout, une toile de métal blanc se dresse au-dessus des visiteurs. Dans le soleil du matin, on dirait un nid géant posé sur un champ de ruines et de pierres, une espèce d'*Origine du monde* en version préhistorique enveloppée d'un cocon protecteur.

Bienvenue à Göbeklitepe, l'une des plus formidables révélations archéologiques de ces trente dernières années. A regarder de près, sous cet immense halo d'ombre, on est comme saisi, arrimé à cette vision d'un autre temps, sortie tout droit de terre. Des vestiges de bâtiments en forme de cercle présentent dans leurs murs et dans leur espace central d'étonnantes stèles de 2 mètres à 6 mètres de haut aux motifs animaliers d'un réalisme stupéfiant. Il y a là une prouesse architecturale évidente, la mobilisation d'ingénieurs, le geste de sculpteurs, l'adresse de carriers qui sont comme autant de défis à notre imagination.

Le site est le plus ancien complexe monumental connu de l'humanité. Antérieur de 6 000 ans à l'écriture sumérienne, de 7 000 ans à Stonehenge, en Angleterre, et aux pyramides d'Egypte. Son gigantisme est unique ; son

caractère cultuel manifeste. Chaque pilier pèse plusieurs tonnes et forme un étrange T, massif et délicat à la fois. Mais ce sont les ornements qui donnent le vertige : renards, sangliers, serpents, scorpions, vautours, aurochs, gazelles, mouflons, onagres et grues. Ici, la nature saute aux yeux. Elle sort ses crocs et ses griffes. Elle gronde. Bouscule.

Certaines gravures sont disposées intentionnellement comme autant de scènes narratives. Banquettes en pierre aménagées contre les parois, sols en terrazzo soigné et poli, signes abstraits ou géométriques : tout participe à une mécanique théâtrale et rituelle apparemment bien huilée. Et pourtant, nous sommes à environ 11 600 ans à 10 700 ans avant aujourd'hui. L'époque est à la transition du paléolithique vers le néolithique, l'ère encore précéramique, celle des changements lents. Une période de transformations certes, mais pas aussi poussées, complexes et maîtrisées, croyait-on encore récemment.

Depuis la découverte des premières pierres de Göbeklitepe dans les années 1960, les théories et les hypothèses n'ont cessé d'évoluer au fil des fouilles. On a parlé du premier temple de l'humanité. Du premier témoignage aussi d'architecture humaine, une sorte de grand sanctuaire construit par des peuples de chasseurs-cueilleurs. On a assumé la contradiction, celle de groupes nomades qui avaient construit de leurs mains ce vaste ensemble en dur. Tout comme les superlatifs. Encore récemment, le ministère de l'environnement turc, coorganisateur du sommet sur le climat COP31, qui se tiendra en novembre, plus à l'ouest, à Antalya, s'est vanté d'avoir là *« le point zéro de l'histoire »*. Au splendide Musée archéologique d'Urfa, le catalogue consacré au site affirme en titre qu'il s'agit tout

Archives du projet Göbeklitepe

simplement d'*« une des plus importantes découvertes archéologiques de l'histoire humaine »*.

Il n'empêche. Göbeklitepe est bel et bien l'endroit où se réécrit l'histoire de nos civilisations. *« Nous en avons encore, au bas mot, pour cent ans de recherches, d'excavations et d'analyses, tant il nous reste de lieux, de zones à défricher et de choses à comprendre »*, observe en souriant le Pr Necmi Karul, chef du département d'archéologie préhistorique de l'université d'Istanbul et directeur des fouilles en cours sous la direction du ministère de la culture turc dans la région.

Ces dernières années, une vingtaine d'autres lieux ont été découverts dans les environs. Un ensemble de sites néolithiques plus ou moins étendus, tous liés culturellement à cette bien nommée « colline au nombril », comme on l'appelle ici, en turc. Les mêmes piliers en T, constructions circulaires, sculptures et mises en scène. Au point que l'on avance désormais l'idée d'une civilisation régionale avec ses codes symboliques communs, une architecture similaire et des échanges culturels. Une « révolution silencieuse » de la préhistoire qui laisserait augurer que des sociétés structurées existaient bel et bien avant l'agriculture. Longtemps, de fait, on pensait que l'apparition de l'agriculture avait poussé à la sédentarisation, qui avait elle-même entraîné une forme de religiosité et in fine la construction de monuments.

« Tapis étincelant »

Pour tenter de saisir toutes ces facettes de Göbeklitepe, il faut remonter aux premiers archéologues venus sur place, mesurer leur enthousiasme, retisser les fils de leurs récits, suivre les pistes de leurs successeurs et mettre à plat les hypothèses. Comment ce lieu nous informe-t-il sur le néolithique et ce qui l'a suivi ? Que nous apprennent ces pierres ? Et que disent-elles de nous ?

La colline de Göbeklitepe a été mentionnée pour la première fois dans un rapport de prospection issu des travaux menés entre 1963 et 1972 par le programme de recherche préhistorique conjoint des universités d'Istanbul et de Chicago dans le sud-est de l'Anatolie. Sous la direction de deux archéologues de renom, Halet Çambel et Robert J. Braidwood, une équipe de neuf spécialistes a ainsi sillonné pendant des mois cette région de la haute Mésopotamie, la partie nord de ce croissant si fertile. L'époque est à la construction des grands barrages et les autorités turques ont décidé de documenter au moins le patrimoine le plus important afin de lancer des initiatives de sauvetage internationales.

Le site est référencé à la page 137 du rapport. Il occupe à peine quelques lignes : *« Un ensemble de tertres arrondis en terre rouge, séparés par de légères dépressions, situés sur une haute crête calcaire orientée vers le sud-est. La crête est dénudée. Le diamètre total est de 150 mètres et il s'élève de 20 mètres au-dessus de l'extrémité rocheuse. Les deux buttes les plus élevées sont surmontées de petites chambres funéraires. Le site est jonché d'artefacts en silex. Pas d'eau à proximité. »* C'est tout. La note laisse penser, pour qui ne connaissait pas le lieu, que Göbeklitepe n'était qu'un tertre naturel avec quelques tombes éparpillées à son sommet comme il en existe tant d'autres dans la région depuis l'époque romaine. Cela a toutefois suffi à piquer la curiosité de l'archéologue allemand Klaus Schmidt (1953-2014). Bavarois, spécialiste de la préhistoire et de la protohistoire à l'université de Heidelberg, il monte une petite équipe en 1994 pour trouver cette « colline au nombril » et ses silex. Après plusieurs randonnées autour d'Urfa, la plus ancienne ville en occupation continue connue à ce jour, il croise par hasard un vieux villageois qui leur montre l'endroit.

Klaus Schmidt écrira plus tard : *« Quand nous arrivâmes à proximité des flancs de la colline de terre, la surface jusque-là grise et chauve du plateau commença à briller en cette fin d'après-midi, comme saupoudrée de cristaux. Des milliers et des milliers de pièces de silex couvraient maintenant la surface du rocher comme un tapis étincelant. Tout cela n'était pourtant en aucune façon un simple jeu de la nature. Ici, l'homme avait prêté la main, nous en étions de plus en plus persuadés : ce n'étaient pas des fragments naturels de rognons de silex, c'étaient des éclats, des lames, des débris de silex taillés* (…). *Dans l'un de ces amas de pierres se trouvait un bloc particulièrement grand. Il avait été soigneusement façonné par l'homme sur toutes ses faces et avait une forme que nous n'eûmes aucune difficulté à identifier. C'était indubitablement la partie supérieure d'un pilier en forme de T du même type que ceux retrouvés à Nevali Çori »*, un des premiers sites fouillés dans la région dès les années 1960 par l'archéologue Harald Hauptmann, et aujourd'hui en partie immergé par les eaux du barrage Atatürk.

Klaus Schmidt et sa petite équipe avancent et butent sur d'autres fragments de piliers. Le doute n'était plus possible, ils se trouvent sur un gigantesque site du néolithique ancien : *« Les collines se métamorphosaient en d'imposantes ruines qui pouvaient être datées, avec certitude, du Xe ou du IXe millénaire av. J.-C., vu l'absence complète d'éléments d'âge plus récent. »* Rien d'autre ne fut trouvé. En particulier, manquaient les tessons de céramique.

Un rôle fédérateur

Le spécialiste obtient l'année suivante l'autorisation de fouiller les lieux. S'ensuit une décennie de recherches et d'excavations, autant de trouvailles que de réjouissances. Les dalles de calcaire, les fragments de piliers et même les sculptures monumentales jonchaient tout le monticule, indiquant que l'ensemble de la zone avait été utilisé pour la construction d'une architecture mégalithique, et pas seulement une partie spécifique de celle-ci.

Klaus Schmidt rejette tout usage domestique des lieux : *« Il est clair*, soutient-il, *que* (…) *l'ensemble du site avait une fonction principalement rituelle. C'était un sanctuaire de montagne. »* Le titre de son livre paru en Allemagne en 2006 ne laisse aucun doute : *Sie bauten die ersten Tempel* (« Ils construisirent les premiers temples », éd. C. H. Beck), et neuf ans plus tard en français aux éditions du CNRS, sous le titre *Le Premier Temple.*

Jusqu'en 1999, cinq campagnes de fouilles sont menées par le Musée d'Urfa et l'Institut archéologique allemand d'Istanbul. L'analyse des ossements d'animaux révèle une faune riche en espèces sauvages, notamment des bovins, des gazelles et des sangliers, mais aucune espèce domestiquée n'est identifiée. Il en va de même pour les vestiges botaniques. Seules des espèces sauvages, telles que l'amandier et le pistachier, ainsi que des céréales sauvages, sont alors découvertes.

Klaus Schmidt émet l'hypothèse d'une utilisation contrôlée de certaines ressources, principalement les céréales, conduisant à une culture naissante. Il soumet l'idée aussi que les chasseurs-cueilleurs se retrouvaient régulièrement en ce lieu précis, *« un facteur fondamental des origines de la néolithisation »*, selon lui. Très vite, lui et ses équipes établissent que les stèles en T présentent clairement un design anthropomorphe : les bras coudés qui courent sur leurs flancs, des mains qui se rejoignent sur leur face étroite disent bien que l'on est en présence de silhouettes humaines. La partie supérieure débordante d'un des piliers est sculptée d'un double visage.

L'absence claire, selon lui, d'architecture domestique le pousse à accentuer les aspects cultuels et sacrés. Il voit en Göbeklitepe un centre religieux, une sorte de grand forum cérémoniel, jouant un rôle fédérateur pour les populations environnantes avec ses temples et ses totems. Il émet même l'idée qu'il s'agit là, peut-être, d'un complexe volontairement isolé qui serait devenu le berceau de mythologies de l'Orient ancien.

Il faut dire que Klaus Schmidt est alors, comme beaucoup, influencé par Jacques Cauvin (1930-2001), qu'il cite une dizaine de fois dans son ouvrage. Le brillant préhistorien français venait de faire paraître *Naissance des divinités. Naissance de l'agriculture* (1994). Il avait tenté de démontrer, à travers l'étude des *« représentations symboliques »* du Levant et de la haute Mésopotamie du Xe au VIIe millénaire, que le changement des mentalités, avec l'apparition d'une religion et de sanctuaires, était à l'origine des mutations socioculturelles et du glissement vers une économie de subsistance, fondée sur l'agriculture et l'élevage. Sa théorie faisait de la domestication des plantes la conséquence d'une volonté d'honorer des êtres divins d'un genre nouveau.

« Organisation sociale complexe »

Or, celle-ci est démentie aujourd'hui par l'archéologie. Déjà en janvier 2014, quelques mois à peine avant le décès de Klaus Schmidt, lors d'une journée doctorale organisée par la Sorbonne à Paris, la spécialiste du symbolisme au néolithique Hélène Huysseune revenait dans le détail et avec prudence sur cette notion de transition. Pour la chercheuse, l'ensemble des constructions singulières – elle utilise l'expression de *« bâtiments exceptionnels »* – atteste évidemment d'un important effort collectif et suggère qu'ils constituaient un élément indispensable des villages. *« Cependant, au vu des seules observations archéologiques, l'on peut se demander s'il est parfaitement objectif de recourir au religieux »*, lâche-t-elle.

Hélène Huysseune souligne qu'une architecture *« à caractère rituel »* ou *« cultuel »* n'implique pas nécessairement une religion stricto sensu. Et rappelle que, pour les sites de Jerf El-Ahmar, Dja'dé et Tell Abr 3 en Syrie, Hallan Çemi et Qermez Dere en Irak, Beidha en Jordanie, une nouvelle expression est apparue dès les années 1980 : les *« bâtiments exceptionnels »* y ont été décrits non comme des sanctuaires, mais comme des *« bâtiments communautaires »*, ou *« collectifs »*, afin de mettre en exergue leur caractère public.

Il est probable, avance la spécialiste, que tout ce qui était jugé important par la communauté se déroulait dans ces lieux. Les premiers signes d'une émergence de la complexité sociale apparaissaient alors dans la mise en œuvre, par un effort collectif, de ces bâtiments. Ceux-ci, selon elle, *« induiraient d'eux-mêmes le développement d'une organisation sociale complexe avec une certaine forme d'autorité »*.

Le mot est lâché : *« Il est ainsi possible de percevoir l'avènement de sociétés non égalitaires*, ajoute-t-elle, *qu'elles soient fondées sur une économie de chasse et de cueillette ou sur une production de subsistance. Considérer que les sociétés pouvaient présenter un système hiérarchisé avec une forme définie d'autorité va dans le sens de la cohérence et de la*

pertinence de cette notion de "bâtiment communautaire". » Dès lors, un des traits essentiels du néolithique précéramique résiderait dans la présence d'une structure d'autorité stable, qui se manifeste à travers ces grandes constructions. Un espace conçu non seulement pour faciliter la résolution des conflits et la prise de décision au niveau du groupe, mais aussi pour promouvoir la cohésion des groupes plus larges issus du mode de vie sédentaire.

Figures humaines expressives

Après le décès de Klaus Schmidt, la direction des fouilles est attribuée en 2019, un an après que le site a été inscrit au Patrimoine culturel mondial de l'Unesco, à Necmi Karul. L'année suivante, l'archéologue est nommé à la tête d'un projet regroupant une trentaine d'institutions académiques, internationales pour plus de la moitié, et intitulé Tas Tepeler (« collines de pierre ») couvrant douze sites de la région. Plus de 200 chercheurs y travaillent aujourd'hui simultanément, dont une cinquantaine rien qu'à Göbeklitepe. Leurs champs de recherche, qui, depuis, ne cessent de s'ouvrir, apparaissent aussi foisonnants que vastes.

Les constructions plus petites en pierre entourant les « bâtiments exceptionnels », que Klaus Schmidt avait assimilés à des temenos, ces espaces sacrés délimités dans la Grèce antique, se sont bel et bien avérées être des habitats de vie. Leur nombre ne cesse de croître au rythme des excavations. Cheminées, récipients en pierre, ustensiles et installations : tout concourt à affirmer qu'une sédentarisation a eu lieu à Göbeklitepe et dans ses alentours. *« Tous ces édifices, grands et plus petits, ont été très certainement élevés au même moment, de façon quasi concomitante pourrait-on dire »*, avance Necmi Karul.

Selon ses dernières estimations, entre 500 et 1 500 personnes auraient vécu ici conjointement, occupant les lieux pendant près de 1 500 ans à 2 000 ans. *« Les bâtiments exceptionnels n'avaient pas qu'une seule fonction*, confirme l'archéologue. *Ils formaient un espace fermé, couvert et par lequel on accédait par un passage exigu. Il faut essayer de s'imaginer un tel lieu clos où près de 200 personnes pouvaient se retrouver. Il s'y organisait des rassemblements et des rituels collectifs, des moments de discussions et d'échanges de savoirs, des moments aussi, pourquoi pas, d'écoute de musique et d'activités festives. Leur vie sociale et symbolique était indubitablement très riche. »*

Bénéficiant d'une nature et d'un climat extrêmement favorables à l'époque, Göbeklitepe, avec ses roches karstiques à portée de main, sa végétation et ses animaux sauvages quelles que soient les saisons, a de fait attiré une partie des populations de chasseurs-cueilleurs qui ont fini par se sédentariser bien avant la domestication des plantes et des bêtes. D'ici, elles pouvaient se nourrir dans un rayon de 20 kilomètres sans avoir à changer de site. Le blé sauvage poussait tout autour, tout comme les fruits et les légumineuses, dont les restes ont été découverts dans les fouilles. De quoi offrir *« un alignement des planètes assez unique »*, selon Necmi Karul.

Les dernières trouvailles montrent des figures humaines expressives peut-être liées à la mort. Quelques crânes ont été déterrés dans les petites maisons. Une gravure aussi d'un individu sans tête. En 2023, une statue de sanglier grandeur nature dotée de pigments a été découverte sur une sorte d'autel. Exposée désormais au Musée d'Urfa, il s'agirait de la première sculpture peinte de l'humanité.

Colonnes en forme de phallus

A Karahantepe, un site non moins extraordinaire, davantage taillé dans la roche et situé à une journée de marche, les fouilles ont mis au jour plus d'une centaine de piliers en T. Un système élaboré de plusieurs cuves de stockage d'eau reliées entre elles avec des filtres a été déterré. Une salle, aussi, qui s'apparente à un espace consacré à un rite de passage avec des colonnes érigées en forme de phallus, ainsi qu'un étonnant petit ensemble dont la pratique et la narrative laissent songeur : trois bols en pierre posés à plat sur trois cercles dans lesquels on a trouvé des restes de bœuf, de vautour et de renard.

Surtout, les excavations d'une des bâtisses « exceptionnelles » ont révélé ce qui pourrait s'avérer être la plus ancienne statue humaine grandeur nature et réaliste de l'histoire. On y voit un homme de près de 2 mètres assis sur un banc orné d'un léopard. Les deux mains tiennent son pénis vraisemblablement en érection (ithyphallique, en jargon scientifique), un symbole de vie et de vitalité. Ses côtes et ses épaules, particulièrement saillantes, pourraient représenter la mort, soit l'expression de deux concepts dans un même corps.

« Nous n'avons pas encore compris la chronologie de tous ces sites ni si leurs fonctions étaient les mêmes, rappelle l'architecte et archéologue Moritz Kinzel, directeur scientifique du département d'Istanbul de l'Institut archéologique allemand chargé des recherches architecturales sur le site de Göbeklitepe. *Chaque stèle est unique, un peu comme un groupe d'êtres humains. Sont-elles censées représenter des défunts, rendre un culte aux ancêtres, illustrer avec leurs sculptures animalières aux expressions le plus souvent agressives des scènes de chasse ou ont-elles une fonction apotropaïque* [qui conjure le mauvais sort] *? »*

Au-dehors, au-dedans, les questions abondent et les réponses restent prudentes. *« Pourquoi, par exemple, y a-t-il davantage de représentations humaines à Karahantepe qu'à Göbeklitepe ? Notre travail consiste à comprendre la cosmologie de ces groupes de chasseurs-cueilleurs »*, poursuit Moritz Kinzel. Lui-même estime que leur monde de pensée existait probablement depuis plusieurs milliers d'années avant Göbeklitepe.

« Nous sommes dans une formidable période de transition, le néolithique n'est pas encore vraiment là et beaucoup de choses se passent dans le domaine cognitif. Il se peut, ajoute Moritz Kinzel, *que des groupes de chasseurs-cueilleurs aient tenté de préserver, face aux bouleversements en cours, leurs histoires de vie paléolithique, leur patrimoine, leurs sociétés. On pourrait ainsi interpréter ces sites comme l'expression d'une réaction inscrite dans des matériaux durables. »*

Tous les sites de la région ont été recouverts de terre et de pierres par les effets conjugués de l'érosion et de l'action de ces occupants. Les grands espaces centraux des « bâtiments exceptionnels » ont été pour la plupart soigneusement comblés à la main, comme dans un dernier geste visant à favoriser leur préservation. Ici, à Göbeklitepe, les derniers sondages du sol font apparaître qu'à certains endroits il y aurait encore jusqu'à huit mètres de sédiments. De quoi fouiller et interpréter pendant encore longtemps.

The New York Times April 5, 2026

Iran's Downing of Plane and U.S. Rescue Leave Both Sides Dangerously Emboldened

After Iran shot down a U.S. plane and U.S. forces pulled off a risky ground operation to extricate a stranded airman, both sides claimed victory. That confidence could fuel further escalation.

Iran's downing of an American fighter plane and the dramatic U.S. mission that followed to rescue a stranded airman provides both countries with fodder to claim a victory, but this chapter could end up propelling them toward further escalation.

Iranian state media on Sunday published photographs of a charred American aircraft and declared that the downing of three American aircraft in three days was a triumph of "divine grace." Reposting the picture, Iran's hard-line speaker of Parliament, Mohammad Ghalibaf, said: "If the United States gets three more victories like this, it will be utterly ruined."

An anti-U.S. billboard on Sunday in Tehran showing American aircraft captured in a net.Arash Khamooshi for The New York Times

From the U.S. perspective, President Trump also emerged emboldened, boasting on Sunday about how American forces were able to pull off a risky ground operation and issuing a crudely worded threat that he would begin striking infrastructure targets.

"Tuesday will be Power Plant Day, and Bridge Day, all wrapped up in one, in Iran. There will be nothing like it!!!" he wrote. Calling Iran's leaders "crazy bastards" and using an expletive, he demanded they open the Strait of Hormuz shipping route, "or you'll be living in Hell — JUST WATCH! Praise be to Allah."

Iran is now one day away from Mr. Trump's ultimatum to strike critical Iranian infrastructure if Tehran does not make a deal with Washington, or open the strategic strait. Attacking bridges or power plants, which could plunge Iran's population of more than 90 million into darkness, would constitute a war crime.

Washington's ally in the war, Israel, has already launched strikes on critical infrastructure, including a major pharmaceutical plant and its largest petrochemical complex.

Iran has warned it will retaliate by bombarding similar strategic assets in neighboring Gulf countries. Such escalation could be devastating for millions of civilians in the region, and wreak further havoc on the global economy and the already volatile markets. "Iran's approach is not to yield to these threats. Because if so, Trump will only continue," said Sasan Karimi, a political scientist at the University of Tehran and the former deputy vice president for strategy in Iran's previous government. "So Iran will use its maximum capability to retaliate — and not necessarily proportionally, because Iran's infrastructure is vital, and hitting it is a violation of international law. A war crime, actually."

With both sides perceiving themselves as at an advantage, there is currently little hope of making progress on a diplomatic solution to end the crisis, said Ali Vaez, the Iran project director of the International Crisis Group, a research organization. "From this point on, this war will become even more dangerous than it was before," he said.

"This is exactly the kind of escalation trap that results in mission creep — which is if you constantly think that with more targeting and more pressure, you could eventually be able to force the Iranians to capitulate."

A photograph released by Iranian state media and geolocated by The New York Times shows aircraft wreckage in Isfahan Province, Iran.Sepahnews, via Associated Press

Another question is whether the successful rescue operation inside Iran will encourage Mr. Trump to try riskier things, such as sending limited ground troopsonto islands in the Strait of Hormuz or mounting a special operation to seize Iran's enriched uranium in an effort to cripple its nuclear program.

"It might give the U.S. more confidence that they can do it," said Farzan Sabet, an analyst of Iran and weapons systems at the Geneva Graduate Institute in Switzerland.

While the successful Iranian strikes have raised doubts about U.S. and Israeli claims of having established "air dominance" over Iranian territory, Mr. Sabet said, U.S. forces may instead conclude they were simply too lax by allowing nonstealth aircraft to fly at low altitudes in a region where they may not have expected Iran to have air defenses.

Yet observers say Iran has now repeatedly shown itself able to strike at U.S. aircraft in ways that should give Washington pause ahead of any further escalation of the war.

Iranian forces have hit a base in Saudi Arabia, striking two U.S. KC-135 aerial refueling planes and destroying an American E-3 early warning detection system. Iran has also been successfully shooting down Israeli and U.S. drones, some military analysts say.

And in retaliation for attacks on its water, energy, and other infrastructure, it has been launching strikes on similar targets across the Gulf.

"In terms of Iran being able to conduct those offensive operations, what they've shown us is that when they — so far, more than a month into the war — when they need to hit a target, they can hit," Mr. Sabet said.
If U.S. forces were to move forward with the kind of major attacks Mr. Trump has threatened, Iran could respond, depending on what was targeted, by hitting desalination facilities that could endanger Gulf citizens' access to fresh water — or by hitting gas and oil installations, which would plunge markets further into turmoil.

Mr. Karimi, the former Iranian official, urged Arab countries in the Gulf to pressure Washington to back down from such a confrontation.

"Whether it is justified or not from their point of view," he said, "the whole region will be unsafe while Iran is unsafe."

Le Monde 05 mai 2026

Narges Mohammadi, hospitalisée en Iran, est « entre la vie et la mort », déclare son avocate

La militante avait été hospitalisée « à la suite d'une dramatique détérioration de son état de santé, marquée notamment par deux épisodes de perte totale de conscience et une crise cardiaque », selon un communiqué publié vendredi.

L'Iranienne Narges Mohammadi, lauréate du prix Nobel de la paix détenue en Iran depuis décembre 2025, se trouve *« entre la vie et la mort »* après son hospitalisation en urgence le week-end des 2 et 3 mai, selon son avocate. *« Nous n'avons jamais eu aussi peur pour la vie de Narges, elle risque à tout moment de nous quitter »*, a affirmé mardi 5 mai Chirinne Ardakani lors d'un point presse de son comité de soutien à Paris. *« On ne se bat pas que pour sa liberté, on se bat pour que son cœur continue de battre »*, a-t-elle ajouté. La militante de 54 ans a été transférée début mai de la prison de Zanjan (nord) à un hôpital de la région *« à la suite d'une dramatique détérioration de son état de santé, marquée notamment par deux épisodes de perte totale de conscience et une crise cardiaque »*, selon un communiqué de sa fondation publié vendredi.

« Quand on dit aujourd'hui qu'elle est entre la vie et le mort, c'est la première fois qu'on dit qu'il y a un risque de mort. Il y a un danger de mort aujourd'hui, il faut agir avant que ce soit trop tard », a insisté mardi le responsable du Moyen-Orient à Reporters sans frontières (RSF), Jonathan Dagher. Alors que les deux enfants de Narges Mohammadi ainsi que son mari vivent à Paris, Mme Ardakani a exhorté Emmanuel Macron à adopter une ligne plus ferme dans cette affaire. *« Nous attendons du président une position forte. Je ne pense pas que ce soit excessif »* de faire une telle demande, a déclaré l'avocate.

« Méconnaissable »

Mme Mohammadi a perdu 20 kilos en prison, a des difficultés à s'exprimer et est actuellement *« méconnaissable »* par rapport à son état avant sa dernière arrestation, selon elle. Les soutiens de la militante souhaitent qu'elle soit transférée à Téhéran pour être soignée par son équipe médicale personnelle. Narges Mohammadi, dont les plus de deux décennies de militantisme ont été récompensées par le prix Nobel de la paix en 2023, a été arrêtée le 12 décembre à Machhad après avoir critiqué les autorités religieuses iraniennes lors d'une cérémonie funéraire.

En février, elle a été condamnée à six années de prison pour atteinte à la sécurité nationale et un an et demi d'emprisonnement pour propagande contre le système islamique de l'Iran. Ces vingt-cinq dernières années, Mme Mohammadi a été à plusieurs reprises incarcérée pour son engagement contre la peine de mort et le code vestimentaire strict imposé aux Iraniennes.

May 06,2026

IRGC strikes another Kurdish opposition camp in Kurdistan Region as US-Iran deal nears

ERBIL, Kurdistan Region - Iran's Islamic Revolutionary Guard Corps (IRGC) carried out a fresh drone strike on Kurdish opposition sites in the Kurdistan Region early Wednesday, as the United States and Iran appear to be getting close to an agreement to end tensions.

The strike came just hours after another attack on the opposition Komala's Sourdash camp in Sulaimani's Dukan district, where two drones caused material damage, but no casualties were reported.

Members of the Iranian Kurdish party Komala, after a bombing in Sulaimani province.

The Kurdistan Democratic Party of Iran (KDPI) said in a statement, "Iran's terrorist IRGC» conducted drone strikes against the PDKI's Girde Chal camp, near Erbil, early Wednesday, adding that «two drones hit the perimeter of the camp, which serves as a residence for the families of PDKI members."

Iran's targeting of opposition groups in the Kurdistan Region comes as the White House signals it is close to a one-page memorandum of understanding with Iran to end the war and launch further nuclear talks, according to the American website Axios.

According to the KDPI, the attacks are part of an ongoing escalation. "These attacks form part of a sustained military campaign by the Islamic Republic," the statement said, alleging that Iranian forces have repeatedly targeted «non-combatant in character: civilian houses, clinics, and classrooms. They hold no military value."

The attacks come despite a ceasefire announced on April 8 between Iran and the United States, mediated by Pakistan. While the truce reduced large-scale hostilities, lower-level attacks have persisted, particularly in the Kurdistan Region.

Since the outbreak of conflict in late February, hundreds of drones and missiles have struck the Region, with Kurdish authorities reporting more than 800 attacks between late February and April 20. Officials say at least 20 people have been killed and over 120 injured.

Kurdish authorities have repeatedly stressed that the Kurdistan Region is not a party to the conflict, while Iranian officials maintain that Kurdish opposition groups pose a security threat, a claim that has continued to fuel cross-border strikes.

However, the KDPI accused Tehran of deliberately targeting families of opposition members, saying such actions "reflect a policy of the Islamic Republic to project terror against the families of those who oppose its rule," and described the strikes as violations of international law and Iraqi sovereignty.

Le Monde

Hélène Sallon
06 mai 2026

Dans le nord de la Syrie, les déplacés kurdes retrouvent leurs terres, à Afrin : « On en avait assez d'être ballottés d'un endroit à un autre »

Le retour des populations qui avaient été chassées du Nord syrien, en 2018, par des milices rebelles est encouragé par les autorités de Damas. Cette mesure est l'une des contreparties de l'intégration des FDS, les anciennes forces kurdes, dans les unités de sécurité du nouvel Etat.

Perchée sur une colline, au milieu des champs d'oliviers, Sharran reprend vie. Des habitants de cette localité kurde de la campagne d'Afrin, dans le nord-ouest de la Syrie, retapent leur maison. Sur son pas-de-porte, Zalikha Jabo s'enquiert auprès d'une voisine des mariages et des naissances au sein de sa famille. Après huit ans d'exil, la Kurde syrienne de 70 ans s'est réinstallée dans sa maison en février. Sans portes ni fenêtres. *« Ce doit être l'Armée syrienne libre. Ces terroristes ont tout volé. Une famille habitait chez moi il y a encore un an »*, dit la vieille dame, coiffée d'un voile blanc tombant sur sa robe noire.

A Kamechliyé (Syrie), un premier convoi d'environ 400 familles de déplacés syriens prend la route du retour vers la région d'Afrin, le 9 mars 2026. DELIL SOULEIMAN / AFP

Elle avait fui Sharran en mars 2018, lorsque les forces kurdes des Unités de protection du peuple avaient été chassées de la région d'Afrin par l'Armée syrienne libre, une coalition de rebelles syriens soutenus par la Turquie. Des 200 familles qui peuplaient la ville, seules 60 ont fait leur retour.

« Ceux qui étaient avec le parti [kurde de l'Union démocratique, PYD] *ne sont pas revenus,* se souvient un notable de la ville qui a requis l'anonymat. *La vie était difficile avec les factions armées. On a été menacés, frappés, insultés et volés. »* Des déplacés de tout le pays, fuyant le régime Al-Assad, se sont installés. *« Ils ont pris les maisons, les magasins et les champs d'oliviers de ceux qui étaient partis. Les autres étaient soumis à une taxe de protection sur les propriétés et les champs »*, poursuit-il.

« Assez d'être ballottés »

Zalikha Jabo s'était installée à Al-Tabqa, sur les bords de l'Euphrate, reprise à l'organisation Etat islamique par les Forces démocratiques syriennes (FDS, à dominante kurde). Elle a dû reprendre le chemin de l'exil lorsque le nouveau pouvoir syrien, gouverné par le président de transition, Ahmed Al-Charaa, en a délogé les FDS, le 18 janvier. Sa famille s'est décidée à rentrer à Sharran après deux semaines à Kamechliyé. *« On en avait assez d'être ballottés d'un endroit à un autre,* dit Zalikha Jabo. *On avait peur en prenant la route. Puis, la peur est partie. La plupart des familles de Sharran sont revenues. On a recouvré nos droits. »*

Les autorités de Damas ont fait la promesse de faciliter le retour des déplacés kurdes d'Afrin, dans le cadre de l'accord passé en janvier avec les FDS pour leur intégration dans l'Etat syrien. Plus de 25 000 familles d'Afrin sont rentrées, temporairement, en janvier, durant la bataille de Cheikh-Maqsoud et d'Achrafieh, les deux quartiers kurdes d'Alep.

Après la chute du Nord-Est syrien, plus d'un millier de Kurdes déplacés à Al-Tabqa, Kamechliyé ou Hassaké ont été ramenés dans des convois affrétés par les autorités syriennes, dont le dernier en avril. *« La route est ouverte. Les familles peuvent*

rentrer chez elles. Celles qui n'ont pas de maison peuvent être hébergées dans des logements sociaux », dit Imad Al-Naemé, directeur des affaires sociales à Afrin.
Les factions de l'Armée syrienne libre qui terrorisaient les Kurdes d'Afrin sont parties dans les mois qui ont suivi la chute de Bachar Al-Assad, en décembre 2024. Elles ont été intégrées aux nouvelles forces de sécurité et sont retournées, avec les déplacés, dans leurs régions, désormais libérées. *« Après la libération du Nord-Est syrien, les déplacés de ces régions sont à leur tour rentrés. Il reste encore dans des camps des déplacés dont les maisons sont détruites »*, dit Fouad Manan, vice-directeur aux affaires sociales à Afrin. Le responsable kurde estime que 10 000 familles sont encore déplacées, contre 60 000 durant la guerre.

« Les familles ont peur »

A Sharran, 80 familles en ont profité pour revenir chez elles. *« Des familles sont restées à Kamechliyé et Hassaké. Elles ont peur, car elles ont des proches dans le parti* [kurde de l'Union démocratique]*. D'autres, même parmi celles qui comptent un membre dans le parti, sont revenues et n'ont aucun problème »*, dit le notable de Sharran.

Plusieurs familles n'ont pas eu le choix. Mohamed Dodakh, un chauffeur de minibus de 68 ans et son épouse, Khadija, ont été mis dans un convoi, avec leurs quatre enfants, à la chute d'Al-Tabqa. L'homme ne voulait pourtant pas quitter la ville où il s'était installé, il y a cinquante ans, avec son père, employé au barrage de l'Euphrate.

« Le jour où Al-Tabqa est tombée, un militaire originaire de la ville, le visage couvert, a fouillé notre maison et m'a menacé avec une arme. Il a arrêté mon épouse, l'accusant d'être membre du PYD. C'est faux, raconte Mohamed Dodakh. *L'armée nous a forcés à quitter Al-Tabqa avec le convoi. Le militaire a installé sa famille dans notre maison. »* Lui s'est réfugié dans la maison de sa mère, à Sharran. D'autres familles, arrivées avec les convois, ont été relogées au camp de Kafarum, une cité en dur isolée sur une colline. Leur maison est détruite ou encore occupée par des déplacés.

Trente familles y vivent dans le plus grand dénuement, sans aide. *« On a quitté Al-Tabqa sans rien. Des civils en armes nous ont expulsés de la maison et nous ont tout volé : nos affaires, notre voiture, 7 500 dollars* [6 400 euros]*, même le livret de famille. C'était le chaos, ils en ont profité »*, raconte Najat Othman, 57 ans, arrivée avec son fils et ses six petits-enfants. Sa maison dans la campagne d'Afrin est détruite. Celle d'Hussein Abdelhamid est, elle, bien debout. *« Un commandant militaire a pris ma maison il y a huit ans et ne veut pas la quitter. Il réclame 4 000 dollars pour les réparations. C'est du vol »*, dénonce l'ouvrier de 57 ans. Il s'est présenté au tribunal et a fourni ses titres de propriété. Il attend le verdict.

Le conseil local d'Afrin a mis en place une procédure légale pour aider les déplacés kurdes à récupérer leurs maisons, leurs magasins et leurs champs. *« Si une famille refuse de quitter la maison qu'elle occupe, les agences de sécurité se rendent sur place pour régler le problème. Il arrive rarement que les gens refusent. On peut les reloger ailleurs »*, assure Fouad Manan de la direction des affaires sociales. Nashaat Abdo, le moukhtar (édile local) de Sharran, a dû gérer, dans son secteur, trois cas où les occupants ont demandé de l'argent pour évacuer une maison dans laquelle ils avaient effectué des travaux.

« Les propriétaires n'ont pas eu à payer, mais les occupants sont partis avec portes et fenêtres !, s'exclame le notable. *C'est arrivé avant que la sûreté générale ne contrôle la région. Aujourd'hui, on peut porter plainte. »* Des Kurdes et des Arabes d'Afrin, de Cheikh-Maqsoud et d'Achrafieh ont été recrutés au sein de la sûreté générale. *« Il y a quatre mois, après quarante jours de cours, environ 300 recrues ont été diplômées et envoyées dans toute la province »*, déclare Nashaat Abdo. A Sharran, la police de la circulation, recrutée du temps où la Turquie contrôlait la région, est le seul service public présent. Il n'y a encore ni poste de police ni mairie.

De rares emplois

« Les habitants veulent rejoindre ces institutions. On espère que l'Etat intégrera davantage les Kurdes », dit le notable de Sharran. Lui se targue d'avoir été employé pendant douze ans par l'ancien régime, six ans par la Turquie et, désormais, par le gouvernorat d'Alep, dont dépend Afrin. Le quadragénaire réclame aussi un centre médical, des écoles et des emplois pour les jeunes. Située à 100 kilomètres d'Alep, dans les montagnes, la ville pâtit de son isolement. Des familles ont choisi de rester à Cheikh-Maqsoud et Achrafieh, à Kamechliyé ou à l'étranger, du fait du peu d'opportunités qu'offre la vie à Sharran.

Les agriculteurs revenus sur leurs terres ont récupéré leurs oliviers. *« C'est la première année où l'on peut récolter les olives sans que quelqu'un nous en empêche ou prélève un pourcentage sur nos récoltes »*, applaudit Nashaat Abdo. Hors des champs, les emplois sont rares. Il n'y a pas d'usine à Sharran. La plupart des familles vivent de l'aide d'un proche installé à l'étranger. L'un des fils de Zalikha Jabo réhabilite son ancien magasin ; un autre est resté à Kamechliyé. *« Je ne sais pas ce qu'il va pouvoir faire à son retour. Il n'y a pas de travail »*, se désole sa mère.

A 68 ans, Mohamed Dodakh ne peut plus travailler comme chauffeur. *« On vit sur nos économies. La vie ici est plus chère qu'à Al-Tabqa, et on ne reçoit aucune aide »*, se désole-t-il. Son fils est retourné à Al-Tabqa travailler pour la compagnie de téléphonie qui l'emploie. Un ami arabe lui a offert sa protection. Le moindre incident est de nature à raviver les tensions encore palpables entre communautés arabe et kurde. *« Il n'y a pas de sécurité à Al-Tabqa. Si ça ne se passe pas bien, mon fils reviendra,* dit Mohamed Dodakh. *Les Syriens sont fatigués de quatorze années de guerre. Beaucoup ont souffert, mais les gens d'Afrin sont ceux qui ont le plus souffert. »*

Le Monde 07 mai 2026

Guerre contre l'Iran : l'urgence de la diplomatie

Pour les Etats-Unis, il est grand temps de mettre fin à un conflit dévastateur pour l'administration Trump, dont la parole a rarement été autant dévaluée. Les deux parties devront renoncer à leurs exigences maximalistes pour permettre la réouverture de négociations de fond sur le programme nucléaire de Téhéran.

Un cargo dans le port de Foujeyra, aux Emirats arabes unis, le 6 mai 2026. AMR ALFIKY/REUTERS

Plus de deux mois après le déclenchement de la guerre américano-israélienne contre l'Iran, le constat est chaque jour plus implacable. Donald Trump et Benyamin Nétanyahou se sont montrés incapables, en dépit d'une campagne de bombardements particulièrement intensifs, de parvenir aux objectifs qu'ils s'étaient fixés.

La décapitation du pouvoir iranien et la dégradation des moyens militaires de Téhéran n'ont pas produit le changement de régime escompté ni privé ce dernier de capacités de nuisance, comme les Emirats arabes unis en ont encore fait les frais le 5 mai. Cette guerre de choix a même doté ce régime, honni à bon droit par une bonne partie de sa propre population, d'une arme supplémentaire : la fermeture du détroit d'Ormuz, qui fait désormais planer la menace d'une déflagration majeure sur l'économie mondiale.

A la veille d'un déplacement important du président des Etats-Unis à Pékin, les 14 et 15 mai, Il est donc grand temps de mettre fin à un conflit dévastateur pour une administration américaine dont la communication désordonnée devient de plus en plus embarrassante. Annonce le 4 mai d'une opération militaire visant à forcer le passage du détroit abandonnée dès le lendemain, déclaration le même jour du secrétaire d'Etat, Marco Rubio, selon laquelle la guerre est *« finie »*, démentie ensuite par la menace de bombardements *« bien plus forts »* agitée par Donald Trump en cas d'absence d'avancées diplomatiques : la parole de Washington a rarement été autant dévaluée, ce qui nourrit un dangereux jusqu'au-boutisme iranien.

Sur la base du cessez-le-feu en vigueur depuis le 8 avril, un premier accord doit permettre à la fois la restauration de l'indispensable liberté de navigation dans le détroit d'Ormuz compromise par l'Iran, et la fin du blocus des ports iraniens imposé par les Etats-Unis. Une solution diplomatique passe par des concessions réciproques.

Visées militaires attestées

Un retour à la normale dans les eaux du Golfe rendra possible la réouverture de négociations de fond sur le sujet principal du contentieux iranien : le programme nucléaire de Téhéran. Ses visées militaires, qu'il nie, ont été attestées par un enrichissement de l'uranium incompatible avec des activités purement civiles, auxquelles l'Iran, signataire du traité de non-prolifération nucléaire, a droit.
La priorité doit être l'encadrement de ces activités grâce à la restauration d'un solide régime d'inspections, assuré par l'Agence internationale de l'énergie atomique. Il permettra par ailleurs de neutraliser un stock d'uranium hautement enrichi vraisemblablement enseveli lors des bombardements américains de juin 2025.

L'Iran a pu se doter de ce stock après la sortie de Washington, à l'initiative de Donald Trump, de l'accord négocié par l'administration de Barack Obama en 2015. L'actuel locataire de la Maison Blanche n'a cessé d'affirmer par la suite être capable de parvenir à un dispositif plus contraignant, mais sans jamais y parvenir. Dans ce dossier également, les deux parties en présence devront en rabattre concernant leurs exigences maximalistes. Face à l'impasse de la guerre, les bénéfices qu'elles pourraient en retirer – tourner la page de ce conflit pour Donald Trump avec, à nouveau, un programme sous surveillance, obtenir la levée de sanctions internationales pour l'Iran, dont l'économie est exsangue – devraient justifier qu'elles s'y résolvent.

RÛDAW

May 07, 2026

Iran launches fresh drone strikes on Kurdish opposition group in Kurdistan Region

Footage shows smoke rising after drone attacks on Azadi Camp in Erbil's Koya district on March 3, 2026. File photo: Screenshot / Submitted

ERBIL, Kurdistan Region - Iran's Islamic Revolutionary Guard Corps (IRGC) launched a new drone attack targeting a Kurdish opposition group in the Kurdistan Region, the dissident group said in a Thursday statement, despite reports that the United States and Iran are inching closer to an understanding that could end the regional war and pave the way for broader nuclear negotiations.

The Kurdistan Democratic Party of Iran (KDPI) reported that "at 23:10 local time on Wednesday, 6 May 2026, three drones struck the Zewi Aspi base of the KDPI" in Koya district southeast of Erbil, noting that the incident marked "the second attack on PDKI bases in the same day."

Iran had earlier in the day carried out two drone strikes on "the PDKI families' camp at Girde Chal" near Erbil, the statement added, describing the site as "a residential camp housing the spouses, children, and elderly relatives of KDPI members."

Iran's continued targeting of opposition groups in the Kurdistan Region comes as US officials reportedly said Washington is close to agreeing on a one-page memorandum of understanding with Tehran to end the war and launch broader nuclear talks, according to a Wednesday report by the American website Axios.

Iranian foreign ministry Spokesperson Esmaeil Baghaei said the same day that "the US plan and proposal are still under review by Iran," according to the state-affiliated Iranian Students› News Agency (ISNA), adding that Tehran will convey its position to the Pakistani side once the assessment is complete.

For his part, US President Donald Trump warned on Wednesday that Washington could resume bombing Iranian targets if no agreement is reached.

Despite ongoing diplomatic efforts, Iranian attacks on positions in the Kurdistan Region have continued since a Pakistan-mediated ceasefire between Iran and the US came into effect on April 8. While the truce reduced large-scale hostilities, lower-level attacks have persisted, particularly in the Kurdistan Region.

According to the KDPI statement, "Iran has attacked PDKI bases 119 times since late February," marking the outbreak of the six-week war.

Over the course of the war, hundreds of drones and missiles have struck the Region, with Kurdish authorities reporting more than 800 attacks between late February and April 20. Officials say at least 20 people have been killed and more than 120 injured.

Kurdish authorities have repeatedly stressed that the Kurdistan Region is not a party to the conflict, while Iranian officials maintain that Kurdish opposition groups pose a security threat - a claim that has continued to fuel cross-border strikes.

Nawzad Mahmou
May 08,2026

The nightmare of Ajaj: The Baath regime's infamous executioner

ERBIL, Kurdistan Region - Inside the Rusafa Court of Appeals in Baghdad on Thursday, I saw a man who no longer resembled the intimidating individual he once was - no longer the strong, broad-shouldered, feared man remembered by the survivors. He shuffled through the narrow courtroom corridor toward the waiting chamber where the trial would begin.

Image of Ajaj during a crime-scene reenactment at Nugra Salman prison. Photo: Iraqi Interior Ministry.

That day marked a historic confrontation at the Rusafa Court of Appeal: survivors of the Anfal campaign finally facing one of their executioners, Ajaj Ahmad Hardan al-Tikriti. The courtroom carried the weight of wounds that had never healed.

"I wish the judge had allowed me to reenact what Ajaj did inside the courtroom," Shamzin Ali told me. "I wanted to place my knees on his shoulders and ask him: Why did you take those girls to your room and rape them?"

The mere sight of Ajaj reopened old scars. Survivors and witnesses erupted in anger and grief as Kurdish lawyers struggled to calm the crowded courtroom before proceedings began at 10 a.m.

"He has gone mad," Soran Abdullah whispered to me. "Soon he will taste the bitterness of his crimes."

Ajaj's brief appearance stirred the room into chaos. Every witness carried a story waiting to be told.

"The game has reversed," Rizgar Shamzin said. "For eight months I hid from Ajaj in Nugra Salman prison. Today he hides from us."

The courtroom itself was small. A judge sat at the front beside investigating judges, three Kurdish lawyers, and a female defense attorney standing firmly beside Ajaj. In the center stood the defendant's cage, where Ajaj appeared in yellow jumpsuits.

The survivors had come from Khurmatu - a predominantly Kurdish town in Salahaddin province, Chamchamal and Qaradagh - two towns in Sulaimani province, Koya and Balisan - and city and area in Erbil province, and Halabja province. Each arrived carrying memories of torture, death, and disappearance. The man standing in the cage was burdened not only by their testimonies, but also by thousands of untold stories that never reached Baghdad.

The hearing opened with the testimony of Fazila Mohammed Mahmood. But after swearing before the judge, she fell silent

"Your Honor," she said softly, refusing to continue, saying: «Mr. Judge, I want to speak to the accused in complete confidentiality because I want the names in my narrative to be protected.»

The judge then summoned Rizgar Shamzin Ali.

"We suffered greatly at the hands of this man," Ali testified. "But the sexual assaults saddened me most."
The judge repeatedly interrupted him.
"Did you personally witness rape?"

"Yes," Ali replied. "I saw it myself."

He described a group of young girls who had recently arrived at Nugra Salman prison.

«Mr. Judge, several girls who seemed to have just been brought to Nugra Salman, they were sitting in a circle and they were very pretty and shy and they had their heads covered. The policemen left, then came back with Ajaj, who knelt on the shoulder of one of them and then took two of the girls with him,» Ali recounted.

Ajaj glanced back at Ali before lowering his head.

"What else did he do to you?" the judge asked.

"There was barely any drinking water," Ali said. "He gave us bitter water like poison. He

wanted us to die of thirst."

Since 2006, I have written about the suffering of Anfal survivors. Even from hundreds of kilometers away, their stories became nightmares that haunted me. Had the judge allowed me a single question, I would have asked Ajaj one thing: How were you able to commit such cruelty?

Earlier that morning, at 7:30am, elderly survivor Reza Hassan Marf, who had traveled from Jalamord village to Baghdad, spoke to me in the courthouse yard.
"Most of my peers died before they could see Ajaj again," he said. "But I lived long enough to face him."

"What did he do to you?" the judge asked.

"We had no water," Marf answered. "Soap, sink filth, and wastewater flowed from Ajaj's room. He forced us to dip our shoes into the dirty water and drink it."

"Why would they do that?" the judge asked him later.

"Because we were Kurds," he replied.

One by one, Marf said the names of his children who had been imprisoned in Nugra Salman - and the names of those who died there.

"How did you bury the dead?" the judge asked.

"We dug shallow holes in the sand," he answered. "Then stray dogs came and ate the bodies after we left."

As more witnesses testified, Ajaj appeared increasingly distressed. He glanced resentfully at his lawyer, Shahid Mohammed, whose defense papers seemed powerless against the flood of testimonies.
Outside the courtroom, Mohammed admitted the difficulty of defending his client.
"Ajaj's relatives asked me to represent him," he said quietly. "Did they believe he could escape this case?" I asked.

"No," Mohammed replied. "But Ajaj insists that his confessions were extracted under torture. He says medical reports prove it."

"What else did Ajaj tell you before the trial?" I asked.

"He said his military rank was lieutenant, not sergeant," Mohammed said. "He claims his authority was exaggerated and his reputation destroyed."

Mohammed tried to sound optimistic. He argued that some testimonies might be invalid because witnesses pronounced Ajaj's name differently. My colleague Ali Jafi explained that in some Kurdish dialects, the letter "A" is pronounced like "H."

Still, during the first session, Mohammed spoke only once - and it changed nothing.

I watched Ajaj closely: a man awaited by hundreds of dead souls buried beneath the desert sands.

His white beard and aging face no longer resembled the terrifying executioner survivors remembered. Wrinkles hollowed his features, making him appear far older than his years. This was the broken man Amin Samin had longed to confront.

I met Samin in late summer 2010, suffering from the unbearable pain of losing his entire family. Samin spent years wishing to see Ajaj again. Death reached him first.

Survivors accused Ajaj of feeding alcohol to children for amusement, and killing infants, hanging elderly men to death, and raping women and girls. But now, the once-feared commander sat trembling before the survivors.
"Look at me, Ajaj!" Ata Ibrahim Abdulqadir shouted in court, recalling the final moment he saw his sister Sahira alive.
"Look at him," the judge ordered Ajaj.
"I lost seven members of my family," Abdulqadir cried. "My sister Sahira died there. Dogs devoured the bodies."

Ajaj lowered his eyes again.

Nugra Salman prison stood near the mass graves of the Samawa desert - the final destination for countless Anfal victims.

"There were pits prepared for us," Soran Abdullah Haji told me before the hearing began.

"I was only 13 years old," he testified later. "One night, while sleeping in the hall, I moved slightly and realized Ajaj was standing beside me. He struck me across the head with his rifle butt. My skull split open."

Haji survived seven months and eight days in Nugra Salman

"Let him look at me, Your Honor," he pleaded. "He gave us dirty water and rotten food. I remember more than 10 people who died there and were buried in the desert."

Later, after a closed-door session between the judge, Fazila, and Ajaj - excluding even the lawyers - I asked Fazila why she requested privacy.

"There were brutal sexual abuses committed by Ajaj," she explained quietly. "I needed to protect the identities of the victims."

Fazila carried herself differently from many other survivors. Her courage reminded me of genocide survivors I had interviewed from Bosnia and Poland - people who spoke through pain with extraordinary clarity and dignity.

Among the witnesses was Ali Arif, a Halabja survivor whose family returned from Iran after Saddam Hussein's promised amnesty, only to be arrested and sent to Nugra Salman

"Hunger and eye disease killed many people," Arif testified. "Ajaj killed my uncle, Allah Karam, with a single cable strike."

The judge paused.

"Did you say his name was Allah Karam?"

"Yes," Arif answered.

The debate on the judge's understanding continued. He wondered how someone could be named after God.

Outside court, Arif told me another story too painful to repeat publicly, saying if you knew what Ajaj had done to a mother and son, you wouldn't bear it.

For every witness, one thing mattered most: making Ajaj look at them. His frail, exhausted face offered a form of justice to bodies and minds scarred for decades.

"My mother was breastfeeding my younger brother when Ajaj came," Nishtiman Ali Khurshid, another witness testified. "He pushed a cable into the baby's mouth, tearing him apart. Then he struck my mother's chest with the same cable."

She said over the years, her breast pain became cancer and now she has cancer treatment," said .

Salma Mohammed Robitan, 64, described being whipped while nursing her infant son.

"Did your son die then?" the judge asked.

"No," she replied. "He died the next day."

Again and again, the judge asked witnesses about torture, rape, and the burial of bodies.

Twenty-six survivors testified that day. Their stories filled the courtroom with horror, grief, and memories of death. Many demanded the same fate handed to Ali Hassan al-Majid and Saddam Hussein. But the judge postponed the final verdict until the following week.
Such hearings offer survivors an opportunity to speak their pain aloud before the law. Yet more important than punishment itself is ensuring that no political system ever allows another Ajaj to emerge.

As survivors left the Rusafa Court of Appeal, many whispered the punishments they believed Ajaj deserved. Some wanted him burned alive. Others wanted him returned to Nugra Salman to die there. But lawyer Ayad Kakeyi offered a quieter response.

«It's okay not to be executed. Let him spend his whole life thinking about death in his solitary confinement.».

Le Monde

Ghazal Golshiri
09 mai 2026

En Iran, les vies brisées de Manije, Mohammad-Reza et Soroush, morts dans les bombardements

Avant que les bombardements israélo-américains ne débutent, ils vivaient leur vie de retraités ou d'artiste, à différents endroits de Téhéran. Jusqu'à ce qu'ils rencontrent la mort, chez eux. Rongés par l'incertitude, leurs proches à l'étranger et dans le pays racontent leurs derniers échanges avant que le destin ne bascule.

Armin Zoghi n'a pas pu fermer les yeux ce vendredi 27 mars. De Lille, où il vit, ce Franco-Iranien de 47 ans avait vu, avant de se coucher, une photo circulant sur des chaînes Telegram couvrant l'actualité iranienne : d'intenses bombardements frappaient Evin, le quartier de ses parents à Téhéran.

Le même jour, ces derniers étaient retournés dans la capitale après s'être réfugiés, depuis le début de la guerre, à Taleghan, dans une province proche de Téhéran, plus à l'abri des bombardements israélo-américains, commencés le 28 février. *« Nous sommes revenus pour prendre les médicaments de ma sœur. Ne t'inquiète pas, s'il te plaît »*, lui avait dit sa mère, Manije Khalili, au téléphone, quelques heures plus tôt.

Depuis le début du conflit, le 28 février, les autorités iraniennes avaient coupé Internet dans tout le pays. Les appels téléphoniques ne fonctionnaient que de l'intérieur vers l'extérieur. L'artiste et l'enseignant Armin Zoghi ne pouvait donc plus joindre ses proches pour savoir si leur immeuble avait été touché.

Profond malaise

Le lendemain, samedi, il tombe sur une vidéo filmée devant un immeuble ressemblant au leur, à Téhéran. Des pompiers s'y activent au milieu des décombres. De la France, Armin Zoghi mobilise alors ses amis installés en Australie, aux Etats-Unis et au Canada. Finalement, la sœur de l'un d'eux, vivant en Turquie, possède l'application iranienne Bale, une sorte de WhatsApp local iranien, l'un des rares moyens encore utilisables pour communiquer avec l'Iran. Elle demande à un proche sur place d'appeler les parents d'Armin Zoghi. Aucune réponse. L'homme décide alors de se rendre directement à leur immeuble. *« Les vitres sont brisées. Mais tout le monde va bien »*, écrit-il sur Bale.

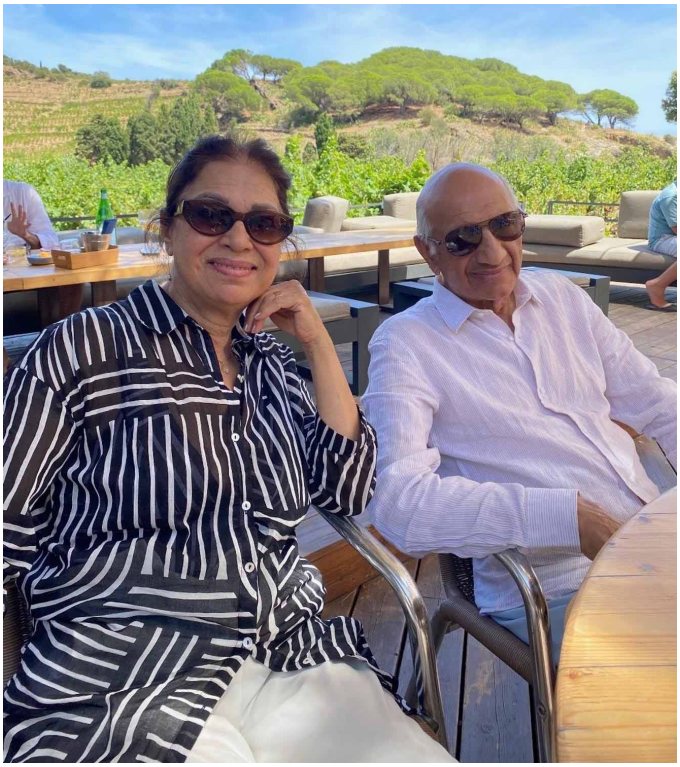
Lorsque ce message parvient à Armin Zoghi, il ressent un profond malaise. *« C'était le début de la mort. J'ai tout de suite senti que quelque chose n'allait pas. »* Le soir même, sa sœur Aida parvient enfin à l'appeler. *« Manije est partie. Papa est à l'hôpital »*, lui dit-elle avant que la connexion ne soit brutalement coupée.

Leur immeuble, situé dans le nord de Téhéran, a été bombardé. La cible visée serait un atelier voisin de fabrication de batteries, *« de je ne sais quoi »*, raconte Armin Zoghi. Sa mère, âgée de 72 ans, a été tuée sur le coup. Son père, lui, a chuté du balcon. Contre toute attente, il n'a souffert d'aucune fracture, mais d'une grave blessure au niveau des cervicales.
Dans les jours qui suivent, un vaste réseau de solidarité s'organise entre l'Iran et la diaspora. Un ami d'Armin Zoghi, qui avait trouvé refuge dans le nord du pays, retourne à Téhéran pour aider Aida à organiser les funérailles de leur mère. Un autre, chirurgien installé aux Etats-Unis, examine à distance le dossier médical du père d'Armin afin de donner un second avis sur une éventuelle opération. Une amie, elle, tente par tous les moyens de réactiver la carte SIM iranienne d'Armin en France pour lui permettre de communiquer avec ses proches.

Finalement, Manije ne sera pas enterrée à Taleghan, dans cette région montagneuse aux paysages spectaculaires dont la famille est originaire et où elle souhaitait reposer. Les autorités impo-

sent son enterrement au grand cimetière de Téhéran, Behesht-e Zahra, dans la section réservée aux *« martyrs »*. Malgré leur deuil, la famille doit batailler pour obtenir qu'elle soit enterrée légèrement à l'écart de cette division. *« Nous n'avons personne à Behesht-e Zahra. Ma mère voulait être enterrée à Taleghan, auprès de sa famille »*, regrette Armin. Pour lui, parler de sa mère au passé n'est pas encore possible, elle qui était enseignante à la retraite, sportive et profondément attachée à la vie. *« Manije était un arc-en-ciel*, raconte Armin. *Elle ne cessait de planter des fleurs. Elle a tout fait pour que ma sœur et moi puissions poursuivre ce qu'on aimait – la peinture, le tennis, les cours de français – dès l'enfance, même si elle ne connaissait pas forcément les codes et n'en avait pas toujours les moyens financiers. Elle était beaucoup trop vivante pour ne plus exister. »*

Les bombardements israélo-américains en Iran ont fait au moins 1 701 victimes civiles, dont au moins 254 enfants, selon l'ONG Human Rights Activists News Agency (HRANA). A ces victimes s'ajoutent 1 221 membres des forces militaires iraniennes tués, ainsi qu'environ 700 personnes dont le statut, civil ou militaire, n'a pas pu être établi.
Jusqu'au bout, Mohammad-Reza Javdan, 78 ans, n'a pas voulu quitter Téhéran. Chaque fois que son frère Hamid, installé à Paris, lui demandait d'aller se mettre à l'abri chez des proches dans les provinces voisines, il l'envoyait balader. « Hamid jân ["cher Hamid", en persan], *s'il y a un missile qui entre dans la pièce, j'ouvrirai la fenêtre pour qu'il ressorte. Vraiment, ne t'inquiète pas. Notre pays a déjà été ravagé. Nous avons tous sombré dans la misère. Ça va aller »*, lui disait-il.


Manije Khalili Kangarani Farahani et son époux, à Argelès-sur-Mer (Pyrénées-Orientales), en juillet 2025. ARCHIVES FAMILIALES

Mohammad-Reza, qui vivait au rez-de-chaussée d'un immeuble de quatre étages, a été tué lors d'un bombardement qui a frappé son bâtiment le 16 mars. Les restes de cet homme courageux, enjoué et plein de vie, n'ont été identifiés que plus de sept semaines plus tard.

« J'aime cette vie qui est un défi »

La nouvelle est parvenue à Hamid par Rahmat, un proche de la famille qui s'occupait de *« Mamad »*, le surnom de Mohammad-Reza : il lui donnait des bains, lui faisait des injections de vitamines, lui avait retiré ses points de suture après qu'il a été blessé à la hanche lors d'une manifestation contre la République islamique en janvier. Depuis l'attaque, Rahmat a tout fait pour retrouver son corps.

L'avant-dernière fois que les deux frères se sont parlé sur Internet, c'était après le massacre de janvier où des milliers, voire des dizaines de milliers, de manifestants ont été tués. Malgré son âge avancé, Mohammad-Reza était descendu dans la rue avec son déambulateur. *« Je voulais accompagner ces jeunes gens qui manifestaient »*, avait-il dit à son frère.

Sur l'une des photos qu'il avait envoyées à son frère, une bosse apparaissait sur son front. *« J'ai été frappé à la tête avec une matraque. Heureusement qu'ils ne m'ont pas touché la hanche »*, avait-il raconté à Hamid.

Ingénieur textile de formation, Mohammad-Reza avait vécu en Iran, au Royaume-Uni, au Canada, en France et en Suède. Après la mort de sa mère, en Suède, il était rentré en Iran en 2023 pour occuper la maison familiale dans le vieux quartier de Bahar, au centre de Téhéran. *« Je sais que la République islamique, c'est une merde. Mais j'aime ce pays. J'aime cette vie qui est un défi »*, disait-il.

Il survivait avec le peu d'argent que sa mère lui avait laissé. Lui qui ne voyait pas, depuis le début, l'intervention étrangère en Iran d'un bon œil répétait à son frère : « Hamid jân*, tu penses vraiment que les Etats-Unis et Israël vont nous laisser construire un Etat démocratique après la chute de la République islamique ? »*

Il n'y croyait guère. Et au fil des jours, alors que la République islamique ne tombait pas et devenait au contraire de plus en plus confiante et radicale, il disait à son frère : *« Tu vois ce qui se passe ? Non seulement ils ne sont pas tombés, mais ils sont en train de devenir encore plus forts. »*

« Œuvre prophétique »

Rahmat, lui, a continué d'envoyer à Hamid Javdan des vidéos des pelleteuses en train de déblayer les gravats. Les restes de Mohammad-Reza, pulvérisés, ont été identifiés le 6 mai grâce à la comparaison des radiographies de son bassin avec les prothèses retrouvées parmi ses ossements. Il a été enterré deux jours plus tard. *« La boucle est enfin bouclée »*, dit son frère.

La dernière œuvre de l'artiste iranien Soroush Khazaie, tué à 29 ans dans le bombardement de la maison familiale au nord de Téhéran le 2 mars, s'intitulait *Il n'y a pas de fidélité*. L'installation avait quelque chose de vertigineux. Soroush Khazaie y avait créé un environnement visuel composé d'une série d'escaliers menant à des impasses : on montait avec l'impression d'approcher quelque chose, puis le chemin s'interrompait brutalement. Il fallait redescendre, emprunter un autre escalier, recommencer.
« Cette œuvre avait quelque chose de prophétique », explique, de Téhéran, Saman, l'un des amis et collègues

de Soroush, préférant utiliser un pseudonyme par peur de représailles.

La maison familiale de l'artiste se trouvait non loin du ministère du renseignement iranien. Dès les premiers jours de la guerre, Soroush, son frère cadet et leurs parents savaient que leur quartier pouvait devenir une cible. La famille s'était réfugiée chez des proches, ailleurs dans la capitale.

Mais ce 2 mars, ils étaient revenus chez eux pour récupérer quelques affaires. Au moment du bombardement, toute la famille se trouvait dans la maison. Soroush Khazaie a été le seul à être tué.

Formé au génie civil avant de se tourner vers les nouveaux médias, il travaillait les performances audiovisuelles et les récits visuels. Dans la petite communauté des artistes utilisant TouchDesigner – un logiciel de création visuelle en temps réel permettant de synchroniser images, son et lumière – et les technologies immersives en Iran, il était devenu un nom connu dans ce milieu. *« Parce qu'il portait une énergie qui rassemblait »*, explique, de Téhéran, Sahar, elle aussi sous pseudonyme.

Après le mouvement Femme, vie, liberté en 2022, Soroush, amoureux d'Erik Satie et de Radiohead, a commencé, avec ses amis, à organiser des événements mêlant image, théâtre et musique. Fin septembre 2025, le dernier, *Expérience audiovisuelle, volume 4* – une performance vocale dans un vieux hangar, mêlant lumières, vidéos projetées sur les murs et musique – a réuni des milliers de personnes avant d'être dénoncé par des médias ultraconservateurs iraniens, puis interdit par les autorités pour les séances suivantes.

Même après les ennuis avec les autorités et après le massacre de janvier, Soroush gardait espoir. *« Il nous disait : "Nous devons travailler et avancer. Ne jamais arrêter d'apprendre. Ne jamais reculer" »*, se rappelle Sahar. Pour honorer sa mémoire, au quarantième jour de sa mort, ses amis musiciens se sont réunis sur sa tombe et ont joué plusieurs morceaux. *« Nous nous sommes éclatés, comme il l'aurait voulu. C'était une cérémonie pleine d'énergie, vivante. Nous avons dansé. Comme il l'aurait voulu »*, raconte Saman.

Aujourd'hui encore, ses amis artistes et musiciens préparent une performance artistique en son nom, dans un hangar qu'il n'aura jamais vu terminé. *« Cette performance, c'est ce dont nous avons tous rêvé*, glisse Saman. *Maintenant, c'est surtout pour Soroush que nous allons la réaliser. »*

---

10 may, 2026

Iran launches missile attack on Kurdish opposition position near Erbil

ERBIL, Kurdistan Region - Iran on Sunday launched an attack involving several missiles targeting a position of the Komala Toilers of Kurdistan in the northeastern part of Erbil province, an official from the Kurdish dissident group told Rudaw, adding that no casualties were recorded.

"As part of the Islamic Republic's ongoing attacks against Komala, at 12:45 pm [local time on Sunday], three missiles were fired at the Komala headquarters in Alana Valley near the town of Khalifan," Amjad Hussein Pana said.
Since the start of the Iran war in late February, he added, Tehran "has targeted Komala positions and headquarters with more than 76 missiles and drones."

Earlier on Thursday, the largest Iranian Kurdish opposition group, the Democratic Party of Iranian Kurdistan (KDPI), said its bases in the Kurdistan Region have endured around 120 drone and missile attacks since the start of the Iran war, despite not being a party to the conflict.

The US and Israel launched a large-scale aerial campaign against Iran in late February, during which more than 17,000 sites were reportedly targeted over six weeks of hostilities.

In response, Iran carried out thousands of drone and missile strikes across the Middle East, targeting alleged US assets - particularly in Gulf Arab states - as well as launching retaliatory attacks against Israel.

The Iranian response also involved Iraqi armed groups aligned with the Tehran-led 'Axis of Resistance,' with several factions claiming responsibility for attacks on purported US targets in the region, including in Iraq and the Kurdistan Region.

The US and Iran later agreed to a Pakistan-mediated ceasefire on April 8, halting fighting to allow space for talks. While the first round of discussions concluded without a final agreement on April 11, a second round has yet to take place, as the war has yet to fully conclude.

Despite the truce, the Kurdistan Regional Government's (KRG) Department of Media and Information reported on Saturday that since the outbreak of the war through April 20, the Region endured over 809 attacks. That number has since risen.

Kurdish leaders have repeatedly censured Tehran over the attacks, which continue despite the ceasefire and despite the Kurdistan Region not being a party to the conflict, nor allowing its territory to be used as a launchpad for attacks against Iran.
For its part, Tehran claims that Iranian Kurdish opposition groups pose a threat to its national security - a concern that intensified following the 2022 and early 2026 nationwide anti-establishment protests, which Iranian authorities allege were fueled in part by Kurdish opposition groups.
immediate cause of many of the layoffs is a shortage of raw materials. Major petro

The New York Times May 10, 2026

Mass Layoffs in Iran as Businesses Buckle Under Wartime Pressures

Iran was already struggling economically before 2026 brought widespread instability. A government-imposed internet shutdown has crippled an entire sector.

In mid-March, Babak, a 49-year-old Iranian product designer at a tech company in Tehran, was called into his boss's office and told that his position was being eliminated.

Iran's government had shut down the internet two weeks earlier, at the outset of U.S.-Israeli war on the country, throwing the country's tech industry into chaos and making Babak's job impossible.

"Throughout my career, I have worked hard, continuously learned, and tried to grow," said Babak, who sent voice messages to The New York Times, and asked to be identified only by his first name to avoid government reprisal. "Yet at this stage of my life, I find myself in an uncertain and ambiguous position," he said.

Babak's experience has become increasingly common throughout Iran as companies have instituted round after round of layoffs in recent weeks, according to interviews with businesses and employees and Iranian news reports.

A man pulling a cart filled with boxes at an intersection near a wholesale market in Tehran on Saturday.

Crowds inside the sprawling Grand Bazaar in Tehran on Saturday. Imports of goods have been affected by the war.

For the Trump administration, Iran's severe economic struggles are part of a strategy to pressure the country into submission. "I hope it fails," President Trump told reporters this month, of Iran's economy. "You know why? Because I want to win."

Iranian officials insist that pressure will not work and that the country will not surrender.

Many of those companies are buckling under wartime pressures. During the war, the U.S. and Israel hit Iranian industrial sites that produce key raw materials, as well as key infrastructure. And a U.S.-imposed blockade on Iran's ports, in place since a cease-fire last month, has cut off much of its oil exports and disrupted imports of other goods.

An Iranian government official, Gholamhossein Mohammadi, estimated that the war has caused the loss of one million jobs, "and the direct and indirect unemployment of two million people," in comments reported by the news outlet Tasnim.

On April 25, an Iranian job search platform reported a record 318,000 resumes submitted in a single day, a figure that was 50 percent higher than the previous record, according to the news site Asr Iran.

Even before the war, Iran's economy had been struggling from years of sanctions, entrenched corruption and mismanagement, while a spiraling currency has eroded Iranians' purchasing power.

People at a wholesale shop in Tehran on Saturday.

"A strange and overwhelming vortex of economic

problems has emerged, and it continues to grow more complex," Amir Hossein Khaleghi, an economist in Isfahan, said in an interview. Before the war, Iran was "already in a very poor economic situation, facing a set of mega-crises," he said.

The private sector's latest struggles portend a deepening crisis for Iran's government. Its proposed budget for the year, put forward before the war, already represented a sharp reduction in public spending when factored for inflation, and depended more on taxation than in the past. Now, tax revenues from the private sector are likely to drop significantly.

Economic discontent has ignited repeated protests in Iran over the past decade, including nationwide demonstrations that began in December as the currency collapsed. Although those protests were suppressed through a deadly crackdown that killed thousands, the anger fueling them has remained unresolved.

In a statement to mark a national day in Iran that honors workers and teachers, the supreme leader, Ayatollah Mojtaba Khamenei, urged companies to avoid layoffs "to the extent possible." Many of those companies are facing deep crises that are a direct result of actions by Mr. Khamenei's government.

For instance, Iran's digital sector, once a symbol of the country's potential, has been brought to its knees by a severe, government-imposed internet shutdown.

The head of an Iranian tech industry lobbying group estimated the internet shutdown is costing Iran up to $80 million a day in direct and indirect losses.

Digikala, known as the Amazon of Iran and the country's leading tech company, has cut 200 employees, about three percent of its work force, with recent instability among the causes, said the company's chief executive, Masoud Tabatabaei.

Digikala is known as the Amazon of Iran. Its store in Tehran was open on Sunday.

And last month, the founder of Kamva, an Iranian e-commerce company, announced the firm would be closing entirely.

"After two wars and months of internet shutdown, we could no longer bypass the crisis," the founder, Hadi Farnoud, said in a statement on his X account. "This time, it was impossible to continue."

In the industrial sector, the immediate cause of many of the layoffs is a shortage of raw materials. Major petrochemical and steel plants were targeted during the U.S.-Israeli strikes on the country, cutting off supplies to related industries. And imports have also been disrupted by the U.S. blockade of Iran's ports.

A textile factory in western Iran has laid off 700 of its 800 workers, according to the Iranian Labor News Agency, a semiofficial outlet, which also reported another factory in the country's north shedding 500.

Even manufacturers that have not announced formal layoffs are effectively frozen, staying open in name only but producing little output, labor leaders say.

"In practice, some of these units do not have real production and only work semi-actively or intermittently to maintain their existence," said Bahram Zonoubi Tabar, head of a local labor council in Iran's Fars province, in an interview with the news agency.

Mehdi Bostanchi, head of the country's Coordination Council of Industries, a body that liaises between companies and the government, said Iran's industrial sector was going through a contraction that would affect as many as 3.5 million workers.

A man looking at his cellphone inside a rug store at the Grand Bazaar in Tehran on Saturday.

"In this situation, unlike classic periods of recession, the decline in employment is less visible in official statistics and instead manifests through non-renewal of contracts, reduced working hours, and forced leave," Mr. Bostanchi said in a written response to questions from The New York Times.

At times, the government's efforts to address the economic crisis have added to the pressure on businesses. In March, the government announced a 60 percent increase in Iran's minimum wage, which was meant to keep wages in line with the country's galloping inflation rate. Instead, it "created a shock to the economy," said Nima Namdari, chief executive of Karnameh, an online car sales company.

"As a result, the wave of layoffs intensified," Mr. Namdari said.

Babak, the product designer, has been laid off twice in the span of a year. His first layoff occurred just 10 days before Israel struck Iran in June 2025, and it took him months to find a new role, which was for less pay. It was hard to make ends meet, he said, but he and his wife managed. Then came the U.S.-Israeli war, the internet shutdown and his recent layoff.

He and his wife have sold their cars and jewelry to stay afloat in recent weeks. With nothing left to sell, he said, they are now relying on help from their families.

Babak said he still hasn't been able to find another job. "It pains me to see how this situation has affected my wife's spirit," he added. "There are moments when we both struggle, but we are doing our best to hold on to hope."

Bahar MAKOOI
11 mai 2026

L'absence de Mojtaba Khamenei nourrit les spéculations sur la réalité du pouvoir en Iran

Face à la surreprésentation des Gardiens de la révolution à tous les échelons du pouvoir, l'absence de Mojtaba Khamenei nourrit les spéculations sur le pouvoir réel en Iran. Plus de deux mois après l'attaque du 28 février qui a coûté la vie à son père, Ali Khamenei, et à plusieurs hauts responsables militaires, le nouveau Guide suprême n'a toujours pas réapparu publiquement.

Sur les affiches officielles exhibées par ses supporters, Mojtaba Khamenei apparaît le visage intact, souriant, vêtu du turban noir réservé aux descendants du prophète Mahomet. Mais le numéro un du régime iranien n'a toujours pas fait la moindre apparition publique depuis qu'il a été grièvement blessé lors d'une frappe israélo-américaine qui a coûté la vie à son père et à plusieurs hauts responsables militaires du pays le 28 février. Une absence qui alimente les spéculations sur son état de santé et son rôle au sein de la direction du pays.

Le fils d'Ali Khamenei avait été désigné comme le nouveau guide suprême de l'Iran, en remplacement de son père, quelques jours plus tard.

Le clerc de 56 ans, qui, outre son père, a aussi perdu sa femme, son fils et plusieurs membres de sa famille dans l'attaque du 28 février, continue de recevoir des soins médicaux pour une partie de son corps, notamment le visage, le bras, le torse et la jambe, ont indiqué à CNN le 9 mai plusieurs sources proches du renseignement américain.

Une source au sein du régime, interrogée par Le Point, affirme que Mojtaba Khamenei se trouvait bien dans la résidence de son père au moment de la frappe, mais pas dans le bunker directement visé, ce qui lui aurait permis de survivre.

Visage et lèvres brûlés

Souhaitant couper court aux rumeurs, Mazaher Hosseini, chef du protocole au bureau du guide suprême iranien, a tenté de reprendre la main, vendredi 8 mai, en déclarant que Khamenei se remettait de ses blessures et qu'il était «désormais en pleine santé». Selon lui, le dirigeant n'aurait souffert que de blessures limitées au pied, au bas du dos, et «un petit éclat d'obus derrière l'oreille».

«Dieu merci, il est en bonne santé», a déclaré Mazaher Hosseini, ajoutant que «l'ennemi répand toutes sortes de rumeurs et de fausses accusations. Ils veulent le voir et le trouver, mais il faut être patient et ne pas précipiter les choses. Il vous parlera en temps voulu.»

Le New York Times révélait fin avril, après avoir interrogé quatre responsables iraniens sous couvert d'anonymat, que le nouveau guide suprême avait subi plusieurs interventions chirurgicales. «Il a subi trois opérations à une jambe et attend une prothèse. Il a également été opéré à une main et retrouve progressivement son usage. Son visage et ses lèvres ont été gravement brûlés, ce qui rend la parole difficile», écrivait le quotidien américain. Les mêmes sources précisaient toutefois qu'il demeurait «mentalement alerte et actif».

D'autres évaluations se sont montrées plus alarmistes. Le Times affirmait dès le 6 avril, en s'appuyant sur une note diplomatique basée sur des renseignements américains et israéliens, que Mojtaba Khamenei se trouvait «dans un état critique et incapable de participer aux opérations de prise de décision du régime». Selon le journal britannique, il serait soigné dans un lieu sécurisé à Qom, ville sainte du centre de l'Iran.

Qui dirige vraiment le pays ?

En attendant son hypothétique réapparition, selon plusieurs responsables iraniens cités anonymement par le New York Times, le Guide suprême aurait temporairement délégué une partie des décisions stratégiques aux Gardiens de la révolution.

Isolé pour se protéger d'éventuelles attaques, Mojtaba Khamenei n'utilise aucun moyen électronique pour communiquer. Il interagit uniquement avec ceux qui peuvent lui rendre visite en personne ou en envoyant des messages par coursier.
À voir aussiIran : la fortune cachée de Mojtaba Khamenei

«Les messages qui lui sont destinés sont manuscrits, scellés dans des enveloppes et transmis par une chaîne humaine d'un messager de confiance à l'autre, qui empruntent les autoroutes et les routes de campagne, en voiture et à moto, jusqu'à atteindre sa cachette. Ses conseils sur les sujets importants lui parviennent de la même manière», indiquait le New York Times fin avril.

Les services de renseignement américains estiment qu'il continue de participer à certaines discussions stratégiques, notamment autour d'une éventuelle sortie diplomatique au conflit. Mais plusieurs sources indiquent qu'il reste difficilement accessible et éloigné du processus quotidien de décision.

Luttes d'influence

Depuis plusieurs jours, les médias d'État iraniens multiplient toutefois les annonces de rencontres entre Mojtaba Khamenei et des responsables politiques ou militaires. Pour l'Institute for the Study of War (ISW), ce regain de visibilité visait à «présenter Mojtaba comme un acteur clé du régime, alors que des rumeurs font état de sa marginalisation».

Le président iranien, Massoud Pezeshkian, a ainsi affirmé en début de semaine avoir vu le Guide suprême pendant deux heures, ce qui constitue la première rencontre en personne connue entre un haut responsable iranien et le nouveau guide suprême

du pays. Il s'agit probablement «d'afficher l'unité du régime malgré les divisions qui y règnent», analyse l'ISW.

Le 10 mai, les médias iraniens ont également rapporté une rencontre entre le commandant du Quartier général central de Khatam ol Anbia, Ali Abdollahi Aliabadi, chargé des opérations militaires conjointes, et Mojtaba Khamenei pour le tenir informé de l'état et de la préparation des forces armées iraniennes. Selon ces médias, le guide aurait donné ses «directives» pour les futures opérations iraniennes.

D'après l'ISW, ces rencontres avec le Guide suprême font l'objet de luttes d'influence au sommet du régime iranien. Le think tank estime dans un rapport que le président Massoud Pezeshkian cherchait notamment, lors de son entrevue avec le guide suprême, à obtenir l'arrêt des attaques des Gardiens de la révolution contre les Émirats arabes unis. Mais l'absence totale de détails sur le contenu des discussions laisse penser, selon l'ISW, qu'il n'est pas parvenu à infléchir la ligne du régime.

Le président iranien aurait d'ailleurs tenté à plusieurs reprises de rencontrer Mojtaba Khamenei, sans succès dans un premier temps. Des médias anti-régime avaient déjà affirmé début avril qu'un «conseil militaire» dirigé par le général Ahmad Vahidi, commandant des Gardiens de la révolution, empêchait tout accès direct au guide suprême.

L'ISW considère que le général Vahidi est devenu le principal décideur du régime iranien. D'après le think tank américain, Vahidi et son entourage auraient progressivement pris le contrôle de la position iranienne dans le conflit, y compris lors des discussions menées en face à face avec les émissaires américains et J. D. Vance à Islamabad le 11 avril. Une prérogative traditionnellement réservée aux responsables politiques.

À lire aussiMohammad Bagher Zolghadr, un vétéran des Gardiens aux commandes après la mort de Larijani

Ahmad Vahidi aurait tenté d'imposer le puissant chef du Conseil suprême de sécurité nationale, Mohammad Bagher Zolghadr, un vétéran des Gardiens de la révolution, à l'équipe de négociation iranienne. Et ce, malgré les protestations des chefs de délégation, du président du Parlement Mohammad Bagher Ghalibaf et du chef de la diplomatie iranienne Abbas Araghchi, qui estimaient tous que Mohammad Bagher Zolghadr manquait d'expérience en matière de négociations diplomatiques.

Le général Vahidi souhaitait que «Zolghadr surveille les négociations et informe les dirigeants de Téhéran si la délégation s'écartait de ses directives ou de celles du guide suprême», indique l'Institute for the Study of War. Le rappel en urgence de la délégation iranienne ferait suite, selon l'ISW, à une colère de Zolghadr contre les positions d›Araghchi, jugées trop indulgentes.

Des luttes d'influence au sommet de la République islamique qui compliquent toute perspective de négociation pour les États-Unis. «Leur système est encore très fragmenté et dysfonctionnel, ce qui peut constituer un obstacle», estimait encore vendredi le secrétaire d'État américain Marco Rubio, avant la réponse de l'Iran à la dernière proposition de l'administration Trump pour mettre fin à la guerre. Une contre-proposition jugée «totalement inacceptable» par le président américain.

LE FIGARO

11 mai 2026

Iran : un homme exécuté reconnu coupable d'espionnage au profit de la CIA et du Mossad

Selon l'organisation de défense des droits humains il s'agirait de Erfan Shakourzadeh, un diplômé en ingénierie aérospatiale âgé de 29 ans, arrêté en 2025.

L'Iran a exécuté un homme soupçonné d'espionnage pour les services secrets israéliens et américains, a annoncé lundi la justice iranienne, dernière d'une série d'exécutions depuis le début de la guerre déclenchée par Israël et les États-Unis. Erfan Shakourzadeh *«a été pendu pour collaboration avec les services de renseignements des États-Unis et le Mossad»*, services extérieurs israéliens, a écrit Mizan, l'organe de presse du pouvoir judiciaire.
Il travaillait au sein de *«l'une des organisations scientifiques du pays actives dans le domaine spatial»*, selon Mizan, qui l'accuse d'avoir *«sciemment»* transmis des informations classifiées à la CIA et au Mossad. La République islamique fait de longue date l'objet d'accusations de la part des Occidentaux, qui la soupçonnent d'utiliser son programme spatial pour développer ses capacités en matière de missiles balistiques.

1639 personnes exécutées par les autorités iraniennes

Les arrestations et exécutions, en particulier liées à des dossiers d'espionnage, se multiplient en Iran depuis l'attaque américano-israélienne du 28 février qui a déclenché une guerre régionale. La semaine dernière, trois hommes ont été pendus pour leur implication présumée dans les manifestations qui ont secoué le pays en décembre et janvier. Selon des organisations de défense des droits humains, dont Amnesty International, l'Iran est le pays qui recourt le plus à la peine capitale après la Chine. Les autorités ont exécuté au moins 1.639 personnes en 2025, un record depuis 1989, ont récemment indiqué les ONG Iran Human Rights (IHR) et Ensemble contre la peine de mort (ECPM).

l'Opinion

Anat Peled et Jared Malsin
11 mai 2026

Israël a installé et défendu une base militaire secrète en Irak pour cibler l'Iran

TEL-AVIV — Israël a installé un avant-poste militaire clandestin dans le désert irakien pour appuyer sa campagne aérienne contre l'Iran et a lancé des frappes contre les troupes irakiennes qui étaient sur le point de le découvrir au début de la guerre, rapportent des personnes proches du dossier, dont des officiers américains.

Israël a construit cette base, qui a servi de lieu de stationnement aux forces spéciales et de centre logistique pour l'armée de l'air israélienne, juste avant le début de la guerre, avec l'accord des Etats-Unis, indiquent ces sources.

Des équipes de recherche et de sauvetage y étaient positionnées au cas où des pilotes israéliens seraient touchés. Aucun ne l'a été. Lorsqu'un avion de chasse américain F-15 a été abattu près d'Ispahan, en Iran, les Israéliens ont proposé leur aide, mais les forces américaines ont elles-mêmes réalisé le sauvetage des deux pilotes, précise l'une de ces sources. Israël a toutefois mené des frappes aériennes pour sécuriser l'opération.

La base israélienne a failli être découverte début mars. Les médias officiels irakiens ont rapporté qu'un berger avait signalé une activité militaire inhabituelle dans la région, notamment des vols d'hélicoptères, et que l'armée irakienne avait envoyé des troupes pour enquêter. Israël les a tenues à distance par des frappes aériennes, souligne l'une des personnes au courant de la situation.
L'armée israélienne a refusé de commenter. Le gouvernement irakien avait alors condamné l'attaque, qui a coûté la vie à un soldat irakien.

« Cette opération irresponsable a été menée sans coordination ni autorisation », a déclaré le lieutenant-général Qais Al-Muhammadawi, commandant adjoint du Commandement des opérations conjointes, un organe central de sécurité, aux médias d'Etat irakiens à propos de l'attaque début mars.

Dans une plainte déposée plus tard en mars auprès des Nations unies, l'Irak affirme que l'attaque impliquait des forces étrangères et des frappes aériennes, et l'attribue aux Etats-Unis. L'armée américaine n'a pas participé à l'attaque, selon une personne proche du dossier.

Cet affrontement a été largement relayé par les médias irakiens et arabes et a alimenté les spéculations sur l'identité des combattants.

Après le premier signalement du berger, des soldats irakiens se sont mis en route à l'aube à bord de véhicules Humvee pour se rendre sur les lieux. Le groupe a essuyé des tirs nourris qui ont coûté la vie à un soldat et en ont blessé deux autres, rapporte le général Muhammadawi.

Les autorités irakiennes ont déployé deux autres unités du Service de lutte contre le terrorisme du pays, qui a joué un rôle important dans le combat de l'Irak contre l'Etat islamique, afin de participer aux recherches dans la région. Elles y ont trouvé des preuves de la présence de forces militaires.

« Il semble qu'une certaine force était présente sur le terrain avant la frappe, soutenue par des moyens aériens, et qu'elle opérait en dehors des compétences de nos unités », a déclaré Muhammadawi aux médias d'Etat.

Un porte-parole du gouvernement irakien n'a pas souhaité s'exprimer plus en détail sur l'incident ni indiqué s'il avait connaissance de l'existence de la base israélienne.

Les Etats-Unis ont mené de multiples frappes en Irak pour protéger leurs propres bases et d'autres installations.
Les détails concernant ce site, ainsi que les risques pris par Israël pour l'établir et la protéger, permettent de mieux comprendre comment le pays a réussi à lancer une campagne aérienne contre un ennemi situé à plus de 1 600 kilomètres.

Cette base en Irak a permis à Israël de se rapprocher du champ de bataille. Israël y a déployé des équipes de recherche et de sauvetage afin de pouvoir intervenir plus rapidement pour des missions de sauvetage d'urgence, indiquent des personnes bien informées. Des forces spéciales de l'armée de l'air israélienne, entraînées pour mener des opérations de commando en territoire ennemi, étaient également présentes sur le site, précise l'une de ces personnes.

L'armée de l'air israélienne a effectué plusieurs milliers de frappes contre des cibles en Iran au cours de cette campagne de cinq semaines.
Les forces américaines mettent souvent en place des infrastructures temporaires avant le lancement d'opérations militaires, soulignent des spécialistes des questions de défense. Une base avancée provisoire a été installée en Iran et a servi lors de la mission de sauvetage des pilotes américains dont l'avion s'était écrasé début avril.

Les Etats-Unis ont détruit les avions et les hélicoptères qui s'étaient retrouvés bloqués là-bas pendant la mission.

« Il est normal, avant toute opération, de mener des missions de reconnaissance et de mettre en place ce genre de sites », affirme Michael Knights, directeur de recherche chez Horizon Engage, un cabinet de conseil stratégique.

La région désertique de l'ouest de l'Irak est vaste et peu peuplée, ce qui en fait un emplacement idéal pour des avant-postes temporaires, indique Knights. Les forces spéciales américaines ont utilisé cette zone en Irak dans le cadre d'opérations contre Saddam Hussein en 1991 et en 2003.

Les habitants du désert irakien ont été témoins d'activités suspectes au fil des ans, qu'il s'agisse de groupes militants comme Daech ou d'équipes d'opérations spéciales, et ont appris à rester à l'écart, poursuit Knights.

Des habitants lui ont rapporté avoir observé des vols inhabituels d'hélicoptères dans

cette région pendant la guerre en cours.
Les responsables israéliens ont fait allusion à des opérations secrètes au cours de la guerre. Début mars, le chef de l'armée de l'air israélienne, Tomer Bar, a adressé une lettre à ses soldats.
« En ce moment, des combattants des unités spéciales de l'armée de l'air effectuent des missions spéciales qui pourraient donner libre cours à l'imagination », fait remarquer Bar, qui a terminé son mandat de chef de l'armée de l'air début mai.
« Il est normal, avant toute opération, de mener des missions de reconnaissance et de mettre en place ce genre de sites »

Anne Bernas
11 mai 2026

Conflit Iran–États-Unis–Israël: comment l'Arabie saoudite tente de se tenir à distance de la guerre

Quel est le positionnement du royaume saoudien vis-à-vis du conflit entre l'Iran, les États-Unis et Israël ? Depuis plus de deux mois, Riyad semble vouloir se tenir à distance des bruits de bottes, et pour cause.

Ces derniers jours, un imbroglio entre Riyad et Washington a été rendu public. Lundi 4 mai, Donald Trump lançait le Project Freedom, une opération d'escorte de navires dans le détroit d'Ormuz. À peine 24 heures plus tard, le président américain décidait de le suspendre, arguant qu'un accord avec l'Iran était sur le point d'aboutir.

NBC News a alors expliqué que ce revirement était le résultat du coup de colère de l'Arabie saoudite qui n'aurait pas été prévenue du Project Freedom et qui a donc décidé de ne pas autoriser l'armée américaine à utiliser ses bases et son espace aérien pour l'opération.

Jeudi 7 mai, une source proche du gouvernement saoudien rejetait auprès de l'AFP ces informations et assurait que les États-Unis jouissaient d'un accès normal aux bases militaires sur le sol saoudien ainsi qu'à l'espace aérien du royaume. Mais vendredi 8, deux sources saoudiennes, sous couvert d'anonymat, affirmaient que Riyad avait refusé que son espace aérien et les bases situées sur son territoire soient utilisés par les forces américaines pour l'opération d'escorte de navires à travers le détroit d'Ormuz, signalant cependant que l'accès à ces bases restait toutefois ouvert pour d'autres usages.

Un double jeu saoudien ?

Depuis le 28 février, les spéculations vont bon train sur le positionnement de l'Arabie saoudite quant à la guerre israélo-américaine contre l'Iran, qui a déjà fait côté 3 400 morts et 26 500 blessés au 27 avril, selon le Croissant-Rouge iranien. Quelques heures après le début de l'offensive, The Washington Post déclarait que le président américain avait pris sa décision de déclencher la guerre après qu'Israël et l'Arabie saoudite l'avaient convaincu. Le New York Times écrivait dans ses colonnes le 24 mars que le prince héritier saoudien, Mohammed ben Salman, poussait Donald Trump à « continuer la guerre contre l'Iran ». Officiellement, Riyad prône depuis le départ la solution diplomatique au conflit et s'en distancie, d'autant que les pays du Golfe persique, dont l'Arabie saoudite, paient cher le prix de cette guerre : depuis le début de l'offensive américano-israélienne, plus de 500 frappes de drones ont visé le royaume, selon un décompte basé sur les rapports du ministère de la Défense, et la majorité des drones ont été abattus au-dessus de la province orientale, où se trouvent les principales raffineries de pétrole du royaume. Outre les drones, les défenses aériennes saoudiennes ont intercepté plus de quarante missiles balistiques et sept missiles de croisière. Ce 8 mai encore, Rayed Krimly, vice-ministre saoudien de la Diplomatie publique, a déclaré sur X que « le Royaume d'Arabie saoudite maint[enait] sa position de soutien aux efforts de désescalade et de négociation » après de nouvelles frappes aériennes lancées par Téhéran et Washington dans le détroit d'Ormuz.

« L'Arabie saoudite a déployé la totalité de ses lobbys à Washington pour empêcher Donald Trump d'entrer dans cette guerre, analyse Adel Bakawan*, directeur de l'Institut européen d'études du Moyen-Orient et d'Afrique du Nord. Si la relation est aujourd'hui si froide entre Donald Trump et MBS, c'est que justement le prince héritier a refusé catégoriquement d'adopter une approche offensive contre la République islamique d'Iran. »

Ménager la chèvre et le chou

Moment glacial en effet, le 27 mars lors du forum d'investissement FII Priority organisé à Miami, Donald Trump racontant une conversation qu'il avait eue avec MBS six mois auparavant. « Il y a quelque temps, nous étions ensemble. Il m'a regardé et il m'a dit : "Vous savez, c'est incroyable, il y a un an, vous étiez un pays mort. Maintenant vous êtes le pays le plus tendance de la planète". Il ne pensait pas que ça allait se passer. Il ne pensait pas qu'il allait me lécher les bottes (kissing my ass, en anglais, NDLR). Il pensait qu'il allait rencontrer un autre loser américain à la tête d'un pays sur la pente descendante. Il ne pensait pas qu'il allait me lécher les bottes. Mais maintenant, il doit être gentil avec moi. Dites-lui qu'il a intérêt à être gentil avec moi. »

Une déclaration qui n'a eu aucun écho dans le royaume saoudien et à laquelle MBS n'a pas non plus réagi. Car Riyad entend continuer à ménager son « partenaire » amé-

ricain, celui-là même qui lui a permis de se refaire une place sur la scène internationale après avoir été traité de paria pour le meurtre du journaliste Jamal Khashoggi en 2018.

Du côté de sa relation avec Téhéran, le royaume saoudien fait en sorte que le torchon ne brûle pas, et réciproquement. « L'Iran respecte le royaume d'Arabie saoudite et le considère comme une nation fraternelle », affirmait ce 30 mars le chef de la diplomatie iranienne Abbas Araghchi.

« Il n'y a pas un seul pays au monde, à part la Chine et la Russie, qui ne souhaite pas la disparition du régime iranien, pointe Adel Bakawan. Cependant il y a bien évidemment une grande différence entre le souhait et la réalité et l'Arabie saoudite est parfaitement consciente que le régime ne tombera pas avec les bombardements. Riyad travaille avec les données factuelles : la République islamique d'Iran restera là après cette guerre et l'Arabie saoudite, en partant de la "culture froide" de l'État, se voit dans l'obligation de traiter avec cette République. »

Un soft power mis à mal

La guerre américano-israélienne et les représailles iraniennes représentent aussi pour l'Arabie saoudite, devenue chantre du soft power, un frein à son projet Vision 2030, ce plan de développement pharaonique visant à faire sortir le pays de sa rente pétrolière historique. « Ce plan est la priorité de toutes les priorités pour MBS, explique Adel Bakawan. Et pour mettre en place cette vision, Mohammed ben Salman a fait l'impossible. » Bien qu'elles soient aujourd'hui mises à mal, le prince héritier a en effet normalisé la totalité de ses relations en mars 2023 avec la République islamique d'Iran, il l'a aussi fait avec le Qatar, la Turquie, la Russie, la Chine, etc. Jusqu'au 7-Octobre, le royaume était également sur la voie de la normalisation avec Israël.

« À ma connaissance, aucun pays arabe n'élabore ses politiques en fonction des intérêts d'autrui, assurait récemment le prince Faisal ben Farhan ben Abdallah, ministre des Affaires étrangères saoudien. Nous aussi, nous défendrons nos intérêts et nous continuerons d'élaborer nos politiques en fonction de nos intérêts. Nos intérêts sont en Occident, mais nous les trouvons aussi en Orient. »

« MBS, tout ce qu'il voulait, c'était vraiment de ne jamais entrer dans cette guerre parce qu'il savait parfaitement que cette situation perturberait les trois piliers de son modèle : la sécurité, la stabilité et le développement économique », ajoute le directeur de l'Institut européen d'études du Moyen-Orient et d'Afrique du Nord. Dorénavant, le projet Vision 2030 est plongé dans une importante phase de troubles, de déstabilisation, de reformulation de toutes les décisions prises auparavant.

Un jeu d'équilibriste

Aujourd'hui, pour des raisons avant tout internes, l'Arabie saoudite tente ainsi de maintenir une certaine équidistance vis-à-vis aussi bien de Washington que de Téhéran. Sans perdre de vue la nécessité de créer de nouvelles alliances puisque le partenaire américain continue de privilégier jusqu'à présent Israël. Tel-Aviv avec qui Riyad prend ses distances, la démarche de normalisation n'étant plus à l'ordre du jour et, pour de nombreux experts, Israël -et ses visées expansionnistes- représente aujourd'hui une réelle force de déstabilisation régionale.

Aussi, « pour le royaume saoudien, celui qui empêche que les États-Unis accordent une protection aérienne aux Saoudiens, celui qui empêche les Saoudiens d'accéder au nucléaire civil, celui qui empêche les Américains d'accorder aux Saoudiens les F-35, ce sont les Israéliens », analyse Adel Bakawan.

Dans ce contexte belliqueux, l'Arabie saoudite, comme la majeure partie des pays du Golfe, se retrouve malgré elle dans un conflit qu'elle ne souhaitait pas, victime de son partenariat avec Washington.

« Dorénavant, conclut Adel Bakawan, les Saoudiens sont dans la construction non pas d'une nation arabe, non pas d'un État arabe, non pas d'un nationalisme arabe, mais plutôt d'un nationalisme saoudien, d'une nation saoudienne, d'une «saoudité». Et ils mettent au service de ce projet le monde entier si possible. »

Dans cette guerre qu'elle n'a pas voulue mais dont elle subit le contrecoup, l'Arabie saoudite ne cherche plus à choisir un camp : elle s'emploie à bâtir le sien.

* La décomposition du Moyen-Orient, éditions Tallandier, 2025.

LE FIGARO

Clara Galtier, à Istanbul
12 mai 2026

Drones, missiles longue portée, avions… L'industrie de la défense turque profite des multiples conflits

DÉCRYPTAGE - Portée par l'explosion des dépenses militaires mondiales, la Turquie veut devenir une puissance incontournable de l'armement.

La scène a quelque chose d'irréel. Des militaires en uniforme manipulent des armes accrochées à des présentoirs, les soupèsent, les retournent entre leurs mains expertes, comme on essaierait une veste dans une boutique. D'autres avancent dans les allées, tote bag offert sous le bras, et s'arrêtent, fascinés, devant une mitrailleuse connectée montée sur un blindé. Au Saha 2026 , le salon international de la défense et de l'aéronautique, installé dans l'immense palais des expositions d'Istanbul, on choisit ses instruments de mort avec le même sérieux - et la même légèreté - qu'on choisirait sa robe au salon du mariage.

Sous les lumières blanches des halls, drones kamikazes, missiles, robots détecteurs de gaz toxique et systèmes de brouillage électronique se disputent l'attention des visiteurs. À l'extérieur, des avions de chasse et des véhicules blindés hauts comme deux hommes attirent les selfies. Plus loin, derrière une enceinte grillagée, des drones s'affrontent lors de démonstrations en…

Le Monde

Hélène Sallon
12 mai 2026

La découverte d'une base secrète israélienne en Irak fait réagir

Après la révélation par le « Wall Street Journal » de la présence du poste militaire dans le désert de Nadjaf, les autorités irakiennes tentent d'éteindre les critiques. Elles rappellent que leurs forces sont intervenues dès les premiers soupçons sur l'installation de troupes étrangères, qu'elles pensaient américaines.

Des troupes israéliennes avaient établi une base secrète dans le désert irakien pour appuyer la campagne aérienne menée avec les Etats-Unis contre l'Iran, a affirmé le *Wall Street Journal*, samedi 9 mai. Selon le quotidien américain, Israël avait construit ce poste militaire clandestin avec l'aval des Etats-Unis, peu avant le début de la guerre contre l'Iran, le 28 février. La base abritait des forces spéciales et servait de plateforme logistique pour son armée de l'air. Elle comprenait également des équipes de recherche et de sauvetage positionnées pour porter assistance aux pilotes israéliens abattus.

Des combattants de la milice Hachd Al-Chaabi, intégrée à l'armée irakienne régulière, patrouillent dans le désert de Nadjaf (Irak), le 22 février 2022. ALI NAJAFI/AFP

Deux sources sécuritaires irakiennes, s'exprimant sous le sceau de l'anonymat, ont confirmé l'information à l'Agence France-Presse (AFP), dimanche. *« Des forces israéliennes ont établi une base sur une piste d'atterrissage désaffectée, construite par Saddam Hussein, dans le désert de Nadjaf »*, dans le sud du pays, a affirmé un des responsables de la sécurité. *« Il n'y a plus de forces sur place »*, a-t-il ajouté, précisant que l'opération israélienne *« s'était faite en coordination avec les Etats-Unis »*.

Début mars, un incident mortel survenu dans le désert situé entre les provinces de Nadjaf et d'Al-Anbar, à environ 80 kilomètres de la frontière saoudienne – là même où aurait été établie la base israélienne, selon le *Wall Street Journal* –, avait éveillé les soupçons des autorités irakiennes sur la présence de forces étrangères dans cette région. Un berger avait signalé une activité militaire inhabituelle, dont des mouvements d'hélicoptères. Des forces irakiennes, dépêchées sur les lieux, ont été la cible d'une attaque, qui a fait un mort et deux blessés dans leurs rangs.

Base dissimulée dans une vallée

Dans un communiqué, le 4 mars, l'armée irakienne avait confirmé qu'une unité du commandement des opérations de Kerbala, en route vers une position dans le désert de Nadjaf, a été la cible d'une frappe aérienne et de tirs provenant d'une source inconnue. Selon le *Wall Street Journal*, les frappes aériennes qui ont visé les troupes irakiennes ont été menées par les forces israéliennes pour les empêcher de découvrir le site.

Le lendemain, Qaïs Al-Muhammadawi, commandant adjoint du commandement des opérations interarmées irakien, a déclaré aux médias que l'attaque avait eu lieu alors que l'unité s'approchait d'une position abritant des forces non identifiées – vraisemblablement américaines, estimaient alors les autorités irakiennes. Il a également expliqué qu'elle s'inscrivait dans une série d'attaques

visant les unités de la mobilisation populaire, une force gouvernementale composée de milices chiites, ainsi que l'armée irakienne et les gardes-frontières.

Le lieutenant-général Al-Muhammadawi a affirmé que l'Irak a protesté auprès de la coalition internationale de lutte contre l'organisation Etat islamique, dirigée par les Etats-Unis. Des renforts des unités antiterroristes ont ensuite fouillé la zone, mais *« ils n'ont rien trouvé »*, a ajouté M. Al-Muhammadawi, précisant qu'aucune force n'était autorisée à se trouver sur les lieux.

« Nous avons des indications que l'opération impliquait une équipe technique israélienne sous protection militaire américaine », a déclaré un second responsable sécuritaire irakien à l'AFP, confirmant la présence sur le site d'hélicoptères CH-57 Chinook. Selon lui, du matériel a été laissé sur place, notamment un radar. Dissimulé dans une vallée, l'emplacement était *« soigneusement choisi pour éviter les tirs »* iraniens, a-t-il ajouté.

Eteindre la polémique

L'armée israélienne n'a pas commenté les informations du *Wall Street Journal*. Le 4 mars, elle avait publié une lettre envoyée par le commandant de l'armée de l'air israélienne, Tomer Bar, au personnel, déclarant que *« les forces spéciales de l'armée de l'air mènent actuellement des missions extraordinaires qui stimulent l'imagination »*.

Dimanche, un responsable irakien à Bagdad a déclaré au média qatari *Al-Araby Al-Jadeed* que le Parlement avait décidé de convoquer les ministres de la défense et de l'intérieur pour vérifier la véracité des informations rapportées par le *Wall Street Journal*. Le gouvernement irakien tente, pour sa part, d'éteindre la polémique en rappelant que ses forces sont intervenues dès les premiers soupçons sur la présence de forces étrangères dans le désert de Nadjaf.

« Ces questions ont été gérées par l'Etat irakien, qui a démontré sa capacité à empêcher toute partie à établir une présence sur son territoire. (…) *Les forces armées irakiennes ont confronté cette opération, comme l'a fait le gouvernement irakien à travers ses relations avec les Etats-Unis et la coalition internationale. La voie diplomatique a été l'approche stratégique privilégiée pour en adresser les répercussions »*, a déclaré, dimanche soir, à la chaîne de télévision américaine arabophone Al-Hurra, Hussein Allawi, le conseiller du premier ministre irakien, Mohammed Chia Al-Soudani, sans confirmer l'établissement par Israël d'une base sur le sol irakien.

L'Irak a déposé une plainte, fin mars, devant les Nations unies, contre cette attaque impliquant des forces étrangères, qu'il a attribuée aux Etats-Unis. Une source anonyme citée par le *Wall Street Journal* a affirmé que les Etats-Unis n'étaient pas impliqués dans l'attaque.

LE FIGARO

12 mai 2026

Guerre au Moyen-Orient : les Émirats arabes unis ont directement frappé l'Iran en avril, affirme le Wall Street Journal

Cet État allié de Washington aurait riposté directement aux missiles et des drones tirés par Téhéran dans les premiers jours du conflit. Pourtant, seuls les États-Unis et Israël revendiquent y avoir participé.
Le *Wall Street Journal* a rapporté lundi que les Émirats arabes unis ont mené eux-mêmes des opérations militaires contre l'Iran en avril, alors que seuls les États-Unis et Israël revendiquent avoir participé aux attaques contre Téhéran. Selon le quotidien américain, qui cite des sources anonymes, ces frappes des Émirats ont notamment visé début avril des installations pétrolières de l'île de Lavan, territoire iranien dans le Golfe.

Après des frappes non attribuées sur ces installations, l'Iran avait lancé des attaques contre le Koweït et les Émirats arabes unis. L'AFP n'a pas été en mesure de vérifier de manière indépendante les attaques émiraties, dont l'heure et la date exacte n'ont pas été précisées.

Ton plus ferme que les autres pays du Golfe
Le pays a été la principale cible des missiles et des drones tirés par l'Iran en réponse à l'offensive israélo-américaine contre la République islamique déclenchée le 28 février. Du début de la guerre au 8 mai, le pays du Golfe a été la cible de plus de 551 missiles balistiques, 29 missiles de croisière et 2263 drones, selon le ministère émirati de la Défense. Ces attaques ont visé des bases américaines et des infrastructures énergétiques, mais aussi des immeubles et des hôtels, faisant 10 morts parmi les civils.
Malgré le taux très important d'interception par la défense aérienne, ces attaques ont fracassé l'aura de stabilité dont jouissait notamment Dubaï, épicentre des affaires, du tourisme et des investissements dans la région avant le conflit. Les Émirats, proches alliés des États-Unis, avaient ainsi adopté un ton plus ferme que les autres pays du Golfe contre l'Iran.

The New York Times May 12, 2026

U.S. Intelligence Shows Iran Retains Substantial Missile Capabilities

Secret new assessments say Iran has operational access to 30 of its 33 missile sites along the Strait of Hormuz, suggesting that its military remains far stronger than President Trump has asserted.

The Trump administration's public portrayal of a shattered Iranian military is sharply at odds with what U.S. intelligence agencies are telling policymakers behind closed doors, according to classified assessments from early this month that show Iran has regained access to most of its missile sites, launchers and underground facilities.

Most alarming to some senior officials is evidence that Iran has restored operational access to 30 of the 33 missile sites it maintains along the Strait of Hormuz, which could threaten American warships and oil tankers transiting the narrow waterway.

Missile displays in Tehran in 2024. According to classified U.S. intelligence assessments, Iran retains roughly 70 percent of its prewar missile stockpile.Arash Khamooshi for The New York Times

People with knowledge of the assessments said they show — to varying degrees, depending on the level of damage incurred at the different sites — that the Iranians can use mobile launchers that are inside the sites to move missiles to other locations. In some cases they can launch missiles directly from launchpads that are part of the facilities. Only three of the missile sites along the strait remain totally inaccessible, according to the assessments.

Iran still fields about 70 percent of its mobile launchers across the country and has retained roughly 70 percent of its prewar missile stockpile, according to the assessments. That stockpile encompasses both ballistic missiles, which can target other nations in the region, and a smaller supply of cruise missiles, which can be used against shorter-range targets on land or at sea.

Military intelligence agencies have also reported, based on information from multiple collection streams including satellite imagery and other surveillance technologies, that Iran has regained access to roughly 90 percent of its underground missile storage and launch facilities nationwide, which are now assessed to be "partially or fully operational," the people with knowledge of the assessments said.

The findings undercut months of public assurances from President Trump and Defense Secretary Pete Hegseth, who have told Americans that the Iranian military was "decimated" and "no longer" a threat.

On March 9, 10 days into the war, Mr. Trump told CBS News that Iran's "missiles are down to a scatter" and the country had "nothing left in a military sense." Mr. Hegseth declared at a Pentagon news conference on April 8 that Operation Epic Fury — the joint U.S.-Israel campaign launched on Feb. 28 — had "decimated Iran's military and rendered it combat-ineffective for years to come."

The intelligence describing Iran's remaining military capacity is dated less than a month after that news conference.

An Iranian military parade in Tehran in 2025. Iran has regained access to roughly 90 percent of its underground missile storage and launch facilities nationwide, according to the U.S. assessments.Arash Khamooshi for The New York Times

Asked about the intelligence assessments, a White House spokeswoman, Olivia Wales, repeated Mr. Trump's previous assertions that Iran's military had been "crushed." She said that Iran's government knows that its "current reality is not sustainable" and that anyone who "thinks Iran has reconstituted its military is either delusional or a mouthpiece" for Iran's Islamic Revolutionary Guards Corps.

Ms. Wales pointed to a social media post from Mr. Trump on Tuesday declaring that it was "virtual treason" to suggest that Iran's military was doing well.

Joel Valdez, the acting Pentagon press secretary, responded to questions about the intelligence by criticizing news coverage of the war. "It is so disgraceful that The New York Times and others are acting as public relations agents for the Iranian regime in order to paint Operation Epic Fury as anything other than a historic accomplishment," he said in a statement.

The new intelligence assessments suggest that Mr. Trump and his military advisers overestimated the damage that the U.S. military could inflict on Iranian missile sites, and underestimated Iran's resilience and ability to bounce back. The New York Times reported last month that U.S. officials believed that Iran could regain as much as 70 percent of its prewar missile arsenal. The Washington Post reported last week on U.S. intelligence showing that Iran retained about 75 percent of its mobile missile launchers and about 70 percent of its prewar missile stockpile.

The findings underscore the dilemma Mr. Trump would face if the fragile month-old ceasefire in the conflict collapses and full-scale fighting resumes. The U.S. military has already depleted its stocks of many critical munitions, including Tomahawk cruise missiles, Patriot interceptor missiles, and Precision Strike and ATACMS ground-based missiles, and yet the intelligence suggests that Iran retains considerable military capability, including around the vital Strait of Hormuz.

The passageway carries roughly a fifth of the world's daily oil consumption, and the U.S. Navy now maintains a near-continuous presence transiting and patrolling it. The U.S. military's Central Command said in a social media post on Sunday that more than 20 American warships were enforcing the blockade against Iran.

If Mr. Trump ordered commanders to launch more strikes to take out or diminish those Iranian capabilities, then the U.S. military would have to dig even deeper into stocks of critical munitions. Doing so would further undercut U.S. stockpiles at a time when the Pentagon and the major arms makers are already struggling to find the industrial capacity to replenish American reserves.

Mr. Trump and his advisers have repeatedly denied that U.S. munitions stocks have been drained to dangerously low levels. In private, Pentagon officials have offered similar assurances to anxious European allies. Those allies have purchased billions of dollars of munitions from the United States on behalf of Ukraine, and they are concerned that those munitions will not be delivered because the U.S. military will need them to replenish its own stocks — a worry that would only intensify if the president orders a return to hostilities with Iran.

In testimony on Tuesday to a House appropriations subcommittee, Gen. Dan Caine, the chairman of the Joint Chiefs of Staff, said, "We have sufficient munitions for what we're tasked to do right now."

The joint assault on Iran by the United States and Israel inflicted considerable damage on Iran's defenses and damaged or destroyed many strategic sites around the country. Many of Iran's senior leaders have been killed, and its economy is staggering under the pressures of the war, leaving questions about how long it can sustain its hard line on a negotiated end to the conflict and the halt on nearly all oil tanker traffic and other shipping through the Strait of Hormuz.

But Iran's apparent ability to retain substantial military capacity has exacerbated concerns among U.S. allies about the wisdom of the war and generated criticism among Mr. Trump's anti-interventionist supporters who opposed getting into the conflict in the first place.

The intelligence assessments on Iran's capabilities point to the consequences of a tactical choice made by U.S. military commanders.

When American forces struck Iran's hardened missile facilities, the Pentagon, faced with limited stocks of bunker-busting munitions, opted to try to seal off many of the entrances rather than trying to destroy the entire sites with all of the missiles inside, officials said, with mixed results.

Some bunker busters were dropped on Iran's underground facilities, but officials said military planners faced a difficult choice and needed to be cautious in using them because they needed to preserve a certain number for U.S. operational plans for potential wars in Asia with North Korea and China.

As The New York Times previously reported, the United States expended roughly 1,100 long-range stealth cruise missiles in the war — close to the total supply that remains in the American stockpile. The military also fired more than 1,000 Tomahawk missiles, roughly 10 times the number the Pentagon procures in a year. And it used more than 1,300 Patriot interceptor missiles during the war, which accounts for more than two years of production at 2025 rates.

Replenishing those stockpiles will take years, not months. Lockheed Martin currently produces around 650 Patriot interceptors a year. The company has announced plans to ramp up production of the crucial air defense weapon to 2,000 a year. But doing so will not be easy. And the industry's ability to produce rocket motors cannot be scaled up as quickly as Mr. Trump has demanded, officials said.

Sean Parnell, the chief Pentagon spokesman, said the military has everything it needs to carry out its mission. "We have executed multiple successful operations across combatant commands while ensuring the U.S. military possesses a deep arsenal of capabilities to protect our people and our interests," he said in a statement to The Times.

The New York Times May 12, 2026

Inflation Accelerates After Weeks of War in Iran

Consumer prices in the United States rose at the fastest rate since May 2023 last month, as sharp increases in energy costs caused by war in the Middle East made life more expensive for American consumers.

The Consumer Price Index rose 3.8 percent in April from a year earlier, the Labor Department reported on Tuesday, up from a 2.4 percent annual increase before the conflict started in February and a 3.3 percent increase in March.

The increase was driven largely by energy prices, up 3.8 percent since the previous month. But the "core" index, stripping out volatile food and energy prices, also rose 2.8 percent over the year in April, up from 2.6 percent in March.
As the heat from President Trump's tariffs has faded from inflation readings this year, shortages of commodities blocked from transiting through the Strait of Hormuz are taking its place as a pressure on prices. Average gasoline prices are above $4.50 per gallon, according to AAA, while diesel prices have nearly doubled.
Higher fuel costs are bleeding into prices for transportation including airline fares, which rose 2.8 percent in April, as well as goods that get to market in a truck or on a boat. Grocery costs rose 2.9 percent since last April, driven largely by the price of beef, which has been rising because of smaller cattle herds.
A statistical quirk also pushed up the index, as federal surveys caught up from the government shutdown last fall. Unable to collect housing data on its normal schedule, the Bureau of Labor Statistics had to wait until April, masking what might have been a swifter deceleration given cooling rents and home prices. Rents and the measure of costs for people who own their home both rose 3.3 percent over the year, up from an annual increase of 3 percent for the previous three months.

Business leaders also see the higher costs filtering into prices. Chief executives surveyed quarterly by the Cleveland Fed on average see inflation running at 3.7 percent over the next year, the highest expectation since last April, after Mr. Trump imposed sweeping tariffs on most of the rest of the world. After the Supreme Court overturned that subset of tariffs, the average overall tariff rate stands at about 11 percent, according to the Yale Budget Lab — before taking into account how consumers have gravitated toward goods subject to lower tariffs.
Consumers have registered their disapproval with higher prices as well, through record low economic sentiment measures and deeply negative approval ratingsfor Mr. Trump's handling of the economy.

Although the Federal Reserve has said it looks past swings in energy costs, as they are generally expected to recede before translating into underlying inflation, the hotter-than-expected measure will weaken the case for cutting interest rates this year. With the strong jobs report last week, many analysts had already moved back their forecasts for cuts into 2027.

RÛDAW May 13, 2026

Iran executes prisoner accused of spying for Israel

ERBIL, Kurdistan Region - Iran has executed a man accused of spying for Israel's intelligence agency, Tehran's judiciary said on Wednesday.

Ehsan Afrashteh, 32, was arrested in 2024 and sentenced to death in 2025 on espionage charges.
Mizan Online, which is affiliated with the Iranian judiciary, reported early Wednesday that Afrashteh had been executed.

The outlet claimed that he was trained in Nepal by Mossad to work as a spy and had sold "sensitive national information" to Tel Aviv.

Iranian authorities on Monday executed Erfan Shakurzadeh, who was accused of espionage and cooperation with US and Israeli intelligence agencies.

The new executions come amid a broader crackdown that has seen dozens executed since the start of the war.

Iran has long used the death penalty as a tool of state repression and to stifle dissent. Rights groups say authorities have executed at least two dozen political prisoners since the start of the war on February 28. The US-based Human Rights Activists News Agency (HRANA) reported that Iran carried out 2,063 executions in 2025 - the highest number recorded in around three and a half decades.
The recent wave of execu-

tions has outraged human rights organizations, including, which has called on the international community to stop Tehran from carrying out the executions, including those of Kurdish political prisoners.

The conflict between Iran on one side and the United States and Israel on the other erupted in late February after months of escalating tensions over Tehran's nuclear program and regional activities. The war triggered waves of missile and drone attacks across the region before a fragile ceasefire was reached in April.

Iranian authorities have since intensified arrests and security measures, accusing dozens of people of collaborating with foreign intelligence agencies, particularly Mossad. State media has frequently linked the arrests and executions to efforts aimed at preventing sabotage and internal unrest during the wartime period.

RÛDAW

May 13,2026

The geometry of the sun: A 2026 audit of Kurdish survival

ERBIL, Kurdistan Region - In the center of the Kurdish flag sits a sun with twenty-one rays. In the political cartography of 2026, that sun does not behave like a celestial body; it behaves like a golden gear caught in a machine of state-mandated erasure. It is a closed system of four-way pressure - a simultaneous equation where the variables are gallows, grammar, and the persistent anatomy of a people who refuse to be solved for zero.

To look at the Kurds today is to witness a paradox: a nation of forty million people who exist as a "signal" that four different states are trying to tune out, yet the frequency only grows louder.

The scaffold and the signal

In the East, the Sun is a target of the judicial scaffold. Across Iran's Kurdish-populated regions, the geography of Rojhelat has been transformed into a theater of expedited justice. As regional wars flicker on the borders, Tehran has accelerated its domestic machinery; Kurdish bodies are being processed through revolutionary courts with the mechanical efficiency of a factory line. Under the cover of regional instability, Tehran is using the shadow of war to mask a domestic purge, where the "revolutionary" court becomes a factory of silence. To speak of human rights in the prisons of Urmia or Kermanshah is to speak to the rope. This is the reality of 2026: identity is treated as "enmity against God" (Moharebeh), and the executioner's stool is the final period in a sentence the state refuses to let the Kurds finish.

This pressure from the East does not exist in a vacuum; it bleeds into the South. In Iraq, the federal Sun is flickering. The constitutional safeguards that once protected Kurdish life are being dismantled by a pen. The legislative push to remove the presidential decree - the final Kurdish signature required before the gallows - is more than a procedural change; it is a return to the ghost-logic of the Anfal campaign.

It is the institutionalization of the precedent of Ajaj Ahmad Hardan al-Tikriti, a notorious Baaath-era prison warden, where the state seeks the power to kill without the burden of an oversight it no longer respects. By using the trial of the 1980s executioner Ajaj as a legal lever, Baghdad is quietly erasing the "Kurdish Pen" from the death warrant. It is a chilling irony: a ghost from the Anfal is being used to justify a future where the state can kill without a Kurdish signature to stop it. In 2026, Baghdad is not just contesting oil or territory; it is contesting the Kurdish right to a veto over their own death.

The grammar of resistance

While the South and East deal in the currency of the rope, the West and North deal in the regulation of the soul. In northeast Syria (Rojava), the Kurdish tongue is fighting for its legal lungs. Despite a decade of autonomy, the 2026 integration agreement between Damascus and the Kurdish-led Syrian Democratic Forces (SDF) has left the Kurdish language in a state of unresolved permanence. In the schools of Qamishli and Hasaka, a child's alphabet is a frontline. To the state, Kurdish is a temporary tolerance; to the people, it is a sovereign reality. The struggle here is not for a border, but for a dictionary - the right to ensure that Kurdish history is not archived as folklore but lived as a future.
In Turkey, the signal is amplitude-controlled. We are told of peace processes and the historic calls for disarmament, yet the institutional framework remains a tightening vice. Identity is permitted only at a volume that does not disrupt the state's preferred silence. It is a negative peace - a condition where the absence of war is not the presence of justice, but the regulation of visibility.

The feedback loop

When you read these four pressures together, the map of the Middle East stops being a collection of borders and starts being a feedback loop. If you strike the language in Syria, the pulse quickens in Turkey. If you tighten the noose in Iran, the legislative alarms ring in Iraq. Kurds are the only people in the world who are currently fighting a 19th-century war for independence, a 20th-century war for civil rights, and a 21st-century war for digital and cultural visibility—all at the same time, in the same hour, on the same flag.

The sun on that flag does not become a sky because the four states have built a roof of iron. They have tried to turn the Kurdish identity into a situation to be managed, a "problem" to be solved, or a threat to be executed. But a system in motion cannot be

frozen. In 2026, the Kurds remain the ultimate Unsolved Variable. They are the light that persists not because the pressure has stopped, but because they have learned to glow under the weight of the world.

Not a conclusion. Not an ending. A sun that persists within the frame of the equation, waiting for the horizon to break.

Sabah Khorram authored this article.

The views expressed in this article are those of the author and do not necessarily reflect the position of Rudaw.

Le Monde 14 mai 2026

Syrie : Amnesty International appelle à enquêter sur de possibles crimes de guerre commis par l'armée israélienne

Selon l'ONG, les forces israéliennes ont détruit de manière « délibérée » des habitations civiles et forcé la population à partir dans trois villages du gouvernorat de Kuneitra, dans le sud de la Syrie, après la chute de Bachar Al-Assad.

Amnesty International a demandé, jeudi 14 mai, que soit menée une enquête sur de possibles *« crimes de guerre »* commis par l'armée israélienne dans le sud de la Syrie. Selon l'ONG, des habitations de populations civiles ont fait l'objet d'une *« destruction délibérée »* depuis la chute de Bachar Al-Assad.

Après la prise du pouvoir par une coalition islamiste en Syrie, à la fin de 2024, Israël a envoyé des troupes dans une zone tampon où patrouille l'ONU et censée séparer les forces israéliennes et syriennes sur le plateau du Golan, occupé depuis 1967 puis annexé par l'Etat hébreu.

Sur la ligne de démarcation surnommée « Bravo Line », à l'est de la zone tampon démilitarisée censée séparer les zones d'intervention des troupes syriennes et israéliennes sur le plateau du Golan annexé par l'Etat hébreu. Dans le village de Burayda, dans le sud de la Syrie, le 22 avril 2026. BAKR ALKASEM/AFP

Les forces israéliennes sont alors entrées *« dans trois villages et localités situés dans la zone démilitarisée de l'ONU, dans le gouvernorat de Kuneitra, dans le sud de la Syrie »*, a souligné Amnesty dans un communiqué. Ces forces *« ont effectué des descentes et ordonné aux habitants de quitter les lieux »*, a affirmé l'organisation de défense des droits humains.

« Grâce à des images satellites, Amnesty International a pu vérifier que 23 bâtiments dans ces villages étaient endommagés ou détruits. D'après des témoins, au moins deux autres maisons ont été rasées, ainsi que des jardins adjacents et des terres agricoles, en 2024 et 2025. Or il n'y avait pas d'hostilités actives juste avant, pendant ou après ces destructions », selon la même source.

« La marque de fabrique des opérations militaires israéliennes »

« La destruction délibérée par l'armée israélienne de logements civils dans le gouvernorat de Kuneitra, dans le sud de la Syrie, depuis décembre 2024, sans nécessité militaire absolue, doit faire l'objet d'une enquête pour crimes de guerre », a exigé Amnesty International.

Pour Kristine Beckerle, direc-

trice adjointe du programme régional Moyen-Orient et Afrique du Nord de l'ONG, *« la destruction illégale de biens civils est devenue la marque de fabrique des opérations militaires israéliennes dans la région, à l'image de ce qui a été constaté ces dernières années à Gaza et au Liban, et désormais, comme l'établit notre enquête, en Syrie »*.

« La sécurisation des frontières d'Israël ne saurait justifier le fait de raser et de faire sauter des maisons et des villages sur le territoire d'un autre pays », a-t-elle ajouté, citée dans le communiqué.
Après des décennies de conflit, le gouvernement syrien et Israël ont décidé, au début de janvier, sous la pression des Etats-Unis, d'établir un mécanisme de communication et ont mené plusieurs séries de pourparlers en vue de conclure un accord de sécurité.

The New York Times **May 14, 2026**

Saudi Arabia and U.A.E. Carried Out Secret Attacks in Iran, U.S. Officials Say

The Gulf Arab states have been grappling with how to deter Iran after the war made clear the limits of American security guarantees.

Saudi Arabia and the United Arab Emirates separately carried out strikes on Iran in retaliation for attacks conducted against them during the war in the Middle East, two current and one former senior U.S. officials said.

It is the first known time that the two countries have directly attacked Iran. The strikes, which were unannounced, underscored how both monarchies were becoming more assertive in defending their territory against the Islamic republic, the officials said.

Tehran, the capital of Iran, last week. Arash Khamooshi for The New York Times

All three spoke on condition of anonymity to discuss operational matters. They declined describing the targets that were struck by the Gulf Arab nations, or the exact dates of the attacks.

Neither the Saudi nor the Emirati government has acknowledged carrying out the attacks. Both countries host U.S. military installations but have maintained publicly that they are bystanders to the war, engaged only in defensive actions. The strikes would instead appear to make them direct combatants.
The Saudi government's Center for International Communication, which handles media inquiries, did not respond to a request for comment, nor did the Emirati foreign ministry.

The Saudi strikes were reported earlier by Reuters. The Emirati strikes were reported earlier by The Wall Street Journal.

Saudi Arabia and the Emirates both have deep military relationships with the United States, and have traditionally relied on the United States to defend them against Iran.

Since the United States and Israel attacked Iran on Feb. 28 — against the advice of officials in several

Gulf countries — that assumption has partially unraveled. Iran has launched thousands of retaliatory missile and drone attacks at Gulf Arab nations that host U.S. military installations, causing widespread damage to energy infrastructure, airports, seaports and hotels. The attacks have killed at least 19 civilians across the Gulf countries and shaken their economic models as safe havens for business and tourism in a turbulent region.

Those attacks prompted Saudi Arabia and the Emirates to take direct retaliatory action of their own, the officials said.

It is not clear whether either government coordinated its response with the United States. It is also unclear what the countries' willingness to launch direct attacks says about their trust in their American partners to deter Iran.

"Both Saudi Arabia and the U.A.E. understand that they ultimately have to come to their own understandings with Iran," said Firas Maksad, managing director for the Middle East and North Africa at Eurasia Group, a risk consultancy. They realize that the war is unlikely to topple the Iranian government, and any U.S.-Iran deal is unlikely to decisively eliminate the threat that Iran's ballistic missiles and drones — and support for regional militias — pose to them, he said.

Maintaining leverage and deterrence was key for both countries, Mr. Maksad added. "Their retaliatory strikes were carried out with that reality in mind, but also while calibrating the response so as not to slide into further escalation."

It is possible that the decision to launch direct military action by the Saudi and Emirati governments was also — at least partly — a way to curry favor with the Trump administration.

The attacks appeared to confirm earlier remarks from President Trump, who told reporters in March that Crown Prince Mohammed bin Salman of Saudi Arabia was "fighting with us."

Later that month, speaking as a guest of Saudi Arabia's sovereign wealth fund at a conference in Miami, Mr. Trump claimed that nearly all of the Gulf states were fighting with the United States.

"Saudi Arabia fought, Qatar fought, U.A.E. fought, Bahrain fought and Kuwait fought," he said.

None of those countries have publicly said that they carried out direct attacks on Iran, or whether they allowed the United States to launch attacks from their territory.

Officials fear that doing so would attract even more Iranian attacks, analysts say. Joining the U.S.- and Israeli-led war effort against Iran could also be controversial domestically, particularly in a region where public opinion of Israel tends to be extremely negative.

Still, Saudi and Emirati officials had warned that they reserved the right to take military action against Iran.

In March, hours after eight ballistic missiles exploded over Saudi Arabia's capital, the kingdom's foreign minister said that his government had limited patience with Iran and would "take military actions if deemed necessary."

"We will not shy away from protecting our country and our economic resources," the minister, Prince Faisal bin Farhan, said.

It is unclear exactly what pushed the two countries to reconsider their relatively passive postures in the war.

Despite facing a barrage of Iranian attacks, Saudi Arabia has maintained diplomatic ties with Iran and kept open channels of communication with Iranian officials. It has also been openly supportive of Pakistan's efforts to mediate between the United States and Iran in order to end the war.

The Emirates, which has faced far more frequent and damaging Iranian attacks than Saudi Arabia, has generally taken a more hawkish tone toward Iran, and doubled down on its ties to the United States and Israel. During the war, Israel quietly sent some Iron Dome missile defense equipment to the country to help repel Iranian attacks, according to two people familiar with the move who spoke on condition of anonymity to discuss sensitive information.

On Thursday, the Iranian foreign minister, Abbas Araghchi, singled out the Emirates for being "directly involved in the aggressive action against my country."

"They participated in these attacks and may even have acted directly against us," he said, according to Iran's semiofficial news agency Fars.

An earlier version of this article rendered incorrectly a comment made by Firas Maksad. The statement, referring to assessments by the Saudi and Emirati governments of whether the Iranian regime would be toppled through this war, was a paraphrase and not a direct quotation.

Le Monde

Jean-Pierre Filiu
17 mai 2056

« Benyamin Nétanyahou a rejoint le Conseil de la paix de Donald Trump le jour même où il l'a convaincu d'attaquer l'Iran »

Le président des Etats-Unis a sabordé son Conseil de la paix avec la guerre en Iran et il se révèle incapable de le sauver du fait de l'impasse à Gaza, estime Jean-Pierre Filiu, professeur à Sciences Po, dans sa chronique.

C'était il y a moins de trois mois et cela paraît déjà un autre monde. Le 19 février, à Washington, Donald Trump lançait en grande pompe son Conseil de la paix. Il avait choisi pour cette cérémonie l'ancien Institut des Etats-Unis pour la paix, récemment rebaptisé Institut Donald Trump pour la paix, tant le président américain semble obsédé par son autocélébration.

L'homme le plus puissant du monde s'était auparavant vanté d'avoir *« mis fin à huit guerres en dix mois, détruit la menace nucléaire iranienne et mis fin à la guerre à Gaza, amenant pour la première fois en trois mille ans la paix au Moyen-Orient »*. Donald Trump s'est octroyé la présidence à vie de ce Conseil et le droit de désigner son successeur.

Une quarantaine de pays sont représentés, sans que soient distingués les membres proprement dits, d'une part, et les simples observateurs, d'autre part. A l'évidence, le Cambodge, le Salvador ou la Mongolie n'ont saisi cette occasion que pour s'attirer les bonnes grâces de la Maison Blanche. Et aucun Etat n'a versé les 1 milliard de dollars (860 millions d'euros) prévus pour acquérir un siège permanent dans une structure aussi baroque.

Le premier ministre israélien, Benyamin Nétanyahou, et le président des Etats-Unis, Donald Trump, à Mar-a-Lago, résidence privée de ce dernier à Palm Beach (Floride), aux Etats-Unis, le 29 décembre 2025. JIM WATSON / AFP

Un conseil à vocation planétaire

Donald Trump a lancé l'idée d'un tel Conseil de la paix en octobre 2025, lorsqu'une trêve a enfin été conclue à Gaza sous son égide, après deux années d'une guerre atroce. Mais la mission qu'il assigne à cette nouvelle instance va bien au-delà du Moyen-Orient, puisqu'il s'agit de *« presque superviser les Nations unies »*, voire de *« s'assurer qu'elles fonctionnent correctement »*.

Une tâche aussi colossale échoit à un « conseil d'administration » de neuf membres, tous américains, à l'exception de Tony Blair, l'ancien premier ministre britannique, ainsi récompensé pour sa contribution au dessein présidentiel d'une *« Riviera du Moyen-Orient »* à Gaza. Huit de ces membres sont des hommes, la seule femme étant Susie Wiles, la cheffe de cabinet de la Maison Blanche. Y siègent aussi Marco Rubio, le chef de la diplomatie américaine, ainsi que Steve Witkoff, l'« envoyé spécial pour la paix », Jared Kushner, le gendre du président américain, et Robert Gabriel, un des conseillers de la Maison Blanche.

Six des neuf membres de ce « conseil d'administration » à vocation planétaire appartiennent donc à la garde rapprochée de Donald Trump. Les trois autres sont de richissimes hommes d'affaires américains, le premier très engagé en Israël (Marc Rowan), le deuxième en lien avec les Emirats arabes unis (Martin Edelman) et le troisième présidant la Banque mondiale (Ajay Banga).

La détermination à privatiser les relations internationales

au bénéfice direct de Donald Trump s'aggrave ainsi d'un mépris absolu pour le droit international, Ajay Banga ne siégeant qu'à titre personnel, et non en tant que représentant des Nations unies. La charte fondatrice du Conseil de la paix se borne d'ailleurs à énoncer que *« la paix durable nécessite un jugement pragmatique et des solutions de bon sens »*, balayant des décennies de patiente élaboration de références juridiques à portée internationale.

L'impasse persistante à Gaza

Le conseil d'administration à vocation mondiale supervise un second conseil d'administration de 14 membres, cette fois consacré à Gaza. Cinq de ses membres (Steve Witkoff, Jared Kushner, Tony Blair, Susie Wiles et Marc Rowan) siègent déjà dans le conseil « global », auquel le conseil pour Gaza est dès lors subordonné. Les trois Etats qui ont supervisé, aux côtés des Etats-Unis, la trêve d'octobre 2025 sont représentés : la Turquie par son ministre des affaires étrangères, l'Egypte par le général à la tête du renseignement et le Qatar par un diplomate de haut rang.

Les Emirats arabes unis et l'Arabie saoudite ont choisi pour cette instance le numéro deux de leur diplomatie, calibrant leur représentation pour ne pas trop s'engager. La cheville ouvrière de ce conseil pour Gaza est Nickolay Mladenov, un ancien ministre bulgare, installé à Abou Dhabi, où il dirige l'Académie diplomatique Anwar Gargash. C'est ainsi Nickolay Mladenov qui assure la tutelle du Comité national pour l'administration de Gaza (CNAG), composé de 15 technocrates palestiniens, tous validés par Israël.

Ce Conseil de la paix a cependant échoué à apporter la moindre solution au calvaire de Gaza. Une fois les derniers otages israéliens libérés par le Hamas (et les dépouilles restituées à Israël), un nouveau statu quo a été imposé à l'enclave palestinienne. L'armée israélienne campe sur plus de la moitié d'un territoire dévasté et elle n'autorise qu'un mince filet d'entrées et de sorties par le poste-frontière de Rafah, avec l'Egypte.

Des dizaines d'organisations humanitaires ont été bannies par Israël de la bande de Gaza, où l'approvisionnement, notamment en médicaments, est toujours aussi erratique. Quant au CNAG, il demeure bloqué au Caire, sous l'étroite surveillance des renseignements égyptiens, Israël ayant refusé d'admettre dans Gaza ces technocrates dont les noms avaient pourtant été approuvés. Incapable du moindre geste à Gaza, le Conseil de la paix n'a même pas été mentionné comme recours possible durant la crise actuelle avec l'Iran.

Et pour cause : le 11 février, à Washington, alors que le premier ministre israélien, Benyamin Nétanyahou, rejoignait officiellement ce Conseil de la paix, il convainquait Donald Trump d'attaquer l'Iran dès que possible. Dans le monde orwellien de Donald Trump et de Benyamin Nétanyahou, la paix, c'est vraiment la guerre.

RÛDAW

May 17,2026

Brother of prominent Kurdish human rights lawyer sentenced to 10 years in Iran

ERBIL, Kurdistan Region - A Revolutionary Court in Mashhad has sentenced Javad Alikordi to 10 years in prison. A Kurdish citizen from Sabzevar, Alikordi is the brother of Khosrow Alikordi, a prominent defense attorney who represented political prisoners before dying under highly suspicious circumstances in his office in early December 2025.

Javad Alikordi. Photo: Hengaw

Javad Alikordi was arrested on December 15 after publicly challenging the government's claim that his brother died of «cardiac arrest.» Pointing to evidence of unusual bleeding, he posted a video demanding accountability and claiming to hold confidential documents about the death. His arrest followed a heavy security crackdown on mourners during his brother's memorial services.

Human rights organizations, including Hengaw, note that this heavy sentence coincides with a drastic escalation in domestic repression. Following US and Israeli military bombardments targeting Iran on February 28, the judiciary has intensified its crackdown, executing an estimated 31 political prisoners in recent weeks under a state policy of «no mercy» for perceived dissidents.

Alikordi remains held in Mashhad's Vakilabad Prison. Opaque court proceedings mean the exact formal charges remain undisclosed, a tactic rights groups call clear state intimidation.

Libération

18 mai 2026

EN DIRECT - Guerre en Iran : Téhéran annonce la création d'un organisme chargé de gérer le détroit d'Ormuz

L'Iran a formalisé ce lundi 18 mai la fondation de cette nouvelle institution officiellement nommée Autorité du détroit du Golfe Persique.

L'Iran a répondu à une nouvelle proposition formulée par les Etats-Unis la semaine dernière visant à sortir de l'impasse diplomatique et à mettre fin durablement à la guerre, a indiqué lundi son ministère des Affaires étrangères.

Les ministres des Finances du G7 se réunissent ces lundi et mardi à Paris et tenteront de rapprocher leurs positions pour évaluer les répercussions du conflit au Moyen-Orient, en particulier les conséquences économiques de la guerre au Moyen-Orient et du blocage par l'Iran du détroit d'Ormuz.

L'Iran a officialisé la création d'un nouvel organisme pour la gestion du détroit d'Ormuz, voie maritime stratégique pour le commerce mondial d'hydrocarbures que Téhéran contrôle depuis le début de la guerre.

La prix Nobel de la paix 2023 Narges Mohammadi est sortie de l'hôpital de Téhéran et a pu regagner son domicile, a annoncé lundi sa fondation, qui met en garde contre les risques pesant sur sa santé en cas de réincarcération. Narges Mohammadi, 54 ans, dont l'état de santé s'est gravement détérioré depuis son arrestation en décembre, avait été libérée sous caution le 10 mai et transférée à l'hôpital à Téhéran pour être soignée par son équipe médicale personnelle.

L'Iran a frappé des groupes *«agissant pour le compte des Etats-Unis et d'Israël»* dans l'ouest du pays, près de la frontière irakienne, ont affirmé lundi les Gardiens de la Révolution, cités par l'agence de presse Isna. Ces groupes, *«basés dans le nord de l'Irak», o*nt été frappés *«dans la ville de Baneh, dans la province du Kurdistan»* alors qu'ils *«tentaient d'introduire dans le pays une importante cargaison d'armes et de munitions américaines»,* a ajouté l'armée idéologique de la République islamique.

Le Hezbollah a affirmé lundi avoir visé par drone un objectif militaire dans le nord d'Israël, au moment où les frappes israéliennes se poursuivent au Liban malgré une trêve en vigueur depuis le 17 avril. *«En riposte à la violation du cessez-le-feu»* par Israël, le Hezbollah a visé *«une plateforme du Dôme de fer»* de l'armée israélienne dans un camp militaire, *«au moyen d'un drone d'attaque»*, a déclaré le mouvement pro-iranien dans un communiqué.

L'équipe nationale iranienne de football a pris ce lundi la direction de la Turquie pour y préparer le Mondial-2026, avant de rejoindre les Etats-Unis où elle doit disputer ses trois premiers matches du tournoi, dans un contexte de fortes tensions entre Téhéran et Washington. L'équipe, *«composée de 22 joueurs et du staff technique, a quitté le pays ce matin à destination d'Antalya, pour y disputer son dernier match amical avant de s'envoler vers les Etats-Unis»*, a rapporté l'agence de presse iranienne Tasnim. A Antalya, l'Iran espère disputer deux matches amicaux, même si seule une rencontre face à la Gambie, prévue le 29 mai, a été confirmée jusqu'ici. Les joueurs doivent également profiter de leur présence en Turquie pour effectuer les démarches liées à l'obtention de visas pour les Etats-Unis. Le président de la Fédération iranienne, Mehdi Taj, a affirmé jeudi qu'aucun visa n'avait encore été délivré à la Team Melli, alors que Téhéran cherche à avoir des garanties.

Les stocks commerciaux de pétrole déclinent *«très rapidement»*, affectés par les conséquences de la guerre du Moyen-Orient, a déclaré lundi le directeur exécutif de l'Agence internationale de l'énergie (AIE), Fatih Birol, en marge du G7 Finances à Paris. Le déblocage de réserves stratégiques décidé en mars a apporté *«environ 2,5 millions de barils par jour mais elles ne sont pas illimitées»*, a-t-il ajouté auprès de journalistes en marge de la réunion des grands argentiers du groupe de pays industrialisés, à laquelle il participe.

L'Iran a formalisé lundi la création d'un nouvel organisme pour la gestion du détroit d'Ormuz, voie maritime stratégique pour le commerce mondial d'hydrocarbures que Téhéran contrôle depuis le début de la guerre. L'Autorité du détroit du Golfe Persique (PGSA) a désormais son compte officiel, où elle fournira *«des mises à jour en temps réel sur les opérations»* dans le détroit. L'annonce a été partagée sur les réseaux sociaux par le Conseil suprême de sécurité nationale et la Marine des Gardiens de la Révolution.

L'Iran a répondu à une nouvelle proposition formulée par les Etats-Unis la semaine dernière visant à sortir de l'impasse diplomatique et à mettre fin durablement à la guerre, a indiqué lundi son ministère des Affaires étrangères. *«Nos préoccupations ont été transmises à la partie américaine»*, a déclaré le porte-parole du ministère, Esmaïl Baghaï, lors d'un point presse, ajoutant que les échanges se poursuivaient avec Washington *«via le médiateur pakistanais»*. L'Iran est cependant *«pleinement prêt à toute éventualité»*, a-t-il ajouté, au lendemain de nouvelles menaces de Donald Trump.

Des frappes israéliennes au Liban ont tué dimanche sept personnes, malgré une nouvelle prolongation de la trêve prononcée il y a trois jours après des négociations bilatérales que le Hezbollah pro-iranien a encore condamnées. Dans l'est du pays, un tir de missile israélien visant un appartement en périphérie de la ville de Baalbek a tué un chef du Jihad islamique, groupe palestinien allié du Hezbollah, Wael Abdel Halim, ainsi que sa fille de 17 ans, a annoncé dans la soirée de dimanche l'agence de presse officielle libanaise ANI. D'après le ministère de la Santé, trois personnes sont également mortes à Tayr Felsay et Tayr Debba, dont un enfant dans chacune de ces localités du sud du pays, et une quinzaine de personnes ont été bles-

sées. L'armée israélienne avait appelé à l'évacuation de plusieurs villages qui avaient déjà fait l'objet d'avertissements la veille.

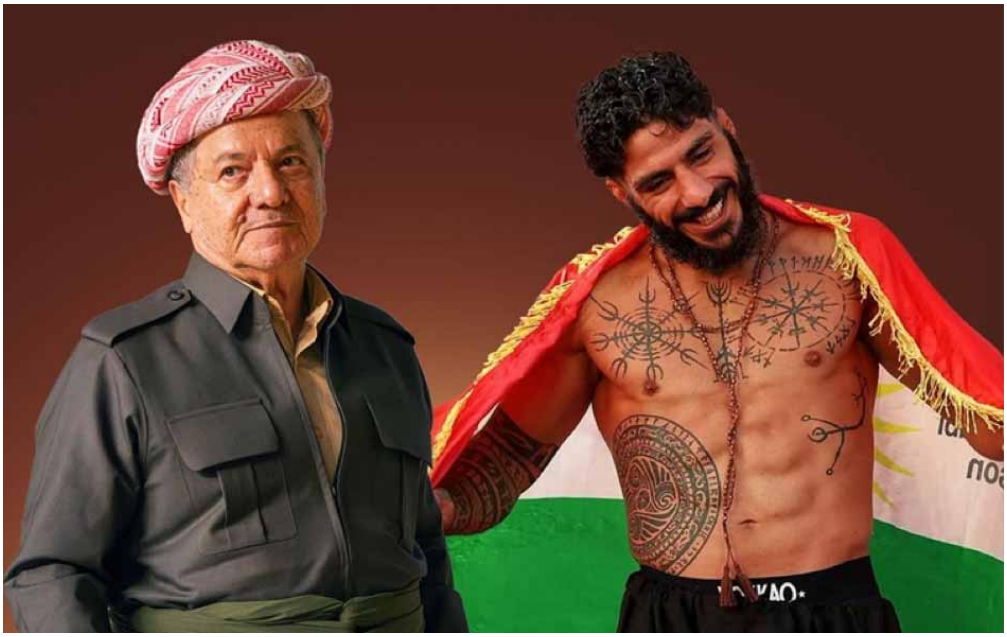
Les ministres des Finances du G7 se réunissent ces lundi et mardi à Paris et tenteront de rapprocher leurs positions pour évaluer les répercussions du conflit au Moyen-Orient et y répondre, ou encore s'affranchir de la dépendance aux minerais critiques chinois. En haut des priorités des grands argentiers du G7 : les conséquences économiques de la guerre au Moyen-Orient et du blocage par l'Iran du détroit d'Ormuz, essentiel au transport d'hydrocarbures et d'engrais. Les cours du pétrole grimpent ce lundi, le baril de Brent dépassant 110 dollars, tandis que les Bourses de Tokyo et Séoul ont ouvert en forte baisse.

2 707 exécutions ont eu lieu en 2025, selon Amnesty International dans un rapport publié ce lundi : la peine capitale est à son plus haut niveau depuis 1981. Un bond principalement dû à l'Iran, où le nombre d'exécutions a plus que doublé l'an passé. A elle seule, la République islamique cumule 80 % des exécutions recensées dans le monde sur toute l'année (la liste qui n'inclut toutefois pas la Chine, considérée comme numéro 1 mondial des mises à mort). Quelque 2 159 personnes ont été exécutées en Iran par pendaison, contre 972 en 2024. Le recours aux exécutions a été particulièrement marqué après la guerre des douze Jours qui a opposé l'Iran à Israël et aux Etats-Unis en juin : 654 exécutions avaient été comptabilisées avant ce conflit, contre 1 505 entre juillet et décembre.

May 18,2026

President Barzani congratulates Namo Fazil after historic MMA victory

ERBIL, Kurdistan Region - President Masoud Barzani on Sunday congratulated Kurdish MMA fighter Namo Fazil after his decisive victory in the United States, where he secured a second-round submission win in Los Angeles, praising him as «a source of pride for all Kurds and Kurdistan.»



President Masoud Barzani (left) and Kurdish MMA fighter Namo Fazil. Graphic: Rudaw

Namo Fazil achieved the victory in the early hours of Sunday during a Mixed Martial Arts bout in Los Angeles, California, where he fought American opponent Jake Babian at the Intuit Dome while carrying the flag of Kurdistan and singing a Kurdish national anthem inside the arena.

"I congratulate the international champion, the young and talented Kurdish fighter, Namo Fazil, on his remarkable and outstanding victory achieved in MMA competitions in the United States,» President Masoud Barzani, leader of the Kurdistan Democratic Party (KDP), said in a post on X, saying that Fazil is «a source of pride for all Kurds and Kurdistan.»

His victory sparked widespread social media attention and was widely celebrated by Kurds across the globe.
Kurdistan Region President Nechirvan Barzani also issued a congratulatory message.

"I extend my warmest congratulations and commendations to the international champion and talented Kurdish youth, Namo Fazil, for the great victory he achieved in Mixed Martial Arts (MMA) in the United States. I wish him continued success and many more victories."

In the first round of the fight, the American fighter began the contest aggressively, applying strong pressure with powerful strikes. However, Fazil absorbed the attacks with tactical discipline and endurance, gradually gaining control of the bout.

The turning point came in the

second round at 58 seconds, when Fazil executed a technical "Anaconda Choke," trapping his opponent's neck in a submission hold. Babian was forced to tap out, signaling surrender before sustaining injury.

With this victory, Namo Fazil improved his professional record to 10 wins and 1 loss. The fight was broadcast live on Netflix and is expected to boost his standing among top international MMA contenders and potential Ultimate Fighting Championship (UFC) prospects.

Le Monde

Claire Gatinois, Ghazal Golshiri
19 mai 2026

L'Iran se prépare à maintenir durablement son emprise sur le détroit d'Ormuz

Les Etats-Unis exigent la réouverture sans condition du passage, mais Téhéran met en place un dispositif pérenne de contrôle du trafic maritime et de contournement des sanctions.

L'annonce a les allures d'une provocation faite à la première puissance mondiale. Une bravade dont l'Iran est devenu coutumier. Lundi 18 mai, ignorant les menaces et les élans comminatoires de Donald Trump, les autorités de Téhéran ont révélé que la nouvelle instance de contrôle du détroit d'Ormuz serait désormais dotée d'un compte sur le réseau social X. Une façon pour le régime théocratique de signifier que son emprise sur cet étroit couloir maritime, par où transitait avant-guerre plus de 20 % de la production de pétrole, de gaz et d'engrais mondiaux, est appelée à durer. *« Le détroit d'Ormuz est à nous »*, avait prévenu, le 14 mai, le vice-président, Mohammad Reza Aref, lors d'une réunion avec le cabinet du président.

Dans le détroit d'Ormuz, au large de Khasab, dans la péninsule de Musandam, au nord d'Oman, le 17 mai 2026. AFP

La réouverture, sans condition, du passage maritime fermé de facto par la République islamique au lendemain des premières frappes israélo-américaines, le 28 février, est une exigence américaine. Mais ni la puissance militaire des Etats-Unis ni le blocus des ports iraniens décrété par Donald Trump le 13 avril, qui imaginait ainsi assécher l'économie iranienne, n'ont fait plier le régime.

Le président américain enrage alors que les négociations de paix semblent dans l'impasse. Lundi 18 mai, l'administration Trump a fait savoir, une fois de plus, que la réponse iranienne à sa proposition ne convenait pas. *« La pression est sur l'Iran qui doit répondre de manière appropriée,* veut croire un officiel de la Maison Blanche, cité par la presse américaine. *Il est temps que les Iraniens jettent quelques bonbons sur la table* (…). *Si cela ne se produit pas, nous mènerons la conversation à coups de bombes et ce serait dommage. »*

Donald Trump a assuré,

lundi, avoir renoncé à un assaut militaire, prévu le lendemain, à la demande des pays du Golfe. Aux yeux des faucons américains, les frappes, interrompues par le cessez-le-feu du 8 avril, sont la seule échappatoire. *« Une riposte brève, mais ferme, permettrait de remettre le conflit dans la bonne direction »*, imagine, sur X, le sénateur républicain Lindsey Graham (Caroline du Sud), persuadé que le président américain ne pourra *« tolérer »* plus longtemps le refus de l'Iran de négocier de *« bonne foi »*, c'est-à-dire en acceptant la défaite.

Nouveau cadre sécuritaire

Les spécialistes de la région sont plus dubitatifs. A moins que cette nouvelle offensive ne parvienne à renverser le régime, ce que les quarante jours de guerre n'ont pas réussi à faire, Téhéran continuera, selon eux, à poser ses exigences et le détroit d'Ormuz restera fermé. *« Si les Etats-Unis veulent que l'Iran débloque le détroit, ils devront donner quelque chose en échange »*, pense l'historien irano-américain Vali Nasr, professeur à l'université Johns-Hopkins. Le régime exige notamment des réparations de guerre et la levée des sanctions internationales. Mais les caciques à Téhéran doutent de la parole de Washington. Et le contrôle à long terme du détroit est une source de revenus pour le pouvoir iranien.

Selon l'agence de presse iranienne Fars – proche des gardiens de la révolution –, qui cite des documents obtenus auprès du ministère de l'économie, le pays a lancé un service d'assurances adossé au bitcoin destiné aux compagnies maritimes. Baptisé « Hormuz Safe », ce dispositif pourrait générer plus de 10 milliards de dollars (environ 8,5 milliards d'euros) de recettes pour la République islamique, indique l'agence, sans préciser de calendrier.

Au-delà de ce système, un nouveau cadre juridique et sécuritaire pour le détroit pourrait être mis en place. Selon le centre de réflexion iranien TABA, il consisterait à interdire le passage pour les navires des Etats considérés comme ennemis – les Etats-Unis, le Royaume-Uni et Israël – et imposerait un contrôle renforcé des bâtiments militaires étrangers, soumis à une autorisation préalable, dont la demande devrait être déposée auprès de l'autorité de gouvernance du détroit. Les bateaux commerciaux devraient, eux aussi, respecter de nouveaux protocoles de sécurité et coopérer avec les autorités iraniennes.

Téhéran serait même prêt à aller plus loin. La chaîne américaine CNN s'est fait l'écho, le 17 mai, du projet d'imposer des taxes aux opérateurs étrangers, tels Google, Amazon ou Meta, souhaitant faire transiter leurs câbles sous-marins par Ormuz.

Droits de transit

Cette nouvelle organisation du détroit, esquissée par l'agence Fars début avril, mentionne l'instauration de droits de passage inspirés du modèle du canal de Suez, ainsi que des mécanismes financiers hors du système dominé par le dollar afin de contourner les sanctions. Enfin, le projet recommande une coopération étroite avec Oman et une coordination stratégique avec d'autres acteurs régionaux afin de renforcer la position géopolitique et économique de l'Iran dans le golfe Persique.

« Les discussions entre l'Iran et Oman laissent entrevoir plusieurs scénarios possibles : protocoles de navigation conjoints, surveillance maritime coordonnée, couloirs de navigation escortés, autorisations de transit sélectives, voire une forme de mécanisme administratif partagé », appuie Abdallah Al-Baabood, politologue omanais, tout en constatant que Mascate continue officiellement de mettre l'accent sur l'ouverture du détroit à tous.

Une telle organisation jetterait à terre les principes fondamentaux de la liberté de navigation. Mais, aux dires des experts, les pays du Golfe comme les armateurs occidentaux pourraient devoir s'y résigner. *« L'Iran a redéfini l'accès au détroit en remplaçant les couloirs de transit désignés par l'Organisation maritime internationale par des itinéraires contrôlés au sein de ses propres eaux territoriales tout en instrumentalisant l'accès des navires de manière sélective. Du point de vue des risques maritimes, la question-clé n'est plus de savoir si Ormuz rouvrira, mais dans quelles conditions »*, pose Dimitris Ampatzidis, responsable des risques maritimes et de la conformité chez Kpler, une entreprise française d'analyse des flux mondiaux de pétrole.

« L'Iran a démontré qu'avec quelques drones et mines, il pouvait bloquer le détroit. Entre les actions de piraterie et une situation déplorable mais prévisible, les assureurs préféreront la seconde », abonde Vali Nasr, faisant un parallèle entre la situation à Ormuz et celle en vigueur dans le détroit du Bosphore, où s'appliquent des droits de transit réglementés imposés par la Turquie, en vertu de la convention de Montreux.

Tout comme le choc pétrolier de 1973 a forcé l'Occident à s'adapter pour réduire leur dépendance à l'or noir, la crise d'Ormuz pourrait conduire les pays du Golfe à s'affranchir progressivement du détroit. Le port de Duqm et le corridor de Foujeyra, aux Emirats arabes unis, et les oléoducs saoudiens de la mer Rouge pourraient ainsi prendre progressivement une importance plus stratégique, privant progressivement l'Iran de l'un de ses pouvoirs de nuisance.

The New York Times May 19, 2026

Middle East on Edge After Trump Says He Delayed Attack on Iran

President Trump threatened “another big hit” on Iran, saying the country had days to return to the negotiating table, as Pakistan continued its mediation efforts to end the war.

The Middle East remained in tense limbo on Tuesday, a day after President Trump said he had postponed a major U.S. attack on Iran to give more time for diplomacy.

Iran did not immediately respond directly to Mr. Trump’s remarks. An Iranian Army spokesman, Brig. Gen. Mohammad Akraminia, warned on Tuesday that any renewed attack would prompt Iran to open “new fronts» using “new tools and methods,” according to IRNA, Iran’s state news agency.

For his part, Mr. Trump was vague when asked on Tuesday how long Iran had to return to the negotiating table. “Two or three days. Maybe Friday, Saturday, Sunday. Maybe early next week. A limited period of time,» he told reporters.

“I hope we don’t have to do the war, but we may have to give them another big hit,” he added. “I’m not sure yet. You’ll know very soon.”

President Trump said the U.S. military was prepared for a “full, large scale assault” against Iran. Doug Mills / The New York Times

As the monthlong ceasefire has come under increasing strain, Pakistan, a mediator in the conflict, has sought to keep indirect talks alive between Tehran and Washington. Iranian state media reported that Pakistan’s interior minister, Mohsin Naqvi, had met Iran’s foreign minister, Abbas Araghchi, in Tehran on Monday evening, and discussed efforts to end the war. The Pakistani government has not commented on the two-day trip, which reportedly started on Sunday. Mr. Naqvi is close to Pakistan’s army chief, Asim Munir, who has been leading the country’s mediation efforts and speaking directly with Mr. Trump and Iranian officials, according to two people with knowledge of the negotiations, who spoke on condition of anonymity because of the sensitivity of the talks.

Tasnim, a semiofficial Iranian news agency, described Mr. Naqvi’s visit to Tehran as part of Pakistan’s efforts to “facilitate dialogue and promote regional peace.”

The Pakistani interior minister, Mohsin Naqvi, left, shaking hands with President Masoud Pezeshkian of Iran on Sunday in a photograph released by the Iranian Presidency Office.

Mr. Trump said on Monday that he had authorized a “very major attack” against Iran for Tuesday, but had postponed it after the leaders of Qatar, Saudi Arabia and the United Arab Emirates asked for more time to pursue an agreement over Iran’s nuclear program. He said there was a “very good chance” that a deal could be reached but that the U.S. military was prepared for a “full, large scale assault” if Iran did not agree to terms acceptable to Washington.

The episode was the latest example of Mr. Trump’s brinkmanship over Iran, in which threats of overwhelming force have repeatedly given way to last-minute pauses for diplomacy.

The spokesman for the Qatari Foreign Ministry, Majed al-Ansari, said at a news conference on Tuesday that his nation supported Pakistan’s mediation efforts but cautioned that nobody could predict whether they would succeed. He said that Mr. Trump’s decision to postpone any attack was a response to calls from Gulf leaders to give diplomacy “another chance.” Mr. al-Ansari added that communications were ongoing to “ensure there is no return to escalation.”

On Tuesday, the United Arab Emirates said that its air defenses had intercepted six drones targeting the country in the last 48 hours.

The Emirati defense ministry also said that a drone attack on the country’s Barakah nuclear plant on Sunday had originated from Iraqi territory.

Two of the drones were intercepted, the ministry added, while a third struck an electricity generator outside of the plant's inner perimeter.

Negotiations have stalled over Iran's nuclear program and the Strait of Hormuz, a critical transit point for oil and gas, which Iran has effectively closed since the early days of the war, rattling global energy markets.

State media in Iran reported on Tuesday that the country's deputy foreign minister, Kazem Gharibabadi, had briefed members of Parliament on Tehran's latest proposal to Washington. Mr. Gharibabadi said that the proposal included ensuring Iran's right to enrich uranium, according to the report, suggesting that Tehran was holding firm on core demands that have proved to be non-starters for the Trump administration.

Mr. Trump has demanded that any agreement prevent Iran from obtaining a nuclear weapon.

The war, now in its third month, has hit Iran hard, but U.S. military officials say that the government in Tehran has demonstrated its ability to impose heavy costs on the wider region and on the global economy.

Iran has used the cease-fire to dig out bombed ballistic missile sites, move mobile launchers and adjust its tactics for any resumption of strikes, according to a U.S. military official who spoke on condition of anonymity to discuss operational matters.

Anne Bernas
19 mai 2026

Israël-Turquie: anatomie d'une rupture stratégique au Moyen-Orient

Israël et la Turquie sont à couteaux tirés. Des deux bords, leurs discours apparaissent de plus en plus menaçants alors que ces deux États du Moyen-Orient ont été partenaires durant plusieurs décennies. Comment en est-on arrivé à ce point de bascule, et comment peut-on envisager le futur dans le contexte régional chaotique?

À Jérusalem le 17 février dernier, l'ancien Premier ministre israélien Naftali Bennett, aujourd'hui dans l'opposition à Benyamin Netanyahu, n'y allait pas par quatre chemins : « *Une nouvelle menace turque est en train d'émerger. Je veux être très clair* [...] *La Turquie est le nouvel Iran. Erdogan est rusé, dangereux, il cherche à encercler Israël.* » Deux mois plus tard, le président turc déclarait que Netanyahu avait « *surpassé Hitler en barbarie* ». Et dans un message peu de temps après, le 20 mars, il affirmait qu'Israël avait tué « *des centaines de milliers de personnes* » au Moyen-Orient et que, « *si Dieu le [voulait], il en paiera[it] le prix* ».

L'escalade verbale entre ces deux grandes puissances du Moyen-Orient prend aujourd'hui une ampleur sans précédent, et les déclarations plus virulentes les unes que les autres se multiplient. Des paroles, mais aussi des faits concrets. Le 10 avril dernier, la justice turque a publié un acte d'accusation visant une trentaine d'Israéliens, dont Benyamin Netanyahu, accusés d'avoir joué un rôle dans l'arraisonnement des **flottilles** destinées à livrer de l'aide humanitaire dans la bande de Gaza (en septembre dernier, la flottille avait été escortée par l'armée turque). Ce nouvel événement risque d'accentuer un peu plus les tensions entre ceux qui, pourtant, ont longtemps été partenaires.
Au lendemain de la création de l'État d'**Israël**, la **Turquie** est le premier pays à majorité musulmane à le reconnaître. Nous sommes alors en 1949. La Turquie, qui vise son entrée dans l'Otan – effective en 1952, en pleine guerre froide –, devient un proche des États-Unis et de l'Occident au même titre qu'Israël. Le monde arabe est alors considéré comme hostile autant par Tel-Aviv que par Ankara ; ce dernier réaffirmant cependant, et de manière constante, demeurer attaché à la solution à deux États, Israël et Palestine.

Israël et la Turquie deviennent de réels partenaires régionaux sur les plans diplomatiques mais aussi stratégiques et surtout militaires. L'armée israélienne, dans les années 1990, est d'ailleurs admirée par les généraux turcs pour son rôle de socle dans la société.

Erdogan et le virage pro-arabe de la Turquie

Mais au début des années 2000, l'arrivée au pouvoir de Recep Tayyip Erdogan fait prendre à la Turquie un virage à 180 degrés et Ankara décide de se rapprocher du monde arabo-musulman et de brandir plus haut et plus fort son soutien à la cause palestinienne. Le gouvernement turc tisse parallèlement des liens avec les Frères musulmans et le Hamas palestinien.

L'opération **« Plomb durci »** en 2009, qui fait 1 400 morts côté palestinien et 13 côté israélien, provoque la colère de la Turquie. Au sommet de Davos la même année, le futur président turc, alors Premier ministre, invective Shimon Peres, le traite de « *tueur d'enfants* » et ajoute : « *Tu parles très fort. C'est un signe psychologique de culpabilité de parler aussi fort* [...] *Quand il s'agit de tuer, vous êtes des experts !* » Une déclaration qui sera saluée par une grande partie de la presse arabe et plus globalement par le monde musulman.

Nouvelle goutte d'huile sur le feu en 2010, lorsqu'Israël intercepte dans les eaux internationales le ***Mavi Marmara***, une flottille humanitaire en route pour lever le blocus dans l'enclave palestinienne. Neuf militants sont tués

par l'État hébreu, ce qui vaudra à Israël d'être accusé par la Turquie de « *terrorisme d'État* ».

Ankara rompt alors ses relations diplomatiques avec Tel-Aviv et réclame non seulement des excuses officielles, mais aussi une indemnisation des victimes et la levée du blocus sur la **bande de Gaza**.

Il faudra attendre 2016 pour qu'Israël cède, mais seulement aux deux premières demandes de la Turquie. Pour autant, les relations demeurent tumultueuses entre les deux pays, d'autant qu'en 2019, à l'écart de la Turquie, Israël lance avec la Grèce, l'Égypte et Chypre le Forum de la Méditerranée orientale pour mieux coordonner l'industrie du gaz dans la zone.

Après dix ans de brouilles, les relations diplomatiques sont rétablies en 2022 et les échanges commerciaux entre les deux pays sont florissants, atteignant les dix milliards de dollars cette année-là.

Un fragile retour à la normale, jusqu'au 7-Octobre

En septembre 2023, Erdogan et Netanyahu se retrouvent lors de l'Assemblée générale de l'ONU à New York pour confirmer leurs bonnes relations. Dans les tuyaux également, un projet de visite officielle du président Herzog en Turquie. Tous les signaux semblent être au vert pour qu'Ankara suive la voie de la normalisation de ses relations avec Tel-Aviv, à l'instar d'autres pays du monde arabe comme l'Arabie saoudite. Mais l'attaque du Hamas le 7 octobre vient rebattre les cartes et la réconciliation entre Israël et la Turquie tombe à nouveau aux oubliettes.

Ankara ne réagit pas immédiatement, appelle à la négociation, mais rapidement, il est le premier à qualifier de « génocide » les opérations israéliennes dans la bande de Gaza et rappelle son ambassadeur. Un an et demi après le début de la tragédie dans l'enclave palestinienne, Erdogan déclare : « *Nous voyons et nous savons ce qui se passe en Palestine. Dieu maudisse l'Israël sioniste.* » Ce à quoi s'empresse de répondre le ministre israélien des Affaires étrangères : « *Le dictateur Erdogan a révélé son visage antisémite. Il est un danger pour la région et pour son propre peuple.* »

En avril 2024, la Turquie décide de stopper toutes ses relations commerciales avec Israël, et cela alors qu'elle se classait au 5e rang des fournisseurs d'Israël en 2023. Mais les affaires sont les affaires. Et « *si après le 7-Octobre Erdogan a prétendu qu'il n'était plus question de faire du commerce avec Israël, la réalité était plus obscure,* remarque Didier Billion, spécialiste de la Turquie et du Moyen-Orient et directeur adjoint de l'IRIS. O*n sait parfaitement que les accords économiques se sont poursuivis. Ce qui, au passage, a valu à Erdogan d'être accusé d'hypocrisie par certains et cela lui a coûté quelques pourcentages de voix lors des élections municipales de 2024. Et c'est d'ailleurs juste après qu'il a déclaré que les relations économiques étaient définitivement terminées.* »

Sur le plan diplomatique à la même époque, Ankara fait monter les tensions avec Tel-Aviv en entreprenant de s'associer aux démarches de l'Afrique du Sud visant à traduire Israël **devant la CPI pour génocide**. Allant plus loin dans l'affichage de son mécontentement, Erdogan interdit en novembre 2024 le survol de son territoire par l'avion menant le président israélien Isaac Herzog en Azerbaïdjan.

« *Le 7-Octobre est un élément détonateur dans la dégradation des relations,* poursuit Didier Billion. *Et ce qui est tout à fait surprenant, c'est que la radicalité verbale et rhétorique de Erdogan a été poussée à son comble. On est alors dans une situation de tension extrême. Mais le problème pour la Turquie, c'est que cette radicalité verbale extrême va l'empêcher de jouer un rôle de médiation qui sera tenu par les Qatariens et les Égyptiens.* »

La chute de Bachar el-Assad, un tournant

Autre catalyseur de la crise montante entre les deux États : la Syrie. Israël et la Turquie se sont tous deux félicités de la chute de Bachar el-Assad en décembre 2024. Pourtant, la nouvelle Syrie est devenue pour ces deux acteurs un enjeu majeur de leur influence régionale et un objet important des tensions actuelles entre eux.

Si de nombreux observateurs affirment que le renseignement israélien a aidé Hayat Tahrir al-Sham à la chute du dictateur syrien, que ce même HTS a été publiquement soutenu par Ankara, la situation actuelle est plus que jamais délicate pour les deux voisins de la Syrie.

Peu de temps après la prise de pouvoir d'**Ahmed al-Charaa**, le ministre des Affaires étrangères israélien Gidéon Saar lâche que la Turquie a « *un rôle négatif* » en Syrie, soupçonnant Ankara de vouloir y établir un « *protectorat* ». Tel-Aviv s'inquiète ainsi de la proximité entre Erdogan et Ahmed al-Charaa et ne cesse, depuis début 2025, d'**empiéter illégalement sur le territoire syrien,** prétextant vouloir simplement assurer sa propre sécurité. Israël s'attaque même, au printemps 2025, à une base militaire syrienne que l'armée turque convoitait, provoquant l'ire d'Ankara.

Auparavant alliés sur le dossier syrien, Israël et la Turquie sont dorénavant dans un face-à-face ouvert sur ce territoire qui leur est frontalier à tous les deux, et l'expansionnisme à tout-va de l'État hébreu ne peut qu'inquiéter les Turcs qui craignent de devenir à leur tour l'objet d'une nouvelle ambition territoriale israélienne.

Vers un conflit ouvert ?

Par ailleurs, aujourd'hui, avec l'affaiblissement de l'Iran, Tel-Aviv voit de plus en plus la Turquie comme le prochain ennemi – Israël, la Turquie et l'Iran étant les trois principales puissances du Moyen-Orient. Mais est-ce pour autant le signe qu'un conflit ouvert pourrait éclater ? « *La relation est à un point de bascule et elle n'est pas loin d'un point de rupture,* analyse Hasni Abidi, directeur du Centre d'études et de recherche sur le monde arabe et méditerranéen. *L'escalade n'est pas un scénario lointain, mais elle se fait surtout entre les politiques. Car aujourd'hui, les militaires apparaissent beaucoup plus sages que les politiques. Les services de renseignement sont en contact et les deux armées vont tout faire pour éviter un contact militaire, mais on n'est pas à l'abri d'un incident. La guerre n'est pas une hypothèse plausible, mais sur d'autres terrains, un contact n'est pas exclu.* »

« *Il faut prendre les menaces à l'égard de la Turquie avec beaucoup de recul et de circonspection. Pour l'instant, ce sont plutôt des roulements de mécaniques qu'il ne faut pas sous-estimer, mais qu'il ne faut pas non plus surestimer* », tempère Didier Billion, selon qui faire de la Turquie un nouvel ennemi est pour Israël une manière d'entretenir un conflit perpétuel dans la région. « *Je pense que les dirigeants israéliens ont une politique de fuite en avant terriblement préoccupante, non seulement*

pour la stabilité de la région, mais aussi pour l'avenir de l'État d'Israël. Ils sont en train de couper toutes les voies de négociations politiques, de compromis, etc. Cette hubris de la victoire de Netanyahu est absolument terrifiante et Israël joue un jeu extrêmement dangereux. »

De part et d'autre, les deux régimes poursuivent ainsi une escalade verbale qui possède de nombreuses raisons de politique intérieure : Erdogan entend par ce biais entretenir sa base électorale et ressouder les rangs autour de lui. Aussi, au niveau régional, « *le président turc est conscient que les opinions publiques, quand elles peuvent s'exprimer, sont très favorables à la "cause palestinienne". Comme Erdogan a des projets régionaux et qu'il veut absolument affirmer une forme de leadership, il se dit que c'est bon à prendre* », explique Didier Billion.

« *Israël n'a pas de politique étrangère, seulement une politique intérieure* », disait l'ancien secrétaire d'État américain Henry Kissinger. Et de son côté, Netanyahu prépare les élections d'octobre prochain. Les déclarations belliqueuses à l'encontre des autorités turques lui permettent de ramener à ses côtés les Israéliens de droite et d'extrême droite. « *Et puis,* ajoute Hasni Abidi, *les Israéliens regardent avec méfiance la Turquie améliorer ses relations avec les Émirats arabes unis, et entretenir excellemment bien ses relations avec le Pakistan et l'Arabie saoudite. Israël craint en effet que la Turquie, membre de l'Otan, rejoigne cette alliance militaire pakistano-saoudienne. Tout cela est aussi une question d'hégémonie, une histoire d'influence dans la région. Avec un Iran affaibli, les Israéliens voient dans la Turquie la puissance sunnite montante dans la région.* »

Les Américains pour calmer le jeu

Malgré tous ces désaccords et cette rivalité, les régimes israélien et turc partagent un ami commun, et non des moindres : les États-Unis. Ankara et Washington entretiennent d'excellentes relations et la Turquie représente la deuxième armée au sein de l'Alliance atlantique. Erdogan est ainsi apparu en majesté grâce au président américain Donald Trump lors du sommet de Charm el-Cheikh sur la paix à Gaza en septembre dernier. Et Erdogan, pour entretenir ses relations positives avec l'allié américain, a d'ailleurs accepté d'intégrer le Conseil de la paix pour Gaza.

Donald Trump ne cache pas son attachement à la stabilité de la Turquie et au rôle politique que peut jouer ce pays. D'ailleurs, c'est à Ankara que va se dérouler en juillet le sommet de l'Otan et, analyse Didier Billion, « *ce n'est pas tout à fait un hasard. Trump considère que la Turquie est un allié avec qui il ne faut pas rigoler, et cela même si les États-Unis sont dans une posture de soutien total à Israël. Il n'empêche que sur un certain nombre de dossiers, le va-t-en-guerrisme de monsieur Netanyahou agace au plus au point les intérêts américains.* » Dès lors, insiste de son côté Hasni Abidi, « *les Américains vont tout faire pour éviter un accrochage ou un accident* ».

Ce 16 mai, le président turc, insistant sur son travail à œuvrer en faveur d'une coopération régionale renforcée, a appelé une nouvelle fois à la stabilité régionale et a déclaré que les « *provocations* » d'Israël devaient cesser pour la paix du Moyen-Orient. Si les relations entre Israël et la Turquie sont une succession de crises et de réconciliations, la résolution de la question palestinienne demeure pour Ankara, depuis toujours, l'unique pierre d'achoppement à toute réconciliation durable avec Tel-Aviv.

May 19,2026

Baghdad denies plan to replace Kurdistan border crossing with Syria route

ERBIL, Kurdistan Region - Baghdad views border crossings in federal Iraq and the Kurdistan Region through the same lens, a senior Iraqi border authority official told Rudaw on Tuesday, a day after the first transit convoy traveled from Turkey to Iraq's northern Nineveh province via Syria, fueling speculation that shifting trade routes between Ankara and Baghdad could weaken the Region's role as a transit hub.

The convoy of cargo trucks arrived at the Rabia border crossing on Monday after passing through Syria's Gire Spi (Tal Abyad) crossing with Turkey.

Asked by Rudaw whether the Rabia crossing could become an alternative to the Ibrahim Khalil crossing between the Kurdistan Region and Turkey, Omar al-Waili, head of Iraq's Border Crossings Authority, said Baghdad "deals with all crossings equally, including the Region's, and we have no intention or direction to replace one crossing with another."

He added that "the opening of new crossings with Syria comes in response to the needs of the bordering provinces."

The Syrian side of the Rabia border crossing, known as al-Yarubiyah, reopened earlier this year after being closed in late 2024 following the ouster of longtime Syrian dictator Bashar al-Assad by a coalition of armed groups led by Syria's current interim President Ahmed al-Sharaa.

On Monday, Sirwa Mohammed, a member of the Iraqi parliament's economy and trade committee, said Waili had informed her that "Turkey itself requested the reopening of the Rabia crossing so that the largest share of trade movement would pass through this route."

The Kurdish lawmaker told

Rudaw that she believes the move is aimed at "weakening and paralyzing the Ibrahim Khalil border crossing" with Turkey, which is located in the Kurdistan Region's northern Duhok province.

She added that the development could negatively affect the Kurdistan Region's economy, stressing that "the Kurdistan Regional Government [KRG] must urgently enter talks with Baghdad to protect the remaining trade activity and agree on customs procedures" under the Automatic System for Customs Data (ASYCUDA) agreement between Erbil and Baghdad.
The ASYCUDA electronic automation system was developed by the United Nations Conference on Trade and Development (UNCTAD) in the early 1980s and is now used at all 22 of Iraq's federal border crossings, including key southern ports. The system is designed to standardize and modernize customs procedures.

The KRG formally petitioned the Iraqi federal government to convene an urgent session of the Ministerial Council for the Economy to finalize the ASYCUDA agreement, a senior commerce official in Erbil told Rudaw last week.
Importantly, Waili said on Tuesday that "the federal customs authority and the Kurdistan Region's customs authority have reached an agreement on the mechanisms for linkage, and the matter is currently being implemented by the technical committees of both sides."

The New York Times **May 19, 2026**

Early War Goal Was to Install Hard Line Former President as Iran's Leader

An Israeli strike designed to free Mahmoud Ahmadinejad from house arrest in Tehran, U.S. officials said, was part of an effort to bring about regime change and put him in power.

Days after Israeli strikes killed Iran's supreme leader and other top officials in the opening salvos of the war, President Trump mused publicly that it would be best if "someone from within" Iran took over the country.

It turns out that the United States and Israel went into the conflict with a particular and very surprising someone in mind: Mahmoud Ahmadinejad, the former Iranian president known for his hard-line, anti-Israel and anti-American views.

But the audacious plan, developed by the Israelis and which Mr. Ahmadinejad had been consulted about, quickly went awry, according to the U.S. officials who were briefed on it.

Mr. Ahmadinejad was injured on the war's first day by an Israeli strike at his home in Tehran that had been designed to free him from house arrest, the American officials and an associate of Mr. Ahmadinejad said. He survived the strike, they said, but after the near miss he became disillusioned with the regime change plan.

He has not been seen publicly since then and his current whereabouts and condition are unknown.

To say that Mr. Ahmadinejad was an unusual choice would be a vast understatement. While he had increasingly clashed with the regime's leaders and had been placed under close watch by the Iranian authorities, he was known during his term as president, from 2005 to 2013, for his calls to "wipe Israel off the map." He was a strong supporter of Iran's nuclear program, a fierce critic of the United States and known for violently cracking down on internal dissent.
How Mr. Ahmadinejad was recruited to take part remains unknown.

The existence of the effort, which has not been previously reported, was part of a multistage plan developed by Israel to topple Iran's theocratic government. It underscores how Mr. Trump and Prime Minister Benjamin Netanyahu of Israel went into the war not only misjudging how quickly they could achieve their objectives but also gambling to some degree on a risky plan for leadership change in Iran that even some of Mr. Trump's aides found implausible. Some American officials were skeptical in particular about the viability of putting Mr. Ahmadinejad back into power.

"From the outset, President Trump was clear about his goals for Operation Epic Fury: destroy Iran's ballistic missiles, dismantle their production facilities, sink their navy, and weaken their proxy," Anna Kelly, a White House spokeswoman, said in response to a request for comment about the regime change plan and Ahmadinejad. "The United States military met or exceeded all of its objectives, and now, our negotiators are working to make a deal that would end Iran's nuclear capabilities for good."
A spokesperson for Mossad, the Israeli foreign intelligence agency, declined to comment.

U.S. officials spoke during the early days of the war about plans developed with Israel to identify a pragmatist who could take over the country. Officials insisted that there was intelligence that some within the Iranian regime would be willing to work with the United States, even if those people couldn't be described as "moderates."

Mr. Trump was enjoying the success of the raid by U.S. forces to capture Venezuela's leader, Nicolas Maduro, and the willingness of his interim replacement to work with the White House — a model that Mr. Trump appeared to think could be replicated elsewhere.

In recent years, Mr. Ahmadinejad has clashed with regime leaders, accusing them of corruption, and rumors have swirled about his loyalties. He was disqualified from numerous presidential elections, his aides were arrested and Mr.

Ahmadinejad's movements were increasingly restricted to his home in the Narmak section of eastern Tehran.

Former Iranian President Mahmoud Ahmadinejad speaks to supporters and receives letters requesting help outside his home at "Square 72" in the working-class Narmak district in Tehran, Iran in 2014.Scott Peterson/Getty Images

Former President Mahmoud Ahmadinejad of Iran registering as a candidate in the presidential election in Tehran in 2024.Arash Khamooshi / Polaris for The New York Times

That American and Israeli officials saw Mr. Ahmadinejad as a potential leader of a new government in Iran is further evidence that the war in February was launched with the hopes of installing more pliable leadership in Tehran. Mr. Trump and members of his cabinet have said that the goals of the war were narrowly focused on destroying Iran's nuclear, missile and military capabilities.

There are many unanswered questions about how Israel and the United States planned to put Mr. Ahmadinejad in power, and the circumstances surrounding the airstrike that injured him. American officials said that the strike — carried out by the Israeli Air Force — was meant to kill the guards watching over Mr. Ahmadinejad as part of a plan to release him from house arrest.

On the first day of the war, Israeli strikes killed Ayatollah Ali Khamenei, Iran's supreme leader. The strike at Ayatollah Khamenei's compound in central Tehran also blew up a meeting of Iranian officials, killing some officials whom the White House had identified as more willing to negotiate over a change in government than their bosses.

There were also initial reports at the time in the Iranian media that Mr. Ahmadinejad had been killed in the strike on his home.

The strike did not significantly damage Mr. Ahmadinejad's house at the end of a dead-end street. But the security outpost at the entrance to the street was struck. Satellite imagery shows that building was destroyed.

In the days that followed, official news agencies clarified that he had survived but that his "bodyguards" — in actuality Islamic Revolutionary Guard Corps members who were both guarding him and holding him under house arrest — were killed.

An article in The Atlantic in March, citing anonymous associates of Mr. Ahmadinejad, said that the former president had been freed from government confinement after the strike at his house, which the article described as "in effect a jailbreak operation."

After that article, an associate of Mr. Ahmadinejad confirmed to The New York Times that Mr. Ahmadinejad saw the strike as an attempt to free him. The associate said the Americans viewed Mr. Ahmadinejad as someone who could lead Iran, and had the capability to manage "Iran's political, social and military situation."
Mr. Ahmadinejad would have been able to "play a very important role" in Iran in the near future, the associate said, suggesting that the United States saw him as similar to Delcy Rodriguez, who took power in Venezuela after American forces seized Mr. Maduro and has since worked closely with the Trump administration, the person said.

During his presidency, Mr. Ahmadinejad was known both for his hard-line policies and his often outlandish fundamentalist pronouncements, such as his declaration that there was not a single gay person in Iran and his denial of the Holocaust. He spoke at a conference in Tehran called "A World Without Zionism."

Western satirists lampooned these views, and Mr. Ahmadinejad became something of an unwitting pop culture curiosity, even the subject of Saturday Night Live parodies.

He also presided over the country at a time when Iran was accelerating the enrichment of uranium it could one day use for making a nuclear bomb should it choose to weaponize its program. An American intelligence assessment in 2007 concluded that Iran had, years earlier, frozen its work on building a nuclear device but was continuing the enrichment of nuclear fuel it could use for a nuclear weapon if it changed its mind.

After Mr. Ahmadinejad left office he gradually became something of an open critic of the theocratic government, or at least at odds with Ayatollah Khamenei.

Three times — 2017, 2021, and 2024 — Mr. Ahmadinejad tried to run for his previous job, but each time Iran's Guardian Council, a group of civilian and Islamic jurists, blocked his presidential campaign. Mr. Ahmadinejad has accused senior Iranian officials of corruption or bad governance and become a critic of the government in Tehran. While he never was an overt dissident, the regime began to treat him as a potentially destabilizing element.
Mr. Ahmadinejad's ties to the west are far murkier.
In a 2019 interview with The New York Times, Mr. Ahmadinejad praised President Trump and argued for a rapprochement between Iran and the United States.

"Mr. Trump is a man of action," Mr. Ahmadinejad said. "He is a businessman and therefore he is capable of calculating cost-benefits and making a decision. We say to him, let's calculate the long-term cost-benefit of our two nations and not be shortsighted."

People close to Mr. Ahmadinejad have been accused of having too close ties to the West, or even spying for Israel. Esfandiar Rahim Mashai, Mr. Ahmadinejad's former chief of staff, was put on trial in 2018 and the judge in the case publicly asked about his links to British and Israeli spy agencies, an accusation publicized by state media.

In the past few years Mr. Ahmadinejad has made trips out of Iran that further fueled speculation.

In 2023, he traveled to Guatemala and in 2024 and 2025 he went to Hungary, trips detailed by New Lines magazine. Both countries have close ties to Israel.

The Hungarian prime minister at the time, Viktor Orban, has a close relationship with Mr. Netanyahu. During the trips to Hungary, Mr. Ahmadinejad spoke at a university connected to Mr. Orban.

He returned from Budapest just days before Israel began attacking Iran last June. When that war broke out, he kept a low public profile and posted only few statements on social media. His relative silence about a war with a country that Mr. Ahmadinejad had long viewed as Iran's main enemy was noted by many on Iranian social media.

Discussion of Mr. Ahmadinejad on Iranian social media picked up after reports of his death, according to an analysis by FilterLabs, a company that tracks public sentiment. But the discussion declined in the weeks following, mainly amounting to confusion about his whereabouts.

At the outset, Israel envisioned the war unfolding in several phases, starting with air assaults by the United States and Israel plus the killing of Iran's supreme leaders and the mobilization of Kurds to fight Iranian forces, according to two Israeli defense officials familiar with the operational planning.

Then, the Israeli plan foresaw a combination of influence campaigns carried out by Israel and the Kurdish invasion creating political instability in Iran and a sense that the regime was losing control. In a third stage, the regime, under intense political pressure and the weight of damage to key infrastructure like electricity, would collapse, allowing for what the Israelis referred to as an "alternative government" to be established.

Other than the air campaign and the killing of the supreme leader, little of the plan played out as the Israelis had hoped, and much of it appears in retrospect to have profoundly misjudged Iran's resilience and the capacity of the United States and Israel to exert their will.

But even after it became clear that Iran's theocratic government had survived the first months of the war, some Israeli officials continued to express belief in their vision of imposing regime change in Tehran.
David Barnea, Mossad's chief, told associates in several discussions that he still thought that the agency's plan, based on decades of intelligence collection and operational activity in Iran, had a very good chance of succeeding had it received approval to move forward.

The New York Times May 21, 2026

Who Runs Iran Now? A Hard-Line Military Band of Brothers.

Decision making in the country is guided by a small group of men associated with the Islamic Revolutionary Guards Corps.

When Ayatollah Ali Khamenei, Iran's supreme leader for 37 years, was killed by Israel on Feb. 28, in the opening airstrike of the war against the Islamic Republic, he was succeeded by his son, Mojtaba.

But at 86, the ayatollah had wielded a level of influence that no replacement could soon match.
Senior Iranian officials maintain that all key matters are run by the 56-year-old heir. Decision making, however, extends beyond one man, experts say, guided by a small, elite band of mostly current or former senior commanders of the Islamic Revolutionary Guards Corps.

It is not the Guards as an organization that is exerting control, they say, but a hardened "band of brothers," whose seminal experience was the brutal, eight-year war between Iran and Iraq that began in 1980.
Founded in 1979 to safeguard the newborn revolution and its leader, the Guards promoted these commanders to generals while they were still in their late 20s or early 30s. Western support for Iraq in the war convinced them that Iran had to forge its own way no matter what the cost.
After the war, they went on to control intelligence or security services. Most are believed to have some personal connection with Mojtaba Khamenei from the long years that he directed his father's office.

These men are among the hardest-line figures in the country — militants not only in terms of perpetuating the Islamic revolution, but also in the harsh methods they have championed while running the main organs of government repression.

Their shared backgrounds, careers and ideological outlook are one reason the war has neither collapsed the government nor paralyzed it, despite the deaths of about 50 top political and military leaders, experts said.

Whatever jockeying may be taking place among these central figures over whether to seek a pragmatic end to the conflict remains largely opaque. Some shunned the limelight even before the war. Now they now remain hidden for fear of being targeted.

Here are some of the most powerful figures in Iran today.

Mohammad-Bagher Ghalibaf, 64

The speaker of the Iranian Parliament since 2020, Mr. Ghalibaf has served as commander of the Guards air force and chief of the national police, as well as the mayor of Tehran.

Mr. Ghalibaf once boasted that during anti-government demonstrations in 1999, despite his rank, he had ridden on the back of a motorcycle like an ordinary militiaman to beat protesters with sticks.

In 2004, he ran for president and tried to change his image. "He showed up on election day looking like Don Johnson on 'Miami Vice,'" donning a white suit and sunglasses instead of his uniform, said Afshon Ostovar, author of "Vanguard of the Imam," a history of the Guards. It was a failed attempt to appeal to middle-class voters, and made some conservative supporters suspect his ambitions.

Mr. Ghalibaf is something of a bridge between the political and military elite. Considered a pragmatic figure, he negotiated directly with the United States in Pakistan last month. Some detractors suspect that he seeks a peace deal that will make him an Iranian strongman.

Ahmad Vahidi, 67

Mr. Vahidi is a former intelligence officer who took over the Guards in March after U.S. and Israeli airstrikes killed his predecessor. A veteran, bellicose general, he previously served as both minister of defense and interior minister.

A billboard in Tehran showing the three supreme leaders, Ayatollah Ruhollah Khomenei, Ayatollah Ali Khamenei and his son, Mojtaba Khamenei.Arash Khamooshi/Polaris for The New York Times

Mr. Vahidi became prominent in 1988 as the first commander of the Quds Force, which built proxy regional militias like Hezbollah in Lebanon. He is suspected of embedding terrorism in their DNA. Attacks under his watch included the bombing of a Jewish community center in Buenos Aires in 1994 that left 85 people dead, and a truck bomb targeting a U.S. Air Force barracks in Dhahran, Saudi Arabia, in 1996, killing 19 servicemen. Iran has repeatedly denied involvement in both attacks.

Gholam-Hossein Mohseni-Ejei, 69

The head of Iran's judiciary since 2021, Mr. Mohseni-Ejei has a reputation as a hanging judge who has long used the courts to throttle dissent, including a torrent of recent executions of participants in anti-government protests early this year.

Mr. Mohseni-Ejei was the minister of intelligence during protests after the 2009 presidential election. The public perception of a fraudulent vote fueled the Green Movement, a nationwide wave of demonstrations that his ministry helped squash through imprisonment, torture and executions. He was a target of sanctions by both the United States and the European Union.

Mr. Taeb is a Shiite Muslim cleric who ran the brutal Basij militia and then government counterintelligence operations before heading the Guards' own intelligence organization from 2009 to 2022. Notorious for crushing dissent, the organization during his tenure also imprisoned for ransom or other exchanges numerous Iranian American and other dual nationals, detailed in reports by both the Etemad, an Iranian daily newspaper, and Human Rights Watch.

Government violence during the 2009 protests prompted public criticism, with one Parliament member writing in comments published online, "When we place management of the recent crisis in the hands of individuals like Taeb, who are more familiar with the baton than with thought, reason and prudence, the result will be exactly this."

Mr. Taeb remains a central figure, although in 2022 he lost his top intelligence post in the fallout over Israel wreaking havoc on the country's nuclear program. He is believed to be close to Mojtaba Khamenei, having served in the same prestigious Habib Battalion of the Guards during the Iran-Iraq war.

Mohammad Ali Jafari, 68

Mr. Jafari, a two-star general, was a military adviser to the former supreme leader. Now lacking an official role, he commanded the Guards from 2007 to 2019, one of the longest tenures.

Earlier, he had participated in a blatantly public foray by two dozen Guards commanders into political life, threatening President Mohammed Khatami with a letter in 1999 demanding that student protests be suppressed.

A bright tactician, Mr. Jafari, known as Aziz, is credited with developing the "mosaic strategy" of decentralized command, which enabled the force to continue fighting in the current war even as many key commanders were killed.

Mr. Jafari also played a central role in creating the regional proxy forces confronting Israel. "The Revolutionary Guards will fight to the end of the Zionist regime," he was quoted as saying in 2015. "We will not rest easy until this epitome of vice is totally deleted from the region's geopolitics."

Mohammad Bagher Zolghadr, 72

Mr. Zolghadr is a prime example of what analysts consider the fusion of the military into the political class. A deputy commander of the Guards and a former deputy interior minister with a hard-line reputation, he was appointed secretary of the Supreme National Security Council in March, replacing Ali Larijani, a prominent conservative figure who was killed.

The council, uniting senior military and civilian officials, formulates security and foreign policy. Mr. Zolghadr's new position involves ensuring that the government's political, military, security and judicial arms all operate in tandem.

'A Brotherhood'

Over the course of almost 40 years, this intelligence fraternity first dominated the Guards, and has now become "a brotherhood running the country," said Saeid Golkar, a Guards expert who is a political science professor at the University of Tennessee at Chattanooga.

"They had information and intelligence, they had a lot of information about how the system works, about the opposition, about reformists, even about hard-liners," he said. "They survey, they control, they spy on each other. Because of that dominance over intelligence, they gradually became dominant in almost any aspect of politics in Iran."

May 21,2026

US-backed deal sets September deadline for Peshmerga unification: Official

ERBIL, Kurdistan Region - Under a memorandum of understanding with the US government, partisan structures within the Kurdistan Region's Peshmerga ministry must be abolished and Kurdish forces brought under total ministry control by September, a senior Kurdish military official said on Tuesday.

«We have a memorandum of understanding with the US Department of Defense," Bakhtyar Mohammed, secretary-general of the Ministry of Peshmerga Affairs, told Rudaw, adding that based on the agreement "all Peshmerga forces must be brought under the umbrella of the Peshmerga ministry by September this year, which is the final deadline."

The US-led Global Coalition to Defeat the Islamic State (ISIS) has supported efforts by the Kurdistan Regional Government (KRG) to bring Peshmerga forces under the command structure of the Peshmerga ministry.

The ruling Kurdistan Democratic Party (KDP) and Patriotic Union of Kurdistan (PUK) have long maintained separate military formations - Unit 80 and Unit 70, respectively. Around 100,000 troops have served under the two forces, receiving salaries and administrative orders through separate party chains of command rather than a unified structure under the ministry, despite occasional tensions between the rival leaderships.

However, in February, Kurdistan Region President Nechirvan Barzani signed a decree formalizing the authority of Regional Command 1 and Regional Command 2, under which Units 70 and 80 are to be reorganized into 10 divisions. Prime Minister Masrour Barzani later issued an executive order outlining the commands' legal authority and budget responsibilities.

The separate command structure of Unit 80 has already been dismantled, with its heavy weapons and personnel transferred to the ministry. However, the integration of Unit 70 has yet to be completed.

«Unit 70 submitted a number of requests, which we have forwarded to the [KRG] Council of Ministers. We are awaiting their approval to complete the procedures so that Unit 70 can become the Regional Command 2. So far, the Council of Ministers has not responded," Mohammed said.

In a speech on Thursday at the Zakho Military College graduation ceremony, President Barzani warned that the unification process "is not progressing as required," while stressing that it remains a "crucial necessity" and must succeed.

Concerns intensified after reports that the US 2027 Counter-ISIS Train and Equip Fund (CTEF) proposed reducing direct operational funding for anti-ISIS efforts involving Peshmerga forces, while allocating $118.9 million to Iraqi defense forces.

The Peshmerga ministry later issued a firm statement clarifying that broader U.S. financial, logistical, and reform-oriented assistance has not been suspended and will continue through the September 2026 milestone. However, it confirmed that any future extensions of support will depend on upcoming negotiations and tangible progress on the ground.

On Tuesday, Daniel Zimmerman, US Assistant Secretary of War for International Security Affairs, told a congressional committee he supports continued funding for the security partnership, saying the US would be "hard-pressed to find a more willing and capable group" than the Kurds in Iraq.

Le Monde 21 mai 2026

Turquie : un journaliste de la Deutsche Welle remis en liberté conditionnelle

Le journaliste turc Alican Uludag a été remis en liberté conditionnelle trois mois après le début de sa détention à Istanbul. Il reste poursuivi pour « insulte au président » et « diffusion publique de fausses informations ».

Un tribunal d'Ankara a ordonné, jeudi 21 mai, la remise en liberté conditionnelle d'un journaliste turc de la radio-télévision publique allemande Deutsche Welle (DW), incarcéré depuis février pour « insulte au président », a annoncé son employeur. *« Le tribunal a ordonné la libération du journaliste turc de DW Alican Uludag »*, a rapporté le service turc de la Deutsche Welle sur X.

Des journalistes lors d'une manifestation de soutien à leur confrère turc Alican Uludag, devant le palais de justice d'Ankara (Turquie), le 20 mai 2026. ADEM ALTAN/AFP

Alican Uludag, qui comparaissait jeudi par visioconférence depuis la cellule de sa prison stambouliote au premier jour de son procès, est également poursuivi pour « diffusion publique de fausses informations ». Berlin et plusieurs ONG de défense des droits humains avaient dénoncé son arrestation fin février et demandé sa remise en liberté, jugeant infondées les poursuites à son égard.

Plusieurs dizaines de milliers de personnes ont été poursuivies ces dernières années en Turquie pour l'accusation d'« insulte au président », souvent en raison de publications sur les réseaux sociaux. La Turquie se classe au 163e rang sur 180 pays dans le dernier classement mondial de la liberté de la presse de l'ONG Reporters sans frontières, entre l'Irak et le Yémen.

« Je suis un journaliste qu'on réduit au silence », a déclaré jeudi M. Uludag, affirmant n'avoir fait que *« critiquer les relations entre le pouvoir judiciaire et le politique »*, selon ses propos rapportés par DW. Le procès du reporter se poursuivra à une date pour l'heure non connue.

Le Monde

Nicolas Bourcier
22 mai 2026

En Turquie, la justice révoque la direction du CHP, le principal parti d'opposition

La destitution des dirigeants du Parti républicain du peuple (CHP) survient après une série d'arrestations d'élus et de conseillers municipaux affiliés à ce parti, dont la principale figure, Ekrem Imamoglu, maire d'Istanbul, est toujours incarcérée.

Le président turc, Recep Tayyip Erdogan, avait prévenu, il y a quelques semaines à peine, sur son compte X : *« La démocratie turque aura l'opposition qu'elle mérite. »* Il vient aujourd'hui de décapiter la direction de la plus vieille formation politique du pays, le Parti républicain du peuple (CHP), fondé en 1923 par Mustafa Kemal Atatürk et principal parti à tenir tête au pouvoir, illustrant sa mainmise sur le pouvoir judiciaire.

Özgür Özel (au centre), chef du Parti républicain du peuple (CHP), prononce un discours au siège du parti contre les allégations d'achat de votes lors du congrès du CHP en 2023, à Ankara, le 21 mai 2026. ADEM ALTAN/AFP

Dans un arrêt historique qui pourrait encore resserrer l'emprise du chef de l'Etat sur le régime, un tribunal d'Ankara a destitué, jeudi 21 mai, en appel, le bouillonnant et combatif leader du CHP, Özgür Özel. Une procédure lancée par une poignée de membres du parti qui avaient été écartés de la nouvelle direction. La cour a invalidé, au motif d'irrégularités, l'élection de fin 2023 de l'actuelle direction du parti, ce que cette dernière réfute. Selon la décision des juges, Özgür Özel a été élu à la tête du CHP après des pressions sur certains délégués, des promesses de recrutement et des achats de voix. Cette décision ouvre de facto la voie au retour de Kemal Kiliçdaroglu, ancien candidat à la présidentielle, tombé en disgrâce au sein de la formation, en tant que chef du parti.

« Je ne vous promets pas de vous conduire au pouvoir à travers un jardin de roses, a immédiatement écrit M. Özel sur X, après l'annonce de la décision, avant de lancer, lapidaire : *Je vous promets non pas d'épargner la souffrance, mais de ne jamais capituler. Je vous promets l'honneur, la dignité, le courage et la lutte ! »*

Fin de la vie multipartite

De nombreux partisans du CHP se sont rassemblés dans la soirée pour protester devant le siège du parti à Ankara, où une réunion d'urgence a été organisée par la direction de la formation politique. Plusieurs sources laissent entendre que le bâtiment pourrait être occupé par ses membres comme ils l'ont déjà fait à la mairie d'Istanbul, en mars 2025, après l'annonce de l'incarcération d'Ekrem Imamoglu, le maire de la mégapole du Bosphore et le plus sérieux rival du président Erdogan.

Plus qu'un nouveau tournant autoritaire, la décision de démettre l'actuelle voix la plus critique du régime installe l'idée que les dirigeants ont pour objectif de maintenir les apparences d'une opposition politique en Turquie tout en empêchant une véritable contestation du pouvoir. Pour le journaliste et éditorialiste Bulent Mumay, la mise à l'écart de M. Özel signe la fin de la vie multipartite dans le pays. Directrice du centre d'études turques au Middle East Institute, un groupe de réflexion à Washington, Gönül Tol estime, elle, que *« la vision de Recep Tayyip Erdogan est celle d'une opposition loyale à la russe »*.

Dans ce qui ressemble à une intervention calculée, Kemal Kiliçdaroglu est apparu, mercredi, dans une vidéo dans laquelle il a affirmé que son parti ne pouvait pas être un *« sanctuaire »* pour la corruption. L'ancien chef du CHP, de 2010 à 2023, a expliqué

sans barguigner que le parti savait comment se purifier *« lorsque cela était nécessaire »*. Une façon explicite de manifester son soutien aux multiples procès en cours intentés contre sa formation et ses responsables.

Depuis la sévère défaite infligée à la formation du président turc, le Parti de la justice et du développement, aux élections locales de 2024, le CHP est dans le viseur de la justice du pays, qui a multiplié les coups de filet contre ses municipalités. Aux côtés d'Ekrem Imamoglu, 23 maires CHP ont été incarcérés et 25 démis de leurs fonctions. Selon un décompte de la Confédération des syndicats des travailleurs publics, arrêté à la fin de mars, 85 mairies ont changé de main depuis les dernières municipales par nominations d'administrateurs, destitutions, arrestations ou changements de majorité des conseils municipaux.

« Coup dur pour la démocratie »

Le rythme des arrestations de collaborateurs, conseillers et élus s'est encore accéléré ces dernières semaines : depuis le 17 avril, d'Istanbul à Antalya, dans le Sud-Est, en passant par Denizli et Eskisehir, à l'intérieur du pays, des dizaines de personnes ont été interpellées dans chaque mairie, soit près de 200 au total. En plus de ces coups de force, les comptes bancaires d'une vingtaine de personnes, dont le propre fils de Ekrem Imamoglu, ont été gelés ces derniers jours.

De sa cellule, le maire d'Istanbul s'est fendu, jeudi soir, d'un message sur les réseaux sociaux dans lequel il déclare que la décision de justice concernant la direction de son parti était non seulement un coup dur pour le CHP, mais aussi *« un coup dur pour la Turquie, la démocratie et la République »*. *« Nous sommes déterminés à lutter ensemble contre les coups d'Etat politiques que la mentalité d'Erdogan orchestre par le biais de la justice… C'est la destruction même de l'ordre constitutionnel »*, a-t-il poursuivi.

Par un hasard du calendrier, cette annonce des juges a eu lieu le jour même où le ministre des finances, Mehmet Simsek, se trouvait à Londres pour tenter de convaincre les investisseurs que la Turquie était un endroit sûr pour placer leur argent. La sanction n'a pas tardé. La réunion dans la capitale anglaise a dû être écourtée. Et à Istanbul, la Bourse a clôturé en baisse de 6,1 %. Un repli de taille qui a déclenché un mécanisme de suspension des cotations sur l'ensemble des transactions. Certains analystes ont estimé que les pertes se sont élevées, en moins de deux heures, à 14 milliards de dollars.

Dans les semaines qui ont suivi l'arrestation d'Ekrem Imamoglu, Ankara avait dû injecter plus de 40 milliards de dollars pour défendre la livre turque, alors fortement chahutée sur les marchés. A l'heure où ces derniers sont déjà fragilisés par les répercussions de la guerre en Iran, les prochains jours s'annoncent agités, sinon décisifs pour le pays tout entier.

Le Monde

Pierre Manière
22 mai 2026

L'Iran songe à taxer les utilisateurs des câbles télécoms sous-marins du détroit d'Ormuz

Après y avoir bloqué le trafic de navires, la République islamique envisage d'étendre son contrôle du goulet maritime en visant ces puissantes artères de fibre optique sous-marines qui y sont déployées. Or, elles sont vitales pour le bon fonctionnement d'Internet et de secteurs sensibles, comme l'énergie ou la banque.

La menace, qui planait depuis le début de la guerre entre les Etats-Unis et l'Iran, au mois de février, se matérialise. Après avoir bloqué le trafic maritime dans le détroit d'Ormuz, Téhéran songe à y étendre son contrôle en visant les câbles télécoms sous-marins. Selon le site TeleGeography, qui fait référence dans le secteur, au moins sept artères de fibre optique, essentielles pour connecter les pays du golfe Arabo-Persique au reste du monde, traversent cet étroit couloir maritime. Or, les gardiens de la révolution évoquent désormais une taxation des utilisateurs de ces infrastructures.

Dans un message diffusé sur Telegram, l'armée idéologique de la République islamique a indiqué que le pays pourrait, au nom de sa *« souveraineté absolue »* sur ses eaux territoriales, les soumettre à *« des permis, une surveillance et des péages »*, a rapporté l'AFP, le 18 mai. Plus direct, Ebrahim Zolfaghari, le porte-parole de l'armée iranienne, ne s'est pas encombré de conditionnel : celui-ci a promis, le 9 mai, sur X, que le gouvernement *« imposera des taxes sur les câbles Internet »*. En outre, le Parlement iranien a débattu au mois de mai, selon CNN, d'un projet de loi visant ces infrastructures. Différentes mesures pourraient cibler tant les géants de l'Internet que les opérateurs télécoms, qui possèdent et utilisent ces réseaux, a notamment évoqué, au mois de mai, l'agence iranienne Tasnim.

Cette dernière a nommément cité les mastodontes Google, Amazon, Meta et Microsoft, quand bien même Washington interdit strictement aux entreprises américaines d'effectuer le moindre paiement au régime.

Malgré le flou, les interrogations sur la légalité de telles redevances et les difficultés de leur mise en œuvre, Tasnim soutient qu'elles pourraient *« générer des centaines de millions de dollars de revenus annuels »* pour l'Iran.

Mais c'est une autre menace qui se cache derrière le spectre de nouvelles taxes : celle d'un sabotage par l'Iran de plusieurs de ces artères, dont les autres Etats du Golfe – l'Arabie saoudite, les Emirats arabes unis, le Koweït, le Qatar, Oman, l'Irak et Bahreïn – dépendent, tant pour leurs communications que pour le bon fonctionnement de leur économie. *« C'est une possibilité très réelle »*, fait valoir Mostafa Ahmed, chercheur au centre de recherche Al Habtoor, au Caire. Même son de cloche pour Didier Dillard, le PDG d'Orange Marine, la filiale de l'opérateur télécoms spécialisée dans la pose et l'entretien de câbles sous-marins : *« Les risques de sabotage dans la région ne peuvent, bien sûr, pas être écartés dans le contexte actuel »*, dit-il.

Des navires dans le détroit d'Ormuz, au large de la ville portuaire de Khasab, sur la péninsule de Musandam (Oman), le 17 mai 2026. AFP

Eaux peu profondes

Dans une étude publiée en avril consacrée à cette menace, M. Ahmed insiste sur la faible protection de ces câbles : ces liaisons apparaissent d'autant plus vulnérables qu'elles sont *« concentrées dans des eaux exceptionnellement peu profondes, de 50 mètres en moyenne »*. Elles sont, par conséquent, accessibles à des *« véhicules sous-marins autonomes »*, voire à des *« plongeurs professionnels »*, relève l'étude.

Si le conflit avec les Etats-Unis s'intensifiait, poursuit M. Ahmed, l'Iran pourrait *« dans un scénario extrême, abandonner toute riposte proportionnée et utiliser les câbles comme un instrument de représailles stratégiques globales »*. Son objectif serait alors *« d'infliger des dommages réciproques et paralysants à l'économie mondiale, afin de forcer un cessez-le-feu ou des concessions géopolitiques »*.

Sans écarter cette possibilité, Julien Nocetti, chercheur à l'Institut français des relations internationales (IFRI), considère néanmoins que *« l'Iran a davantage à gagner en menaçant d'instaurer des taxes qu'en coupant des réseaux télécoms, dont le pays pâtirait alors aussi »*. Cette arme du sabotage des câbles constitue, en outre, un *« fusil à un coup »*, ajoute Olivier Chatain, professeur à HEC et chercheur associé à l'Institut de recherche stratégique de l'Ecole militaire. *« Il n'y aurait, dès lors, plus grand-chose à négocier pour Téhéran »*, insiste-t-il, rappelant que *« réparer des câbles nécessite l'intervention de navires spécialisés »*, dont les marins ne pourraient pas travailler *« sous la menace de la marine iranienne »*.

Il n'empêche, l'introduction de ce risque d'un sabotage d'ampleur suscite des inquiétudes, au regard du caractère critique des câbles sous-marins, qui assurent la quasi-totalité des communications intercontinentales. L'interruption simultanée de plusieurs liaisons pourrait entraîner une congestion du réseau dans la région, synonyme, selon l'ampleur des dégâts, de dégradations plus ou moins fortes d'Internet.

Risques pour l'économie régionale

« Parmi les pays du Golfe, les premiers pénalisés seraient tous ceux qui n'ont pas d'autres frontières maritimes que le golfe Arabo-Persique, à savoir les Emirats arabes unis, l'Irak, le Koweït, le Qatar et Bahreïn », estime M. Dillard. L'Arabie saoudite et Oman semblent un peu mieux lotis, puisqu'ils disposent d'accès aux câbles sous-marins respectivement via la mer Rouge et la mer d'Arabie. A l'instar d'autres spécialistes consultés par *Le Monde*, M. Dillard considère néanmoins que *« l'Internet mondial ne devrait pas être durement affecté »*.

Un sabotage pourrait toutefois avoir des répercussions sur plusieurs secteurs essentiels de l'économie régionale, avertit M. Ahmed. Dans le domaine de l'énergie et de la logistique, cela pourrait déboucher sur des *« arrêts de production »* au niveau *« des plateformes de forage offshore et des nœuds de pipelines »*, dit le chercheur, précisant que les installations pétrolières et de gaz naturel liquéfié *« dépendent entièrement de systèmes de commande et de contrôle numériques »*.

Il en va de même, enchaîne M. Ahmed, pour le secteur bancaire et financier régional, qui traite, selon lui, des milliards de dollars de transactions par jour : *« Une panne soudaine provoquerait des défaillances de règlement en temps réel et un gel des liquidités. »* Mêmes inquiétudes pour M. Chatain : *« Dans le cas d'un sabotage d'ampleur, le secteur bancaire, très important dans la région, pourrait se retrouver, sinon paralysé, contraint de tourner effectivement au ralenti. »*

Autre secteur à risque : celui des immenses centres de données consacrés à l'intelligence artificielle (IA), qui se développent fortement dans la région. C'est notamment le cas aux Emirats arabes unis et en Arabie saoudite, qui misent sur cette stratégie de diversification de leur économie pour réduire leur dépendance au pétrole. Or, ces installations ont besoin de la puissance des liaisons sous-marines pour acheminer et recevoir des monceaux de données à travers le globe. En visant ces infrastructures sensibles, Téhéran fait au minimum monter la pression d'un cran dans le détroit d'Ormuz.

Le Monde

Aureliano Tonet
22 mai 2026

Festival de Cannes : de Téhéran à la Croisette, les tribulations d'un poète cinéaste

L'Iranien Karim Lakzadeh présente à l'ACID son cinquième long-métrage, « Living Twice, Dying Thrice », tourné clandestinement

Accrochée au-dessus du comptoir, une tête de zèbre observe les allées et venues de la clientèle. Des témoins assurent avoir vu l'animal décocher un clin d'œil complice lorsque Karim Lakzadeh, le 21 mai, a pénétré dans l'établissement. Nous sommes au Café des cinéastes, la tanière de l'Association du cinéma indépendant pour sa diffusion (ACID). Soit la plus alternative des sections cannoises, programmée par des réalisateurs. Leur capacité à dénicher des films d'une beauté aussi insolite qu'insolente n'est plus à démontrer. En atteste *Living Twice, Dying Thrice*, le cinquième long-métrage dudit Lakzadeh, qui a clos la présente édition de la sélection.

Le cinéaste fêtera ses 40 ans dans moins d'un mois. *« Etre à Cannes est mon cadeau »*, confie-t-il d'une voix joviale. Pour autant, il ne s'appesantit guère sur les difficultés, qu'on devine effroyables, ayant jalonné son voyage depuis Téhéran. Tout juste lâche-t-il qu'il a subi un interrogatoire, quelques jours avant le départ : *« On m'a présenté deux options : soit je m'engage à tourner en respectant la loi, soit je pars. C'est une invitation implicite à l'exil. »*

Seulement voilà, Karim Lakzadeh n'envisage guère, pour l'heure, de quitter l'Iran, à la différence de nombre de ses confrères (Mohammad Rasoulof, Mohsen Makhmalbaf…). Il n'entend pas moins renoncer à sa liberté de création. Ce choix téméraire, mais ô combien périlleux, le rapproche du lauréat de la Palme d'or 2025, Jafar Panahi, dont le retour au pays, le 30 mars, lui a déjà valu une convocation par la justice islamique.

Protéger l'équipe

Du fait des coupures répétées d'Internet, Karim Lakzadeh n'a pu soumettre son film aux programmateurs de l'ACID – c'est un ami, basé au Canada, qui s'en est chargé. *Living Twice, Dying Thrice* décrit, avec un humour féroce, les tribulations de trois hommes ayant survécu à l'effondrement d'une mine. Pour rafler le pactole promis aux défunts, ils se font passer pour morts, tout en peinant, face à une administration tatillonne, à en apporter la preuve. Faudrait-il y voir une quelconque allégorie ? *« Les accidents dans les mines sont monnaie courante*, souligne le cinéaste, qui s'est inspiré de l'un d'entre eux. *L'espoir de pouvoir vivre une deuxième vie existe partout, en particulier chez les pauvres. Il se peut que les Iraniens se reconnaissent, davantage que les spectateurs étrangers, dans mon film. Cependant, il leur sera interdit de le voir. »*

Le film a été tourné dans la clandestinité, en quatre phases d'une semaine étalées sur un an, entre 2025 et 2026. Bravant la police des mœurs, les actrices ne portent pas de voile. *« On sait qu'on court un risque, qui va de la confiscation du passeport à l'amende, voire à la prison. Il est de ma responsabilité de protéger l'équipe, notamment les femmes. C'est pourquoi, en dépit de la fierté de vous présenter notre travail, je ne peux trop en dire. »* S'il réalise des films depuis une douzaine d'années, Karim Lakzadeh dit avoir changé de méthode en 2022, dans le sillage du mouvement Femme, vie, liberté, qui a ébranlé le régime. *« Auparavant, je faisais des road-movies. Mon regard a évolué. »*

Il a grandi, avec ses frères et sœurs, une mère au foyer et un père forgeron, non loin des ruines de Persépolis, à Chiraz : *« Mon père fabriquait des portes et des fenêtres en acier. »* De là vient, peut-être, la métaphore dont il use pour décrire la guerre qui frappe son pays, depuis février : *« En Iran, nous sommes locataires. Ce sont les propriétaires qui prennent les décisions concernant la maison, pas nous. »* Et si elle venait, elle aussi, à s'effondrer ? *« Je ne sais absolument pas de quoi demain sera fait. Ce que je vois, c'est le chômage, la souffrance, l'angoisse, l'exode. »*

Découverte décisive de Godard

Au lycée, Karim se tourne vers le théâtre par dégoût des maths. Une fois à Téhéran, où il étudie le cinéma, il lorgne un groupe de cinéphiles, un brin hautains : *« Ils avaient les meilleurs DVD, mais ils ne voulaient pas les partager. »* Au bagout, le jeune nerd déjoue leurs préventions. Découverte décisive de Godard, Jarmusch, Kiarostami, Shahid Saless et Kaurismaki, ses maîtres revendiqués, dont il goûte les licences espiègles et poétiques : *« A ses débuts, Jarmusch s'est révolté contre Hollywood ; j'essaie d'en faire de même face au* mainstream *iranien. »*

Barré d'épaisses mèches brunes, son regard s'attarde sur l'enseigne sans âge de l'hôtel Le Romanesque, qui jouxte le café. Au bras, il a tatoué sa chienne, Sakura, un coquillage et un poisson capable, dit-il, de *« nager tout au fond des mers comme de s'envoler à la surface »*. Chiraz, sa ville, n'a-t-elle pas accueilli, dans les années 1970, le gratin international des arts vivants ? Et n'a-t-elle pas fourni à l'Iran certains de ses plus grands poètes ?

Les amis de Karim ne s'y trompent pas, qui s'agacent de l'entendre réciter des vers par milliers. Il nous fait l'offrande d'une poignée d'entre eux, signés Hafez (1325-1390) : *« Le souvenir de ton grain de beauté/ Je l'emmènerai à la tombe/ Souhaitant que grâce à lui ma tombe soit ambrée. »* Il insiste sur les allitérations de la version originale, en persan, qui rendent admirablement le bruit de la terre lorsqu'on la retourne.

RÛDAW

Bilind T. Abdullah
May 22,2026

Relatives of Anfal victims visit Nugra Salman after executioner warden sentenced to death

ERBIL, Kurdistan Region - Nugra Salman, the notorious prison in southern Iraqi deserts, has left an unhealed wound on the survivors of thousands of Kurds who were transferred there in late 1980s.

But with handing down the death sentence to the Ba'athera prison warden of Nugra Salman, Ajaj Ahmed Hardan, this time their agony is accompanied by a mild relief and redress when they visited the site in which their families were massacred on Saturday.

The ruling against Ajaj stemmed from charges of genocides and crimes of humanity committed against the Kurds during the Anfal campaign, Iraqi state media said on May 14, when the infamous former Ba'athi official received the verdict in the Rasafa Appeal Court in Baghdad.

The Nugra Salman execution confessed several heinous crimes, including subjecting Kurdish detainees to starvation, torture, rape, and mass-killings.

He was arrested in summer 2025 after decades of hiding under false identities.

Survivors and relatives of victims have filed more than 300 complaints against the former prison chief, while 221 invitations were issued to victims' families from the Kurdistan Region and Iraq's eastern Diyala province - home to a significant Kurdish population - to attend the proceedings. Carried out between February and September 1988 under the regime of toppled Iraqi dictator Saddam Hussein, the Anfal campaign against the Kurds involved chemical attacks, mass executions, and the destruction of more than 4,000 villages. Estimates suggest between 50,000 and 182,000 Kurds were killed, with many buried in unmarked mass graves across Iraq's southern deserts.

Le Monde

24 mai 2026

En Turquie, le siège du principal parti d'opposition pris d'assaut par la police à Ankara après la destitution de sa direction

Un tribunal d'Ankara avait invalidé, jeudi, au motif d'irrégularités, l'élection fin 2023 du chef du Parti républicain du peuple (CHP, social-démocrate), Özgür Özel, ordonnant son remplacement par son ancien patron, Kemal Kiliçdaroglu, tombé en disgrâce au sein de la formation.

Des centaines de policiers antiémeute ont pris d'assaut, dimanche 24 mai, le siège du principal parti turc d'opposition, le Parti républicain du peuple (CHP, social-démocrate), à Ankara, après qu'un tribunal en a destitué jeudi la direction, a constaté un photographe de l'Agence France-Presse (AFP).

Des policiers casqués et équipés de boucliers ont réussi à pénétrer dans l'après-midi à l'intérieur du bâtiment et à en extraire les dirigeants du parti, après avoir notamment fait usage de gaz lacrymogènes.

« *Le Parti républicain du peuple sera désormais dans les rues ou sur les places !* », a lancé M. Özel, féroce opposant au président turc, Recep Tayyip Erdogan, en quittant sous la contrainte le siège de son parti. « *Nous marcherons vers le pouvoir !* », a-t-il promis avant de prendre à pied

le chemin du Parlement, entouré de ses soutiens.

Scènes similaires l'année dernière

Jeudi, un tribunal d'Ankara avait invalidé au motif d'irrégularités l'élection fin 2023 de M. Özel à la tête du CHP, ordonnant son remplacement par son ancien patron, Kemal Kiliçdaroglu, tombé en disgrâce au sein de la formation.

Des partisans de M. Kiliçdaroglu ont tenté dimanche de forcer l'entrée du siège du parti, avant que les autorités ordonnent à la police d'intervenir. Des scènes similaires avaient eu lieu l'an passé à Istanbul, quand la justice avait nommé un administrateur à la tête de la direction provinciale du CHP.

La police turque faisant irruption au siège du principal parti d'opposition, le CHP, pour expulser ses dirigeants destitués, à Ankara, le 24 mai 2026. EFEKAN AKYUZ/REUTERS

Sorti grand vainqueur des élections locales en 2024, le CHP est depuis la cible de nombreuses enquêtes, et ses membres victimes d'arrestations. L'an passé, le maire d'Istanbul, Ekrem Imamoglu, sa figure la plus populaire, a été arrêté pour corruption et placé en détention le jour même de sa désignation comme candidat à la prochaine élection présidentielle, prévue en 2028.

Dénonçant *« les manœuvres abusives employées par le gouvernement Erdogan pour neutraliser le CHP »*, l'ONG Human Rights Watch a estimé que la destitution de sa direction *« porte un dernier coup profondément dommageable à l'Etat de droit, à la démocratie et aux droits humains en Turquie »*.

24 mai 2026

Turquie: la police prend d'assaut le siège du CHP, principal parti d'opposition, pour déloger son chef

En Turquie, la crise prend de l'ampleur au sein du principal parti d'opposition, le CHP (Parti républicain du peuple), quatre jours après une décision de justice qui a révoqué sa direction. Ce dimanche 24 mai, la police est intervenue au siège du parti à Ankara pour déloger Özgür Özel. Ce dernier continue de dénoncer une « opération politique » contre le parti vainqueur des municipales de 2024, et jure de « poursuivre la lutte ».

L'image est forte, et choquante pour beaucoup de Turcs, explique notre correspondante à Ankara, **Anne Andlauer** : le siège du CHP, le principal parti d'opposition, fondé par Atatürk et fondateur de la République, investi de force par la police anti-émeute. À l'intérieur, des militants qui suffoquent sous les gaz lacrymogènes, un député en pleurs, le mobilier sens dessus dessous, des portes, des vitres brisées, des cris, la confusion totale...

Et au 12e étage du bâtiment, barricadé dans son bureau, un homme : Özgür Özel, le dirigeant déchu. C'est lui que les policiers sont venus chercher, sur ordre des autorités, mais à la demande de son prédécesseur à la tête du parti, Kemal Kiliçdaroglu, réinstitué par la justice. Les policiers, casqués et équipés de boucliers, ont finalement réussi à pénétrer dans l'après-midi à l'intérieur et à en extraire les dirigeants du CHP, après avoir fait usage notamment de gaz lacrymogènes.

À lire aussiTurquie: la justice destitue le chef du CHP, principal parti d'opposition au président Erdogan

Özgür Özel a fini par quitter le siège du CHP, sous les applaudissements. « Je me révolte contre l'alliance de ceux qui veulent s'emparer du parti d'Atatürk et de ceux qui veulent livrer au pouvoir le parti d'Atatürk ! À partir d'au-

jourd'hui, le CHP sera sur les routes, dans les rues, sur les places, en marche vers le pouvoir ! », a clamé l'opposant au président **Recep Tayyip Erdogan**.

Kemal Kiliçdaroglu est donc redevenu légalement le dirigeant du CHP. Mais il est désavoué par une large majorité des députés, des maires et de la base du parti. Un parti désormais « à deux têtes » car Özgür Özel, désigné samedi 23 mai chef de son groupe parlementaire, n'a pas l'intention de reculer. Il réclame l'organisation d'un congrès du CHP sous 40 jours.

À lire aussiTurquie: le CHP, principal parti d'opposition, en plein flou après la suspension de la direction

Sorti large vainqueur d'élections locales en 2024, le CHP, plus vieux parti politique de **Turquie**, croule depuis sous les enquêtes et les arrestations. L'an passé, le maire d'Istanbul, Ekrem Imamoglu, sa figure la plus populaire, a été arrêté pour « corruption » et placé en détention le jour même de sa désignation comme candidat à la prochaine élection présidentielle, prévue en 2028.

Dénonçant « les manœuvres abusives employées par le gouvernement Erdogan pour neutraliser le CHP », l'ONG Human Rights Watch a estimé que la destitution de sa direction « porte un dernier coup profondément dommageable à l'État de droit, à la démocratie et aux droits humains en Turquie »

Le Monde

Nicolas Bourcier
25 mai 2026

En Turquie, Erdogan renonce à fermer une université, sur fond d'assaut du pouvoir contre le principal parti d'opposition

Le président turc avait pris, vendredi, un décret ordonnant la fermeture, à Istanbul, de l'université Bilgi, réputée libérale, avant de revenir sur sa décision dimanche soir. Plus tôt dans la journée, le CHP, principal parti d'opposition, a été la cible d'une descente de la police venue chercher ses dirigeants, destitués par la justice.

Le théâtre de la politique turque prêterait à l'ironie si la situation n'était aussi grave. Il y a eu d'abord le premier ordre, tombé à minuit pile, vendredi 22 mai, après une journée déjà sous haute tension, marquée par la décision d'un tribunal d'Ankara de démettre l'ensemble de la direction de la principale formation d'opposition, le CHP, le Parti républicain du peuple. Dans un décret signé de sa main et publié dans le journal officiel, le président turc, Recep Tayyip Erdogan, y prononçait la fermeture de l'université Bilgi, à Istanbul, un établissement privé, réputé pour ses enseignements en sciences sociales et sa liberté de ton, fondé en 1996 par un collectif de professeurs poursuivis par le régime militaire du coup d'Etat de 1980.

Sa décision de *« révoquer l'autorisation d'exploitation de l'établissement »* tenait en une phrase sèche, vingt mots, sans aucune explication. Elle renvoyait uniquement à un article de loi qui rappelait le pouvoir discrétionnaire en la matière du chef de l'Etat.

Et puis, volte-face. Dimanche soir, toujours à minuit, quelques heures à peine après que des centaines de policiers antiémeute avaient pris d'assaut, à Ankara, le siège du CHP pour en déloger ses dirigeants, le chef de l'Etat annonçait par un nouveau décret l'annulation du précédent. Comprendre : la réouverture de l'université Bilgi.

Pendant trois jours, l'annonce de la fermeture avait plongé dans l'incertitude les 20 000 étudiants et les 1 000 membres du personnel académique. En pleine tourmente politique – arrestations d'élus et manifestations ininterrompues de l'opposition –, la décision avait soulevé des interrogations sur les véritables motivations du président. Elle a également posé la question du droit à l'éducation et, surtout, relancé le débat sur l'érosion de la liberté académique.

« Coup d'Etat permanent »

Dans l'après-midi de dimanche, ils étaient encore plusieurs centaines à être rassemblés devant les portes du campus, situé dans le quartier d'Alibeyköy, au bout de la Corne d'or, sur la rive européenne de la mégapole du Bosphore. De nombreux sacs de nourriture ont volé pardessus les grilles pour la quarantaine d'étudiants retranchés dans l'enceinte universitaire avant qu'ils ne soient évacués par les forces de l'ordre déployées en nombre. Des arrestations ont eu lieu, sous les cris d'*« Un jour viendra où l'AKP* [le Parti de la justice et du développement, la formation de Recep Tayyip Erdogan, au pouvoir depuis 2002] *rendra des comptes ! »* et *« Partout Bilgi, partout la lutte ! »*, un slogan directement inspiré des manifestations antigouvernementales de Gezi en 2013.

Etudiant en deuxième année d'ingénieur, Bülent (les personnes nommées par leur prénom ont demandé l'anonymat), 20 ans, a raconté au *Monde* son incrédulité en lisant, jeudi soir, les messages sur la plateforme X affirmant : *« Bilgi est fermée »*. Il a été pris de stupeur en découvrant le journal officiel : *« Il m'a fallu quelques minutes avant de comprendre*, se souvient-il. *Nos boucles WhatsApp ont ensuite explosé toute la nuit et les jours suivants. Certains sont allés au petit matin voir*

sur place. Un agent de sécurité leur a dit quelque chose comme "ce sera juste le nom de l'université qui changera". En réalité, ni lui ni personne ne savent ce qui se passe. »

Bülent a entendu que les étudiants de Bilgi seraient transférés vers l'université stambouliote de Mimar Sinan. L'établissement public avait été désigné comme le garant de Bilgi, selon un mécanisme prévu par la loi sur l'enseignement supérieur. *« C'est ridicule*, a-t-il lâché, *Mimar Sinan n'a que 10 000 étudiants et ses filières de beaux-arts et d'architecture n'ont rien à voir avec nos cursus. Vous verrez, ils vont essayer de nous refourguer à d'autres universités privées sous la coupe de l'AKP. »*

Sur le campus de l'université Bilgi, à Istanbul, le 23 mai 2026. ABDULLAH TEPELI/ZUMA/SIPA

Meral, 19 ans, étudiante en sociologie était, elle aussi, venue soutenir, dimanche, le blocus. *« Vous imaginez la situation ? Nos partiels de fin d'année sont dans deux semaines. On va faire quoi ? »*, a-t-elle demandé. Avant d'ajouter, avec un brin d'ironie : *« Apparemment, le président va s'entretenir, demain lundi, avec notre recteur et les responsables du YÖK* [Conseil de l'enseignement supérieur], *mais n'est-ce pas avant qu'une telle réunion aurait dû avoir eu lieu ? »*

Ses parents ont opiné de la tête. Ils sont venus sur place, non pas pour faire part de leur colère d'avoir payé les 10 000 euros de frais de scolarité, mais pour dénoncer ce que le père appelle *« le coup d'Etat permanent »* du régime : *« A notre époque, celle des années 1970, il y avait des armes sur les campus, des morts lors d'affrontements et des coups d'Etat militaires. Aujourd'hui, il n'y a plus les morts mais un nombre incalculable de personnes en prison et des coups de force du pouvoir quasiment tous les jours. »* Le regard inquiet sur les cordons de policiers devant les grilles, il disait alors regretter amèrement que l'histoire de cette université *« pas comme les autres »* puisse s'achever ainsi.

Virage répressif

De fait, Bilgi est devenue en l'espace de quelques années l'une des institutions privées de l'enseignement supérieur les plus emblématiques de Turquie. Créée peu avant l'arrivée de l'AKP au pouvoir, l'université s'est présentée comme un autre modèle possible et libéral. En 2007, elle enregistre officiellement le premier club étudiant LGBT+ de Turquie. Selon ses propres données, plus de 70 000 étudiants ont été diplômés par ses soins. Réputée pour ses filières de droit et de sciences sociales critiques, Bilgi a fini par représenter une épine dans le pied du pouvoir islamo-nationaliste. Le virage répressif qui n'a cessé de s'accentuer après la tentative de coup d'Etat de 2016 a fait le reste.

Vendue à la suite d'investissements hasardeux, l'université a longtemps appartenu au réseau Laureate International Universities – un groupe installé à Baltimore (Maryland) et connu mondialement pour son modèle d'enseignement supérieur à but lucratif. Puis des liens se sont noués avec les cercles du pouvoir. Et lorsque le groupe américain a voulu, en 2019, se désengager de la Turquie, l'université est passée sous la coupe d'une entreprise appelée Can Holding, proche alors des réseaux de l'AKP.

La famille Can fait l'objet d'accusations récurrentes de contrebande de cigarettes et de carburant, mais, à partir de 2019, elle s'est retrouvée sous le feu des projecteurs en raison d'immenses investissements. Ses activités, qui s'exercent dans divers secteurs – de l'énergie aux médias, en passant par les ports, la logistique et l'éducation –, sont florissantes. Trop, apparemment.

Le 11 septembre 2025, une opération antiblanchiment vise Can Holding : 121 sociétés sont saisies, dont l'université Bilgi. Devant ses juges, Kemal Can, l'un des propriétaires du groupe, déclarera avoir acquis l'université pour 90 millions de dollars (77 millions d'euros) sur instruction de hauts responsables de l'Etat. Huit mois s'écouleront avant que le président Erdogan ne prononce sa fermeture définitive, qu'il a finalement annulée.

« Le pays subit un choc après l'autre et ce n'est certainement pas un hasard, a souligné, dimanche en fin de journée, Asli Odman, qui a enseigné pendant huit ans à Bilgi, avant d'en être, selon ses propres termes, licenciée. *Le contexte est une attaque en règle contre l'opposition et il est difficile de ne pas voir dans* [la décision contre] *Bilgi une volonté de diviser et d'attiser les tensions. »* Après l'arrestation du maire CHP d'Istanbul, Ekrem Imamoglu, en mars 2025, les étudiants avaient été, pendant des semaines, les fers de lance de la contestation.

LA CROIX

25 mai 2026

L'opposition turque muselée par le pouvoir

La direction du principal parti d'opposition à Recep Tayyip Erdogan a été destituée et délogée par la force de son siège, ouvrant la voie à un contrôle du régime sur l'ensemble de la vie politique turque.

L'occupation n'aura pas duré longtemps. Sous une pluie de gaz lacrymogène, le leader du Parti républicain du peuple (CHP), Özgür Özel, et quelques cadres éminents ont été délogés manu militari de l'intérieur de leur siège à Ankara ce dimanche 24 mai. Dehors, les canons à eau arrosaient les manifestants regroupés en soutien. Deux jours plus tôt, les insurgés avaient décidé de s'y enfermer en signe de refus du « coup d'État judiciaire » porté contre leur formation politique, la seule capable de battre le président turc Recep Tayyip Erdogan, au pouvoir depuis vingt-trois ans. Un tribunal en a destitué l'actuelle direction dans un arrêt motivé par des irrégularités lors d'une précédente élection interne, mais perçu comme une manœuvre venue d'en haut.

Parti historique, fondé par Mustafa Kemal Atatürk en 1923, au même moment que la Turquie moderne, le CHP essuie des vagues successives d'arrestations et d'enquêtes contre ses représentants, démontrant s'il le fallait la mainmise de la présidence sur le système judiciaire. Ce même responsable du parti pour l'un des districts de la rive européenne d'Istanbul qui, jeudi soir, nous confiait se préparer au bras de fer, est rentré chez lui : « Nous allons nous organiser vite pour continuer le mouvement. La démocratie est en jeu, nous n'avons plus le choix. Une bataille est perdue mais pas la guerre », explique-t-il par téléphone. Son mentor en politique, Ekrem Imamoglu, charismatique maire d'Istanbul et surtout le rival le plus dangereux pour Recep Tayyip Erdogan, est incarcéré depuis mars 2025 et aucune piste vers sa libération ne paraît sérieuse.

Si l'on met de côté les pronunciamientos militaires du XXe siècle, c'est la première fois qu'une décision comparable est prise en Turquie depuis l'adoption du multipartisme en 1946. Les chancelleries européennes sont globalement restées silencieuses, alors même que les observateurs estiment que le pays se rapproche, sur le plan de la science politique, de la Russie poutinienne.

Entre autres traits communs, voilà que l'opposition est choisie par le pouvoir en place. L'arrêt réinstalle, de facto, l'ancien chef du CHP, Kemal Kiliçdaroglu,candidat malheureux à la présidentielle de 2023 et désormais qualifié de « traître » par son propre camp. Des vidéos satiriques et des photos de son portrait arraché circulent ces derniers jours.

Dans un texte publié mi-mai dans The Economist, Özgür Özel, le leader déchu, écrivait à propos du parti politique du président Erdogan : « L'objectif de l'AKP n'est pas d'éliminer l'opposition, mais de la dompter : lui permettre de participer aux élections, et même de gouverner les grandes villes, tout en l'obligeant à opérer dans un cadre de plus en plus restreint. » Contre ce scénario, le leader kémaliste, connu pour sa voix cassée à force de hurler dans le micro, a promis que le CHP serait, dans les prochaines semaines, « sur les routes, dans les rues, sur les places publiques ». Ceux qui s'attendent à des manifestations prodémocratie pourraient être déçus : la Turquie qui en a les moyens était occupée ce week-end à partir en villégiature malgré les embouteillages et la pluie sur les routes. Ces neuf jours de congé pour l'Aïd-El-Adha (celui du mouton) sont, en général, suivis avec scrupule. Si toutefois les plus zélés de l'opposition politique venaient à prendre les rues, les forces de l'ordre se tiennent à disposition. Dans la nuit de jeudi à vendredi, peu après la décision du tribunal, les unités de police de plusieurs villes-clées ont reçu l'ordre d'annuler leurs vacances.

Les conséquences pourraient toutefois se faire sentir bien vite au sein de la population. Jeudi, l'indice de la Bourse d'Istanbul a chuté. L'économie turque, déjà fragilisée par des années de crises monétaires à répétition et une inflation tourbillonnante, pourrait subir un nouveau choc. Après des ventes records de réserves de change ces dernières semaines, la Turquie n'a tout simplement plus les liquidités nécessaires pour l'absorber sans dévaluer.

Le Monde 25 mai 2026

En Iran, un homme présenté comme l'un des « meneurs » locaux des manifestations de janvier exécuté

Depuis l'important mouvement de contestation qui a secoué l'Iran en janvier et le début de la guerre au Proche-Orient fin février, Téhéran a accru son recours aux condamnations à mort. La République islamique est le pays qui recourt le plus à la peine capitale après la Chine, d'après l'ONG Amnesty International.

L'Iran a annoncé, lundi 25 mai, avoir exécuté un homme condamné pour des attaques armées lors des manifestations qui ont secoué le pays et ont été violemment réprimées en janvier. *« Abbas Akbari a été pendu ce matin »*, a fait savoir le site de l'agence de presse officielle du pouvoir judiciaire, Mizan, en le présentant comme *« l'un des meneurs armés »* des protestations dans la province d'Ispahan, dans le centre du pays.

Cette capture vidéo, réalisée le 9 janvier 2026 à partir d'images UGC partagées en ligne le 8 janvier 2026, lors d'une manifestation dans la capitale iranienne, Téhéran. AFP

Il était accusé d'avoir *« ouvert le feu dans la rue sur les forces de sécurité »* et d'avoir attaqué des bâtiments officiels et des centres de santé dans la ville de Nain. Sa condamnation à mort, confirmée par la Cour suprême, selon Mizan, reposait sur plusieurs chefs d'accusation, dont le *« moharebeh »* (« guerre contre Dieu ») et des actes visant, d'après les autorités, à porter atteinte à l'ordre public et à la sécurité nationale.

Depuis l'important mouvement de contestation qui a secoué l'Iran en janvier et le début de la guerre au Proche-Orient fin février, l'appareil judiciaire de la République islamique a accru son recours aux condamnations à mort. Selon des organisations de défense des droits humains, dont Amnesty International, l'Iran est le pays qui recourt le plus à la peine capitale après la Chine.

Dans son dernier rapport annuel, publié le 18 mai, Amnesty International faisait déjà état, en 2025, d'une hausse des exécutions par pendaison, avec 2 159 exécutions, contre 972 en 2024. *« Les autorités iraniennes ont intensifié leur recours à la peine de mort comme outil de répression et de contrôle politiques, alimentant une hausse sans précédent du nombre d'exécutions »*, relevait l'ONG dans son rapport.

The New York Times

David E. Sanger and Tyler Pager
May 25, 2026

To Get the Strait Open, Trump Had to Leave the Hardest Issues for Later

President Trump is hailing the agreement with Iran as groundbreaking, even as he admits it "isn't even fully negotiated." But the nuclear stockpile, enrichment and missiles have not been discussed.

The Strait of Hormuz has been a focal point since the start of the conflict.Reuters

The temporary agreement that the Trump administration announced with Iran this weekend isn't a peace deal. It isn't a nuclear deal. It isn't a missile deal.

Those may yet come — perhaps in a few months, though a senior United States official said there was no agreed time limit for nuclear talks, or perhaps far longer if the history of negotiations with Iran holds. But for now, Mr. Trump has described an arrangement that could extend a cease-fire and reopen the Strait of Hormuz, relieving the greatest energy disruption in modern times.

The best news from this at-the-brink negotiation between Washington and Tehran, mediated by a hard-line Pakistani general, is that a conflict that easily could have spun further out of control appears to be de-escalating. Assuming both President Trump and Iran's supreme leader, in hiding to avoid assassination attempts, approve the final wording, the choke point through which a quarter of the world's oil passes should reopen.

That is no small thing at a time when Republicans feared they would be headed into the November midterm elections with gasoline hovering around $4.50 a gallon and a president pursuing a war most Americans tell pollsters they oppose. For the Iranians, the opening comes just as their battered economy appeared about to crack, from the loss of most of their oil revenue.
But for a president who had declared only 11 weeks ago that "there will be no deal with Iran except UNCONDITIONAL SURRENDER," the agreement he announced this weekend was far short of that. And his tone was markedly different.

"The negotiations are proceeding in an orderly and constructive manner, and I have informed my representatives not to rush into a deal in that time is on our side," he wrote on social media.

Until the supreme leader and other Iranian officials certify the understanding "the Blockade will remain in full force and effect," he wrote.

He added: "There can be no mistakes! Our relationship with Iran is becoming a much more professional and productive one."

Yet Mr. Trump essentially gave into the Iranian demand to kick the hardest issues down the road — while apparently succeeding in forcing the Iranians to end, at least temporarily, their stranglehold on one of the world's most vital waterways.

In the end, each side had little choice but to give ground. They chose the least-bad of what each saw as bad options. But all that does is begin to restore the status quo to roughly where it was on Feb. 28, when Mr. Trump and Prime Minister Benjamin Netanyahu of Israel launched a war to finally bring Iran's nuclear and missile programs to an end.

So far, they have failed to achieve those goals: Iran is still in possession of more than 11 tons of nuclear fuel, including 970 pounds that is close to bomb grade — though it is buried under rubble, deep underground. An early plan to essentially stage a coup, overthrowing the government, placing a former Iranian hard-line president, Mahmoud Ahmadinejad, into power, never materialized.

If the strait does reopen, Mr. Trump's aides say they are planning to enter a second phase to get back to a serious negotiation with the Iranians on the issues that triggered the war. A senior administration official, who declined to be named, told reporters on Sunday that the Iranians had already generally agreed to turn over their 60-percent enriched uranium — the stockpile that could be converted to a dozen or so bombs in relatively short order.

But the Iranians have said nothing about surrendering that fuel, which along with its

power to shut off traffic in the strait is their best leverage. The U.S. official also conceded the exact mechanism by which Iran would dispose of their highly enriched uranium remains unresolved as does whether Iran, at the end of the negotiation, will ship out all of the additional uranium in its possession, according to the International Atomic Energy Agency.

The United States also said the Iranians had agreed, verbally, to some kind of suspension of enrichment of new nuclear fuel. But Mr. Trump himself told reporters nine days ago on Air Force One that Tehran's leaders had backed away from a commitment to suspend that activity for 20 years, and it is unclear where they are on the issue now.

And Iran has so far refused to even discuss limits on the size and range of their missiles which the United States had said it would insist upon. That is a critical issue to the Israelis, who are within reach of many of Iran's ballistic missiles.

Despite the confidence from the United States that all those issues would be resolved, it seemed possible that the negotiations and fragile ceasefire could collapse at any point. The U.S. official briefing reporters on Sunday repeatedly acknowledged they could not predict what Iran would ultimately agree to, or even if the supreme leader would formally sign off.

But the official said the reopening of the strait, which would not include any Iranian tolls, would remove the economic pressure, reassure the markets and create space to address the nuclear issues. The official did not say how the United States would deal with Iran's claim over the past three months that it now has sovereignty over the strait, which had been traversed as international waters.
But the official did say that the agreement with the Trump administration amounted to a "walk-back" by the Iranians, because they will not be charging tolls.

Mr. Trump only added to the doubts on Sunday afternoon, when he declared on social media that "If I make a deal with Iran, it will be a good and proper one, not like the one made by Obama," in 2015, which curtailed Iran's nuclear activity, but did not eliminate it.

"Our deal is the exact opposite, but nobody has seen it, or knows what it is. It isn't even fully negotiated yet," he acknowledged. "So don't listen to the losers, who are critical about something they know nothing about."

Among the "losers» were prominent members of Mr. Trump's own party. Republican Iran hawks said he had folded to pressure, and failed to finish the job. Among the harshest critics was Senator Roger Wicker, Republican of Mississippi and chair of the Senate Armed Services Committee, who had warned that "everything accomplished by Operation Epic Fury would be for naught!"

Mike Pompeo, Mr. Trump's first-term C.I.A. director and then his Secretary of State, was equally dismissive, leading Steven Cheung, the White House communications director, to declare on social media that Mr. Pompeo "should shut his stupid mouth and leave the real work to the professionals."

Longtime negotiators who had opposed the attacks also had their doubts.

"This is what happens when a poorly conceived war of choice turns into a highly flawed 'peace' of necessity," Aaron David Miller, a former Mideast negotiator, now at the Carnegie Endowment for International Peace, said on Sunday.

"Original, unrealizable war aims abandoned," he said, "and now little leverage to secure what really matters — restraining Iran's nuclear capacity and permanently opened straits."

Until a few days ago, the Trump administration was insisting it would not enter into any accord that did not deal with the hardest issue upfront: the nuclear program. But administration officials relented — in part because they needed to get the strait open and in part because they have come to recognize the complexity of negotiating on Iran's vast nuclear complex, a task that took the Obama administration nearly two years and resulted in a 160-page agreement.

"You can't do a nuclear thing in 72 hours on the back of a napkin," Secretary of State Marco Rubio said in an interview in New Delhi, where he was on a diplomatic mission. "The straits have to be immediately reopened, and then we will enter, under agreed-to parameters, into very serious talks about enrichment, about the highly enriched uranium and about their pledge to never have nuclear weapons."

When pressed on why Mr. Trump appeared to change course this time, the U.S. official said Iran was making significant accommodations, but the toughest decisions still lay ahead.
Two remaining mysteries are how the United States will ultimately deal with Iranian demands to unfreeze billions of dollars of frozen Iranian funds, and lift years of sanctions placed on Iran to prevent it from selling oil or buying goods and technology.

The U.S. official said those issues — among the most contentious for the cash-strapped Iranian government — had not even been addressed yet, though he held open the possibility that those could be part of a trade. "No dust, no dollars," the official said, a reference to Mr. Trump's repeated references to "nuclear dust," his way of talking about the highly enriched uranium that is largely at the nuclear site at Isfahan that the United States bombed last June.

Mr. Trump has suggested he would never give Iran back its cash, comparing himself to President Barack Obama, who returned $1.7 billion that Iran had paid for weapons in the 1970s that were never delivered.

Mr. Obama "gave Iran massive amounts of CASH, and a clear and open path to a Nuclear Weapon," Mr. Trump wrote Sunday on social media. "Our deal is the exact opposite." But on those issues, there is no deal yet, at Mr. Trump himself acknowledged.

An earlier version of this article incorrectly stated the status of U.S. sanctions against a Pakistani general. The general, Field Marshal Asmir Munir, is named in legislation proposed in the U.S. House that could impose sanctions, but it has not received a vote; he was not on an American sanctions list a few years ago.

Le Monde

Hélène Sallon, Piotr Smolar
26 mai 2026

En pleine négociation avec l'Iran, le coup de pression surprise de Trump sur les pays du Golfe, appelés à normaliser leurs relations avec Israël

Le président américain, qui ne parvient toujours pas à faire aboutir les discussions avec Téhéran sur la cessation des hostilités et la réouverture du détroit d'Ormuz, a demandé à l'Arabie saoudite et au Qatar de signer les accords d'Abraham de 2020.

Après un week-end de confusion diplomatique, d'entretiens, de réunions de crise et de fuites organisées dans la presse, les Etats-Unis avaient toujours les mains vides, lundi 25 mai : le court texte officialisant la cessation des hostilités en Iran et la réouverture du détroit d'Ormuz n'était pas finalisé avec Téhéran. De nombreux pays, dont le Pakistan, le Qatar et l'Arabie saoudite, participent à l'effort pour rapprocher les positions. Ils ont eu la surprise de recevoir un message très décalé de Washington, dans la matinée. Non pas des remerciements, mais une pression publique.

Une vue aérienne par drone montre des navires ancrés dans le détroit d'Ormuz, depuis Musandam, Oman, le 25 mai 2026. REUTERS

Dans un texte publié sur son réseau Truth Social, Donald Trump a commenté sa conférence téléphonique de samedi avec les dirigeants de l'Arabie saoudite, des Emirats arabes unis, du Qatar, du Pakistan, de la Turquie, d'Egypte, de Jordanie et de Bahreïn. *« J'ai déclaré qu'après tout le travail accompli par les Etats-Unis pour essayer de rassembler ce puzzle très complexe, il devrait être obligatoire pour tous ces pays, au minimum, en simultané, de signer les accords d'Abraham. »* Ces accords, lancés sous le premier mandat de Donald Trump, visent à faciliter la normalisation des relations entre les pays arabes et Israël. Pour l'heure, quatre pays les ont rejoints – les Emirats arabes unis, Bahreïn, le Maroc et le Soudan. L'Egypte et la Jordanie ont signé des traités de paix avec Israël en 1979 et 1994. Mais les autres considèrent que ce processus ne peut progresser, en l'absence de toute perspective politique pour les Palestiniens et de la réanimation d'un projet d'Etat pour ce peuple.

Non seulement Donald Trump évite-t-il de mentionner la question palestinienne, mais il exerce une forme de chantage sur des alliés. Leur vulnérabilité est apparue au grand jour, au fil de la guerre, face aux tirs de missiles et de drones iraniens. La Maison Blanche, dans le déni de sa propre errance stratégique depuis la fin février, semble s'accrocher à un dessein daté, dans lequel les Etats-Unis seraient le grand ordonnateur du Moyen-Orient. *« Cela devrait commencer par la signature immédiate par l'Arabie saoudite et le Qatar, et tout le monde devrait suivre,* écrit Donald Trump. *S'ils ne le font pas, ils ne devraient pas faire partie de cet accord, dans le sens où cela montrerait de mauvaises intentions. »* Le président américain conclut en évoquant l'entrée possible de l'Iran dans les accords d'Abraham.

Comme un mirage

Les 19 et 23 mai, Donald Trump s'est entretenu avec Benyamin Nétanyahou. Entre ces deux conversations, il a assuré que le premier ministre israélien *« fera tout ce* [qu'il] *lui demande de faire »*. Est-ce celui-ci qui a relancé l'idée d'un élargissement des accords d'Abraham, lors de son dernier entretien avec Donald Trump, pour tenter de saborder les négociations ? Ou bien est-ce le président américain qui pense calmer Be-

nyamin Nétanyahou par cet écran de fumée pour lui faire accepter l'accord en gestation, qui laisse de puissants atouts au régime iranien ?

Dans le paysage bouleversé du Moyen-Orient de l'après-7 octobre 2023, et les guerres dans la bande de Gaza, au Liban et en Iran, l'idée d'un rapprochement public de ces pays avec Israël, par un simple claquement de doigts, ressemble à un mirage. Le fait de lier publiquement cette demande aux négociations en cours avec l'Iran est *« inutilement compliqué et irréaliste »*, selon Dan Shapiro, ancien ambassadeur des Etats-Unis en Israël, expert au centre de réflexion Atlantic Council. *« Dans le climat actuel de ces guerres non résolues,* écrit-il sur X, *d'une vague de violences extrémistes israéliennes en Cisjordanie et du rejet total par le gouvernement israélien de toute perspective menant à un Etat palestinien, il n'existe aucune chance que les dirigeants mentionnés par Trump normalisent leurs relations avec Israël – d'autant plus qu'il ne reste que quatre mois avant les élections israéliennes, au cours desquelles Nétanyahou pourrait être évincé. »*

« Un double prix à payer »

La dérive extrémiste du gouvernement Nétanyahou, symbolisé par son ministre de la sécurité nationale, Itamar Ben Gvir, est en soi une raison de ne faire aucun geste d'ouverture à son égard. Son mépris envers la question palestinienne est le paramètre-clé d'un processus enrayé. *« La position du royaume n'a pas changé. Il faut une voie irréversible vers un Etat palestinien »*, a confirmé lundi un responsable saoudien s'exprimant sous couvert d'anonymat. Lorsque le président Trump a formulé sa demande, samedi, aux dirigeants moyen-orientaux, leur réponse aurait été un long silence, selon le média *Axios*. *« Ce silence* (…) *révèle à quel point Washington est déconnecté d'une région qu'il prétend comprendre,* commente sur X Hisham Hellyer, expert au Royal United Services Institute for Defence and Security Studies, à Londres. *Washington appelle cela un levier. La région, elle, y voit un double prix à payer pour une guerre à laquelle elle s'est explicitement opposée et dans laquelle elle a été malgré tout entraînée »* par les Etats-Unis et Israël, pour se trouver en première ligne des représailles iraniennes.

L'Arabie saoudite et le Qatar mettent désormais sur le même plan l'Iran et Israël comme une menace pour la stabilité de la région. Hamad Ben Jassim Al Thani, l'ancien premier ministre du Qatar, et le prince Turki Al-Fayçal, l'ancien chef des renseignements saoudiens, se sont fait les porte-voix de cette ligne officielle. *« Si le plan israélien visant à déclencher une guerre entre nous et l'Iran avait réussi, la région aurait été plongée dans la ruine et la destruction »*, a déclaré Turki Al-Fayçal dans une tribune, le 9 mai, au journal en ligne saoudien *Arab News*. L'alignement du voisin émirati avec Israël contre l'Iran durant la guerre, qui a érodé le consensus arabe, a renforcé cette perception à Doha et à Riyad.

Après quelques frappes de représailles contre l'Iran, menées à des fins de dissuasion selon l'agence Reuters, Riyad a soutenu la médiation lancée par le Pakistan pour parvenir à un règlement pacifique entre les Etats-Unis et l'Iran. Les Emirats arabes unis, qui se seraient associés à des frappes américano-israéliennes sur l'Iran selon le *Wall Street Journal*, ont finalement renoncé à leur posture belliciste pour soutenir, eux aussi, les efforts d'Islamabad. Si le protocole d'accord en cours de négociation est loin de contenir à leurs yeux la menace iranienne, leur priorité est d'empêcher la reprise de la guerre et d'obtenir la réouverture du détroit d'Ormuz.

« Ce à quoi pense réellement la région : une architecture de sécurité qui serve ses intérêts, et non la suprématie israélienne ou les ambitions iraniennes », explicite Hisham Hellyer. La guerre en Iran a amplifié dans le Golfe la remise en cause de la dépendance vis-à-vis du parapluie sécuritaire américain. L'Arabie saoudite, la Turquie, l'Egypte, le Qatar et le Pakistan ont amorcé un rapprochement afin de restaurer une stabilité régionale et de contrebalancer l'hégémonie israélienne. Le royaume saoudien explorerait, selon le *Financial Times*, l'idée d'un traité de non-agression avec l'Iran, pour renforcer le pacte de détente signé avec Téhéran en 2023, qui a montré ses limites durant la guerre.

LA CROIX **26 mai 2026**

En Iran, un quotidien devenu hors de prix pour la population

Avec une inflation et un chômage qui augmentent depuis la guerre déclenchée par Israël et les États-Unis fin février, les Iraniens doivent revoir leurs habitudes de consommation. Même l'achat de produits de base est devenu une source d'angoisse.

Houshang se tient, inquiet, devant le rayon réfrigéré d'un hypermarché sur la place Shohada, à Téhéran. Il compare attentivement les prix avant de mettre des œufs dans son chariot. Puis il tergiverse, et remet une boîte en rayon, au profit d'une autre moins chère. Autour de lui, les clients arpentent les allées en faisant les mêmes calculs. Chacun arbitre discrètement entre ce qu'il peut encore se permettre d'acheter et ce à quoi il doit désormais renoncer.

Pour cet ancien employé de banque, faire les courses est devenu une source d'angoisse. Depuis le début de la guerre avec les États-Unis et l'Iran, l'inflation et la pression économique pèsent de plus en plus sur la population qui souffre déjà d'une économie fragile, asphyxiée par les sanctions internationales. « Aujourd'hui, je ne peux plus acheter avec insouciance des produits de base comme le poulet, la viande, les œufs, le riz ou l'huile, dit Houshang après être passé en caisse. Pour être en mesure de payer tout ce dont ma famille

a besoin, je dois retirer certains articles et en acheter moins. Sinon, je n'aurai pas de quoi tenir jusqu'à la fin du mois. »

Face aux indicateurs macroéconomiques alarmants et à l'instabilité des marchés, de nombreux Iraniens ont peur que leur quotidien se détériore davantage et que les prix des biens essentiels s'envolent encore. Le gouvernement est de plus en plus sous pression pour agir. Fereydoun Hemmati, membre de la commission parlementaire de la planification et du budget, a récemment annoncé à l'agence Tabnak que le législateur travaillait à des mesures visant à soutenir la population et à lutter contre les profiteurs de crise.

Mais comme de nombreux responsables iraniens, Fereydoun Hemmati impute l'aggravation de la crise aux États-Unis et à Israël. Pour les autorités, les sanctions, les restrictions sur le commerce extérieur et les attaques visant les infrastructures font partie d'une guerre économique et psychologique plus large destinée à accroître la pression sur les citoyens.

À Téhéran, les rayons des magasins et les marchés restent néanmoins approvisionnés, explique Parham, propriétaire d'une grande épicerie dans le quartier de Motahari. « Mais les restrictions sur les importations et les exportations ont provoqué une inflation sévère. Les prix sont beaucoup plus élevés et, comme la situation financière des gens s'est détériorée, les clients achètent bien moins. »

Pour de nombreux Iraniens, la valeur du rial est l'indicateur le plus évident du déclin économique de leur pays. Il y a dix ans, un dollar américain s'échangeait contre environ 32 000 rials. Aujourd'hui, il avoisine 1,8 million de rials – presque le double du taux enregistré fin février, avant le début de la guerre.

L'effondrement de la monnaie nationale et le chômage plongent de nombreuses familles dans une insécurité financière accrue. Selon les médias nationaux, au moins un million d'emplois ont déjà été perdus directement à cause de la guerre. Les chiffres officiels reflètent l'ampleur de la crise. Selon le Centre statistique d'Iran, l'indice des prix à la consommation des ménages a augmenté de 5 % au début du mois d'avril par rapport au mois précédent et de 73,5 % sur un an. L'inflation annuelle sur les douze derniers mois a progressé de 53,7 %.

Pour Hashem, père de deux enfants qui gagne sa vie en réparant des appareils électriques, survivre économiquement signifie désormais parer aux urgences plutôt que planifier l'avenir. Le quotidien de sa famille a profondément changé en quelques mois. Les vacances ont disparu. Les sorties au restaurant se sont espacées. Même les petits plaisirs deviennent de plus en plus rares. « Pour l'instant, je suis simplement reconnaissant de pouvoir encore nourrir ma famille et de payer le loyer à temps, dit-il. Il faut tenir bon, mais cela me fait mal de ne pas pouvoir leur offrir une vie meilleure. Je vis constamment avec la peur de ne plus pouvoir subvenir à leurs besoins.»

Frédéric Couteau
26 mai 2026

À la Une: la fausse victoire deTrump en Iran

Une paix mal ficelée » : un constat dressé par **Le Figaro** à Paris. « Une guerre déclenchée dans le but proclamé de «régler une fois pour toutes» l'épineuse question du programme nucléaire iranien – et pourquoi pas, au passage, en finir avec cette République islamique qui menace Israël et ses voisins arabes. Quarante jours de frappes aériennes massives qui échouent à atteindre aucun de ces buts. Et, trois mois plus tard, constate le journal, un protocole d'accord de quelques paragraphes «en voie de finalisation» entre les belligérants, qui doit rouvrir au trafic maritime le détroit d'Ormuz, lequel n'était pas fermé avant l'attaque lancée le 28 février. Accord repoussant à plus tard d'incertaines négociations sur le volet nucléaire. Il va falloir à Donald Trump, conclut Le Figaro, tout son talent de communicant pour faire passer ce résultat pour une victoire. »

Jeux de dupes…

En effet, complète **Le Devoir** à Montréal, « la priorité absolue est désormais le règlement d'un problème qui n'existait pas avant le 28 février : la réouverture du détroit d'Ormuz, le plus vite possible. Il y a panique en la demeure. Pour obtenir ce résultat, Trump est prêt à en laisser beaucoup aux Iraniens, avec des clauses pour sauver les apparences. »

En fait, poursuit Le Devoir, « à chaque étape, l'Iran a dupé l'incompétent, impulsif et ignorant président des États-Unis. Il n'y a pas d'accord «complet» en vue. On reste loin en deçà de ce qu'avait obtenu, en 2015, patiemment, le fameux traité sur le nucléaire iranien, vitupéré et saboté par Trump. Il s'agit aujourd'hui d'un accord pointu et limité, assorti de manœuvres de relations publiques pour calmer les marchés et éviter que les prix de l'essence ne s'envolent à nouveau. Même des sénateurs comme Roger Wicker, républicain du Mississippi, disent aujourd'hui que le président s'est écrasé. Mais non, non : Trump gagne ! Demandez-lui, il vous dira à quel point sa victoire est formidable. »

« Nullité diplomatique et guerrière… »

« Trump et l'Iran : tout ça pour ça », s'indigne **Libération**. « Les dirigeants pakistanais qui sont à la manœuvre pour trouver une solution ont imposé

un schéma très simple aux négociations, pointe le journal : les frappes américaines s'arrêtent si l'Iran ouvre le détroit d'Ormuz au monde entier, en échange de quoi l'Iran pourra accéder aux actifs bancaires gelés par les sanctions internationales… et on laisse de côté les missiles, et l'enrichissement de l'uranium. Pour l'instant on oublie tout le reste, on en parlera plus tard… peut-être. Évidemment, poursuit Libération, on est très loin des objectifs affichés par Trump, lorsqu'il annonçait sur son réseau à la population iranienne «on arrive». »

Et le quotidien français d'enfoncer le clou avec cette remarque : « Le chef de la plus grande puissance militaire du monde vient de prouver tout au long de ces épisodes sa nullité diplomatique et guerrière. Il joue à la guerre comme les enfants jouent avec des soldats de plomb, des maquettes d'avions et de navires de guerre. »

Aux conditions de l'Iran

En des termes plus mesurés, le **Wall Street Journal** arrive à la même conclusion : « Donald Trump a réfuté les critiques sur l'accord, affirmant : «Je ne conclus pas de mauvais accords». Mais il est légitime de se demander s'il ne subit pas la pression croissante, aux États-Unis, de la hausse des prix de l'essence et des rendements obligataires, à l'approche des élections de mi-mandat. Cela explique sans doute en partie sa volonté de rouvrir le détroit, même aux conditions de l'Iran. (…) Le régime iranien est entré dans cette guerre en proie à des crises politiques et économiques internes. La guerre n'a fait qu'aggraver ces crises. Sauver un tel régime aujourd'hui par un plan de sauvetage économique constituerait une véritable trahison, s'exclame le Wall Street Journal, non seulement des intérêts américains, mais aussi de ceux du peuple iranien. »

Enfin, conclut **L'Orient-Le Jour** à Beyrouth, « dans ces conditions, malgré les immenses pertes matérielles et humaines, l'Iran va bomber le torse et se sentir renforcé dans sa conviction de ne jamais rien céder, voire de poursuivre sa politique avec une agressivité accrue sur tous les fronts. Le régime entrevoit déjà probablement tout ce qu'il pourrait accomplir, soupire le quotidien libanais, – à commencer par reconstruire son programme de missiles balistiques et ses milices – avec les dizaines de milliards de dollars qui rempliraient ses caisses grâce à une éventuelle levée des sanctions dans le cadre d'un accord final. »

Le Monde

Marc-Olivier Bherer
26 mai 2026

Robert Kagan, politiste : « La guerre en Iran risque d'affaiblir durablement la position des Etats-Unis dans le monde »

Le spécialiste de politique étrangère, proche des cercles néoconservateurs, s'inquiète, dans un entretien au « Monde », de la bascule mondiale que crée, selon lui, le conflit avec l'Iran autour du contrôle du détroit d'Ormuz

Robert Kagan est chercheur au sein de la Brookings Institution, l'un des plus influents groupes de réflexion américains. Spécialiste de politique étrangère, il a servi au département d'Etat pendant les mandats présidentiels de Ronald Reagan et de Barack Obama. S'il se décrit comme un libéral, il est proche des cercles néoconservateurs. Son dernier ouvrage est intitulé *Rebellion : How Antiliberalism Is Tearing America Apart – Again* (« Rébellion. Comment l'antilibéralisme déchire les Etats-Unis – de nouveau », éd. Alfred A. Knopf, 2024, non traduit).

Si l'on revient aux pires échecs de la politique étrangère américaine, que ce soit Pearl Harbor, le Vietnam ou l'Irak, ils n'ont pas durablement affaibli la position des Etats-Unis dans le monde. Contre les Japonais, ils ont remporté la guerre par la suite. Le Vietnam est un événement plus isolé. Rapidement après ce conflit, Ronald Reagan a été élu, et la guerre froide a pris fin. Enfin, l'Irak n'a certes pas été un succès, mais l'envoi de troupes supplémentaires, lors de l'opération « Surge », lancée en 2007, a permis de stabiliser le pays. Et surtout, les Etats-Unis n'ont pas perdu, à cause de cette guerre, leur position dominante au Proche-Orient.

La guerre contre l'Iran nous place face à un scénario différent, car ce pays devient soudainement, grâce à ce conflit, la plus grande puissance de la région. Téhéran contrôle désormais le détroit d'Ormuz, un atout dont les Iraniens n'ont jamais disposé et qui rend l'arme nucléaire un peu moins nécessaire pour eux. Les Etats-Unis, qui garantissaient la liberté de navigation, ne seront plus en mesure de le faire. Cette guerre risque d'affaiblir durablement leur position dans le monde.

Les Etats-Unis n'ont-ils pas les moyens militaires ou diplomatiques de faire plier l'Iran ?

Quelle pression supplémentaire les Etats-Unis peuvent-ils appliquer, après trente-sept jours consécutifs de bombardements ciblés ? Après plus de vingt ans de sanctions économiques ? Le régime iranien a démontré qu'il était incroyablement solide, et ses dirigeants se disent qu'ils ont toutes les chances de survivre à Donald Trump.

Pendant combien de temps encore le monde pourra-t-il

faire face à la perte massive d'hydrocarbures venant du golfe Arabo-Persique ? Les prix du brut s'envolent. Les Iraniens voient bien que cette guerre est très impopulaire outre-Atlantique, que les stocks de munitions américains sont bas, que les Etats-Unis n'ont pas les moyens militaires de les empêcher de mener des frappes dans la région. Toute action militaire entreprise pour renverser la situation aura un coût bien plus élevé que ce que les Américains et Donald Trump sont prêts à payer.

Je ne vois pas comment Washington pourrait empêcher Téhéran de déstabiliser durablement la région et de plonger l'économie mondiale dans une crise profonde. Aujourd'hui, avec ce qu'est devenue la guerre, détruire 30 %, 50 % ou 70 % de l'arsenal de l'Iran ne veut plus dire grand-chose. Pour mettre le trafic maritime à l'arrêt dans le détroit d'Ormuz, Téhéran n'a qu'à lancer un drone sur un tanker et cela suffira pour que les compagnies d'assurances refusent de couvrir les navires qui voudraient s'engager dans ces eaux.

Nous vivons une bascule dont nous ne mesurons pas l'ampleur. La fin de la liberté de navigation peut se traduire par une course à l'armement, parce que chacun voudra protéger ses approvisionnements en hydrocarbures. L'Iran se retrouve en position de force pour négocier avec ceux qui voudront s'entendre avec lui.

Quel regard portez-vous sur le déplacement de Donald Trump en Chine, du mercredi 13 au vendredi 15 mai ?

Le président des Etats-Unis, Donald Trump, à la Maison Blanche, à Washington, le 22 mai 2026.
EVELYN HOCKSTEIN/REUTERS

Le président des Etats-Unis est arrivé à Pékin dans une position de faiblesse à cause de cette guerre qu'il ne sait pas comment terminer. La Chine pouvait ainsi apparaître, aux yeux du monde, comme la puissance stabilisatrice. Le fait que le président chinois, Xi Jinping, n'ait pratiquement rien accordé à Trump, notamment sur le front iranien, est significatif.

Surtout, Xi Jinping en a profité pour faire avancer ses priorités. Je pense ici à Taïwan. Donald Trump a d'ailleurs cédé, affirmant qu'un accord de ventes d'armes conclu avec l'île, d'une valeur de 14 milliards de dollars *[12 milliards d'euros]*, représentait un *« très bon atout de négociation »* et que sa poursuite *« dépendait de la Chine »*. Trump, pour sa part, cherchait d'abord à obtenir des concessions sur le plan économique, sans aucun lien avec le Proche-Orient. Jeudi 21 mai, Washington a suspendu l'accord avec Taïwan.

Dans le dossier iranien, Pékin s'est contenté d'inciter Téhéran à poursuivre les discussions. Cette visite est une immense victoire pour la Chine, qui démontre que le grand *« dealmaker »* américain est disposé à faire une concession majeure dans le dossier taïwanais, sans rien obtenir en retour.

Pour l'Europe, qu'implique la situation créée par la guerre en Iran ?

Au-delà de cette crise, il y a une réalité fondamentale que l'Europe doit bien saisir : les Etats-Unis n'assureront plus sa sécurité. Donald Trump s'emploie à détruire toutes les alliances construites après la seconde guerre mondiale. Je pense en particulier à l'OTAN *[Organisation du traité de l'Atlantique Nord, née en 1949]*. Pire encore, les Etats-Unis représentent une menace pour le continent, comme le démontre leur intérêt prédateur pour le Groenland. L'Europe va devoir se réarmer pour faire face à trois empires prédateurs : les Etats-Unis, la Russie et la Chine.

Le monde entier doit comprendre que les Etats-Unis sont déjà, dans une large mesure, une dictature. L'armée et la justice, deux ministères régaliens, mais aussi le FBI et la CIA sont soumis au président. Des libertés fondamentales sont foulées aux pieds, tels la liberté de la presse et le droit de manifester. Et nous devons nous attendre au pire pour les élections de mi-mandat, prévues en novembre. J'ai bien peur que Trump n'accepte pas la défaite si les républicains obtiennent de mauvais résultats. Face à de telles dérives, l'Europe doit soutenir la démocratie aux Etats-Unis, et cela passe par l'abandon de toute stratégie cherchant à apaiser Trump. Cela ne fonctionne pas.

The New York Times May 26, 2026

Iran Threatens to Renew Strikes Against U.S. Amid Push for Diplomatic Deal

The warnings came after U.S. forces struck military sites in Iran. Secretary of State Marco Rubio said on Tuesday that negotiations to end the war were continuing.

Iran's Islamic Revolutionary Guards Corps said on Tuesday that it would launch a "decisive reciprocal response" to any attack that violated the cease-fire, injecting more uncertainty into fragile diplomatic efforts a day after the U.S. military struck targets in southern Iran.

Iran's supreme leader, Mojtaba Khamenei, also suggested that the country could renew strikes on U.S. military installations in the Persian Gulf, which Tehran had repeatedly targeted after the United States and Israel started bombing Iran in late February.

"The hands of time do not turn backward, and the nations and lands of the region will no longer serve as shields for American bases," Mr. Khamenei wrote in a statement released to commemorate the start of the hajj, the annual Muslim pilgrimage to Mecca.

The Iranian warnings came after U.S. forces struck missile launch sites in southern Iran and destroyed two Revolutionary Guard speedboats that U.S. officials said were trying to place mines in the Strait of Hormuz, the Persian Gulf waterway that is a critical transit route for crude oil and natural gas.

Two American officials, who spoke on the condition of anonymity to discuss operational matters, said that in the 24 hours preceding the U.S. strikes, Iran had launched attack drones near some of the nearly two dozen U.S. Navy warships in or around the Gulf of Oman and the Arabian Sea. The ships are enforcing a blockade on vessels trying to enter or leave Iranian ports.

A crowd carried photos of Iran's three supreme leaders during a ceremony in Tehran on Sunday. Arash Khamooshi / Polaris for The New York Times

U.S. Central Command called the attacks on Monday "self-defense strikes" intended to "protect our troops from threats posed by Iranian forces."

The renewed hostilities — along with intensifying Israeli strikes against Hezbollah, the Iranian-backed militia in Lebanon — have threatened to upend the push for a diplomatic agreement to end the conflict and reopen the Strait of Hormuz to commercial ship traffic.

Iran has effectively blockaded the waterway, causing energy prices to soar, since the United States and Israeli attacks began on Feb. 28. President Trump and his administration, under pressure to address rising costs at home, have sent conflicting signals about the possibility of a diplomatic breakthrough.

Secretary of State Marco Rubio told reporters on Tuesday that negotiations were continuing.

"There were some talks going on in Qatar today, so we'll see if we can make progress," he said. "I think it's a lot of talking back and forth going on about specific language in the initial document, so it'll take a few days. The president's expressed his desire to make it. He's either going to make a good deal or no deal."

On Tuesday, Iran's lead negotiator, Mohammad Bagher Ghalibaf, who had been in Qatar for the talks, returned to Iran, the Iranian state broadcaster reported. It was not clear if his departure signaled any meaningful shift in the negotiations.

Mr. Trump has repeatedly threatened to strike Iran harder if it does not agree to his terms for a peace deal. On Monday, he said the result

of the negotiations could be "great and meaningful" or "no deal" at all.

Much remains uncertain about the negotiations, including whether Iran would be willing to hand over its stockpile of enriched uranium or destroy it in front of neutral observers, as Mr. Trump has demanded.

On Tuesday, Iran began restoring some internet access for tens of millions of Iranians who have been living under a government-imposed communications blackout for months.

"In line with the esteemed president's mission and in fulfillment of the government's promise, the first step toward free and regulated access to cyberspace has been taken," Iran's first vice president, Mohammad Reza Aref, wrote on social media.

Iran had cut off internet access in response to the February attacks, casting the blackout as a national security issue. Iranian activists have argued that it was intended to suppress dissent and increase government control.
The shutdown hurt Iran's already battered economy. Its tech sector suffered heavily, forcing companies to close and to lay off workers. Iranians who sold or advertised merchandise online also struggled.

NetBlocks, an internet monitoring group, reported on Tuesday that its data showed a "partial restoration to internet connectivity" in Iran after 88 days, making it "the longest nationwide internet shutdown in modern history."

Iranians said on social media and in messages to The New York Times that they were able to connect to the global internet after the long period of isolation.

The restoration came as Iran's foreign ministry accused the United States of violating the cease-fire agreement between the two sides and suggested in a statement that the latest U.S. strikes undermined the ongoing efforts to resolve the war diplomatically.

Three senior Iranian officials told The Times over the weekend that any agreement with the United States must also halt the fighting in Lebanon, even though a cease-fire went into effect last month.

On Tuesday, the Israeli military intensified its campaign after Prime Minister Benjamin Netanyahu said he had ordered it to "increase the blows" against Hezbollah.

The Israeli military said it had struck more than 100 Hezbollah sites in southern and eastern Lebanon, including what it said were weapons storage facilities and command centers. It also issued an evacuation warning on Tuesday for the whole of Nabatieh, one of the largest cities in southern Lebanon, signaling that airstrikes there were imminent.

Mashghara, a town in the Bekaa Valley, was among the areas hit overnight. At least 11 people were killed, including two children, according to Lebanon's health ministry. Asked about the strike, the Israeli military referred to an earlier statement saying it had targeted "Hezbollah infrastructure sites."

"We are at war with Hezbollah," Mr. Netanyahu said in a video statement on Monday night. He added he had ordered the military to "press on the pedal even more."

Two Israeli military officials, who requested anonymity to discuss sensitive plans, said on Tuesday that troops were now operating beyond what Israel called the "forward defense line," an area extending several miles into southern Lebanon that Israel has occupied since it invaded the country during the latest conflict.

Hezbollah said on Tuesday that it had launched drone and rocket attacks on Israeli troops in southern Lebanon. The group has increasingly used low-cost, fiber-optic drones, which are difficult to jam, in order to target Israeli troops. The attacks have exposed an Israeli vulnerability, even after weeks of airstrikes and ground operations aimed at degrading Hezbollah's capabilities.

As a result, Mr. Netanyahu has faced growing pressure from Israeli hard-liners to broaden the campaign in Lebanon, including by resuming strikes on Beirut and its southern outskirts. Such a move would further strain the peace talks.

RÛDAW

may 27,2026

President Barzani receives Mazloum Abdi in Erbil

ERBIL, Kurdistan Region - Kurdistan Region President Nechirvan Barzani received commander of the Kurdish-led Syrian Democratic Forces (SDF) Mazloum Abdi in Erbil on Tuesday to discuss the latest developments in Syria and the condition of Kurds in the country.
According to a statement from the Kurdistan Region Presidency, the two sides discussed "the situation in Syria and the status of the Kurds and other components in the country," alongside broader regional developments, stability, and "confronting the threats of terrorism."
The presidency said the meeting stressed "the necessity of dialogue and understanding among Kurdish parties in Syria to resolve issues with Damascus."

Abdi "expressed his thanks and appreciation for the continuous support of President Nechirvan Barzani and the leadership of the Kurdistan Region for the rights of Kurds and components in Syria," the statement added.

The meeting comes a day after Kurdish parties in Rojava criticized the outcome

and voting mechanism of Syria's interim parliamentary elections that was held on Sunday in the Kurdish-majority areas in the country, in which Kurdish candidates secured only eight of the seats despite expectations of higher representation.

The vote, held Sunday in Kurdish-majority areas across northeast Syria, marked the first parliamentary elections in territories controlled by Kurdish forces in nearly 15 years following the fall of former Syrian president Bashar al-Assad in December 2024.

FRANCE 24

Bahar MAKOOI
27 mai 2026

En Iran, les utilisateurs déplorent un retour de l'accès à Internet «au compte-gouttes»

Après 88 jours de coupure, l'accès à Internet mondial a été partiellement rétabli mardi en Iran. Les connexions reprennent progressivement. Si certains se réjouissent enfin de pouvoir reprendre contact et prendre des nouvelles de leurs proches, d'autres usagers, épuisés, dénoncent une lenteur persistante et redoutent un retour incomplet. Témoignages.

Une jeune Iranienne parle au téléphone le 4 septembre 2023 à Téhéran. © AFP (Archive

Le retour d'Internet en Iran, elle n'y croyait plus. Sans même savoir si la connectivité au réseau mondial allait durer, Mina* s'est réjouie toute la journée de mardi en attendant le fameux moment. «Ça peut paraître ridicule mais je suis restée plantée des heures devant mon écran en attendant que ça revienne. Pour moi, être connectée c'est indispensable», raconte cette graphiste, qui travaille en freelance depuis Téhéran sur des projets de publicité et de promotion sur les réseaux sociaux. «J'ai besoin d'utiliser l'IA au quotidien, et de me mettre à jours sur les derniers outils, je regarde beaucoup de tuto sur YouTube… J'ai besoin d'une vraie connexion».

Une jeune Iranienne parle au téléphone, à Téhéran.

Après 88 jours de coupure presque totale imposée par le régime, l'accès à Internet en Iran a été partiellement rétabli, mar,di 26 mai, par les autorités. Une interruption inédite, déclenchée après le début de la guerre le 28 février à la suite de l'attaque israélo-américaine. Pendant près de trois mois, les Iraniens n'ont eu accès qu'à l'intranet national, un réseau local permettant de consulter des sites iraniens, des services bancaires ou des applications approuvées par l'État.

Mardi soir, l'ONG NetBlocks a confirmé le retour partiel d'Internet à hauteur de 60 %. «Bienvenue à nouveau, Iran !», s'est enthousiasmé l'organisme de surveillance du numérique sur X. «Les indicateurs montrent une nouvelle amélioration de la connectivité grâce au rétablissement de la connexion des réseaux mobiles et autres segments à Internet. Filternet est toujours en place, mais il est possible de le contourner. WhatsApp est désormais restreint et nécessite un contournement. Certains utilisateurs restent hors ligne», précise toutefois l'organisation, qui dit aussi ne pas savoir si ce rétablissement sera durable.

□ Welcome back #Iran! Metrics show a further rise in connectivity as mobile networks and other segments are reconnected to the global internet:• Filternet remains in place but can be worked around• WhatsApp now restricted, requiring circumvention• Some users still offline pic.twitter.com/8vtc9hT1pR— NetBlocks (@netblocks) May 26, 2026

Retrouvailles numériques

Ce mercredi 27 mai, pourtant, l'enthousiasme initial laisse déjà place à la frustration. «Beaucoup de sites restent inaccessibles et les applications ne chargent pas correctement, ça reste très lent chez moi», déplore Mina. «Je vais devoir continuer à dépenser des sommes folles pour acheter des connexions et des VPN qui fonctionnent.»

Les gigas lui coûtent cher. La jeune femme dit avoir dépensé près de 200 millions de rials [130 euros] en un mois. Un produit de luxe que beaucoup ne peuvent pas se permettre dans un pays où le salaire moyen est d'environ 170 euros mensuel et le salaire minimum tourne autour de 85 euros par mois. Et encore, soupire-t-elle, «c'est lent, très lent… Il faut s'armer de patience avant de pouvoir regarder une vidéo YouTube».

À lire aussiEn direct : les Gardiens de la révolution jugent «faible» la probabilité d'une reprise de la guerre

Malgré les limitations persistantes, le retour partiel de la connexion a permis à de nombreuses familles de reprendre contact. «J'ai pu joindre ma sœur pour la première fois, je n'avais pas entendu sa voix depuis le 28 février», témoigne une Franco-Iranienne installée à Paris. «Elle a plus de 80 ans et chaque contact avec elle est précieux. On s'est parlé longtemps. On avait le cœur lourd, ça nous a réchauffé le cœur.»

Sur X, la célèbre journaliste iranienne Elahe Mohammadi a décrit ces retrouvailles numériques avec émotion : «Un par un, nous reprenons contact avec le réseau d'avant et nous nous laissons des messages. L'un retient ses larmes, un autre se précipite chez ses parents pour connecter son téléphone à Internet, un autre encore n'arrive pas à croire que nous ayons enduré tout cela, et un autre nous adresse un grand bravo, chapeau à tous. Cette vie humiliante n'était pas ce que nous méritions.»

دونه دونه داریم به نتِ وضعیت قبلی وصل می‌شیم و برای هم پیام می‌ذاریم. یکی بغض کرده یکی بدو بدو داره می‌ره خونه مامان و باباش که گوشیاشونو وصل کنه به اینترنت یکی می‌گه باورم نمی‌شه این همه روز طاقت آوردیم و یکی دیگه می‌گه دم همتون گرم، دم مردم گرم.حق ما این زندگی خفت‌بار نبود — elahemohammadi (@elahe_mohamadii) May 26, 2026

Internet «au compte-gouttes»

Sans l'accès au réseau mondial, l'Intranet iranien s'est insidieusement glissé dans les habitudes des Iraniens, témoigne Mina. «Les sites locaux fonctionnent, les banques, les sites de commerce en ligne, nos applications comme Snapp! [équivalent d'Uber] ou Divar [équivalent du Bon Coin]», raconte Mina. «Et je vois peu de gens qui font de la ‹résistance›. Beaucoup utilisent les nouvelles messageries iraniennes comme Bale Messenger ou Rubika sans trop de précautions. Ça commence à entrer dans les mœurs, on n'a pas eu d'autre choix.»

Kaveh*, lui, a refusé d'installer ces applications nationales. Il a réussi à se reconnecter à Telegram, mais WhatsApp ne fonctionne chez lui qu'avec un VPN. Il se dit «fatigué d'avoir à se battre sans cesse pour le minimum». «Franchement, la situation n'est pas normale du tout. Je suis vraiment énervé qu'après tout ce temps, on ait encore un accès aussi lent et coupé sans arrêt. En persan, on appelle ça l'Internet ‹au compte-gouttes›. Moi je travaille à distance, donc sans Internet, c'était compliqué.»

Pour Kaveh comme pour Mina, ces trois mois hors ligne ont eu des conséquences économiques directes : impossibilité d'honorer des commandes, perte de clients, arrêt brutal de nouveaux contrats. Et ce d'autant que les autorités iraniennes avaient déjà interrompu la connexion au réseau mondial pendant les manifestations de janvier réprimées dans le sang. L'accès à l'Internet avait ensuite été en partie rétabli avant d'être de nouveau suspendu fin février.

Cette fois encore le rétablissement partiel semble entouré d'incertitudes politiques. Le président Massoud Pezeshkian, dit modéré, avait ordonné le retour progressif d'Internet. Mais ce signal d'apaisement a été brouillé mardi lorsque la justice iranienne a annoncé la suspension de cette mesure à la suite de «dépôts de plaintes» du Quartier général spécial pour l'organisation et la gouvernance du cyberespace national, une instance créée le 12 mai par le président lui-même.

Le chef de l'État n'est pas décisionnaire sur ce dossier, la décision finale revient au Conseil suprême de sécurité nationale, dirigé par le tenant d'une ligne dure, a souligné le député conservateur Yaghoub Rezazadeh.

«Sous les montagnes de Téhéran, nous avons appris à endurer»

Ces coupures ont lourdement affecté les secteurs dépendants du numérique, notamment les hautes technologies et le commerce en ligne.

Le 19 avril, le vice-ministre du Travail, Gholamhossein Mohammadi, affirmait que plus d'un million d'emplois avaient été supprimés depuis le début de la guerre et que plus de deux millions de personnes avaient perdu leurs sources de revenus.
Des experts indépendants avancent toutefois des chiffres encore plus alarmants. Plusieurs spécialistes iraniens estiment que plus de 20 millions d'Iraniens (plus d'une personne sur quatre) tirent leurs revenus d'Internet, et que la coupure du réseau a coûté environ 80 millions de dollars par jour.

Ces dernières semaines, plusieurs Iraniens issus de la classe moyenne avaient confié à la rédaction des Observateurs de France 24 redouter de ne plus pouvoir subvenir à leurs besoins alimentaires si la situation perdurait.

À lire aussiEn Iran, les petites entreprises s'effondrent sous l'effet de la guerre et de la coupure d'Internet

Même prudence du côté des influenceurs iraniens. Une Instagrameuse mode, silencieuse depuis sept mois, a simplement publié une story ce mercredi montrant Téhéran sous un ciel bleu et calme, accompagnée de cette phrase : «Sous les montagnes de Téhéran, nous avons appris à endurer…».

* Les prénoms ont été changés pour la sécurité des personnes

franceinfo: 27 mai 2026

Guerre au Moyen-Orient : l'Iran accuse les Etats-Unis d'avoir violé le cessez-le-feu et menace de riposter

En Iran, l'accès à Internet a été partiellement rétabli en signe d'ouverture, Israël poursuit son offensive au Liban.

Toujours le chaud et le froid. L'Iran a accusé mardi 25 mai les Etats-Unis d'avoir violé le cessez-le-feu après des frappes américaines nocturnes dans le sud du pays, qui portent un coup aux apparents progrès dans les négociations pour mettre durablement fin à la guerre au Moyen-Orient. Les signes d'ouverture de ces derniers jours ont de nouveau cédé la place à une rhétorique martiale,

«L'armée terroriste américaine, poursuivant ses actions illégales et injustifiées depuis le cessez-le-feu., a commis au cours des dernières 48 heures une violation flagrante du cessez-le-feu dans la région d›Hormozgan», a déclaré le ministère des Affaires étrangères, sans préciser la nature des faits. Et de prévenir : *«La République islamique ne laissera aucun acte malveillant sans réponse»*.

Le commandement américain pour le Moyen-Orient (Centcom) avait annoncé avoir frappé dans la nuit des sites de lancement de missiles dans le Sud. L'Iran n'a pas officiellement confirmé l'information, mais les médias d›Etat ont rapporté des explosions dans la ville portuaire de Bandar Abbas et annoncé qu'une enquête était en cours pour en déterminer l'origine.

En Iran, l'accès à internet a été partiellement rétabli(Nouvelle fenêtre) mardi selon l'ONG étrangère de surveillance de la cybersécurité NetBlocks, après une coupure quasi-totale de près de trois mois en raison de la guerre, déclenchée le 28 février par l'attaque israélo-américaine. *«Depuis quelques minutes, je peux ouvrir des sites internet internationaux avec mon fournisseur d'accès»*, a déclaré à l'AFP une habitante de 22 ans de la ville occidentale de Kermanshah, ajoutant qu'elle avait toutefois toujours besoin de VPN (réseau privé virtuel) pour accéder aux réseaux sociaux.

Panneau d'affichage sur un immeuble de Téhéran proclamant que le détroit d'Ormuz est «aux mains de l'Iran». (ATTA KENARE / AFP)

De hauts responsables iraniens, dont le négociateur en chef Mohammad Bagher Ghalibaf et le ministre des Affaires étrangères Abbas Araghchi, ont effectué lundi une visite à Doha, une première depuis le début des hostilités. Si Téhéran avait averti lundi qu'il n'était pas imminent, l'accord reste possible, a avancé le secrétaire d›Etat américain Marco Rubio, parlant de discussions *«autour de la formulation précise du texte initial»*. Lors d'une conversation téléphonique mardi avec le dirigeant qatari, le président iranien Massoud Pezeshkian a indiqué que son pays était *«prêt à parvenir à un cadre respectueux pour mettre fin à la guerre»*, selon la radiotélévision étatique Irib.

Son homologue américain cherche de son côté une issue à cette guerre impopulaire qui a gravement perturbé l'économie mondiale en raison du quasi-blocage par Téhéran du détroit d'Ormuz, par où transite en temps normal un cinquième du pétrole brut et du gaz naturel liquéfié consommés dans le monde. Sa réouverture est un enjeu majeur des négociations et les tensions y restent vives : un pétrolier a ainsi été touché mardi au large d'Oman, selon l'agence maritime britannique UKMTO. Donald Trump doit réunir mercredi son gouvernement et selon le quotidien New York Post, cette réunion sera principalement consacrée à l'Iran.

Sur le front libanais, l'armée israélienne a poursuivi mardi des frappes dans le Sud notamment à Nabatiyé, après un ordre d'évacuation. Au moins une personne a été tuée et deux autres blessées parmi des secouristes affiliés au groupe Amal, allié du mouvement pro-iranien Hezbollah, à Srifa, selon le ministère de la Santé.

Dans le même temps, l'armée israélienne a annoncé étendre ses opérations terrestres contre le Hezbollah au-delà de la *«ligne jaune»* qu'elle a établie dans le sud du Liban. *«Nous intensifions notre action au Liban»*, a répété mardi le Premier ministre Benjamin Netanyahu, malgré un cessez-le-feu en vigueur depuis le 17 avril. Selon les autorités libanaises, les frappes israéliennes ont tué 31 personnes.

The New York Times May 27, 2026

Lebanese Resigned to a Long War, Even if U.S. and Iran Make a Deal

Few in Lebanon believe that diplomatic efforts to end the wider war will bring peace to their country, as clashes between Israel and Hezbollah intensify in the south.

Once again, there has been a cease-fire in Lebanon for weeks.

And, once again, the fighting has not stopped.

Israel is still bombarding much of the south and east of the country. Israeli drones are still buzzing low over the skies in Beirut, the capital. Hezbollah is still attacking Israeli troops occupying Lebanese territory, and firing rockets into Israel. The death toll is still rising.

And now — though a truce was declared in April, and there has been talk this week of a potential U.S. deal with Iran, Hezbollah's sponsor — resignation is setting in across Lebanon that a meaningful end to the war between Israel and Hezbollah is not coming anytime soon.

Instead, Israel has vowed to intensify its military campaign in Lebanon and pushed deeper into the country beyond the territory it already occupies, ordering sweeping evacuation orders for two southern cities.

"I have no trust in either Israel or the U.S.," said Ghinwa Ftouni, 42, in Baisariyah, a village in southern Lebanon. "Just listen to the massive bombing," she added, as the thuds of Israeli strikes echoed from a few miles away.

Her disillusionment reflects the past two years of war in Lebanon, but also decades of dysfunction in which the country has lurched from crisis to crisis — its fate often determined more by outside powers than its own fractured leadership.

A resident assesses the damage in the aftermath of an Israeli airstrike in Tyre, Lebanon, Tuesday.Daniel Berehulak/The New York Times

In 2023, Hezbollah began firing at Israeli positions in support of its Palestinian ally, Hamas. Israel responded with artillery, airstrikes and, the following year, a ground invasion. Although a cease-fire was declared in Lebanon in November 2024, Israeli bombardment continued in large parts of the country.

Then, in March this year, days after the start of the U.S.-Israeli attack on Iran, Hezbollah began firing at Israel in solidarity with Tehran, sparking another all-out war in Lebanon and opening a new front in the regional conflict.

The latest wars have devastated Lebanon, a country of 5.4 million people on the eastern Mediterranean. They have killed more than 7,000 Lebanese, displaced a million more and inflicted billions of dollars in damage, according to Lebanese authorities.

Israeli forces now occupy an area of southern Lebanon stretching as far as six miles into the country, with little sign they will leave anytime soon.

On Sunday, as the prospect began to emerge of a potential agreement to end the U.S. and Israeli war against Iran, there was a sense that Lebanon had little say in a deal that concerned its own future.

Instead, the country found itself once again at the mercy of outside powers — as it did when Syria intervened in the Lebanese civil war in 1976, and when Israel invaded in 1978 and again in 1982 to fight Palestinian armed groups, and when Iran subsequently funded and armed Hezbollah. In the decades since, Hezbollah has dragged Lebanon into three wars with Israel.

On Sunday few Lebanese believed that an agreement would deliver anything more than a temporary lull in the fighting between Israel and Hezbollah.

Within hours, both Israel and Iran-backed Hezbollah had raised the stakes, erasing even the faintest hope that

calm was coming.

Prime Minister Benjamin Netanyahu of Israel vowed on Tuesday to "increase the blows" against the group and over the next two days his forces launched more than 150 airstrikes across southern and eastern Lebanon — some of the heaviest bombardment in recent weeks. Israeli ground forces also pushed deeper into southern Lebanon.
Hezbollah, too, ratcheted up the pressure. On Sunday, Hezbollah's leader, Naim Qassem, warned the Lebanese government against confronting Hezbollah, which has long been the most powerful political and military force within the country, and commands vast support among Lebanon's Shiite Muslims. He also denounced the government's rare diplomatic talks with Israeli officials in Washington.

"The people have the right to take to the streets and bring down the government in confronting the American-Israeli project," Mr. Qassem said in a televised address.

The rhetoric from both Hezbollah and Israel offered a grim reminder of the fragility and failures of cease-fires in Lebanon.

The cease-fire in November 2024 that ended the last war offered little respite, with Israel continuing to bomb Lebanon near daily even as Hezbollah largely held its fire.

Since the most recent truce was declared last month, the Israeli bombardment has continued. And this time Hezbollah has continued to fight as well, launching daily attacks on Israeli troops that have killed at least 10 Israeli military personnelsince the truce went into effect.

Now, the only real possibility for a genuine pause in fighting is if the United States can pressure Israel to halt its bombardment.

"Trump might want to declare peace on all fronts, as we've seen he likes to do," said Paul Salem, a nonresident senior associate at the Center for Strategic and International Studies.

Even then, there is no guarantee that the calm will last.

"The more likely scenario is that that happens for a few weeks," Mr. Salem said, "then Netanyahu says we have to continue, and by then Trump has moved onto something lse."

27 mai 2026

En Turquie, le président Erdogan plonge le CHP, principal parti d'opposition, dans la crise

La situation reste extrêmement tendue en Turquie après la destitution de l'actuel dirigeant du CHP, le principal parti d'opposition. Une décision de justice contestée par Özgür Özel, qui dénonce un « *coup d'État judiciaire* » et refuse de céder la direction du parti.

Le président turc semble avoir décidé de donner le coup de grâce au CHP. Après l'emprisonnement du maire d'Istanbul Ekrem İmamoğlu et l'arrestation de dizaines d'élus pour des accusations de corruption que tous ont contestées, **Recep Tayyip Erdogan** s'en prend désormais à Özgür Özel. Celui qui avait réussi à galvaniser l'opposition dans la foulée de l'arrestation d'Imamoğlu a été destitué par la justice ce vendredi 22 mai. Motif invoqué : des fraudes auraient entaché son élection à la tête du parti en 2023.

Les autorités turques assurent que la justice est indépendante et qu'elles n'influencent en rien ces décisions. Les partisans d'Özgür Özel dénoncent cependant une justice aux ordres et une décision souhaitée et téléguidée par le président Erdogan.

Un parti divisé et considérablement affaibli

Cette décision de justice plonge le CHP dans une situation totalement chaotique. L'ancien président du parti, Kemal Kılıçdaroğlu, est en effet remis en selle par la justice. Celui qui fut le candidat malheureux du CHP face à Erdogan en 2023 souhaite en effet reprendre le contrôle du parti et accepte la décision de la justice.

Le CHP se retrouve ainsi de facto divisé et extrêmement affaibli. Plutôt que d'interdire le parti ou de faire arrêter Özgür Özel, Erdogan semble avoir choisi de jouer sur ses divisions internes pour le rendre inopérant, pour « dévitaliser », en quelque sorte, son principal adversaire.

Pour de nombreux observateurs, cette séquence signifie qu'Erdogan prépare déjà les prochaines élections et qu'il a l'intention de se représenter pour rester au pouvoir. La prochaine élection présidentielle est théoriquement prévue pour 2028. Or, en principe, Erdogan n'a pas le droit de se représenter, la Constitution limitant à deux le nombre de mandats consécutifs. Mais le président turc peut s'affranchir de cette limite si les élections sont anticipées. Beaucoup s'attendent donc à ce que le scrutin soit avancé…

Vers des élections anticipées ?

De son côté, Özgür Özel affirme vouloir convoquer un nouveau congrès afin d'être de nouveau élu à la tête du CHP. Rien ne garantit toutefois qu'il y parviendra, même s'il dispose du soutien de l'essentiel des cadres et des militants du parti, même si d'autres formations politiques en Turquie ont dénoncé la décision de justice, et même s'il réussit, comme après l'arrestation d'Ekrem İmamoğlu, à mobiliser ses partisans dans la rue.

Le pays pourrait se retrouver confronté à une situation durablement bloquée – ou à la création d'un nouveau parti d'opposition, bien qu'à ce stade ce scénario soit exclu par Özgür Özel. Dans tous les cas de figure, l'opposition abordera en position de faiblesse la prochaine élection présidentielle. Et c'est sans doute sur ce scénario qu'Erdogan parie : non pas éliminer un rival dangereux en le faisant arrêter, mais le placer dans l'incapacité de participer pleinement au scrutin.

Le Monde 28 mai 2026

Nouvelles frappes américaines en Iran, Téhéran réplique en visant une base américaine

Les affrontements survenus dans la nuit de mercredi à jeudi sont les plus graves depuis le début du cessez-le-feu, le 8 avril. Les bombardements et les combats se poursuivent au Liban, malgré la trêve entrée en vigueur le 17 avril.

Les Etats-Unis ont abattu quatre drones iraniens et bombardé une base militaire au sol dans le sud du pays, dans la nuit de mercredi 27 à jeudi 28 mai, entraînant des représailles de Téhéran, qui a visé une base américaine. Il s'agit des affrontements les plus graves depuis l'entrée en vigueur du cessez-le-feu, le 8 avril.

Quatre drones d'attaque qui représentaient une *« menace autour du détroit d'Ormuz »* ont été abattus, a affirmé un responsable américain sous couvert d'anonymat, ajoutant que l'armée américaine avait également frappé *« une station de contrôle au sol à Bandar-e Abbas qui menaçait de lancer un cinquième drone ». « Ces actions étaient mesurées, uniquement défensives et menées avec l'intention de maintenir le cessez-le-feu »*, a-t-il déclaré.

Les médias iraniens avaient auparavant rapporté trois fortes explosions près de Bandar-e Abbas, ville portuaire sur le détroit stratégique d'Ormuz, vers 1 h 30 jeudi (minuit à Paris).

Sculpture de soldats à Bandar-e Abbas (Iran), ville portuaire sur le détroit d'Ormuz, le 22 mai 2026. MAJID ASGARIPOUR/WANA/REUTERS

En représailles, les gardiens de la révolution iraniens ont annoncé, jeudi, avoir visé une base américaine. Ils n'ont pas précisé laquelle, mais, de son côté, l'armée koweïtienne a annoncé, jeudi, faire face à *« des attaques menées par des missiles et des drones »*.

Les forces iraniennes ont effectué des tirs de semonce à l'intention de quatre navires qui tentaient de franchir le détroit d'Ormuz, a déclaré, jeudi, la télévision d'Etat (IRIB), sans fournir de détails sur le type de bâtiments ni sur leur nationalité.

Israël bombarde Tyr, au Liban

Les bombardements et les combats se poursuivent au Liban, malgré un cessez-le-feu théoriquement en vigueur depuis le 17 avril. L'armée israélienne a annoncé, jeudi, avoir frappé des cibles du mouvement chiite pro-iranien Hezbollah à Tyr, dans le sud du pays, un jour après avoir averti qu'elle considérait comme une *« zone de combat »* tout le territoire situé

au sud du Zahrani, fleuve s'écoulant à une quarantaine de kilomètres au nord de la frontière entre Israël et le Liban.

Les négociations entre l'Iran et les Etats-Unis pour mettre un terme au conflit sont laborieuses, et le détroit d'Ormuz reste verrouillé par l'Iran, ce qui a renchéri les cours du pétrole et fait vaciller l'économie mondiale. Mercredi, le président américain, Donald Trump, a une nouvelle fois agité la menace d'une reprise des hostilités. L'Iran *« veut vraiment conclure un accord. Ils n'y sont pas encore. Nous ne sommes pas satisfaits mais nous finirons par l'être* (…). *Ou alors nous devrons simplement finir le travail »*, a-t-il dit.
Dans les échanges, jeudi matin, en Asie, le baril de brent de la mer du Nord, principale référence internationale, progressait de près de 2 % pour s'établir à 96,13 dollars (soit 82,64 euros), tandis que le west texas intermediate (WTI), référence américaine du pétrole brut, gagnait 1,75 % à 90,23 dollars le baril.

En Iran, l'accès à Internet a été en partie rétabli après une coupure de près de trois mois. Les connexions restent erratiques, les données mobiles étant encore largement coupées, de nombreux sites filtrés et des services de messagerie difficilement accessibles.

Téhéran évoque un accord-cadre, Washington dément

L'Iran a affirmé être en train de finaliser un accord-cadre en 14 points avec les Etats-Unis, donnant la priorité à la fin de la guerre *« sur tous les fronts »*, y compris au Liban. *« Le projet d'accord-cadre* (…) *est une totale invention »*, a réagi la Maison Blanche.

Selon la télévision iranienne, le protocole en discussion prévoit notamment un engagement des Etats-Unis à lever leur blocus des ports iraniens en contrepartie du rétablissement du trafic commercial dans le détroit d'Ormuz, par où transite, en temps normal, un cinquième du pétrole brut et du gaz naturel liquéfié consommés dans le monde.

Mercredi, le Trésor américain a annoncé des sanctions à l'encontre de l'Autorité iranienne du détroit du golfe Persique, la nouvelle agence de Téhéran chargée de percevoir les droits de passage à Ormuz.

Téhéran cherche également à obtenir le déblocage de 24 milliards d'avoirs gelés à l'étranger, *« avec mise à disposition de la moitié dès l'annonce du protocole d'accord »*, selon l'agence de presse iranienne ISNA.

C'est un des principaux points de contentieux, avec le volet nucléaire que l'Iran souhaite aborder dans un second temps. Les Etats-Unis réclament la destruction de son stock d'uranium hautement enrichi, dont le sort reste incertain. Téhéran dément, de son côté, vouloir se doter de la bombe atomique.

The New York Times May 28, 2026

Trump's Iran Approach Sows Confusion

President Trump's pendulum swings on Iran have often seemed driven by mood and moment rather than any discernible strategy.

Three months after President Trump launched war on Iran, his seemingly haphazard approach to the conflict is bewildering allies at home and abroad as he veers between diplomatic dealing, military strikes and increasingly far-fetched ideas.

It is possible that Mr. Trump is near a breakthrough in the form of what both sides call an interim agreement that would reopen the Strait of Hormuz and begin detailed talks on Iran's nuclear program. But U.S. officials said on Thursday that Mr. Trump had not yet signed off on the agreement, and several others like it have fallen apart.

The latest diplomatic crescendo comes just after a new round of clashes between the United States and Iran tested a fragile cease-fire that has held since early April. Mr. Trump has threatened to restart the war if Iran does not reopen the strait to commercial shipping. Last Friday, U.S. officials hinted that he was reviewing military options for potentially resuming the bombing campaign.

But neither saber rattling nor outright shooting has derailed diplomacy between Washington and Tehran, which has continued in fits and starts in the weeks since Mr. Trump canceled a round of planned talks with Iranian officials in Pakistan earlier this month.

A long post on Mr. Trump's Truth Social account on Monday typified his mixed message, declaring at once that negotiations with Iran were "proceeding nicely!" before warning that anything short of a "great deal" would mean "Back to the Battlefront and shooting, but bigger and stronger than ever before — And nobody wants that!"

At the Defense Department, military officials expressed bewilderment over the stop-start nature of the conflict. A senior defense official said that the more than 50,000 U.S. troops assigned to Iran who are scattered throughout the Middle East, Europe and the United States were "in limbo" as Mr. Trump swings from option to option.

For centuries, statesmen from Otto von Bismarck to Henry Kissinger have argued that diplomacy with adversaries is most effective when backed by force, real or threatened. "Negotiations are a euphemism for capitulation if the shadow of power is not cast across the bargaining table," Secretary of State George P. Shultz said in a 1986 speech.

But Mr. Trump's pendulum swings on Iran have often seemed driven by mood and moment rather than any discernible strategy. Adding to the confusion are his many claims of diplomatic progress that later proved unfounded.

Mr. Trump's shifts also reflect a political tug of war between hawkish supporters urging him to hit Iran harder and noninterventionists — along with Republicans nervous about rising gas prices and sagging poll

numbers — urging him to make a quick deal.

Some members of the pro-war camp were especially exasperated on Thursday as details of the possible interim deal emerged. They maintained that Mr. Trump might relieve pressure on Iran in order to reopen the strait without winning firm Iranian commitments to surrender its nuclear material and stop enriching uranium.

"The cease-fire has become rather farcical," said Michael Makovsky, the president and chief executive of the Jewish Institute for National Security of America, a Washington-based think tank that promotes hawkish pro-Israel policies. "It has reduced U.S. leverage for a good deal, and made America look weak — that we're vulnerable if gasoline prices go above $5."

"No deal with this regime will be worth the paper it's written on, and better to end this war with a bang than a whimper," added Mr. Makovsky, who urged Mr. Trump to resume strikes against Iran's military and its nuclear sites while continuing a blockade of Iranian oil exports.

Mr. Trump has further clouded matters with recent statements that seem poorly thought out, if not disconnected from reality altogether.

On Monday, for instance, he bewildered Middle Eastern allies by suggesting that a peace deal with Iran should include pledges by several Arab states to normalize diplomatic relations with Israel and join the pact known as the Abraham Accords.
On Wednesday, Mr. Trump threatened to attack Oman, a Gulf Arab nation and a longtime U.S. partner, if it entered into a notional agreement with Iran to share control of the strait. "We'll have to blow them up," Mr. Trump said, before indicating that was not likely to happen.
More substantively, Mr. Trump

President Trump's shifts reflect a political tug of war between hawkish supporters urging him to hit Iran harder and noninterventionists urging him to make a quick deal.Doug Mills/The New York Times

reversed course almost immediately after unveiling a plan for U.S. warships to escort stranded tankers through the Strait of Hormuz. Firm opposition from Saudi Arabia — which was caught by surprise and feared that Iran would respond with escalation — forced Mr. Trump to abort the operation, called Project Freedom, after just one day.

"Trump's uttering confuses everyone," said James F. Jeffrey, a retired career diplomat who worked in the George W. Bush White House and served as Syria envoy in Mr. Trump's first term.

But Mr. Jeffrey added that the world had grown somewhat inured to Mr. Trump's theatrics.

"It's ugly and confusing, but after six years of it there is a certain discounting of the crazy stuff," he said.

Iranian officials, however, have suggested that Mr. Trump's about-faces are making diplomacy more difficult.

"The American side tweets a lot, talks a lot. Sometimes confusing, sometimes, you know, contradictory," Saeed Khatibzadeh, Iran's deputy foreign minister, told reporters during a mid-April visit to Turkey.

American and Iranian forces have had other skirmishes since a cease-fire took effect more than seven weeks ago. But the recent round of military action suggests that if the latest diplomatic proposal falls apart, the fighting could escalate.

The latest skirmish came late Wednesday night when American forces knocked down four one-way attack drones that a U.S. official said Iran launched over the strait. The drones, according to the official, threatened U.S. air and naval forces in the region and what little commercial maritime traffic is passing through the strait, which Iran has effectively blockaded with the threat of mines, armed boats, drones and missiles.

The U.S. military then conducted airstrikes against a drone ground-control station near Bandar Abbas, a major commercial port and Navy base in southern Iran, before Iran could fire a fifth drone, said the official, who spoke on the condition of anonymity to discuss operational matters.
On Thursday, U.S. Central Command accused Iran of violating the cease-fire by launching a ballistic missile toward Kuwait hours after the United States attacked the targets in Bandar Abbas.

On Monday, U.S. forces struck Iranian missile launch sites and boats trying to place mines in the strait, Central Command said.

Iran also launched one-way attack drones near some of the scores of American attack planes and Navy warships positioned in or around the Gulf of Oman and the Arabian Sea that are enforcing the blockade against vessels trying to enter or leave Iranian ports, the U.S. official said.

Capt. Tim Hawkins, a Central Command spokesman, said the strikes on Monday were in "self-defense" in order "to protect our troops from threats posed by Iranian forces."
Central Command did not issue a statement about the strikes Wednesday night in an apparent effort to tamp down fears that the skirmishes were escalating and could undermine the negotiations.

The New York Times May 28, 2026

U.S. and Iran Move Toward Agreement to Reopen the Strait of Hormuz

President Trump has yet to sign off on an extension of the cease-fire that would allow the two sides to negotiate nuclear and other issues.

U.S. officials are closing in on an agreement with Iran that could lead to the reopening of the Strait of Hormuz while the two countries negotiate President Trump's demands for an end to Iran's nuclear program, according to three U.S. officials with knowledge of the discussions.

The emerging "memorandum of understanding" still needs approval from President Trump, and Iran has not yet confirmed any commitments.

Vice President JD Vance told reporters on Thursday that the two sides were "very close" to an agreement, but were still negotiating over the precise language and larger questions about Iran's nuclear program.

"It's hard to say exactly when or if the president is going to sign" the agreement, he said.

He added: "I can't guarantee that we're going to get there."

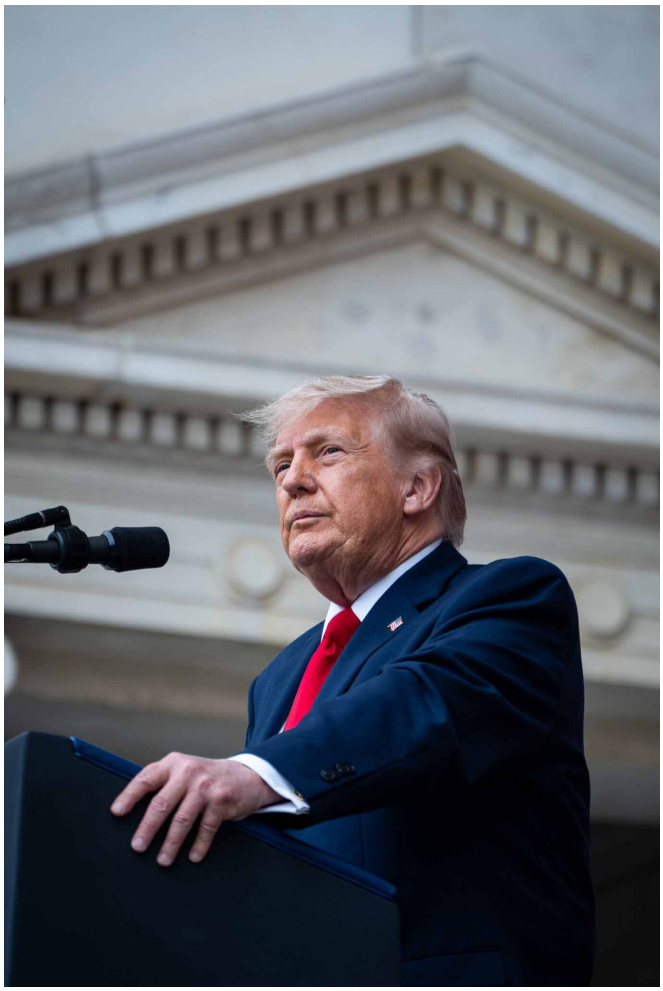
Should it come together, the development would offer Mr. Trump a way out of a war that has pushed up gas prices and grown deeply unpopular at home. It would also create a structure for Iran to regain access to its own assets provided it complies with U.S. demands. And Iran would eventually have a pathway to get billions of dollars in oil revenue flowing again at a moment when its economy is on the precipice.

Along the way, the agreement would extend the existing "cease-fire," which has shown signs of cracking in recent days as the United States has conducted what it calls "defensive strikes" on missile and drone bases that threaten American ships and planes, and the Iranians have retaliated.

White House officials provided only a vague outline of what the negotiating teams had agreed to — at least preliminarily. But under the framework, the Iranians would see economic relief phased in as progress is made in the negotiations and a substantive deal is reached.

Mr. Trump and his aides have said a key to any deal would be that Iran disavows any intention of acquiring a nuclear weapon. Iran has made that promise many times before, including in the opening paragraphs of the 2015 agreement it made with Obama administration. The Trump team is also insisting on the Iranians agreeing to dispose of their near-bomb-grade uranium, two of the officials said. Experts say that Iran's current stockpile of uranium enriched to 60 percent — just below bomb grade — could be turned into the fuel for 11 or 12 bombs fairly quickly.

But the method of how the fuel would be recovered from the rubble of a June 2025 air attack by the United States, and whether it would be shipped out of the country or neutralized, would be deferred to later negotiations. That would leave it inside Iran for months and maybe far longer — along with another 10 or more tons of nuclear fuel enriched to lower levels.



An agreement with Iran to reopen the Strait of Hormuz would offer President Trump a way out of the war.Haiyun Jiang/The New York Times

Under the U.S. understanding of the memorandum, the Strait of Hormuz would reopen immediately, one of the officials said, but the U.S. military blockade there would stay in place. The blockade would be reduced in proportion to how much prewar ship traffic is restored by Iran, the official added. The idea is to incentivize Iran to quickly remove mines that it laid throughout the strait and allow U.S. officials to assess whether the waterway is safer to cross.

The three officials were not authorized to speak publicly, and all were granted anonymity to discuss the American view of the current talks.

It is not clear that all the parties are working from the

same draft agreement, one diplomat involved in the process said. And leaders on both sides are managing their own domestic audiences and dealing with hard-liners who are working hard to undermine any potential deal.

Communications between the sides have been frustratingly slow, U.S. officials said, because senior Iranian officials are communicating via couriers and the ayatollah is in hiding. One U.S. official conceded that this was understandable given that the Americans and Israelis have interrupted both previous rounds of negotiations with bombing campaign.
A drone image shows vessels anchored on Monday in the Strait of Hormuz.Reuters

If an agreement works out, it could essentially return the United States and Iran to the status quo before Feb. 28, when the United States and Israel, acting in concert, began 38 days of bombing, followed by seven weeks of cease-fire. The two sides had spent several months over the past year debating the future of Iran's nuclear and missile programs. U.S. officials initially expressed optimism about a deal and then, months later, said that Iranian officials were insincere and simply trying to stave off military actions.

The U.S. views nearly every economic lever it can possibly use against Iran as a way to force the negotiations forward, one of the officials said. But Iran has been a uniquely difficult adversary for the Trump administration — one willing to face immense hardship and commit violence against its own people rather than give in to the United States.

Even if the preliminary framework is agreed upon, experts say it could take a month or more to get traffic moving again through the strait. And the Iranians have insisted before that they will not surrender their newfound powers to regulate and tax the traffic.

Mr. Trump has told advisers he will not sign off on any deal in which the United States can be said to be giving direct cash payments to Iran. One U.S. official described this as a "public relations" challenge, acknowledging that some form of financial relief would be required for Iran. Mr. Trump has attacked President Barack Obama for years over sending "pallets of cash" to Iran to settle a decades-old financial dispute, timed after Mr. Obama's 2015 nuclear deal.

Given that political reality, Mr. Trump's team has been developing ideas that would involve other countries, including the Qataris, releasing funds to the Iranians — so that the U.S. could say it did not replenish the coffers of Iran's regime. But it is not clear whether that political sleight-of-hand would quiet the many critics who are already noting that while Mr. Obama shipped $1.7 billion to Iran, Mr. Trump is looking at potentially unfreezing many times that amount.

Mr. Trump and his team have quietly lobbied the Gulf Arab states to underwrite Iran's postwar reconstruction, contingent on the Iranians agreeing to acceptable terms. The Gulf countries have discussed a $300 billion investment fund to that end, one that the U.S. would not invest in itself. Many expect China also to move in, tightening its relationship with Iran. Because Beijing has ignored oil export sanctions against Iran, around 90 percent of Iran's oil exports go to China.

Another measure under discussion would ease Iran's economic strain by lifting the freeze on some Iranian funds held in Qatar, allowing the money to be spent on medicine and feedstock for Tehran. Qatar would then turn those items over to Iran, according to one of the officials.

For days now, Mr. Trump and his aides have been claiming a preliminary agreement was near. Then the administration received word from mediators on Wednesday night that Iran was comfortable with the latest version of the memorandum of understanding, one of the U.S. officials said.

Mr. Trump's reaction was that he wanted to take a few days to consider it, the official said.

There is no discussion of Iran's missile program in the current framework. The United States has said it wants to limit the Iranian program in size and scope. The memorandum of understanding also sidesteps all the central questions surrounding Iran's nuclear activities, leaving them for later negotiations. Key among them is whether Iran will continue to enrich uranium. Mr. Trump long insisted it could not, though he indicated to reporters on Air Force One as he returned from China earlier this month that he was willing to agree to a 20-year suspension on nuclear enrichment by Iran, rather than a permanent ban.

A critical issue — to be negotiated later — is how to dispose of the near-bomb-grade uranium and the 10 other tons of lower-enriched fuel.

There are four broad technical approaches that could be considered.
One would be to ship the material out of Iran altogether — most logically to China or Russia, which as established nuclear powers and allies of Tehran would be the natural recipients, sparing the U.S. from sending fuel to a non-nuclear state. But that possibility may be complicated by Mr. Trump's public statements that he isn't comfortable seeing it go to either country.

That could mean the U.S. would take it, despite Iran's objections. In the Obama-era deal, Russia was the recipient of 97 percent of Iran's stockpile.

A second would render the uranium effectively unrecoverable while leaving it inside the country, either through vitrification — fusing it into glass — or by burying it deep underground. Both methods make recovery impractical, and vitrification is the approach the United States uses to dispose of its some of own weapons-grade material.

A third would be recovering the material and converting it into fuel rods, to be burned off in a nuclear reactor. But that could be costly and impractical.

The fourth, known as downblending, would dilute the material with natural uranium, lowering its purity from 60 percent to between 3 and 5 percent. That option is the most easily reversed. If Iran retained its centrifuges, it could re-enrich the diluted stock.

Whatever the method, all three U.S. officials were emphatic that Iran would receive no economic relief until the disposal of the material is settled.

Le Monde

Ghazal Golshiri
29 mai 2026

En Iran, le retour progressif et limité d'Internet

Après trois mois de coupure, l'Iran a amorcé, mardi 26 mai, une reconnexion partielle d'Internet. Le ministère du renseignement met en garde les Iraniens contre toute collaboration avec des médias étrangers qu'il accuse d'espionnage et de collecte d'informations sensibles.

Petit à petit, après trois mois de coupure d'Internet, des Iraniens jusque-là privés d'accès à celui-ci parviennent à se reconnecter depuis mardi 26 mai, notamment par l'Internet fixe et certains opérateurs de téléphonie mobile. Le 28 février, au début de la guerre menée par les Etats-Unis et Israël contre l'Iran, les autorités de Téhéran avaient coupé l'accès à l'Internet mondial, invoquant des raisons de sécurité nationale. Pendant près de trois mois, la grande majorité de la population n'a eu accès qu'à un réseau national fermé (intranet), contrôlé par le régime et limité à des contenus approuvés par le pouvoir.

Une Iranienne travaille dans un café à Téhéran, le 27 mai 2026. MAJID ASGARIPOUR VIA REUTERS

Seule une minorité d'Iraniens – des responsables politiques, certains journalistes et des personnalités proches du régime – disposait encore d'un accès sans restriction grâce à ce que l'on appelle des « cartes SIM blanches ». Ces utilisateurs ont largement relayé la propagande officielle de la République islamique. Seul un tout petit nombre d'Iraniens favorisés a pu rester connecté grâce aux paraboles Starlink, interdites en Iran et dont les détenteurs peuvent être accusés d'espionnage.

A partir du cessez-le-feu entre Washington et Téhéran, entré en vigueur le 8 avril, certaines catégories professionnelles – enseignants, avocats, médecins ou entrepreneurs – ont pu demander un accès partiel à Internet dans le cadre d'un dispositif baptisé « Internet pro », soumis à l'approbation préalable des services de renseignement. La grande majorité des Iraniens – les classes populaires et une classe moyenne appauvrie – est restée isolée et déconnectée du réseau mondial.

Les données de l'entreprise Kentik, spécialisée dans l'analyse du trafic Internet mondial, montrent qu'à partir du 26 mai le volume du trafic international en Iran a fortement augmenté après plusieurs semaines de restrictions sévères. Toutefois, ce niveau reste très éloigné de celui observé avant la coupure imposée lors des manifestations de janvier.

Les 8 et 9 janvier, des manifestations massives avaient éclaté à travers le pays. Des Iraniens étaient descendus dans les rues pour conspuer la République islamique et appeler à sa chute. La répression avait été extrêmement violente : des milliers, voire une dizaine de milliers de personnes auraient été tuées par les forces de sécurité. Internet avait ensuite été rétabli de manière partielle. Aujourd'hui, selon les analyses de Kentik, le trafic Internet en Iran représente environ 40 % du volume enregistré avant les manifestations de janvier.

Blocage de WhatsApp

Le blocage de WhatsApp – une nouvelle mesure – est un autre problème majeur pour les Iraniens après ces trois mois d'isolement numérique. Avant la coupure du réseau décidée sous prétexte de guerre, WhatsApp était le dernier grand service international de messagerie accessible sans filtrage.

Il est encore impossible de savoir si l'accès à Internet reviendra au niveau observé avant les manifestations de janvier. Jeudi, soit deux jours après l'annonce officielle de la réouverture du réseau, de nombreuses perturbations persistent. Sur les réseaux mobiles ayant retrouvé l'accès à Internet mondial, les débits restent extrêmement faibles.

Même en dehors des coupures répétées lors des crises politiques, l'accès à Internet en Iran était déjà restreint. Depuis des années, les utilisateurs doivent recourir à des VPN (Virtual Private Network, « réseau privé virtuel »), utilisés pour contourner les blocages en se connectant par l'intermédiaire d'autres pays. Ils les achètent au marché noir, à des prix élevés et avec le risque d'une surveillance accrue. Certains Iraniens surnomment d'ailleurs leur expérience sur la Toile « Filternet », contraction des mots anglais *filter* (« filtre ») et *net* (« réseau »).
Mercredi, le ministère iranien du renseignement a publié un communiqué affirmant que *« l'ennemi, après l'arrêt de la guerre militaire directe, se concentre désormais sur sept axes principaux de guerre hybride »*. Le texte met notamment en garde contre la *« guerre médiatique »* et les *« cyberattaques »*. Le ministère accuse également les médias persanophones basés à l'étranger de *« recruter des espions sous le couvert de journalisme citoyen »*, de *« collecter des informations géographiques destinées aux bombardements et aux actes terroristes »* et de *« provoquer des tensions politiques, sociales, professionnelles, ethniques et religieuses »*. Le communiqué met en garde enfin contre *« toute tentative de briser l'unité nationale et de créer des divisions sociales »*, et contre la *« contrebande d'armes et d'outils de communication illégaux comme Starlink »*, ajoutant que les autorités traiteront désormais ces questions *« avec encore plus de vigueur et de fermeté »*.

Depuis la réouverture partielle d'Internet, les experts recommandent fortement aux citoyens de mettre immédiatement à jour leurs systèmes d'exploitation et leurs logiciels afin de corriger d'éventuelles failles de sécurité accumulées pendant la coupure. Cependant, de nombreux Iraniens signalent encore des difficultés d'accès au Google Play Store ainsi que l'impossibilité de télécharger ou d'installer certaines mises à jour d'applications.

Le Monde

Nicolas Bourcier
31 mai 2026

En Turquie, le principal parti d'opposition au bord de la rupture après des décisions de justice

Alors que de nombreux élus du Parti républicain du peuple ont été placés en détention après le succès électoral des municipales de 2024, le dirigeant de la formation, Özgür Özel, a été évincé de ses fonctions après une élection jugée irrégulière

Le contraste est saisissant, et l'imbroglio dans lequel est plongée la principale formation d'opposition turque total. Devant une foule immense rassemblée au centre de la capitale, Ankara, samedi 30 mai, Özgür Özel, 51 ans, le dirigeant du Parti républicain du peuple (CHP), évincé de sa fonction par une décision de justice il y a quelques jours, hurle les slogans les plus politiques. Sous le soleil et les applaudissements, mouillant littéralement la chemise, il crie au *« coup d'Etat »* et fustige *« les autocrates »* au pouvoir qui ont attaqué son parti et le système démocratique *« tout entier »*.

Au même moment, à dix minutes de là, devant le siège de la formation, accompagné d'une poignée de collaborateurs et d'à peine quelques centaines de fidèles, Kemal Kiliçdaroglu, 77 ans, prédécesseur d'Özgür Özel, remis en selle à la tête du CHP par les juges, lit ses notes sans se départir d'un sourire crispé. Nommé à titre provisoire président du parti, l'ancien dirigeant condamne la direction qui lui a succédé pour avoir laissé, dit-il, la corruption se généraliser. Il promet un congrès pour élire une nouvelle équipe, sans donner de date précise, salue et tourne les talons.

Deux hommes, deux lieux, un même parti et deux camps irréconciliables. Avec un seul vainqueur : le président Recep Tayyip Erdogan, à la tête de la Turquie sans discontinuer depuis 2003. A regarder ce duel à distance, retransmis en direct même par les chaînes progouvernementales, on mesure à quel point le chef de l'Etat a réussi, sous les coups de boutoir de son administration, à enfoncer dans la crise le parti qui lui avait infligé sa plus grande défaite électorale il y a à peine deux ans.

A l'époque, le scrutin municipal avait porté les candidats de l'opposition à la tête de toutes les grandes villes du pays. Un revers cinglant à partir duquel s'est enclenché, pas à pas, le démantèlement du CHP, devenu le premier parti du pays et le seul alors capable de battre dans les urnes le chef d'Etat et sa formation islamo-conservatrice, le Parti de la justice et du développement (AKP).

Images d'une grande violence

A partir de 2024, des centaines de membres et d'élus du CHP ont été placés en détention pour des accusations de corruption, d'appartenance à une organisation criminelle ou terroriste – des charges que le parti rejette. Ekrem Imamoglu, le maire d'Istanbul qui incarnait la menace la plus sérieuse pour Recep Tayyip Erdogan dans un scrutin national, a été emprisonné quatre jours avant sa désignation comme candidat à la présidentielle prévue pour 2028.

Des maires d'arrondissement ont été remplacés par des administrateurs provisoires. Au moins 75 municipalités ont ainsi été transférées à l'AKP. Et le 21 mai, c'est la tête du parti qui a été frappée. Un tribunal d'appel d'Ankara a jugé *« nuls et non*

avenus » non seulement le dernier congrès du CHP, tenu en novembre 2023, mais aussi toutes les décisions de sa direction depuis lors.

A ce congrès, entaché d'irrégularité d'après les magistrats, Özgür Özel l'avait largement emporté au second tour, avec 276 voix d'avance (812, contre 536) sur Kemal Kiliçdaroglu, en poste depuis 2010. Surnommé l'homme aux *« treize défaites »* pour n'avoir jamais remporté de victoire contre l'AKP, il était tombé en disgrâce après son revers à la présidentielle, survenue six mois auparavant.

Özgür Özel (au centre), président destitué du Parti républicain du peuple, principal parti d'opposition turc, et ses partisans, à Ankara, le 30 mai 2026. EFEKAN AKYUZ / REUTERS

Le coup de grâce a été porté le 24 mai, trois jours après la suspension de la direction. En plein après-midi, la police antiémeute a fait irruption de force au siège du CHP, tirant des gaz lacrymogènes, défonçant les portes et frappant des occupants avant de les expulser des lieux. Ces images d'une grande violence, provoquées par une décision judiciaire inédite contre le parti fondateur de la République turque, ont franchi un seuil que le pays n'avait jamais atteint.

« Notre seule garantie, c'est le peuple… »

« Le système multipartite, établi en 1946 et consolidé en 1950 par la victoire électorale du Parti démocrate sur le CHP, alors parti unique, a survécu à trois coups d'Etat militaires, à la dissolution de dizaines de partis par la Cour constitutionnelle et à la longue ombre des généraux de 1980, rappelle Ezgi Basaran, ancienne journaliste et politologue à Oxford (Royaume-Uni). *Ce système n'avait jamais connu ce qui se passe aujourd'hui : l'exécutif décidant par des intermédiaires qui peut diriger l'opposition qui lui fait face. »*

Avec Ekrem Imamoglu, emprisonné, et Özgür Özel, destitué, le parti perd simultanément son candidat et son chef opérationnel. La boucle WhatsApp officielle du CHP pour la presse a été récupérée par l'équipe de Kemal Kiliçdaroglu. La veille de la manifestation de Özgür Özel de samedi, le député Umut Akdogan résumait, sur un ton révélateur du climat interne du parti : *« Nous n'avons pas les moyens d'affrêter un bus. Les comptes des médias sociaux ont été fermés. Nous n'avons même pas encore pu mettre en place un système pour envoyer des SMS. Notre seule garantie, c'est le peuple… »*

Alors, que va-t-il se passer au sein du CHP ? Le discours de son nouveau président, samedi, a accentué la fracture entre son équipe et celles d'Özgür Özel. Kemal Kiliçdaroglu a repris quasiment mot pour mot les accusations proférées par les trolls des cercles de l'AKP à l'encontre des anciens dirigeants, leur reprochant d'être liés à FETÖ (l'acronyme officiel désignant la communauté de l'imam Fethullah Gülen, à l'origine de la tentative de putsch de 2016, selon Ankara) et soutenus par des puissances étrangères. Ironie de la situation : plusieurs médias progouvernementaux, dans le passé, l'avaient lui-même accusé de collaborer avec des *« restes du FETÖ »*, citant certains de ses conseillers.

Crise majeure

Murat Karayalçin, l'un des piliers historiques du CHP, a reconnu dans la presse que son parti traversait une crise majeure dont il faut sortir, en limitant au maximum les dégâts : *« Nous devons garantir l'unité du CHP. Nous devons nous y accrocher jusqu'au bout. Mais si un signe de purge se manifeste, alors la création d'un nouveau parti devra être envisagée. »* Une allusion au coup d'Etat de 1980. Dissous par les militaires, le CHP avait été refondé en 1992 avant d'absorber en 1995 le Parti populiste social-démocrate (SHP), le parti qui en avait pris le relais pendant les années d'interdiction.

Pour l'heure, chacun fait ses calculs. L'équipe de Kemal Kiliçdaroglu, qui réunit une vingtaine de députés sur les 138 que compte le parti, semble jouer délibérément la carte de la rupture, ce qui augure mal d'une sortie de crise à court terme et d'un compromis sur la date d'un nouveau congrès.

Forts d'un large soutien des militants, Özgür Özel et les siens plaident pour un vote. Or pour convoquer un congrès, il faudra recueillir les signatures auprès des délégués. Une autre option consisterait à forcer la tenue d'un congrès dans un délai de quarante-cinq jours par une démission collective du conseil du parti. On estime que 35 des 57 membres de cette instance soutiennent Özgür Özel. Il en faut trois ou quatre de plus pour atteindre les deux tiers de voix nécessaires pour un tel vote.

Selon un sondage de l'Institut Konda, seuls 5 % des électeurs du CHP sont favorables au retour de Kemal Kiliçdaroglu à la tête du parti. Son soutien provient principalement des partisans de l'AKP et du Parti d'action nationaliste, pilier d'extrême droite de la coalition gouvernementale. Parmi les électeurs du CHP, 52 % jugent la décision de justice *« très mauvaise »* ou *« mauvaise »*, et seulement 8 % la trouvent *« juste »*.

Washington Kurdish Institute
Est. 1996

Kurdistan Region of Iran (Rojhelat)

May 2026 brought a broad security crackdown across the Kurdistan Region of Iran (Rojhelat), with arrests, incommunicado detention, prison pressure, secret executions, cultural restrictions, and militarized street control.

Mass Arrests, Incommunicado Detentions, and Security Raids Across Rojhelat

Arrests were one of the clearest features of the month. In Bukan, 67-year-old Asti Mohammadi was arrested during a night raid on May 11 after Ministry of Intelligence agents entered her family home without a warrant, confiscated personal belongings, and transferred her to a security detention facility in Urmia. She was denied family contact, legal representation, and medication, while her family was left without information on charges or her condition. In the same city, Seyyed Ali Ghoreishi, a 66-year-old Kurdish folk singer known for preserving Kurdish traditional music, was arrested on May 11 after security forces raided his home without a warrant. Days later, he remained incommunicado, without access to a lawyer or even a brief phone call with family. Additionally, another Kurdish man named Amir Yousofi, from the village of Salamat in Bukan County, was arrested on May 9 by Intelligence Department agents and transferred the next day to an Intelligence Department detention center in Urmia for interrogation, with no disclosed charges or confirmed place of detention.

Piranshahr also saw repeated arrests and disappearances into security custody. Mani Abdollahzadeh was violently arrested in the village of Darbakeh after security forces raided his family home without a warrant and moved him to an undisclosed location. Another Kurdish citizen, Abdollah Nabizadeh, was arrested on May 4 during a raid on his home in Chiane village, also without a warrant, and was transferred to an unknown location while his family's efforts to learn his fate failed. Shahram Pasupish, also from Chiane, was arrested on May 13 after government forces raided his family home; his health condition, legal status, and place of detention remained unknown. On May 14, Sabah Bivareh, a 23-year-old from Kelekin village, was violently arrested by intelligence forces during a raid on his family home and transferred to an undisclosed location, with no charges announced. Vahed Soltani, a 21-year-old from Khorenj village, was arrested on May 8 and held without access to a lawyer, family visits, or even a brief phone call.

In Ilam Province, security forces targeted several Kurdish civilians. Mohammad-Reza Faryadi, from Sarableh, was arrested by Intelligence Ministry forces on May 13 without a warrant, and repeated family efforts to learn his place of detention or health condition produced no answer. Arshia Qeysarbeigi, also from Sarableh, was arrested during a May 5 raid on his family home and held in solitary confinement under severe physical torture. Reports said he suffered fractures to his jaw, nose, and teeth during the arrest, was denied medical treatment, and later faced "enmity against God" and "corruption on earth" accusations based on alleged forced confessions, charges that could place him at risk of a death sentence. In Dehloran, Abbas Mamousi was arrested on May 14 without a warrant and transferred to the quarantine ward of Ilam Central Prison; the arrest was reportedly linked to what authorities described as "expressing joy following the death of Khamenei." On May 21, Ali Eskandari, a 41-year-old Kurdish man from Ilam, was violently arrested when Intelligence Ministry forces raided his family home without a court warrant and moved him to an unknown location.

Mahabad and Naqadeh cases showed the same pattern of detention without legal clarity. Siavash Azizi Aghdam, a Kurdish resident of Mahabad, remained out of reach for more than three weeks after his early-May arrest during a warrantless raid; he was denied legal counsel, while prosecutors and security offices refused to answer family inquiries. In Kuseh Kahriz village near Mahabad, Islamic Revolutionary Guard Corps (IRGC) intelligence forces detained 17-year-old Ehsan Khorramabad and 40-year-old Mikaeil Dudkanlou Milan, known as Shouresh, after armed agents stormed their homes without warrants and used intimidation and violence. Mamand Khodadadi, from Naqadeh, was held incommunicado after an early-May arrest, denied lawyer access, phone contact, and family visits, while the detaining authority and charges remained unclear. Alan Hekmatirad, a Kurdish English teacher from Mahabad arrested in April, was transferred in May to Naqadeh Prison after a period in a security facility in Urmia; authorities had searched his family home and confiscated his laptop, hard

drives, and books, while he remained deprived of family visits and access to a lawyer of his choosing.

Cultural Figures and Teachers Among Those Arrested

The crackdown also affected Kurdish cultural and educational figures outside the immediate Kurdish provinces. Forouzan Nojavan, an English teacher, blogger, and director of the Nojavan language academy in Urmia, was arrested on May 13 without a warrant and later transferred to the women's ward of Urmia Central Prison after interrogation. Her detention was extended, bail was refused, and she was denied access to a lawyer of her choosing and in-person family visits. In Tehran, Majid Karimi, a Kurdish writer, poet, and volunteer Kurdish-language teacher from Quchan, was detained on May 14 after intelligence forces raided his home, searched the residence, and confiscated his phone and laptop. He was accused during interrogation of collaborating with Kurdish political parties. In Javanrud, Amir Sobhani, a Kurdish singer, was arrested on May 18 after agents stormed his family home without a warrant, searched the residence, and later transferred him to Kermanshah Central Prison, also known as Dizelabad, under a 10-day temporary detention order.

Cultural repression also intensified. In Bukan, artists, singers, musicians, and music-center owners were reportedly threatened by security institutions after the arrest of Seyyed Ali Ghoreishi and warned not to perform Kurdish epic or identity-oriented songs. Security officials reportedly described such works as "counter-revolutionary" and warned that artists could face arrest, prosecution, and security confrontation if they continued using them. The pressure on Kurdish music and language activity connected several May cases, including the arrests of Ghoreishi in Bukan, Sobhani in Javanrud, Karimi in Tehran, and Nojavan in Urmia.

Prison Pressure and Medical Neglect

Prison pressure and denial of medical care remained central to the repression. Peshawa Aghapour, a 22-year-old former detainee from the "Woman, Life, Freedom" uprising, was transferred from Urmia Central Prison to an Intelligence Ministry detention center in Urmia, raising concerns about renewed interrogation, torture, or a new case against him. He had been violently arrested in March, and his father reportedly suffered broken ribs during the raid. Ebrahim Mardani, a 48-year-old Kurdish man from Bukan, remained in legal limbo nearly five months after his December 2025 arrest, with security bodies blocking temporary release on bail; he had previously been prosecuted after guests at his child's wedding wore traditional Kurdish clothing. Mojtaba Hajian, a 21-year-old Kurdish youth from Abdanan living in Tehran, remained disappeared into detention four months after his January 26 arrest without a judicial warrant, with no information on his location, charges, or condition.

Secret Executions and Death Penalty Escalation

The death penalty also escalated sharply. Mehrab Abdollahzadeh, a Kurdish political prisoner arrested during the "Woman, Life, Freedom" uprising, was secretly executed at Urmia Central Prison without prior notice to his family or lawyers, and security bodies refused to return his body. His case included allegations of 38 days of physical and psychological torture, pressure to confess, denial of lawyer access during early detention, and serious procedural flaws raised by his lawyer. On May 21, Ramin Zaleh and Karim Maroufpour were secretly executed at Naqadeh Prison after being sentenced to death on "armed insurrection" charges linked to alleged membership in the Democratic Party of Iranian Kurdistan (KDPI). Their families and lawyers received no prior notice, final visits were denied, and their bodies were not returned at publication time. Wider reporting documented at least 36 political executions in Iran over the previous two months, including four Kurdish political prisoners, Mehrab Abdollahzadeh, Nasser Bakerzadeh, Ramin Zaleh, and Karim Maroufpour, while six other Kurdish political prisoners, Pakhshan Azizi, Hatem Ozdemir, Yousef Ahmadi, Mohammad Faraji, Rauf Sheikh-Maroufi, and Mohsen Eslamkhah, remained under death-sentence risk.

Security activity in Saqqez reflected a broader militarized atmosphere. Reports described the reopening of old outposts, creation of new checkpoints, searches of citizens, vehicles, and mobile phones, and deployment of masked forces using private vehicles with covered license plates. Some checkpoints reportedly used semi-heavy weapons mounted on Toyota vehicles, including DShK and PKC weapons, while security and military equipment was moved into the homes of local pro-government operatives. Separate field reporting from Saqqez described nightly government-backed gatherings organized with municipal support, street blockades, forced shop closures, pressure on students to attend for "Defense Readiness" course grades, and reported financial incentives for some participants who joined nightly pro-government patrols.

Civilian danger in Kurdish areas also remained tied to military contamination. Peyman Rahmanpour, a 21-year-old man from Khorkhoreh village in Saqqez, was killed on May 7 after triggering a landmine in the highlands near the village. Landmines left from the Iran-Iraq War and from the Islamic Republic's military campaigns in Kurdistan continue to kill and maim civilians in West Azerbaijan, Kurdistan, Kermanshah, and Ilam provinces.

RÛDAW

may 31,2026

Iranian missile hits Kurdish opposition base near Erbil

ERBIL, Kurdistan Region - A key base linked to the Kurdistan Freedom Party (PAK) dissident group near Erbil was struck by an Iranian missile on Sunday, a party official told Rudaw, adding that no casualties were recorded and that the attack marks one of the dozens the group has endured since the outbreak of the Iran war in late February.

Logo of the Kurdistan Freedom Party (PAK). Graphic: Rudaw

"Our headquarters near Darashakran [northwest of Erbil] was hit with an Iranian missile at 5:54 am [local time]," said PAK spokesperson Khalil Kani Sanani.

The base belongs to PAK's armed wing, the Kurdistan National Army, Kani Sanani confirmed, noting that the same site had also been attacked last week with at least four missiles and several bomb-laden drones, which left nine wounded, including four fighters in critical condition.

"PAK has been attacked between 50 and 60 times since the beginning of the [Iran] war," he further added, attributing the missile attacks to Iranian forces, while noting that the drones are launched by Iran-backed armed groups in Iraq.

The US and Israel launched a large-scale aerial campaign against Iran in late February, striking thousands of targets across the country during six weeks of hostilities.

In response, Iran carried out thousands of drone and missile strikes across the Middle East, targeting alleged US assets - particularly in Gulf Arab states - as well as launching retaliatory attacks against Israel.

The Iranian response also included operations by factions aligned with the Iran-led 'Axis of Resistance,' involving armed groups in Iraq that claimed numerous attacks against alleged US targets in Iraq and the Kurdistan Region.
Tehran and its allied factions have also ramped up its attacks on Kurdish dissident groups in the Region.

According to Rudaw tracking up to May 21, the Kurdistan Region has endured approximately 855 drone and missile attacks since the outbreak of the Iran war in late February, resulting in at least 20 deaths and nearly 130 injuries.

In a separate but related incident, a drone struck a village northeast of Erbil on Sunday.

Halgurd Sheikh Najib, head of the Soran independent administration, told Rudaw that "a drone crashed near a civilian home in a nearby village," noting that "the source of the drone is unknown" and that "because the drone failed to detonate, there were no casualties."

Forbes

Paul Iddon
31 mai 2026

Iran War Again Underlined Iraqi Kurdistan's Critical Air Defense Need

Missiles and unmanned aerial vehicles fired at the U.S. base are neutralized at Erbil International Airport in Erbil, Iraq, on February 28, 2026. (Photo by Ahsan Mohammed Ahmed Ahmed / Anadolu via Getty Images).

The U.S.-Israel war with Iran, launched on February 28 and concluded with the fragile ceasefire that took effect on April 8, saw Iraqi Kurdistan endure an unprecedented number of Iranian and Iran-backed militia missile and drone attacks. While U.S. and British air defenses helped shield the autonomous region's capital city, Erbil, the region's critical lack of any independent air defenses once again became glaringly apparent. And it's still unclear whether the region can even acquire air defenses for self-protection any time soon.

The Pentagon's latest Lead Inspector General report to Congress on Operation Inherent Resolve, the U.S.-led anti-Islamic State campaign in Iraq and Syria, covering the first quarter of 2026, highlighted this crucial lack of capability.

It also highlighted notable attacks on the Iraqi Kurdistan Region throughout the war. These included repeated attacks on U.S.-led coalition forces stationed on the grounds of Erbil International Airport, rocket attacks targeting Kurdish leadership residences, and a fatal March 24 attack that killed six Kurdish Peshmerga troops and wounded an estimated 30.

"Air defense systems operated by U.S. forces intercepted dozens of missile and drone attacks in the IKR, but only in the vicinity of U.S. facilities," the report noted. "Kurdish Peshmerga lack significant defenses to cover the rest of the IKR, leaving their forces and energy infrastructure highly vulnerable to attacks."

Even on the eve of the war, analysts cited in this space warned that areas outside of the coalition's air defense of the airport and the sprawling American consulate would become "open season" for Iran and its Iraqi militia proxies. Nevertheless, the airport-based defenses did extend some general defense of the Kurdish capital during the war. As detailed here, American Raytheon Coyote and British Rapid Sentry systems provided an effective shield against drone strikes. A U.S. MIM-104 Patriot system, which has been intermittently based in Erbil since 2020, most likely intercepted the Iranian ballistic missiles.
The Kurdistan Regional Government officially tallied 809 attacks as of April 25, 477 of which targeted Erbil province.

"According to the data, despite its neutrality in the conflict, the Kurdistan Region ranks first among non-combatant territories in terms of casualties and material damage," the KRG Department of Media and Information noted in a report. "The attacks have resulted in 20 martyrs and 123 wounded, while hundreds of citizens have suffered material losses affecting their homes, workplaces, and vehicles."

As of May 21, the local Kurdish Rudaw Media Network tallied 855 drone and missile attacks against Iraqi Kurdistan since February 28. It estimates these attacks, including post-ceasefire strikes, killed a total of 20 and injured 128.

Had the U.S.-led coalition not been present in Erbil, the fatalities and damage could've been significantly higher. The U.S. already withdrew its remaining troops from Iraq's federal provinces last year under a 2024 agreement to gradually end the anti-Islamic State coalition deployment. Under that deal, they are scheduled to leave Erbil by this September. It's unclear whether it will meet this deadline or negotiate a new framework to retain a presence in Erbil.

The latest Inspector General report noted that the coalition "temporarily suspended advisory support to the Ministry of Peshmerga Affairs and Peshmerga due to urgent protection issues and the Iranian threat" during the war. While "U.S. forces plan to resume their advisory support at the

conclusion of OEF (Operation Epic Fury) as conditions permit," it immediately noted that the "current memorandum of understanding for advisory support with the Ministry of Peshmerga Affairs is due to expire in September."

The report also noted that while counter-Islamic State operations with the Peshmerga were disrupted by the war, the coalition still "coordinated with the Peshmerga throughout the quarter on air and missile defense and counter-Iran operations."

If the coalition does completely withdraw by September, Iraqi Kurdistan may find itself more exposed to future Iranian and militia drone attacks, which are a strong possibility as evidenced by the fact that Iran has continued regularly striking parts of Iraqi Kurdistan despite the April 8 ceasefire. While the region could never realistically expect the U.S. to supply high-end anti-ballistic systems like the Patriot, analysts believe more cost-effective drone defenses, such as the Coyote, could be a more feasible option. But even here, there is no indication that Iraqi Kurdistan can secure the acquisition of even short-range systems for the point defense of critical infrastructure such as airports and government buildings.

The 2024 National Defense Authorization Act included a provision "to equip and train Iraqi security forces and Kurdish Peshmerga forces to defend against attack by missiles, rockets, and unmanned systems." However, no known transfer of air defense assets to the Kurdish forces has occurred.

Iraqi Kurdistan's Prime Minister Masrour Barzani highlighted his region's urgent need for defenses against drones and missiles in February 2024. By then, analysts outlined how the NDAA's provision to arm Iraq with equivalent systems could ultimately scupper any Kurdish acquisition, or at least delay it indefinitely. Political elements in Baghdad loyal to Iran were no doubt happy to stall any Iraqi acquisition if it meant Iraqi Kurdistan couldn't get any of those same systems, which may well have been precisely what happened. After all, since it's not an independent country, Iraqi Kurdistan cannot acquire or purchase any advanced military hardware, even purely defensive systems, without Baghdad's authorization.

And Iraqi Kurdistan certainly cannot count on the central government to provide air defenses if the coalition leaves. During the war, as the Kurdish region faced bombardments from Iran and Iraqi militias in the federal provinces, Iraq's interior ministry announced a contract for anti-drone systems and specified it would not extend this essential protection to Erbil.

More generally, Iraq isn't relying on America for its air defense. Baghdad has secured deals for medium-range Cheongung-II air defense missile systems from South Korea and short-range Korkut anti-aircraft guns from Turkey, which could theoretically provide the country with a layered defense against everything from low-flying drones to ballistic missiles. With these orders, Baghdad can forgo any American provision, especially if it would spite Erbil's efforts to secure even a limited independent air defense capability.

Still, powerful Iran-aligned political factions in Baghdad would undoubtedly want to stymie any Iraqi Kurdish acquisition of air defenses. Nevertheless, that doesn't necessarily mean Iraq won't ultimately deploy some air defenses to protect critical infrastructure.

Iraq buys electricity from the autonomous Kurdish region. Iraqi Kurdistan has radically improved electricity supply to its residents through the Runaki, Kurdish for "light," project, which has largely reduced its reliance on polluting diesel generators. Much of this supply relies on gas extracted from the Khor Mor field, which has come under repeated militia rocket and drone attacks.

After a May 2024 attack, this space outlined how Iraq's Russian-made Pantsir-S1 systems could provide point defense for Khor Mor against such threats, securing energy supplies to both the autonomous region and the federal provinces. No such deployment happened. However, after another attack in November 2025, which interrupted 80 percent of Iraqi Kurdistan's electricity supply, an investigative committee commissioned by the central government recommended establishing an integrated air defense system at Khor Mor coordinated between Baghdad and Erbil. Some of Iraq's 20 new Korkuts could potentially fulfill that role in the future. Whether Baghdad has the political will to do so, even though it would again be in its self-interest, again remains to be seen.

Les dépêches de l'afp Mai 2026

02 mai 2026

Turquie : le club kurde d'Amedspor en 1ère division et la communauté aux anges

Diyarbakir (Turquie), 2 mai 2026 (AFP) — Ils l'ont fait ! Amedspor, le petit club de Diyarbakir, la principale ville en majorité kurde de Turquie (sud-est), a conquis samedi son billet pour la première division, une victoire bien au-delà du foot qui touche la communauté au coeur.

A peine le match terminé (3-3 face au club d'Igdir, ouest) une clameur a résonné de ville en ville, dans le sud-est du pays comme dans les grandes villes de l'ouest, telle Istanbul où la communauté kurde très présente a déferlé sous les bannières aux couleurs rouge et verte du club et du drapeau kurde.

"Toute la ville est dans la rue", a témoigné le correspondant de l'AFP à Diyarbakir, où Amedspor est un trésor de famille : à domicile, le club joue régulièrement devant 18.000 spectateurs, sept fois plus que la moyenne de la deuxième division turque.

La municipalité avait installé deux écrans géants dans deux parcs devant lesquels se sont massés des milliers de spectateurs dont une majorité de femmes.

"Ca fait 15 ans qu'on attendait ça ! Notre joie est immense, je l'offre à notre peuple, à tous les Kurdes" exultait Abdurrahim Toprak, un commerçant de 26 ans.

Güler Isik, une femme au foyer de 48 ans s'exprimant en kurde, affirmait : "Nous l'avons mérité ! Que je me sacrifie pour ces jeunes, que je me sacrifie pour les joueurs".

Le président turc Recep Tayyip Erdogan a tenu lui aussi sur "X" à "féliciter de tout coeur Amedspor qui représentera notre Diyarbakir la saison prochaine en Süper Lig (...) et mes frères kurdes".

C'est que tous en conviennent, comme l'expliquait le président du club, Nahit Eren, cette semaine à l'AFP : "Nous sommes plus qu'un club, plus qu'une simple équipe de football" : "Amedspor, c'est une identité, des couleurs, des valeurs et des prises de position", résumait-il.

Samedi soir, il a adressé ses chaleureuses félicitations aux joueurs et aux supporteurs. "Nous sommes ravis de cette victoire et espérons qu'Amedspor continuera sur sa lancée et portera toujours haut les couleurs d'Amed".

La bonne nouvelle tombe alors que le processus de paix engagé fin 2024 par les autorités avec la guérilla kurde du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK) patine.

En optant il y a dix ans pour l'appellation kurde de Diyarbakir, "Amed", le club a déclenché l'ire des nationalistes et doit régulièrement essuyer des insultes quand il se déplace en Turquie où les Kurdes constituent environ un cinquième des 86 millions d'habitants.

Mais peu importe pour la députée du parti prokurde DEM, Ceylan Akça, une habituée des tribunes d'Amedspor : "Qu'il gagne ou non, le club continuera d'être le ciment des Kurdes dispersés dans la région et à travers le monde" affirmait-elle cette semaine.

Les informations ci-dessus de l'AFP n'engagent pas la responsabilité de l'Institut kurde de Paris.

03 mai 2026

L'Iran exécute un homme condamné pour participation à un meurtre lors de manifestations

Téhéran, 3 mai 2026 (AFP) — Un homme condamné pour participation à un meurtre commis au cours des manifestations qui avaient secoué l'Iran en 2022-2023 a été exécuté dimanche, ont annoncé le pouvoir judiciaire iranien et la télévision d'Etat.

"La condamnation à mort de Mehrab Abdollahzadeh a été mise en oeuvre ce matin après l'accomplissement des procédures légales", a annoncé le site internet du pouvoir judiciaire, Mizan Online.

Selon le site, qui ne précise pas la date des faits, Mehrab Abdollahzadeh avait été arrêté, avec d'autres personnes, sur les lieux d'une manifestation à Ourmia (nord-ouest), où un agriculteur avait été mortellement "frappé par des émeutiers".

Ce dernier assistait à la manifestation "en tant que volontaire chargé d'assurer la sécurité de la population", selon Mizan.

La télévision d'Etat a précisé que l'homme exécuté avait été mis en cause dans le cadre des manifestations de 2022-2023, déclenchées par la mort en détention en septembre 2022 de Mahsa Amini, arrêtée à Téhéran pour avoir prétendument enfreint le code vestimentaire.

Il a été condamné à mort pour "corruption sur terre", l'un des plus graves chefs d'accusation en Iran. Deux autres mis en cause, mineurs, ont été condamnés à des peines de prison.

Les manifestations qui ont suivi la mort de la jeune Kurde ont ébranlé l'Iran, faisant des centaines de morts, dont des dizaines de membres des forces de sécurité, et débouché sur l'arrestation de milliers de manifestants. Les autorités iraniennes les avaient qualifiées d'"émeutes fomentées par l'étranger".

Les arrestations et exécutions, notamment liées aux nouvelles manifestations qui ont secoué le pays l'hiver dernier, se multiplient en Iran depuis le début du conflit régional déclenché par une attaque américano-israélienne le 28 février.

Selon des organisations de défense des droits humains, dont Amnesty International, l'Iran est le pays qui recourt le plus à la peine capitale après la Chine.

Selon les autorités iraniennes, la dernière vague de manifestations, qui a culminé en janvier, avait commencé pacifiquement avant de dégénérer en "émeutes fomentées par l'étranger".

Le pouvoir a reconnu plus de 3.000 morts dans ces manifestations, mais impute les violences à des "actes terroristes" orchestrés par les Etats-Unis et Israël.

Les informations ci-dessus de l'AFP n'engagent pas la responsabilité de l'Institut kurde de Paris.

03 mai 2026

Macron s'est entretenu avec le nouveau Premier ministre irakien

Paris (France), 3 mai 2026 (AFP) — Le président français Emmanuel Macron s'est entretenu avec le nouveau Premier ministre irakien Ali al-Zaidi, dont la tâche sera "décisive pour l'avenir de l'Irak, dans un contexte régional particulièrement exigeant", a-t-il annoncé dimanche dans un message sur X.

"Un Irak stable, souverain et pleinement acteur de son destin est essentiel pour la sécurité du Moyen-Orient comme de l'Europe", a souligné le chef de l'Etat, qui a aussi évoqué l'attaque qui avait coûté la vie à un militaire français le 12 mars en Irak.

"J'ai également rappelé mon souhait de voir aboutir rapidement l'enquête sur l'attaque qui a coûté la vie au major Arnaud Frion et blessé plusieurs de ses frères d'armes, le 12 mars", a écrit Emmanuel Macron.

Le militaire français avait été tué dans une attaque de drône attribuée par les autorités françaises à une milice pro-iranienne, dans les premiers jours du conflit déclenché contre l'Iran par les Etats-Unis et Israël.

Arnaud Frion avait été frappé avec ses compagnons d'armes alors qu'il se trouvait dans une base placée sous l'autorité des combattants kurdes peshmergas, dans le cadre d'une mission de formation liée à la lutte contre le groupe Etat islamique (EI).

Ali al-Zaidi avait été désigné Premier ministre le 27 avril, après que la nomination de Nouri al-Maliki, ancien titulaire du poste, eut été abandonnée sous pression américaine.

Les informations ci-dessus de l'AFP n'engagent pas la responsabilité de l'Institut kurde de Paris.

04 mai 2026

Iran: trois hommes exécutés en lien avec des manifestations de janvier

Téhéran, 4 mai 2026 (AFP) — Trois hommes ont été pendus dans le nord-est de l'Iran après avoir été reconnus coupables d'avoir contribué aux décès de membres des forces de sécurité lors des manifestations qui ont secoué le pays en décembre et janvier, a annoncé lundi la justice iranienne.

Les arrestations et exécutions, notamment liées aux manifestations qui ont secoué le pays l'hiver dernier, se multiplient en Iran depuis le début du conflit régional déclenché par une attaque américano-israélienne le 28 février.

"Mehdi Rassouli et Mohammad Reza Miri, agents du Mossad impliqués dans les émeutes de janvier à Machhad (nord-est), auteurs de violences généralisées et responsables de la mort d'un membre des forces de sécurité, ont été pendus", a annoncé le site internet du pouvoir judiciaire, Mizan Online.

La justice a accusé les deux hommes d'avoir "utilisé des cocktails Molotov et des armes blanches, d'avoir incité et encouragé des personnes à tuer, et d'avoir participé directement au meurtre d'un agent de sécurité".

"Ebrahim Dolatabadi, un des principaux instigateurs des émeutes (...) à Machhad qui ont coûté la vie à plusieurs membres des forces de sécurité, a également été pendu", a ajouté Mizan.

Les peines ont été appliquées "après la confirmation du verdict par la Cour suprême", a précisé lundi Mizan.

Selon les autorités iraniennes, la dernière vague de manifestations, qui a culminé en janvier, avait commencé pacifiquement avant de dégénérer en "émeutes fomentées par l'étranger".

Le pouvoir a reconnu plus de 3.000 morts dans ces manifestations, mais impute les violences à des "actes terroristes" orchestrés par les Etats-Unis et Israël.

Selon des organisations de défense des droits humains, l'Iran est le deuxième pays au monde en nombre d'exécutions, derrière la Chine.

Dimanche, un homme a été exécuté pour participation à un meurtre commis au cours des manifestations qui avaient secoué l'Iran en 2022-2023 après la mort de la jeune kurde iranienne Mahsa Amini.

Les informations ci-dessus de l'AFP n'engagent pas la responsabilité de l'Institut kurde de Paris.

05 mai 2026

Turquie : le PKK appelle les autorités à surmonter les “blocages”

Istanbul, 5 mai 2026 (AFP) — Deux cadres du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK) ont appelé mardi les autorités turques à surmonter les “blocages” empêchant l’avancée du processus de paix avec Ankara, un an après l’annonce de la dissolution du groupe armé kurde.

Les deux responsables, s’exprimant en kurde et en turc face caméra depuis un lieu non identifié, ont exhorté Ankara à “prendre les mesures législatives nécessaires au bon déroulement du processus”, estimant que les déclarations récentes de responsables turcs “selon lesquelles le processus progresse sans blocages ne reflètent pas la situation actuelle”.

Ces cadres de la guérilla kurde, Mustafa Karasu et Sozdar Avesta, affirment que le PKK, qui a annoncé fin octobre le retrait de ses derniers combattants présents sur le sol turc vers le nord de l’Irak, a “accompli (sa) part au-delà des espérances”.

Les deux responsables, dont les déclarations ont été relayées par l’agence de presse prokurde ANF, ont insisté sur la question du statut d’Abdullah Öcalan, chef historique du PKK détenu à l’isolement depuis 1999 qui avait appelé en février 2025 les combattants kurdes à déposer les armes.

Le PKK avait annoncé en mai 2025 sa dissolution, après plus de quatre décennies d’une lutte armée qui a fait au moins 50.000 morts selon Ankara.

“Nous ne pourrons parler de l’avancement du processus que lorsque le statut du Guide Apo (Abdullah Öcalan, NDLR) sera déterminé et qu’il bénéficiera des conditions lui permettant de travailler librement”, ont indiqué les responsables kurdes, appelant à ce que M. Öcalan, âgé de 77 ans, bénéficie d’un “statut juridique et politique” qui lui permette de participer “pleinement” aux négociations avec l’Etat turc.

Le principal allié du président turc Recep Tayyip Erdogan et instigateur du processus de paix, Devlet Bahçeli (MHP, extrême droite), a lui aussi appelé mardi à “discuter” du statut de M. Öcalan, emprisonné sur une île-prison au large d’Istanbul, estimant que “le processus ne peut pas progresser sainement” tant que le chef du PKK ne disposera d’un “rôle défini”.

Le président turc avait lui affirmé fin avril que le processus se poursuivait “comme prévu (...), dans une atmosphère positive”, rejetant tout blocage dans les négociations.

S’exprimant quelques jours plus tôt, le président du parlement turc Numan Kurtulmus, qui dirige une commission chargée de préparer un cadre légal au processus de paix avec le PKK, avait cependant accusé le groupe kurde de ne pas respecter son calendrier de désarmement.

_____

Les informations ci-dessus de l’AFP n’engagent pas la responsabilité de l’Institut kurde de Paris.

06 mai 2026

Iran: Washington attend des “mesures concrètes” de l’Irak

Washington (États-Unis), 6 mai 2026 (AFP) — Les États-Unis ne reprendront les transferts financiers en Irak et leur assistance en matière de sécurité que lorsque Bagdad aura pris des “mesures concrètes” contre les groupes armés pro-iraniens, a déclaré mardi soir un haut responsable américain.

Le mois dernier, les Etats-Unis avaient suspendu la livraison de dollars à Bagdad, ainsi que des programmes de coopération militaire. Ils espéraient ainsi forcer l’Irak à démanteler les milices pro-iraniennes qu’ils accusent d’attaques récentes contre des intérêts américains.

Ce haut responsable du département d’État américain a expliqué, sous couvert d’anonymat, que Ali al-Zaidi, désigné comme prochain Premier ministre, devait s’attaquer à la “ligne floue” entre l’Etat irakien et les groupes armés pro-iraniens dans ce pays majoritairement chiite.

La reprise du soutien américain suppose “l’expulsion des milices terroristes de toute institution étatique, la coupure de leur financement par le budget irakien et le refus du versement de salaires à ces combattants”, a précisé le responsable.

“C’est ce type de mesures concrètes qui nous donnerait confiance et nous ferait dire qu’il existe un nouvel état d’esprit”.

Chargé de former un gouvernement, Zaidi a été félicité par le président américain. Donald Trump avait en revanche menacé de retirer son soutien si l’ancien favori, le chiite Nouri al-Maliki, accédait au poste.

Selon le même responsable, les installations américaines en Irak ont subi plus de 600 attaques depuis fin février et le début des frappes américano-israéliennes contre l’Iran.

“Je ne minimise pas la gravité du défi ni ce qu’il faudrait pour démêler ces relations. On pourrait commencer par une déclaration de politique claire et sans ambiguïté, affirmant que les milices terroristes ne font pas partie de l’État irakien”, a fait valoir cette source. “Certains éléments de l’État irakien ont continué d’assurer une couverture politique, financière et opérationnelle à ces milices terroristes”.

Les relations bilatérales s’étaient détériorées avec Washington lorsqu’il est apparu que Maliki visait de nouveau la fonction de Premier ministre, dans un pays où, par convention, le chef du gouvernement est chiite, le

président du Parlement sunnite et la présidence, largement cérémonielle, Kurde.

Figure de la vie politique irakienne, âgé de 75 ans, Maliki est accusé de conserver une grande proximité avec le gouvernement clérical chiite iranien et d'attiser les tensions confessionnelles.

Depuis le début de la guerre, les attaques menées par des groupes armés en Irak ont visé l'ambassade américaine à Bagdad, son installation diplomatique et logistique à l'aéroport de la capitale, ainsi que des champs pétrolifères exploités par des compagnies étrangères.

_____

Les informations ci-dessus de l'AFP n'engagent pas la responsabilité de l'Institut kurde de Paris.

11 mai 2026

Syrie: deux soldats tués dans une attaque dans le nord-est

Damas, 11 mai 2026 (AFP) — Deux soldats syriens ont été tués lundi lors d'une attaque dans le nord-est du pays, ont annoncé les autorités, et une enquête est en cours pour en identifier les auteurs, a indiqué une source militaire à l'AFP.

Deux soldats ont été tués "et d'autres ont été blessés dans une attaque (...) perpétrée par des inconnus" contre un car dans la province de Hassaké, a rapporté l'agence officielle Sana, citant le ministère de la Défense.

Une source militaire a déclaré à l'AFP, sous couvert d'anonymat, que le car militaire "a essuyé des tirs" alors qu'il roulait sur l'autoroute principale reliant Ras al-Aïn, dans la province de Hassaké, à Aïn Issa, dans la province de Raqa.

Deux soldats ont également été blessés, a ajouté cette source, en précisant qu'une enquête est ouverte pour déterminer qui a perpétré l'attaque.

Au cours des derniers mois, le nouveau gouvernement islamiste syrien a étendu son contrôle à des zones du nord et du nord-est du pays qui étaient auparavant tenues par les forces kurdes et où le groupe Etat islamique (EI) menait des attaques.

Le pouvoir central de Damas, soutenu par Washington, a dans le même temps rejoint en 2025 la coalition internationale contre l'EI.

La coalition antijihadiste a été mise en place après la prise de vastes territoires par l'Etat islamique en 2014, à la faveur de la guerre civile.

L'EI a été vaincu en 2019 en Syrie, où les forces kurdes ont été en première ligne des combats, deux ans après sa défaite en Irak.

Mais les jihadistes conservent toujours des cellules dormantes notamment dans les zones désertiques et ont attaqué à plusieurs reprises les forces dirigées par les Kurdes lorsqu'elles avaient une emprise sur le nord-est syrien.

En février, quatre membres des forces de sécurité syriennes avaient été tués dans une attaque de l'EI à Raqa, que le pouvoir central venait de reprendre aux Kurdes.

Peu avant, dans son premier message audio en deux ans, l'EI appelait ses combattants à défier les nouvelles autorités syriennes.

_____

Les informations ci-dessus de l'AFP n'engagent pas la responsabilité de l'Institut kurde de Paris.

25 mai 2026

Turquie: le chef du PKK alerte contre tout nouveau retard vers la paix

Istanbul, 25 mai 2026 (AFP) — Le chef de la guérilla kurde du PKK en Turquie Abdullah Öcalan, détenu à l'isolement au large d'Istanbul, met en garde contre tout nouveau retard dans le règlement du conflit avec Ankara.

"Il est bien sûr important que tout ce qui est entrepris le soit sur une base légale. Mais prolonger l'attente ne produit que des risques. Nous n'avons pas de temps à perdre", indique M. Öcalan dans un message publié lundi par le parti pro-kurde DEM (troisième force au parlement) dont une délégation lui a rendu visite la veille.

A l'appel de son chef, détenu depuis 1999 sur l'île-prison d'Imrali (nord-ouest), en mer de Marmara, le Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK) a annoncé en mai 2025 sa dissolution et commencé en juillet à déposer les armes lors d'une cérémonie symbolique dans le nord de l'Irak où sont retranchés la plupart de ses combattants.

Un processus entamé en octobre 2024 à l'initiative du parti nationaliste MHP, allié du gouvernement turc, vise à mettre un terme à plus de quatre décennies de combats qui ont fait au moins 50.000 morts.

Il doit désormais trouver un statut légal et une issue pour ses combattants, une mission confiée à une commission parlementaire ad hoc qui a rendu son rapport en février, sans avancée depuis.

"Une réglementation légale nous fera entrer dans une véritable construction positive" souligne M. Öcalan dans son message. "La démocratisation est un besoin vital et le succès du processus nous rapprochera de cet objectif".

Le patron du PKK dénonce par ailleurs le chaos survenu dimanche au siège du premier

parti d'opposition, le CHP, dont le président Özgür Özel a été démis par un tribunal d'Ankara arguant d'"irrégularités" lors de son élection.

M. Özel et ses partisans ont été brutalement chassés par les forces de l'ordre à la demande du gouvernement.

"Est-il concevable, en démocratie, de pénétrer au siège d'un parti en enfonçant sa porte à coups de masse ? Les pratiques et les événements qui visent le Parti républicain du peuple sont liés à l'absence de démocratie", affirme le chef du PKK.

M. Özel a été remplacé par l'ancien chef du parti, Kemal Kiliçdaroglu, candidat malheureux à la présidence en 2023 face au président Recep Tayyip Erdogan.

Les informations ci-dessus de l'AFP n'engagent pas la responsabilité de l'Institut kurde de Paris.

14 mai 2026

Le nouveau gouvernement irakien obtient la confiance du Parlement

Bagdad, 14 mai 2026 (AFP) — Le nouveau gouvernement irakien, dirigé par Ali al-Zaidi, a annoncé jeudi avoir obtenu la confiance du Parlement après des mois de blocages et sous pression croissante des Etats-Unis.

Le Parlement "a accordé sa confiance au gouvernement du Premier ministre Ali Faleh al-Zaidi et à son programme", a indiqué le bureau du chef du gouvernement dans un communiqué.

M. Zaidi, un homme d'affaires de 40 ans nommé le 27 avril, est considéré comme une figure de compromis, après le retrait de l'ancien Premier ministre Nouri al-Maliki sous la pression de Washington.

Il est soutenu par le Cadre de coordination, alliance de factions chiites majoritaire au Parlement et entretenant des liens à divers degrés avec l'Iran voisin.

En Irak, un gouvernement obtient la confiance lorsque le Parlement approuve une majorité du nombre de ministres. La présidence de la République, un poste largement honorifique, est attribuée à un Kurde, la fonction de Premier ministre à un chiite et la présidence du Parlement à un sunnite.

Le gouvernement de M. Zaidi devrait comprendre 23 portefeuilles ministériels mais l'équipe est encore incomplète car plusieurs postes font encore l'objet de tractations entre partis, six mois après les élections législatives de novembre.

Quatorze titulaires ont été approuvés par un vote d'une "majorité absolue" de députés, selon l'agence officielle INA.

Le programme gouvernemental de M. Zaidi a été présenté aux élus mais pas encore rendu public.

En janvier, le président américain Donald Trump avait menacé de retirer tout soutien à Bagdad si Nouri al-Maliki, perçu comme proche de l'Iran, revenait au pouvoir.

M. Zaidi est peu connu dans les milieux politiques. Banquier et propriétaire d'une chaîne de télévision, il n'avait jamais occupé de fonctions gouvernementales jusqu'ici.

L'Irak a longtemps été un terrain d'affrontement par procuration entre les Etats-Unis et l'Iran, les gouvernements successifs négociant un équilibre délicat entre ses deux partenaires, eux-mêmes ennemis.

Lors de la guerre contre l'Iran lancée le 28 février par les Etats-Unis et Israël, des intérêts américains en Irak ont été visés par des centaines de frappes attribuées à des milices pro-iraniennes, contre lesquelles l'armée américaine a riposté, faisant des dizaines de morts parmi les combattants.

Washington, dont des troupes sont présentes en Irak depuis l'invasion de 2003 pour renverser le régime de l'ancien dictateur Saddam Hussein, demande de longue date aux autorités irakiennes le désarmement de ces groupes pro-iraniens que l'administration américaine qualifie de terroristes.

Les informations ci-dessus de l'AFP n'engagent pas la responsabilité de l'Institut kurde de Paris.

16 mai 2026

Les exportations de pétrole irakien via Ormuz divisées par dix en avril

Bagdad, 16 mai 2026 (AFP) — Les exportations de pétrole de l'Irak par le détroit d'Ormuz, enjeu majeur du conflit au Moyen-Orient, ont quasiment été divisées par dix en avril par rapport aux mois d'avant-guerre, a annoncé samedi le nouveau ministre du Pétrole du pays.

"L'Irak exportait auparavant 93 millions de barils par mois via le détroit d'Ormuz, mais en avril nous n'en avons exporté que 10 millions, à cause de la guerre", a déclaré Bassem Mohammed Khudair lors de sa prise de fonctions, à la suite de la formation d'un nouveau gouvernement jeudi.

Membre fondateur de l'alliance des pays exportateurs de pétrole Opep, l'Irak exporte normalement la majorité de son pétrole brut à travers cette voie de passage, quasi totalement bloquée par l'Iran depuis le début de l'offensive américano-israélienne contre la République islamique, le 28 février.

Bagdad a néanmoins an-

noncé le mois dernier être parvenu à un accord avec les Etats-Unis et l'Iran afin de réduire l'impact du blocus du détroit sur ses exportations pétrolières. Et deux pétroliers ont accosté aux terminaux de la province de Bassora (sud) en avril.

L'Irak exportait auparavant quelque 3,5 millions de barils par jour, cette activité représentant 90% des recettes budgétaires de l'Etat.

Il a lancé une noria de camions-citernes vers la Syrie pour poursuivre ses exportations, mais les volumes sont bien inférieurs à ceux permis par la voie maritime. Un oléoduc d'une capacité de 250.000 barils par jour relie aussi le Kurdistan irakien au port turc de Ceyhan sur la Méditerranée.

Vendredi, la télévision d'Etat iranienne a annoncé que les Gardiens de la Révolution permettaient désormais à davantage de navires de passer par le détroit, par lequel transitait avant la guerre le cinquième des exportations mondiales de pétrole et de gaz naturel liquéfié (GNL).

Les informations ci-dessus de l'AFP n'engagent pas la responsabilité de l'Institut kurde de Paris.

18 mai 2026

L'Iran a frappé des groupes liés aux Etats-Unis et Israël dans l'ouest du pays

Téhéran, 18 mai 2026 (AFP) — L'Iran a frappé sur son territoire des groupes "agissant pour le compte des Etats-Unis et d'Israël", près de la frontière irakienne, ont affirmé lundi les Gardiens de la Révolution, cités par l'agence de presse Isna.

Ces groupes, "basés dans le nord de l'Irak", ont été frappés "dans la ville de Baneh, dans la province du Kurdistan" alors qu'ils "tentaient d'introduire dans le pays une importante cargaison d'armes et de munitions américaines", a ajouté l'armée idéologique de la République islamique.
Le communiqué ne précise pas quels groupes étaient impliqués dans cette tentative présumée de contrebande. On ignore dans l'immédiat si l'attaque a fait des victimes.

Les rebelles kurdes iraniens ont été pris pour cible à plusieurs reprises depuis l'entrée en vigueur, le 8 avril, d'un fragile cessez-le-feu dans la guerre menée par les Etats-Unis et Israël contre l'Iran.

L'Iran qualifie les groupes d'opposition kurdes d'organisations terroristes, et les accuse de servir les intérêts occidentaux ou israéliens.

Nombre d'entre eux ont combattu par le passé les forces de sécurité iraniennes depuis les régions à majorité kurde limitrophes de l'Iran, notamment d'Irak.

Ces dernières années cependant, ces factions ont largement mis fin à toute activité armée, même s'ils continuent, en exil, de militer activement contre Téhéran.

En février, cinq groupes kurdes iraniens avaient annoncé la formation d'une coalition politique visant à renverser la République islamique d'Iran.

Les Kurdes constituent l'une des plus grandes minorités non perses en Iran. Ils sont également présents en Irak, en Syrie et en Turquie.

Les informations ci-dessus de l'AFP n'engagent pas la responsabilité de l'Institut kurde de Paris.

19 mai 2026

Guerre au Moyen-Orient: les derniers développements

Souleimaniyeh (Irak), 19 mai 2026 (AFP) — Trois des principaux mouvements kurdes iraniens en exil dans le nord de l'Irak ont démenti avoir essayé de faire entrer des armes américaines en Iran, au lendemain d'accusations proférées par les Gardiens de la Révolution iraniens.

Lundi, l'armée idéologique de la République islamique avait annoncé avoir frappé sur le sol iranien des groupes "basés dans le nord de l'Irak" et "agissant pour le compte des Etats-Unis et d'Israël", près de la frontière irakienne.

. Le Qatar dit que les efforts diplomatiques entre Iran et Etats-Unis nécessitent "plus de temps"

Le Qatar a affirmé que les négociations entre les Etats-Unis et l'Iran avaient besoin de "plus de temps" pour aboutir, après que le président américain Donald Trump a dit avoir annulé une nouvelle attaque contre la République islamique.

M. Trump a assuré lundi sur sa plateforme Truth Social avoir renoncé à une nouvelle offensive à la demande des dirigeants du Qatar, d'Arabie saoudite et des Emirats arabes unis, qui, selon lui, jugent qu'un accord est possible.

. L'armée iranienne prévient qu'elle "ouvrira de nouveaux fronts" en cas de nouvelle attaque américaine

L'armée iranienne a averti dans un communiqué qu'elle ouvrirait "de nouveaux fronts" si les Etats-Unis reprennent leurs attaques contre l'Iran, interrompues depuis l'entrée en vigueur d'un cessez-le-feu le 8 avril.

Depuis le 8 avril, des tractations sont en cours pour tenter de trouver un accord mais les positions des deux parties restent très éloignées, notamment sur le volet nucléaire.

. Sud du Liban: l'armée israélienne appelle à évacuer 12 villages

L'armée israélienne a appelé à évacuer douze villages du sud du Liban, en prévision de nouvelles attaques contre le Hezbollah pro-iranien malgré un cessez-le-feu en cours.

"Les violations répétées de

l'accord de cessez-le-feu par le Hezbollah obligent l'armée israélienne à opérer", écrit sur son compte X le porte-parole de l'armée, Avichay Adraee, quelques jours après la tenue de discussions à Washington entre représentants israéliens et libanais et l'annonce de la prolongation de la trêve entre les deux pays.

. Le pétrole baisse

Les cours du pétrole sont en baisse, Donald Trump ayant annoncé lundi avoir annulé au dernier moment une nouvelle attaque sur l'Iran et mettant en avant une évolution "très positive" des tractations avec Téhéran.

Vers 09H40 GMT (11H40 à Paris), le prix du baril de Brent de la mer du Nord, pour livraison en juillet, perdait 1,55% à 110,36 dollars. Son équivalent américain, le baril de West Texas Intermediate, pour livraison en juin, dont c'est le dernier jour de cotation, tombait de 1,07% à 107,50 dollars.

. Trump évoque une évolution "très positive" des discussions

Donald Trump a évoqué lundi une évolution "très positive" des discussions avec l'Iran, estimant qu'il existait de "très bonnes chances" de parvenir à un accord.

"Si nous pouvons faire ça sans leur balancer des bombes à tout-va, j'en serai très heureux", a affirmé le président américain devant la presse.

. Trump dit avoir renoncé à une attaque prévue mardi contre l'Iran

Donald Trump avait annoncé auparavant avoir renoncé à une attaque contre l'Iran prévue mardi, cela en réponse à une demande de dirigeants de pays du Golfe.

Le président américain a toutefois ajouté que les Etats-Unis se tiennent prêts à lancer une "attaque totale et à grande échelle contre l'Iran à tout moment, si un accord acceptable n'était pas trouvé" avec Téhéran, dans un message sur son réseau Truth Social.

. Liban: les frappes israéliennes ont fait plus de 3.000 morts depuis le 2 mars

Les frappes israéliennes ont fait 3.020 morts au Liban depuis le début des hostilités entre Israël et le Hezbollah pro-iranien le 2 mars, selon un nouveau bilan officiel lundi, alors que les violences se poursuivent malgré la trêve.

Dans un communiqué, le ministère libanais de la Santé a recensé 3.020 morts, dont 116 membres du personnel médical et 211 enfants ou mineurs, ainsi que 9.273 blessés.

Les informations ci-dessus de l'AFP n'engagent pas la responsabilité de l'Institut kurde de Paris.

19 mai 2026

Les Kurdes iraniens en exil démentent tout trafic d'armes vers l'Iran

Souleimaniyeh (Irak), 19 mai 2026 (AFP) — Trois des principaux mouvements kurdes iraniens en exil dans le nord de l'Irak ont démenti mardi avoir essayé de faire entrer des armes américaines en Iran, au lendemain d'accusations proférées par les Gardiens de la Révolution iraniens.

Le Kurdistan irakien, une région autonome, abrite des camps et des bases arrière de groupes rebelles kurdes iraniens, que Téhéran qualifie d'organisations terroristes, les accusant d'être au service des intérêts américains ou israéliens.

Lundi, les Gardiens de la Révolution, l'armée idéologique de la République islamique, ont annoncé avoir frappé sur le sol iranien des groupes "basés dans le nord de l'Irak" et "agissant pour le compte des Etats-Unis et d'Israël", près de la frontière irakienne.

Ces groupes, non identifiés, "tentaient d'introduire dans le pays une importante cargaison d'armes et de munitions américaines", selon des déclarations des Gardiens rapportées par l'agence Isna.

Les rebelles kurdes iraniens ont été pris pour cible à plusieurs reprises depuis l'entrée en vigueur, le 8 avril, d'un fragile cessez-le-feu dans la guerre menée par les Etats-Unis et Israël contre l'Iran. Ces groupes ont toutefois évacué la plupart de leurs camps par précaution.

"Nous n'avons pas envoyé d'armes. Le régime islamique n'a pas saisi d'armes ou d'équipements nous appartenant", a affirmé à l'AFP Ahwan Chiako, du Parti pour une vie libre au Kurdistan (PJAK).

Les informations sur des expéditions d'armes "sont complètement fausses, et ne servent que de prétexte" à l'Iran pour "poursuivre ses attaques de drones et de missiles sur le Kurdistan", a assuré pour sa part Amjad Hossein Panahi, du parti Komala en exil.

De son côté, un responsable du Parti démocratique du Kurdistan d'Iran (PDKI) a également indiqué, sous couvert d'anonymat, que "nous n'avons envoyé aucune arme".

Depuis le début de la guerre le 28 février, les groupes kurdes iraniens en exil ont indiqué vouloir attendre un soulèvement populaire en Iran - qui ne s'est pas produit - avant d'intervenir.

En mars, le Premier ministre adjoint du Kurdistan, Qubad Talabani, avait assuré à l'AFP n'avoir constaté "aucune tentative" des Etats-Unis d'armer les groupes de l'opposition iranienne présents sur le territoire.

Les informations ci-dessus de l'AFP n'engagent pas la responsabilité de l'Institut kurde de Paris.

25 mai 2026

Syrie: les Kurdes rejettent la désignation de leurs représentants au futur Parlement

Qamichli (Syrie), 25 mai 2026 (AFP) — Les partis kurdes de Syrie ont rejeté lundi les membres désignés par une autorité formée par le pouvoir central pour les représenter au premier Parlement de l'ère post-Assad, quelques mois après un accord entre Damas et les Kurdes.

Onze personnalités avaient été désignées dimanche pour représenter les zones à forte concentration kurde du nord et du nord-est du pays par des comités locaux sélectionnés par les autorités.

"Ces personnes ne représentent qu'elles-mêmes", ont affirmé les principaux partis kurdes syriens dans un communiqué, dénonçant "une logique d'exclusion et de marginalisation, à travers la nomination sélective de plusieurs personnalités".

En octobre, les deux-tiers des membres membres du nouveau Parlement avaient été désignés par des comités locaux mis en place par une Haute commission créée par par le président syrien Ahmad al-Chareh.

Les régions à majorité kurdes du nord ainsi que la zone druze de Soueïda, dans le sud, avaient été exclues du processus pour des "raisons de sécurité".

Fin janvier, Damas avait conclu avec les Kurdes un accord l'intégration de leurs institutions, notamment de leurs forces armées, au sein de l'Etat syrien, mais sa mise en oeuvre piétine.

Les Kurdes avaient établi pendant la guerre civile une administration autonome dans de larges pans du nord et du nord-est de la Syrie.

Soueïda reste le dernier grand territoire échappant au contrôle du pouvoir central et le principal chef religieux druze, Hikmat al-Hijri, a répété la semaine dernière son opposition au processus électoral.

Le futur Parlement dont le mandat, renouvelable, est de deux ans et demi, comptera 140 membres désignés par des comités locaux et 70 qui doivent encore être nommés directement par le chef de l'Etat.

Le processus de nomination a été critiqué comme antidémocratique par des organisations de la société civile.

La formation de ce Parlement devrait consolider le pouvoir d'Ahmad al-Chareh, arrivé à la tête d'une coalition islamiste ayant renversé Bachar al-Assad en décembre 2024, après plus de treize ans de guerre civile.

Les nouvelles autorités avaient dissous l'Assemblée du peuple, simple chambre d'enregistrement du pouvoir sous le clan Assad pendant des décennies.

Les informations ci-dessus de l'AFP n'engagent pas la responsabilité de l'Institut kurde de Paris.

26 mai 2026

Des femmes et des enfants liés au groupe Etat islamique de retour en Australie

Sydney, 26 mai 2026 (AFP) — Un groupe de sept femmes et douze enfants liés à des combattants du groupe jihadiste Etat islamique (EI) est rentré mardi en Australie après des années passées en Syrie, a affirmé la police.

Ces "épouses de l'EI" sont des ressortissantes australiennes ayant quitté le camp de Roj, contrôlé par les forces kurdes syriennes, la semaine dernière.

Les autorités australiennes ont précisé qu'aucun membre du groupe n'avait été inculpé après son arrivée. Leurs effets personnels ont été fouillés et leurs téléphones et ordinateurs ont été vérifiés "à des fins d'enquête", a indiqué la police.

Le ministre des Affaires intérieures Tony Burke a indiqué qu'elles ne recevraient aucune aide du gouvernement australien, déclarant que "tout membre de ce groupe ayant commis des crimes peut s'attendre à affronter toute la rigueur de la loi".

"Ce sont des personnes qui ont fait le choix horrible de rejoindre une organisation terroriste dangereuse et de placer leurs enfants dans une situation indicible", a-t-il ajouté.

"Les investigations concernant les activités des Australiens qui se sont rendus en Syrie - y compris ceux qui sont depuis rentrés - sont toujours en cours", a ajouté la police fédérale australienne dans un communiqué.

Ce mois-ci, 13 autres Australiens - quatre femmes et leurs neuf enfants - sont arrivés par avion depuis la Syrie.

Deux des femmes, une mère et sa fille, ont été arrêtées à leur arrivée à Melbourne. La police les accuse d'avoir gardé une esclave après avoir voyagé en Syrie en 2014 pour soutenir le groupe État islamique.

Ces personnes avaient été détenues par les forces kurdes en 2019.

Une troisième femme a également été arrêtée à son arrivée à Sydney et inculpée pour être entrée dans une zone interdite et pour avoir rejoint une "organisation terroriste".

Des centaines de femmes originaires de pays occidentaux ont été attirées au Moyen-Orient à mesure que l'EI gagnait en importance au début des années 2010, dans de nombreux cas en suivant des maris qui s'étaient engagés comme combattants jihadistes.

En mars, la Commission des droits humains australienne a exhorté le gouvernement d'aider à rapatrier les personnes restées en Syrie, tandis que d'autres ont accusé ces femmes d'avoir tourné le dos à l'Australie et estiment qu'elles devraient en subir les conséquences.

_____

Les informations ci-dessus de l'AFP n'engagent pas la responsabilité de l'Institut kurde de Paris.

29 mai 2026

Iran: les Gardiens tuent deux Kurdes, recherchés depuis les manifestations de janvier

Paris (France), 29 mai 2026 (AFP) — Les Gardiens de la Révolution iraniens ont tué deux militants kurdes qui vivaient cachés depuis les manifestations qui ont secoué l'Iran en janvier, annoncent des ONG vendredi, les médias iraniens les accusant d'avoir été des instigateurs de ce mouvement de contestation.

Selon l'organisation de défense des droits humains Hengaw, basée en Norvège, les Gardiens ont encerclé leur cachette dans un village de la province de Kermanshah (ouest) et ont ouvert le feu "sans sommation".

Meisam et Mojtaba Visi, deux frères, étaient adeptes du yarsanisme dans ce pays à majorité musulmane chiite.

Le Réseau des droits humains du Kurdistan, basé en France, a fait état de faits similaires, affirmant que les deux hommes vivaient cachés par "crainte d'être arrêtés".

L'agence de presse iranienne Tasnim a elle présenté les deux frères comme "deux des principaux instigateurs des émeutes de janvier dans la région de Kermanshah" et affirme qu'ils ont ouvert le feu sur les forces de sécurité. Ces dernières, "en état de légitime défense, ont riposté, ce qui a entraîné la mort des deux terroristes armés", écrit-elle.

L'Iran a été secoué en début d'année par des manifestations antigouvernementales qui ont culminé les 8 et 9 janvier, quelques semaines avant le début de la guerre déclenchée le 28 février par les Etats-Unis et Israël contre la République islamique.

Les autorités iraniennes ont fustigé des "émeutes fomentées par l'étranger".

Le pouvoir a reconnu plus de 3.000 morts, imputant les violences à des "actes terroristes" orchestrés par les Etats-Unis et Israël. Des ONG ont parlé elles d'une répression ayant fait des milliers de morts.

_____

Les informations ci-dessus de l'AFP n'engagent pas la responsabilité de l'Institut kurde de Paris.